100

BIBLIOTECA STORICA

ALESSANDRO D'ANCONA

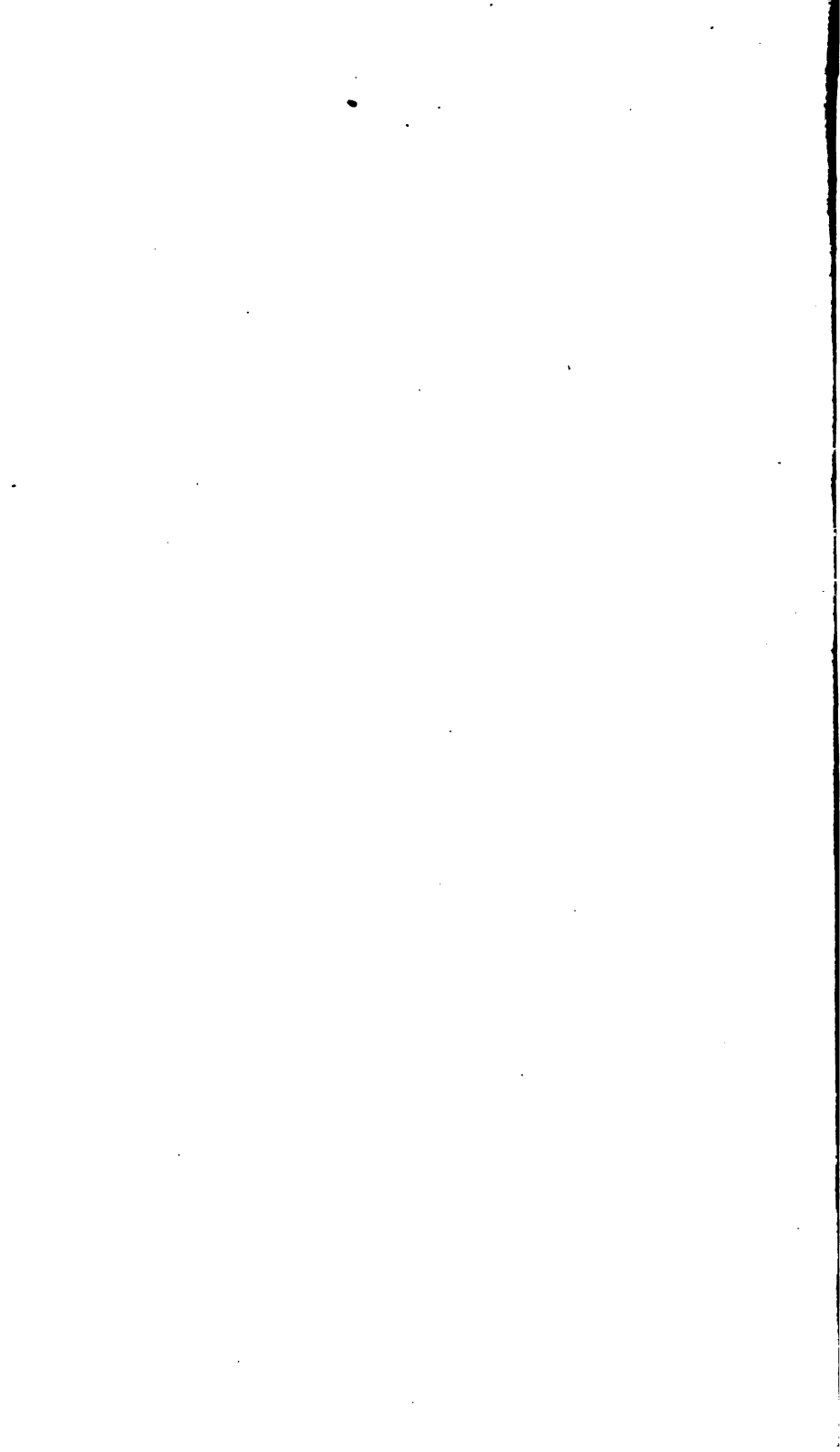
CARTEGGIO DI MICHELE AMARI

RACCOLTO E POSTILLATO

COLL'ELOGIO DI LUI

LETTO NELL'ACCADEMIA DELLA CRUSCA

Volume Secondo

EDITORI
ROUX FRASSATI E C.o
TORINO

ALESSANDRO D'ANCONA

CARTEGGIO

DI

MICHELE AMARI

RACCOLTO E POSTILLATO

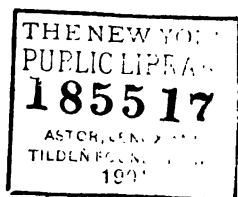
COLL' ELOGIO DI LUI

LETTO NELL'ACCADEMIA DELLA CRUSCA

Volume Secondo

1896

ROUX FRASSATI E C° EDITORI

TORINO.

CCLXXXV.

Michele Amari al Rédacteur de la *Démocratie Pacifique* (1)

[Paris, 20 janvier 1850].

Monsieur le Rédacteur. Je vous prie de m'accorder l'appui de votre journal pour faire appel à la conscience publique contre un acte du gouvernement napolitain, dont je suis frappé directement.

Voici en peu de mots l'origine de cette affaire. Le gouvernement parlementaire de la Sicile, sous lequel on me confia le portefeuille des finances depuis le 28 mars jusqu'au 13 août du 1848, reconnut la nécessité d'armer quelques vapeurs de guerre. La Chambre des Communes, dans sa séance du 16 avril, approuvant ce projet, accorda un crédit pour quatre bâtiments à vapeur. La nouvelle dette, établie par un décret du 13 avril, ne suffisant pas à cette dépense, la Chambre vota d'autres ressources et impôts extraordinaires, qui passèrent en loi le 19 mai.

Le pouvoir exécutif, de son côté, par l'entremise de M. le Prince Granatelli et de M. Scalia, ses commissaires près le gouvernement britannique, conclut l'achat de deux bâtiments à vapeur en construction en Angleterre. D'après

(1) Dalla *Démocratie Pacifique*, del 29 gennaio 1850.

les conditions qu'on avait stipulées, je fis un premier envoi de 126 à 127,000 ducats, au moyen de traites endossées aux deux commissaires, MM. Granatelli et Scalia. Au mois de décembre, le Parlement, dans le but de pourvoir à cette dépense comme à d'autres du département de la guerre, ordonna un emprunt forcé, dont le montant fut versé avec un empressement étonnant. Avec cet argent, le nouveau ministre, M. Cordova, et MM. le comte Amari, le prince Butera et le marquis Cerda, qui lui succédèrent dans le portefeuille des finances, remirent à Londres successivement une somme de 700 et quelques mille ducats, par le même moyen de traites endossées à MM. Granatelli et Scalia. Ainsi on paya le prix des deux bâtiments, et on fit en même temps l'achat de quelques pièces d'artillerie et d'autres objets de guerre. On envoya ces armements en Sicile de même qu'un des deux bâtiments à vapeur, qui, étant arrivé à Palerme au mois de mars, reçut le nom de *Indipendenza*. L'autre bâtiment, c'est-à-dire la frégate *Bombay*, au moment de son départ pour la Sicile fut arrêté par la douane de Londres, à la demande du ministre napolitain, mais ensuite on la relâcha.

Vers la fin d'avril et le commencement de mai, la Sicile tomba, comme on sait, au pouvoir du Roi de Naples. Celui-ci se hâta de s'emparer de tous les armements, au nombre desquels se trouvaient ceux qu'on avait achetés en Angleterre. La République française, quelque temps après, lui fit cadeau de l'*Indipendenza*, qu'on saisit dans le port de Marseille. Mais le gouvernement napolitain ne fut pas aussi heureux à l'égard de la frégate le *Bombay*, des autres armements et de l'argent qui étaient restés à Londres au pouvoir des commissaires siciliens. Deux obstacles s'opposèrent alors aux désirs du gouvernement napolitain. Les commissaires, fidèles à leur devoir et à leur

honneur, refusèrent de rendre à l'ennemi le dépôt que le gouvernement sicilien leur avait confié, et il était impossible de les y forcer sous l'empire des lois anglaises, qui ne reconnaissaient pas du tout dans le Roi de Naples l'héritier universel du gouvernement parlementaire de la Sicile. Le résultat a été que le bâtiment à vapeur, les armes et l'argent sont restés comme un dépôt sacré.

Dans cet état de choses, le gouvernement napolitain a essayé un autre moyen. Il avait été établi en Sicile un Tribunal exceptionnel pour les comptes de la révolution; cette Cour, qui rivalise avec les Conseils de guerre, vient de nous condamner, moi et MM. Cordova, Butera, le comte Amari, Cerda, Granatelli et Scalia, à verser dans les caisses du Roi de Naples, en Sicile, toutes les sommes que les cinq ministres envoyèrent successivement aux deux commissaires pour l'objet en question.

Un tel arrêt a motivé ma protestation, que voici: Je ne sache pas devant quel Tribunal ont l'intention de se pourvoir mes collègues; quant à moi je n'en demande pas d'autres que la conscience publique; car je crois illégitime et fondé sur l'usurpation le pouvoir au nom duquel on nous a condamnés.

Le Roi de Naples n'est ni plus ni moins qu'un usurpateur en Sicile. La révolution de 1848 rendit à la Sicile son ancien et légitime gouvernement parlementaire. Ferdinand de Bourbon reconnut ce gouvernement, et, par un décret du 6 mars 1848, il accepta l'acte de convocation du Parlement tel que l'avait formulé la révolution même. Ensuite il refusa d'intervenir dans cette législation parce qu'il ne fut pas content des limites assignées au pouvoir exécutif. Le Parlement se vit donc obligé de confier ce pouvoir à un président de gouvernement et à six ministres. Par un décret bien connu, il prononça la déchéance

des Bourbons. Après les événements de la guerre en Sicile et dans la péninsule, le Parlement se prorogea lui-même le 14 avril 1849, sans cependant se dissoudre. De même le pouvoir exécutif ne se retira que par le fait, à cause de l'occupation militaire. Personne en Sicile ne renonça pas à ses droits politiques.

Le Roi de Naples, qui n'a jamais profité des leçons de l'adversité, après l'occupation de la Sicile, a mieux aimé d'y rester en usurpateur que de tenir cette conduite par laquelle un gouvernement de fait peut réussir à se légitimer. Loin de respecter le pacte fondamental de sa dynastie et de son propre décret du 6 mars 1848, ou enfin celui de février 1848, qui fut le résultat de la médiation de l'Angleterre et de la France; loin de réunir le Parlement sicilien, il a insulté la Sicile en instituant dans ce pays, à la place de son ancien Parlement, une *Consulta*, composée de sept employés aux gages du gouvernement, sans initiative ni vœu délibératif. Loin de gouverner d'après les lois, il n'a manifesté son pouvoir en Sicile que par les sentences de mort, les arrestations en masse, les exils, la terreur, l'arbitraire et l'insulte. Sans aucun décret parlementaire, il a rétabli l'impôt sur la mouture des blés, et il a ajouté le droit de timbre et une taxe sur l'exportation des soufres. Il a mis arbitrairement à la charge de la Sicile d'énormes frais de guerre; il a augmenté enfin la dette publique de la Sicile au profit presque exclusif du trésor de Naples; mais il n'a pas rougi d'attribuer la nouvelle dette au gaspillage et aux dilapidations de la révolution. Je pense qu'aucun casuiste n'osera appeler légitime un tel gouvernement, aussi vicieux dans son origine que détestable dans sa conduite. Personne ne reconnaîtra dans les ordres d'un tel gouvernement d'autre valeur que la force matérielle, le droit des brigands et des bêtes fauves.

Il est bien naturel que je décline une juridiction, qui relève de ce gouvernement-là. Mais, quoique illégitime dans son origine et inefficace peut-être dans ses effets, une sentence dont le prétexte est la restitution des deniers publics a toujours en elle-même quelque chose de mal sonnant. Ce ne sera pas moi certainement qui garderai le silence vis-à-vis d'un arrêt semblable, et qui hésiterai à le faire déchirer par la conscience publique.

Les faits que j'ai rappelés dans le commencement suffisent pour apprécier l'arrêt du magistrat exceptionnel des comptes en Sicile. Seulement il faut ajouter que ce magistrat nous a condamnés sans nous appeler, sans écouter aucune défense et sans faire, du moins quant à moi, aucune notification de son arrêt. Sur le fond de la question, je supposerai pour un moment que le gouvernement de Naples ait le droit de revendiquer tout ce qui a appartenu au gouvernement parlementaire de la Sicile. Il est évident, même dans cette supposition que les ministres des finances ne pourraient jamais être rendus responsables pour une dépense que le Parlement ordonna aussi explicitement; ni pour le fait des commissaires de Londres, qui n'étaient pas de leur choix, mais de celui du président du gouvernement assisté par tout le Conseil des ministres. Parmi les considérations de l'arrêt se trouve que la remise de l'argent de Palerme à Londres doit être regardée comme une opération commerciale, parce que les ministres des finances l'exécutèrent au moyen de lettres de change plutôt qu'en envoyant des cargaisons d'or et d'argent. Il n'est pas nécessaire de relever tout l'odieux et l'absurdité de ce raisonnement. On pourra faire remarquer l'injustice qu'il y a à demander la restitution de *toutes* les sommes envoyées à Londres, tandis que le gouvernement de Naples est en possession d'une *moitié* au moins de ces valeurs,

c'est-à-dire de la corvette à vapeur l'*Indipendenza* et d'une grande partie de l'armement. Mais je laisse le soin de développer ces raisons et de faire une défense complète et savante à ceux qui devront se justifier devant les juges du Roi de Naples, pour sauver leurs biens des griffes du fisc napolitain.

Quant à moi, je n'insisterai que sur un seul argument. L'argent que les différents ministres des finances de la Sicile ont remis à Londres pour armer leur pays contre un ennemi qui l'attaquait injustement, cet argent, dis-je, est la propriété de la Sicile, et non pas de son ennemi. Cet argent est le produit des ressources extraordinaires créées, comme je l'ai dit, par les décrets du 13 avril et du 19 mai, et de l'emprunt du mois de décembre 1848. Ce qu'il en reste, comme dépôt, soit en espèces, soit en bâtiments et en objets de guerre, ne doit ni ne peut être rendu qu'au peuple sicilien, et pour celui-ci, à son unique représentant légitime, le Parlement librement réuni.

En abandonnant ces restes à toute autre que le Parlement sicilien, on se rendrait le complice ou l'instrument d'un acte de rapine.

Profondément convaincu de cette vérité, non seulement je refuse de me soumettre à l'arrêt dont je viens de démontrer l'illégitimité et l'injustice, mais aussi je ferai de mon mieux pour que cet arrêt n'ait aucun effet.

Le gouvernement de Naples veut ajouter à son escadre la frégate à vapeur le *Bombay*, et faire entrer dans ses magasins quelques pièces d'artillerie de plus, dans ses caisses quelques nouvelles sommes d'argent. Ne pouvant réclamer aucun de ces objets devant les magistrats anglais en son propre nom, car il n'a jamais envoyé les fonds correspondants, le gouvernement napolitain a trouvé un moyen fort simple de procéder contre quelques-uns des ex-mini-

stres des finances, qui ont des propriétés en Sicile. Il veut forcer ces ex-ministres à se présenter aux magistrats anglais dans leur qualité d'endosseurs des traites, et à demander en leur propre nom, la restitution des valeurs envoyées à M. Granatelli et Scalia, pour céder ensuite ces mêmes valeurs au governement napolitain comme le rachat de leurs biens menacés de saisie. Le gouvernement napolitain gagnerait par-dessus le marché une économie dans les frais de jugement, et la satisfaction d'avoir jeté le scandale et la désunion parmis les refugiés siciliens.

J'ignore si quelqu'un de mes anciens collègues est disposé à se laisser entraîner dans cette voie malheureuse. J'ignore aussi si dans ce cas les magistrats anglais pourraient reconnaître dans la personne des plaignants, un droit à redemander comme simples particuliers, les sommes d'argent appartenant au trésor public, qu'ils avaient livré comme fonctionnaires publics, pour servir à un objet désigné et d'intérêt public; mais dans l'un comme dans l'autre de ces deux cas, si jamais ils arrivaient, je m'opposerai toujours à la remise des valeurs, en me fondant sur le même droit par lequel la solliciteraient mes anciens collègues. Je m'efforcerai par tous les moyens d'obtenir que ces valeurs soient gardées en dépôt inviolable, à la disposition du Parlement sicilien, auquel elles appartiennent, et qui n'est pas du tout dissous. En agissant ainsi, je croirai accomplir un devoir, et j'espère que cet acte ne sera ni tardif ni inutile, car j' ai foi dans la destinée de l' Italie, et je vois qu'elle a frappé d'un aveuglement complet un Pape et un Roi, pour les atteler à son char et les pousser en avant dans sa propre voie. M. Amari.

CCLXXXVI.

Michele Amari a Felice Lemonnier

[Parigi, 20 febbraio 1850].

Carissimo signore. Le mando sotto fascia la mia pubblicazione della iscrizione araba della Cuba, della quale le ho già fatto parola. Mi sarebbe sommamente grato, e credo anche utile ai comuni interessi, che si riproducesse questo articolo in qualche giornale di Toscana o d'altra parte d'Italia.

La versione del *Solwan* si può dire finita, non restandomi a farne che una decina di foglietti (il manoscritto è di 110 foglietti), che sarà terminata prima del fine del mese. La lima e la copia mi piglierà un altro paio di settimane, e così verso la metà di marzo le potrò mandare il manoscritto pronto alla stampa. Poi scriverò l'introduzione e le note, la prima delle quali correrà al solito con altra paginatura, e le altre faranno seguito al testo col richiamo dei numeri: onde l'una e le altre si potranno stampar dopo. Le note di storia ed erudizione saran brevi, se a lei non piaccia altrimenti. L'introduzione piglierà un paio di fogli di stampa, più o meno. Ma prima ch'io mi metta a scriverla desidero sapere da lei se le nuocerebbe di vederla messa all'indice di Toscana, e certamente di Roma. Ecco perchè voglio saperlo. Questo libro tra le favole sì leggiadre e i racconti storici è essenzialmente politico da un capo all'altro. Più ancora: l'autore vi getta di quando in quando qualche motto su *questioni sociali,* che sembrano scritti oggi: in tre o quattro luoghi pare proprio ch'ei fosse stato incaricato di fare qualche *brochure*

de la Rue de Poitiers (1). È naturale ch'io me ne incarichi nella introduzione, e come questo si può fare addentrandosi più o meno, e mordendo più o meno aspramente, voglio sapere quel che ci converrebbe meglio.

Senza dubbio io non toglierei nè aggiugnerei, per qualunque interesse al mondo, una sillaba in un lavoro mio politico. Ma qui non sono chiamato a far professione di fede, nè voglio altro se non che si spacci e corra più largamente in Italia questo graziosissimo libro, che è nuovo al tutto pel nostro paese, e del quale mi prometto quasi il buon successo. Ella che è su i luoghi, mi dirà se la proibizione gioverebbe o nuocerebbe.

Gradisca sempre gli attestati della mia riconoscenza per l'amicizia che mi ha mostrato nelle angustie crudeli in cui son vissuto e vivo, e che mi conturbano l'animo così fieramente, poichè lo spirito non può sempre svincolarsi dalle afflizioni che gli dà la carne. Mi creda sempre suo aff.mo M. Amari.

CCLXXXVII.

Michele Amari a F. Lemonnier

[Parigi, 25 agosto 1850].

... Io la prego caldamente della sollecitudine della stampa per una ragione che Ella ben suppone, sapendo le angustie gravissime mie. Queste non mi hanno impedito di scrivere le note con quella esattezza, anzi quel lusso di esattezza scrupolosa, con che le avrebbe fatte un ricco pro-

(1) Da una Società residente nelle *Rue de Poitiers* di Parigi uscirono in cotesti tempi tumultuosi molte pubblicazioni in senso monarchico e antisocialista: il catalogo della Biblioteca nazionale di Parigi ne annovera non meno di 521!

prietario che scrivesse unicamente per la scienza e per la gloria. La mia povertà non mi ha potuto domare al punto di precipitare un lavoro e dire: se l'è roba da dozzina tanto peggio per chi lo stampa!.....

CCLXXXVIII.

Al Direttore del giornale il *Risorgimento* a Parigi (1).

[Parigi, 10 settembre 1851].

Signor Direttore. L'anonimo siciliano, di cui Ella ha pubblicato tre lettere nei primi di questo mese, con brutto abuso d'urbanità di Lei, prende il *Risorgimento* per la bocca del lione de' Dieci e vi gitta un'accusa contro me. Senza dir nome, egli è vero, ma designandomi più precisamente che nol farebbe il nome stesso, con tanti dati che convengono a me ed a niun altro, egli afferma che lo scrittore d'un tratto di storia siciliana, tornato dall'esilio il 1848, onorato da' suoi concittadini con le cariche di professore di diritto pubblico, vice-presidente del Comitato di guerra, deputato al Parlamento, ministro delle finanze, ed infine commissario del governo di Sicilia presso quei della Francia e dell'Inghilterra, costui adesso faccia parte di un supposto Comitato siciliano a Parigi, il cui programma politico l'autore delle lettere si prova a lacerare coi denti e sporcare di bava avvelenata. A queste ingiurie risponda chi il dee, chè certamente non mi toccano. Quanto a me, ciò che io risento è il ribrezzo d'una denunzia fatta con tanta disinvoltura; denunzia che non sarebbe innocua, se la polizia francese credesse ai rapporti spontanei di tal conio. L'a-

(1) Dal giornale torinese *Il Progresso* del 16 settembre 1851.

nonimo si è fidato troppo alla propria sagacità, vedendo in me uno degli autori del programma, forse perchè io ho sostenuto, nella prefazione ad una recentissima edizione del *Vespro Siciliano*, che la Sicilia debba essere italiana e repubblicana. Ma non parmi infallibile una prova di tal fatta; ed in ogni modo non comprendo che per mostrare acume d'ingegno si debba far la spia. Questo è l'avvertimento che voglio dare di rimando all'anonimo; e poichè costui finora è conosciuto da Lei solo, sono obbligato d'indirizzarmi a Lei.

Rileggendo le tre epistole dell'anonimo, or che ne l'ho avvertito, il sig. Direttore vi troverà un'altra colpa più grave assai. Il suo corrispondente, nel furore della polemica, vuol sostenere che si possa dare un caso in cui la Sicilia debba rinnegare la nazionalità italiana per abbandonarsi ad una potenza straniera. Di sì sconcia bestemmia faccia giustizia il sig. Direttore, da quel buon italiano che è, qualunque opinione professi sulla forma di governo più conveniente alla nostra patria comune.

Proponendomi di pubblicare la presente lettera, io la prego che voglia inserirla nel suo giornale, e che gradisca i miei saluti.

CCLXXXIX.

Giuseppe Ricciardi a Michele Amari

[Tours, 8 luglio 1851].

Mio ottimo amico... Quello che mi accennate della nuova edizione del *Vespro*, nonchè del libro arabo, mi dà gran voglia di leggerli. Ma come averli? La mia profonda ignoranza di moltissime cose, ma segnatamente di quelle in cui voi siete diventato sì dotto, mi toglie il poter soddisfare alla vostra dimanda relativa alle correrie dei Saraceni in Calabria ed a quel tal luogo dai

buoi scannati. Non saprei in verità qual libro indicarvi su tale materia. L'opera ultima del Troya potrebbe darvi alcun lume intorno alle cose longobardiche del Napoletano; ma lo troverete poi costì? . . . .

Il Padre Ventura ha lasciato fama qui di sommo oratore e di gran liberale. Io non lo vidi nè intesi, ma avendogli inviato un saluto fraterno in iscritto, ne ricevetti una gentilissima lettera. Me lo farete conoscere quando verrò costì, il che farò forse verso la fine del mese.

Il Borbone ha dato fuori, come saprete, il dì 16 dello scorso, una molto ambigua amnistia, della quale nessuno al certo si fiderà.

Avrete saputo la morte del principe di Cariati (1), già liberale, e popolarissimo in Napoli, poscia strumento prezioso in mano a re Bomba. La sua morte è stata un'acqua di maggio per mio fratello . . . .

Quando l'anno scorso io mi separai dal Del Vecchio (2), questi

---

(1) Gennaro Spinelli, marchese di Fuscaldo, principe di Cariati, nacque in Napoli il 16 agosto 1780. Entrò in diplomazia, e nel 1814 fu dal re Gioacchino mandato ambasciatore insieme col duca di Campochiaro al Congresso di Vienna. L'anno dopo ebbe incarico dalla regina Carolina Murat di trattare col comodoro Campbell per impedire che gli inglesi bombardassero Napoli. Nel '20, tornato in ufficio, venne da Ferdinando inviato alla Corte di Vienna, che non volle riceverlo, per difendervi la causa della Costituzione napoletana. Rimase di nuovo lontano dagli affari pubblici ed in voce di liberale fino al 1848, quando il 6 marzo fu chiamato al Ministero degli esteri, che tenne fino al 3 aprile. Ritornò ministro e presidente del Consiglio dopo la catastrofe del 15 maggio, e Ferdinando, colle arti sue, giunse a farne, al pari del Bozzelli, un ministro del suo assolutismo: quando poi non n'ebbe più bisogno, se li tolse d'attorno l'uno e l'altro, screditati. Durante il tempo ch'egli ebbe il potere, si affaticò coll'opera diplomatica a sciogliere la questione sicula in favore del Borbone: ma avendo asserito in una sua nota che Palmerston avesse dichiarato agli inviati napoletani che il Governo britannico non metterebbe ostacolo alla spedizione contro la Sicilia, fu apertamente smentito dal Palmerston stesso. Morì in Napoli ai 8 giugno 1851.

(2) Questo Del Vecchio, già mazziniano, dev'essere un Buonajuto Del Vecchio, che nacque a Pesaro ai 9 aprile 1818. Venne giovane in Toscana e lavorò per editori e in giornali, scrivendo di letteratura e d'arte: fu anche uno dei più ardenti liberali; nel '48 e '49 dimorò a Roma, e Mazzini si giovò dell'opera sua, se non erro, nel Ministero della guerra. Emigrò poi in Isvizzera e in Piemonte, dove credo morisse verso il '54 o '55, sebbene altri dica che ciò avvenisse in Marsiglia, e di veleno propinatogli nel caffè. Che si convertisse alla monarchia, come dice il Ricciardi, non so; ho sentito soltanto dire che

era repubblicano, anzi mazziniano. Sento ora da voi esser ei diventato *savoino*. Io che non ho mai mutato, nè muterò mai bandiera, non approverò certo la metamorfosi del Del Vecchio; ma so intenderlo e compatirlo, dopo le tante corbellerie del Mazzini (1), i ridicoli proclami del Comitato europeo, ed il solenne fiasco del famoso imprestito. Le quali cose han dovuto fare non leggiera impressione sull'animo del Del Vecchio, massime se comparate a quelle vedute in Piemonte, dove esiste un Governo, monarchico bensì, ma leale, e che invece d'imprigionare, bastonare e passar per le armi, siccome gli altri d'Italia, concede tanta libertà ai cittadini, quanta n'è compatibile con un re! Casa Savoia, non ci facciamo illusione, amico mio, mette radice in Italia, e il favore da lei ottenuto nella penisola va attribuito principalissimamente, ripeto, alle corbellerie del Mazzini. Il mio sterminato carteggio mi fornisce ogni giorno novelle prove di questa verità dolorosa. Gli uomini giudicano dal successo, e il successo finora è dal lato di Casa Savoia. Vi basti questo unico fatto. Il Governo sardo richiede al pubblico 15 milioni di franchi. In due o tre giorni 33 milioni, invece di 15, sonogli offerti da ogni ceto di cittadini! Nè parlo del prestito di 75 milioni, testè conchiuso in Londra *facilissimamente*, dove in questo momento nella cassa del Mazzini trovansi appena 50,000 franchi!!! Voi v'accorgerete della giustezza delle mie previsioni quando sarà troppo tardi, cioè quando la parte savoina avrà acquistato tale preponderanza in Italia, da rendere forse vanissimi i nostri sforzi. Quanto a me, non avrò alcun rimorso, chè ho cantato su tutti i tuoni la verità al Mazzini

---

negli ultimi anni fu fervente apostolo del protestantesimo. Lasciò interrotto un romanzo che veniva pubblicato a dispense, ed aveva un certo incontro per l'attualità dei fatti, e s'intitolava: *Misteri di Roma*, che dopo la sua morte fu condotto a termine dal siciliano Gaetano De Pasquali. Nei *Documenti della guerra santa* pubblicati dalla Società Elvetica di Capolago appartengono a lui questi volumi: *L'Assedio di Roma* (1849); *Bologna nel maggio 1849* (1849); *Assedio e blocco d'Ancona* (1850); *Bologna l'8 agosto 1848* (1850).

(1) Se il Ricciardi, e non a torto, così qualifica le imprese mazziniane, bisogna dire che il Mazzini rendeva la pariglia al Ricciardi, e dieci anni prima dei casi del 1848 scriveva di lui: « Ricciardi doit être classé, non parmi les indignes, mais parmi les imbéciles politiques. Si on lui persuadait que l'être des nôtres servirait sa renommée, il se rallierait à nous; mais cela n'en vaudrait pas la peine! » *Lettres intimes de Mazzini*, par D. Melegari, Paris, Perrin, 1895, pag. 103.

ed ai suoi seguaci, anche a costo di riceverne sgarbi, e, che più cuoce, accusa di mettimale e seminascismi. . . . .

Datemi le vostre care nuove senza ritardo, amatemi e credetemi sempre vostro aff.mo G. Ricciardi.

CCXC.

Michele Amari a Massimo d'Azeglio

[Parigi, 5 gennaio 1852].

Chiarissimo signore. Spero che innanzi questa lettera le sia pervenuto, per mezzo dell'editore Lemonnier, un picciol tributo mio: il libro di un Arabo siciliano del XII secolo, ch'io ho voltato nel nostro idioma e pubblicato a Firenze al finir dell'anno scorso. Piacciale di accettare gratamente cotest'omaggio che rendo allo scrittore e al soldato italiano, e questo segno di riconoscenza del segnalato beneficio ch'Ella mi facea parecchi anni addietro, soscrivendo con altri nostri compatriotti per anticiparmi il valore della *Storia dei Musulmani di Sicilia* ch'io aveva intrapreso. Aspettando la prossima pubblicazione di questo ultimo lavoro, e con essa i mezzi di soddisfare ciò che mi fu prestato da generosi amici, io vo' compiere una parte almeno del debito, con mostrar la gratitudine dell'animo mio e presentar loro un primo frutto dell'aiuto che prestarono ai miei studi.

Mi conceda Ella intanto di aggiungere pochi altri righi per chiarirmi d'una colpa, della quale mi accorgo che ho dovuto parerle reo: l'orgoglioso e vile silenzio dell'ingratitudine. Io le son parso certamente reo, perchè infino al 1850 ignorai del tutto ch'Ella avesse partecipato a quella soscrizione; onde non feci motto per ringraziarla nè anche

quando ebbi l'occasione nel 1846 di inviarle la versione del viaggio d'Ibn Giobair. Il fatto è che Mariano Stabile, mio amicissimo, il quale raccogliea le soscrizioni e mi mandava il danaro, ricusò sempre per delicatezza e generosità di dirmi i nomi dei soscrittori, che erano pochissimi, nè volle mostrarmi il conto che pendea troppo contro di me. Stabile non si lasciò vincere a parlare, che quando si trovò meco in esilio, ed io lo strinsi a mostrarmi la somma che io gli dovea. Allora mi disse i nomi, ed io al sentir quello di Azeglio mi persuasi della orribile macchia ch'io avea innanzi agli occhi suoi.

S' Ella interpretò il silenzio, come le apparenze la portarono a conchiudere, revochi adesso quel giudizio, ne la prego caldamente, e non noti almeno tra gli ingrati il suo dev.mo M. Amari.

CCXCI.

Massimo d'Azeglio a Michele Amari

[Torino, 10 gennaio 1852].

Illustrissimo signore. La ringrazio per la gentilissima lettera 5 corrente, e pel dono cortese d'un libro interessante per sè, pei tempi in cui fu scritto, e l'eleganza del dire, che è pregio di Lei, sia che volti nel nostro idioma le opere altrui, sia che detti le proprie.

Il partecipare al desiderio comune di vincere le difficoltà perchè potesse illustrarsi da autore degnissimo la storia dei Musulmani di Sicilia, era effetto di spontanea vaghezza d'apprendere, e non già argomento per essere rimeritato di grazie. Ma da me e da quanti sono amici delle lettere della nostra nobile patria, si deve per lavoro sì importante e sì arduo riconoscenza a Lei, e si renderà lode per la pubblicazione, che mi fa sperare vicina.

Gradisca, illustrissimo signore, i sensi della mia distintissima considerazione, ecc.

CCXCII.

Mariano D'Ayala a Michele Amari

[Firenze, 5 maggio 1852].

Pregiatissimo signor Amari. Prima del secolo, cioè prima del 1848, voi vedeste i miei caratteri; ed ora che per noi è passato un secolo, non so se vi rammenterete di me e di queste mie cifre. Checchessia, una preghiera che caldà calda deggio darvi riaprirà i nostri labbri, non i nostri animi. Lavoro intorno a una edizione del carissimo e rimpianto Alessandro Poerio (1). Il Tommasèo, da Corfù, mi fa sapere che l'abate Stefani, il quale dimora costà, *Rue des petits Augustins*, 13, potrà avere varianti o scritture inedite del Poerio, come potrebbe anche ritenerne il Cobianchi. Ma il buon prete, soggiunge il Tommasèo, è uomo di pigrizia a lui medesimo maravigliosa. Per la qual cosa a un nostro alpigiano (per freddezza) vorrei metter di costa un etneo, perch'io prestamente possa compiere il lavoro. Mi farete dunque cotesto singolarissimo favore di trarre scintille da pietra morta, raccogliendo quante maggiori notizie su la stanza che ivi fece Poerio, e del come fu preso di amicizia dello Stefani, e di qual parte sia della nostra Italia e da quanto tempo vi viva. Così del Cobianchi. La poesia che alla pag. 66 delle *Liriche*, pubblicate costà nel 1843, è dedicata all'amico G. S., io suppongo per l'appunto che siano le iniziali dello Stefani, al quale forse furon commesse le correzioni delle bozze. Se vi uniste col Montanelli in coteste ricerche andrete più spedito, essendo stato amico del Poerio. E gli domanderete se fu nell'*Italia* messa a stampa quella poesia mandatami per mezzo di Bonghi, diretta a lui, e che comincia: *Qui dove spira ancor, qual'aura antica — Della sirena armonioso il nome.* A me pare che cotesti versi gliel'abbia potuti intitolare nel tempo del Congresso in Napoli degli scienziati nel

(1) Le poesie edite e postume del Poerio furono dal buon D'Ayala pubblicate presso il Lemonnier nel 1852: una seconda edizione ei ne fece nel 1860 a Napoli.

1845. Ringrazierete il generale Pepe delle notizie che pel medesimo argomento mi diede, se pure non sia a quest'ora partito alla volta di Nizza insieme con Damiano Assanti (1).

Vi prego di salutarmi quanti napoletani e siciliani sieno con voi, sperando che fra l'emigrazione di Napoli e Sicilia non sia quella maledetta separazione, che i Governi han voluto e saputo sempre promuovere e tener viva.

Se qualche cosa spiri di men tristo fatemene avvertito, e cerchiamo almeno di sapere quello che di vero, non di aereo, si fa ne' luoghi in cui siamo. Piraino vuole recarsi costà fra poco, ed allora più a dilungo vi scriverò. Comandatemi, e sempre abbiatemi vostro amico M. D'Ayala.

CCXCIII.

Michele Amari a Mariano d'Ayala.

[Parigi, 18 giugno 1852].

Pregiatissimo mio signore. Se rispondo a capo di un mese e mezzo alla vostra gradita lettera del 5 maggio, il carico di sì lungo silenzio si divida tra Lemonnier e me, e ne tocchino a lui 40 giorni e a me il resto. E questi

---

(1) Damiano Assanti, nato ai 9 luglio 1809 a Catanzaro, fu ascritto alla parte liberale fin da giovinetto, e soffrì replicate persecuzioni dal governo borbonico, dalle quali l'ultima volta, nel 1847, sfuggì coll'esilio. Con Guglielmo Pepe, del quale era nipote, andò a Venezia, e vi raggiunse il grado di colonnello. Andò poi in esilio, e si battè per vendicare l'onore delle armi napoletane con un avv. Soler di Venezia, che aveva detto male di quelle e del loro capo. Il duello accadde presso a Torino, e il Soler fu lasciato per morto con una palla di pistola, che gli si cacciò nel cranio; ma per miracolo sopravisse alla ferita mortale, ed io lo ricordo tutte le mattine, solitario e burbero, al Caffè Nazionale, sotto i portici di Po. L'Assanti prese poi parte all'impresa di Sicilia, e comandò una brigata sotto il Cosenz, combattendo valorosamente, e distinguendosi nella giornata del 1° ottobre. Nel 1862 resse provvisoriamente la Prefettura di Bari. Nel 1868 fu promosso maggior generale. Fece parte di quattro Legislature (VIII, IX, X, XI) del Parlamento italiano, sedendo a destra. Il 6 novembre 1873 fu fatto senatore, e morì in Roma ai 27 febbraio 1894, lasciando reputazione di valoroso soldato e di schietto liberale.

pochi giorni che ho differito la risposta non li ho passati inoperosi per l'affare di cui mi scriveste, e che anche preme a me trattandosi di un compatriotta, un bell'ingegno ed un martire. La prima cosa andai dall'abate Stefani, che adesso dimora *Rue Furstenbourg, 5*, il quale mi accolse cortesemente, malgrado certe male parole che ci dicemmo, o che piuttosto gli dissi da due anni addietro, a proposito di una discussione politica in cui entrava la Corte di Roma, e però, da un canto l'ira e lo sdegno mio e dall'altro l'amore del buon prete, anzi un tantino gesuita e un tantino dilettante, se non collaboratore dell'*Univers;* ma il comune amore per l'Italia, che i preti non so come accordino con quello del Papa, ci spinse a stringerci le mani. L'abate Stefani non ha scritti inediti di Poerio, non varianti, ancorch'egli avesse corretto le prove della stampa, che si fece a Parigi; e si succiò e si ritirò come una lumaca quando gli domandai notizie biografiche o aneddoti, dicendomi non esser passato tra lui e Poerio nulla di straordinario nè di degno di nota, ecc., ecc. La poesia indirizzata a G. S. fu scritta, egli credea, per lui, ma non vale la pena di parlarne. Insomma, mi rimandò con le mani vuote, ed il pover'uomo forse non avea gran cosa da darmi. Cobianchi ha il manoscritto originale di Poerio nel quale non si trova nulla d'inedito, ma potrebbe servire per confrontare qualche passo che vi sembrasse dubbio, al che il Cobianchi si presterà di buonissima voglia, quando gli si dica il passo da riscontrare; ma non intende dare il manoscritto, che fu d'altronde fedelmente riprodotto nella stampa. Egli me l'ha dato con un'errata fatta dallo stesso Poerio, e aggiunta ad alcune copie e ad altre no. Non l'acchiudo, perchè forse l'avrete e non vorrei ingrossare il plico senza pro. Comincia a pagina 6, verso 14, *terra, terra,* ecc. Se vi manca, la tengo pronta ai vostri comandi.

Quanto a poesie inedite, il Cobianchi ne sapea alcune fatte per una signora inglese, che ferì l'animo del poeta. S'incaricò di domandarle destramente; e l'ha fatto, ed oggi appunto mi dice che la signora (ora un po' attempatella) non rifuggirebbe dallo scandalo di pubblicarle, ma che le ha con altre sue carte in Inghilterra, ove le andrà a cercare quando farà quel viaggio, perchè a nessuno vorrebbe affidare la chiave. Perciò da questo lato non v' ha da sperare molto, o almeno non da sperarlo prima che esca la vostra edizione. Cobianchi, desiderosissimo di raccogliere i versi dell'amico, non abbandonerà la traccia.

Caso un po' simile è quello del Montanelli, che possiede due o tre componimenti inediti del Poerio, i quali ei si propone di pubblicare in qualunque modo; volontieri ve li cederebbe, ma la più parte sono in Italia in luogo da non potervisi metter le mani per ora, ed una poesia fatta in Venezia pare del tutto perduta. Egli cercherà intanto le carte sue di qui, e se troverà qualche cosa l'avrete. Quanto ai versi « *Qui dove spira ancor qual'aura antica* » non sono stati mai pubblicati nell'*Italia* nè altrove.

Eccovi, caro amico, il magro risultamento delle mie ricerche. Non ho potuto salutare da parte vostra il venerando nostro generale Pepe, perchè è partito da più tempo per Nizza, al par che suo nipote Assanti. Verso gli altri compatriotti compierò questo ufficio che mi richiedete, e posso assicurarvi che tra i buoni e meno sciocchi è dileguata da lungo tempo quella insulsa ed esecrabile antipatia, che faceva disonore ai Napoletani ed ai Siciliani. Il nome d' Italia sacro a tutti — e questo è il solo, ma incommensurabile progresso che ha fatto la patria — il nome, dico, d'Italia unisce adesso in un solo amore i compatriotti nati in qualsivoglia provincia. Così in luogo dell'antica nimistà territoriale non fosse sottentrata la divi-

visione, nello scopo no, ma nei modi di arrivare allo scopo della nostra rigenerazione! Mi sanguina il cuore a scriverlo, ma questa divisione non ha fatto altro che crescere tra le sventure, e le parti si sono andate suddividendo, e le suddivisioni hanno anche adottato nomi di persone a vergogna comune, talchè non basta domandare: repubblica o principato? ma anche: quale repubblica e qual patto fondamentale e quali leggi volete e quali uomini? Ma senza questa maledizione della schiatta nostra, noi non saremmo insultati dagli oltramontani, che son tanto peggiori di noi d'animo e di corpo. Addio. Se vi occorre di scrivermi, vi prego di dirmi quale sia la migliore e più recente storia del reame di Napoli pei fatti dal IX al XII secolo, e se ancora siamo al Giannone e agli *Annali* del De Meo. Di più, vorrei sapere se siasi pubblicato nulla su la falsità delle cronache o squarci di cronache date in luce dal Pratillo nel 1751, per ambizione di rifare il verso al gran Muratori. Vivete felice e credetemi tutto vostro Amari.

CCXCIV.

Mariano Stabile a Michele Amari

[Vichy, 18 luglio 1852].

. . . .

. . . In quanto poi all'avvenire non bisogna angustiarcene più di quanto merita. Abbiamo fatto, chi per un verso chi per un altro, tutto quello che dipendeva da noi per essere utili agli altri, anzichè a noi. Ci siamo condannati al celibato per non procreare altri infelici; sin che avremo cinque dita ed un po' di cervello troveremo certamente a guadagnare un tozzo di pane; se questo anche ci mancasse, lo spedale o la Senna non ci spaventano. Abbiamo la coscienza lieta e tranquilla, e credo che non sia tanto

facile di trovare altri esempj di una simile abnegazione. Se il mondo è putrido e corrotto, se preferiscono alla libertà dell'animo e del corpo la pagnotta e la conservazione della pancia ai fichi, non possiamo noi prenderne una malattia. Quando saranno comodi, si sveglieranno; e siccome son persuaso che io dormirò allora tutt'altro sonno, così mi son messo l'anima in pace, e non voglio più angustiarmi di nulla.... Sempre tuo MARIANO.

CCXCV.

MARIANO D'AYALA a Michele Amari

[Firenze, 20 luglio 1852].

Ornatissimo signor Amari. Da un mese debbo ringraziarvi, ma poichè mi dimandavate, volevo darvi una risposta intorno alle Istorie napoletane dal IX al XII secolo. Credo non ignoriate la pubblicazione fatta in Napoli da Giuseppe Del Re de' cronisti maggiori, comunque tolti dalla Raccolta del Muratori la maggior parte. Pure ne ho scritto ad un amico di Napoli, le cui lettere vengono sempre in lungo ritardo. E scrissi al medesimo amico Del Re, perchè direttamente di Torino, dove si trova, vi scriva delle notizie, che a lui fossero note, sull'argomento, così del De Meo come del Pratillo. Ringraziando voi delle sollecitudini datevi per le poesie del Poerio, intendo anche ringraziare il Cobianchi che, alla vostra lettera, mi sembra uomo pronto ed amatore caldo di libertà e de' liberi. S'è così, stringetegli forte la mano, e voi intanto e di lui e dello Stefani, ditemi qualcosa; cioè se sieno dell'estrema o della mezzana Italia (1). E insistete per le poesie alla donna inglese, e per quelle del Montanelli. Bisognerebbe sapere quando la signora passerà lo stretto e qual nome abbia, anche per iscriverne a Londra a qualche amico. Come va il ritorno di Santa Rosalia? Fra Siciliani vi sono molti che

(1) L'abate Gabriele Stefani fu probabilmente veneto, amico al Poerio e al Tommasèo, che deve parlarne in qualche luogo delle sue opere. Il Cobianchi, probabilmente piemontese e d'Intra, potrebbe essere o Lorenzo, o meglio Cesare; ambedue deputati al Parlamento subalpino.

desiderano ribenedizioni? Ve ne sono molti determinati a morire nell'esilio o rivedere la patria libera? Ve ne sono che amerebbero sostituire altra dinastia? Fra Napoletani qualcuno è già tornato.... Le solite scuse: il babbo, la mamma, i figliuoli, i quattrini, la banca, i negozj. Santissime idee, ma di certo raccolte sotto il gran manto della patria; e perchè non pensarci innanzi? Bisogna gittar via il fodero, quando s'impugna la spada della libertà e della giustizia. Il credereste? Anche il P..... sospira la sua bicocca natale, i suoi agi; eppure è solo, e non gli manca nulla.

In Napoli vi è gran recrudescenza politica: perquisizioni severe da per tutto; ed in provincia, massimamente, la soldatesca ripiglia le sue furie. E n'è morto un altro nelle prigioni: il povero Luigi Parisi, valorosissimo maestro di scherma, con numerosa famiglia, benchè fosse stato messo fuori causa nell'eterno giudizio del 15 di maggio. Le elezioni inglesi come sono state giudicate in Francia? Il ministero Derby cadrà, e come si comporrà l'altro? Quai vaticini della festa del 15 agosto? Francesi e Tedeschi rimarranno nell'Italia centrale? Rimarrà o pure no il Piemonte costituzionale? Non so veder nulla che possa rassicurarci, non ostante certi paroloni e certe speranze sopra un essere collettivo, che per me non sta. Pecore matte, che ridono di Galileo scopritore del moto e dell'Inquisizione che lo condanna! Vi prego di darmi presto la vostra opinione sulla durabilità del regime piemontese; poichè non potendo qui menare innanzi la vita, penserei recarmivi. Vi abbraccio. Vostro M. D'Ayala.

CCXCVI.

Michele Amari a Giuseppe Ricciardi

[Parigi, 11 ottobre 1858].

Carissimo amico. Quantunque la corrispondenza epistolare non sia il mezzo migliore di trattare l'argomento che voi mi proponete, vi risponderò pochi cenni. Da un mese in qua ho sentito tanti parlari e parlato tanto io stesso,

conchiudendosi tanto poco, ch'io mi vo confermando in una sentenza ricavata da tutta la storia nostra da Arcadio e Onorio infino all'anno di grazia 1853. Cioè che gli Italiani han menti più cavillatrici e leggiere degli antichi Greci; animi più difficili ad accordarsi; ambizionucce e vanità microscopiche, che fanno un brulichìo d'inferno: tanti individui, che valgono ad uno ad uno; e uniti insieme, nulla e poi nulla. Alcuni anni addietro io pensava questo dei Siciliani e Napoletani soli, ma adesso mi accorgo che a misura che ci avviciniamo alle Alpi, la neve non ci guarisce di quella mobilità nervosa. Almeno l'emigrazione è tutta così; ed un Marcel diventa ogni minchione che passato ha l'Alpe: ti vuol sedere a scranna, sputar sentenze e regger mondi, non che Italie. Spero che quei giù dalle Alpi abbian più giudizio di noi. In somma, la cagione di questa scappata mia è, che mentre alcuni cercavano di coltivare un podere mezzo abbandonato e disputavano su i modi della cultura, e sopratutto su le persone dei gastaldi, ecco che ti viene in mezzo ai piedi la quistione d'Oriente. Che si farà? Star con le mani alla cintola e veder le mosse degli eserciti, come si guarda la parata e l'esercizio a fuoco? Certo che no. In ciò ad un dipresso tutti si accordano. Come operare? In ciò nessuno si accorda; perchè ciascuno vuol effettuare tutte le teorie che ha sognato nella sua mente, più l'autorità di legislatore o dittatore per se medesimo o qualche stretto amico suo. Il risultamento è, che per anco non si è assentito da tutti il programma più ovvio; cioè: Dove si potrà, facciamo da noi: nominiamo una Dieta, che regga sovrana tutti i paesi mossi, combatta insieme col Piemonte, con la Francia e l'Inghilterra o col diavolo, purchè non sia diavolo austriaco; e cerchi di conseguire il più che si potrà dei tre bisogni nazionali: Indipendenza, Unità e Libertà. Se pur si

ottenesse l'assentimento comune a questo, rimarrebbe ad ordinare come si procacceranno gli effetti. — Io sono repubblicano unitario, dice il tale, e non mi voglio sporcare coi federalisti. Io son uomo di Stato, va bucinando tal altro, e coteste rifritture mazziniane non sono roba per me, ecc., ecc. Si è detto di intenzioni di qualche potenza e di pratiche appiccate con rifuggiti. Si è ventilata una certa trinità italiana, che sarebbe tanto seria, quanto quella che noi conosciamo lassù in cielo; cioè Lombardo-Veneto al Piemonte, Napoli e Sicilia a Murat, e l'Italia di mezzo, indovinate a chi? al Gran Duca di Toscana, lasciando Roma e la tomba di San Pietro al Santo Padre. Comprendete tutte le ragioni per le quali tal proposta non può venir dalla Francia, a chi si attribuisce. A conchiudere vi dirò, che se si conchiuderà, ve ne avviserò; che se credete far voi, è forza venghiate a Parigi, perchè io non mi incarico affatto della corrispondenza. Anzi, se si potesse, vi darei la mia stanza a Parigi e mi prenderei la vostra a Tours finchè cesserà questo guazzabuglio. Ci siamo intesi? . . . .

CCXCVII.

Francesco Crispi a Michele Amari

[Torxien (Malta), 12 ottobre 1853].

Ornatissimo signor Amari. Poichè per la forza del fato fui sbalzato in Malta, volli, per occupare il tempo, imprendere in questi archivi a studiarvi la storia, che, quantunque fino ai principii del secolo XVI si confondesse con quella della Sicilia, pure ha caratteri e tradizioni proprie, e dopo lo stabilimento dell'O. di S. Giovanni Gerosolimitano, vita ed interessi assolutamente distinti. Tuttavia mi avvedo che il paese non può offrirmi abba-

stanza a compiere il mio lavoro, e che per la parte del dominio arabo bisogna cercarne altrove i materiali. Or sapendo con quanta diligenza e profondità vi siete occupato di quel periodo, oso oggi pregarvi perchè vogliate indicarmi le sorgenti a cui potrei attinger notizie, qualora ciò non disturbi l'economia dell'opera che pubblicherete sui Musulmani in Sicilia. Sarei molto ardito se vi chiedessi tutti quei lumi, che credereste necessari ai miei studi sopra Malta? io non potrei che esservene grato, quando, tenendovi nei giusti limiti perchè non fosse a voi di nocumento, sareste così gentile da farmi tanto bene. Comandatemi ove credete che io possa e valga. Devot.mo vostro F. CRISPI-GENOVA.

CCXCVIII.

EMERICO AMARI a Michele Amari

[Genova, 14 dicembre 1853].

..... Non posso entrare nella questione, che tu agiti, dell'influenza che le razze diverse che hanno, in tempi lontani da noi e fra loro, popolato la nostra Sicilia, possono avere avuto sulla criminalità attuale, perchè essendo di opinione un po' diversa dalla tua, sentomi nell'impossibilità di battermi teco; se in altri tempi ci avrei pensato due volte a rompere una lancia, armato bene e di tutto punto, con sì fiero e potente giostratore, pensa adesso, che non ho più armi nè braccia per impugnarle: quindi mi riduco a dire che sembrami voler troppo sacrificare alla moda di Thierry, il cercare ancora fenomeni morali derivati da razze, che dominarono solo due secoli in un paese, e sparirono, o almeno finirono d'influire potentemente da otto secoli e più. Volere che due secoli di dominazione araba sieno più potenti di otto di dominazioni diverse, mentre poi abbiamo cause attuali e permanenti per spiegare il maggior numero dei reati, che si trovassero nelle contrade, dove gli Arabi furono più numerosi e predominanti, sembrami troppo. Ma dalle tavole che ti mandai, se il fatto della maggior criminalità di Trapani e Girgenti risulta, Palermo, sede e vero focolare d'arabismo, resta nel centro della scala, e rappresenta la media della criminalità: cosa che scuote molto

l'edificio delle razze. Oltre a questo non bisogna nel giudicare della moralità d'un paese o delle parti d'un paese comparativamente, lasciarsi illudere dalle solite svaporate teorie francesi. Essi che hanno dato forme geometriche alla cosa meno matematica del mondo, alla criminalità, credono che sotto la forma ci sia la cosa; hanno dato una misura arbitraria dalla pena al delitto, ed hanno detto: noi puniamo questi delitti più gravemente, dunque è più immorale chi li commette; hanno chiamato *crime* un furto, perchè qualificato di rottura di cancelli, perchè l'hanno punito di pena afflittiva; dunque è più immorale di chi ti ruba il patrimonio senza violenza, con arte, mentre per me è l'inverso; e per chi giudica non dal titolo il delitto, ma dalla origine morale, dalla spinta e da tutte le altre delicate cause, che devono assumersi come vera base metrica della moralità dell'atto, non trovasi che unica ed uniforme voce di disapprovazione per queste prosunzioni statistiche . . . . .

Intanto la differenza tra misfatti e delitti è posata sopra una idea francese, e da questa differenza sorge la differenza dell'apparente immoralità delle provincie arabo-sicule in paragone delle altre; se tu però fai unica somma dei delitti e dei misfatti, vedrai cambiare i rapporti, e forse t'apparirà l'inverso.

Comunque sottile, l'argomento che tu arrecchi per diminuire il peso del numero dei reati e tenerti a quello dei rei, pur nondimeno, come regola generale, sembrami insostenibile. Dove sono più reati, là è maggiore immoralità; il numero dei rei può essere elemento grave di dubbio in certe categorie speciali: nel generale la proposizione diretta non puossi niegare. Cento cagioni possono influire per accrescere il numero dei complici, ed una può essere tutta moralizzante, cioè meno audacia dei rei, più vigilanza dell'autorità, più difficoltà di commettere il reato, o sfuggirne la punizione. . . . .

. . . .

Godo come d'una gloria nazionale che hai compiuto l'erculeo lavoro, che tu solo potevi ideare e compiere. Questo sarà un monumento siciliano, per una contraddizione originale dovuto a chi, dicesi, non pensa più che ci è una Sicilia, ma piuttosto una non so che provincia, di non so che Italia; quasichè l'Italia sia senza le provincie, e per esserci Italia non ci possa essere Sicilia. Pensando come nel 1853 sono mutate le parti, e ch'io che nel 1837 era

maledetto da te come un italianista, oggi debba lottare con te pel municipalismo, la mia testa si confonde, e dico in me stesso: *Vanità delle vanità e siamo tutti vanità*....... Comunque siasi, io municipalista e tu italianista, io siciliano sino alle unghie e tu italiano sino alla punta dei capelli, siamo fratelli, ed io ti amo come vecchio amico; come autore del *Vespro* e della *Storia degli Arabi*, ti venero come onore di Sicilia; come vittima dell'ira borbonica, ti venero come martire della causa *siciliana* di *Sicilia*, ti metto tra i padri della patria; e, quello ch'è vera caparbietà mia, ti spero uno dei più franchi sostenitori della sua indipendenza, quandochè sarà. Tu sarai italiano, e credo esserlo anch'io, ma sempre aspetterò leggere cogli occhi miei o sentirlo colle mie orecchie e dalla tua mano e dalla tua bocca, che per essere italiano un siciliano debba prima prendersi il battesimo napoletano: se questo non mi dirai, allora fra me e te non ci sarà altra differenza che quella che ci è tra l'uomo che ama la centralizzazione francese, e quello che ama la federazione americana. Perchè di Repubblica, di Re, di Costituzioni A. B. C. poco mi importa, e poco me ne curo. Datemi libertà vera e indipendenza provinciale: toglietemi *Parigi* e la legislazione minuta unica, e l'amministrazione concentrata, e poi datemi repubblica o monarchia, chiamatemi provincia, stato, cantone o come volete, e poco m'importa. Ma dopo tutto questo si è il meglio: siate con Mazzini, o con Balbo, o con Gioberti, o con Cattaneo, o con Manin, o anche coi Napoletani, ma siate onesti e tolleranti, ed io vi sono fratello. Se siete intolleranti, non vi odierò per questo, ma vi compiangerò, amandovi. Te però amo ed ammiro e non compiango, perchè tu sei il mio antico Michele, ed io il tuo immutato EMERICO AMARI.

CCXCIX.

FELICE LE MONNIER (1) a Michele Amari

[Firenze, 10 maggio 1855].

.... Spero che non tarderete ad inviarmi il seguito dell'originale, quantunque mi troverò forse fra poco in un impiccio grande

(1) Felice Le Monnier nacque a Verdun il 1° dicembre 1806, e mostrandosi restìo allo studio, fu dal padre allogato presso un amico ti-

per la stampa della vostra opera; perchè siamo minacciati d'una nuova legge sulla stampa, con censura preventiva alla napoletana; ed ho saputo ieri dal Procuratore regio stesso, che *peu s'en*

---

pografo, e a poco a poco giunse ad essere proto. Nel 1831 partì di Francia coll'idea di piantare una officina tipografica in Grecia, ma la morte improvvisa di un compagno lo trattenne a Firenze, dove entrò come proto nella tipografia Passigli, Borghi e Comp. Fondò poi la ditta Felice Le Monnier e Comp., e poi di lì a breve operò per conto proprio, cominciando col *Discorso sulla Storia d'Italia* di Giuseppe Borghi, che si stampava, come allora molto usavasi, per associazione a fascicoli. Noto, come fatto rilevante per quei tempi, che il Le Monnier dava all'autore 840 franchi al fascicolo (1000 lire toscane). La sua splendida carriera di editore cominciò nel 1843 coll'*Arnaldo da Brescia* del Niccolini, ch'ei fece stampare a Marsiglia. Ne fece tirare 2000 copie, e le sdaziò a Livorno come carta bianca, che pagava più che lo stampato; poi le fece entrare in Firenze in botti da caffè (vedi Vannucci, *Ricordi di G. B. N.*, i, 187). L'*Arnaldo*, naturalmente proibito ma che pure tutti acquistavano, fece la sua fortuna, e allora mise mano alla *Biblioteca nazionale* (il titolo gli fu suggerito dal Salvagnoli) cominciando dalle *Opere* del Niccolini, e continuando con quelle del Leopardi, del Giordani, ecc. Nel corso della sua vita di editore ebbe qualche molestia dal Governo toscano, per es. per le *Poesie* del Giusti e per gli *Scritti* del Verri; ma lo ricoperse l'egida di suddito francese, e la benemerenza acquistatasi con belle e buone stampe verso la cultura italiana. Proseguendo arditamente per la sua via, arricchì di utili opere ristampate o originali la sua collezione, la quale aspetta ancora chi degnamente la illustri e ne tessa la storia, profittando del carteggio di lui depositato nella Biblioteca nazionale di Firenze, non essendo da tenersi in alcun pregio il libro di Camillo Raineri Biscia, *Opere della Biblioteca nazionale pubblicate dal cav. F. L. M. e Successori descritte e illustrate*, Livorno, Vigo, 1870, dove non tutte le pubblicazioni sono registrate, e le illustrazioni sono per lo più puerili e senza sugo. Negli ultimi anni della sua vita il Le Monnier ebbe qualche traversia, specialmente per essersi dato a speculazioni industriali: formò allora la Società *Successori Le Monnier*, che ancor dura, e della quale ebbe alcun tempo la direzione. Morì ai 27 giugno 1884. Veggasi su di lui, Aurelio Gotti, *Di F. L. e della Biblioteca nazionale*, Firenze, Cellini. 1885. Fu uomo di bell'aspetto, di culti modi e di piacevole conversazione, Prima di finire, un aneddoto. Gran rincalzo alla sua fortuna, quand'ei venne in Firenze, fu il matrimonio con una ricca vedova (*la sora Annina*, come la chiamavano gli amici, al modo stesso che di lui dicevano *il sor Felice*) che si era innamorata di lui, ma che non fu un modello di fedeltà e lo tormentò poi non poco colle bizze e coi nervi. Quand'essa morì, il Le Monnier incaricò l'amico Andrea Maffei di farle l'iscrizione, e questi un giorno gliela portò e gliela lesse, ma non si poteva far rilevare colla voce, come si capiva, a causa dell'iniziale maiuscola, leggendola, che nella chiusa: *Qui la depose il marito Felice*, quest'ultimo era nome e non aggettivo. I due vecchi amici, che non erano stati davvero felicissimi mariti, si guardarono e risero di cuore.

est fallu ch'io non fossi stato processato per la pubblicazione del primo volume. . . . .

. . . .

Inutile ripetervi che la censura napoletana non ha permesso il primo volume. Neppure i librai di Sicilia si azzardano a chiedere, quantunque là vi sia un po' più di larghezza. E se vedeste quel che mi scrissero i librai napoletani, raccomandandosi per l'amor di Dio a non comprometterli parlando loro della vostra opera! Non bisogna pensarci... per ora. Con Roma è meno difficile sfondare, ma le sono miserie. Il romano non compra libri.

Ora comincia un po' la Lombardia (nulla ho venduto in Piemonte!), ma non saranno cento copie in tutto. Insomma, io mi contenterò se non avrò fatto un affare a carico. Ma lasciamo stare queste malinconie, che sono fuor di tempo. Pensiamo a finir l'opera al più presto possibile. . . . .

CCC.

Michele Amari a Celestino Bianchi (1)

[Parigi, 5 agosto 1855].

Pregiatissimo signore. Usando la cortese profferta fattami da lei, le chieggo di dar nello *Spettatore* questa lettera: nella quale, si riconfortino i lettori, non ripiglierò

(1) Nello *Spettatore italiano*, giornale che sotto la direzione di Celestino Bianchi sorse a Firenze nel 1855 e durò fino al 1859, al quale collaborarono i migliori toscani di quel tempo, ed io colla solita sigla *D. P.* vi mandavo *Corrispondenze letterarie* dal Piemonte, apparve a capitoli un lungo lavoro di Ermolao Rubieri, che poi nel 1856 fu raccolto in un volumetto dalla tipografia Barbèra, Bianchi e Comp., col titolo: *Apologia di Giovanni da Procida*, ricerche storico-critiche. Il Rubieri prese a difendere validamente il suo eroe: « Sia pure — ei scriveva — che il Procida non avesse una parte tanto efficace quanto già si suppose, nel siculo Vespro; ma ciò non offre ragionevole motivo d'aggiungere ch'ei vi avesse e prima e dopo una parte ostile non solo, ma anche sì turpemente ostile da essere indegna, non che di un onesto cittadino, fin del più inverecondo raggiratore ». E chi — soggiungeva — « e chi vorrà prender ansa alle prove dell'avvenire dagli esempi del passato, quando gli sarà fatto credere che quel che finora

da capo la vita e costumi di Giovanni di Procida. Quantunque il signor Rubieri abbia difeso il valente salernitano con calore, con arte e largamente, e' non mi occorre rispondere; parendomi che i fatti e le interpretazioni allegate non distruggano punto il mio concetto, e che il pubblico possa giudicare benissimo senza avere a percorrere un altro fascio di stampe. D'altronde, la lite non merita ormai tanto strepito; non contendendosi più del mito storico, ch'io fui condotto a demolire, ma di un ultimo frammento, che altri vuol conservarne. Quel Procida ideale, taumaturgo del Vespro, è confinato con Medea e Mirra alle scene del teatro. Il Procida della storia, statista di gran valore per certo, va egli ritratto, a modo mio, come un capitan di ventura, ovvero a modo del sig.r Rubieri, come un leale partigiano degli Svevi, cui le apparenze accusano di avere abbandonata la bandiera della rivoluzione siciliana, appunto perchè i nemici nol tentavano e gl' invidiosi lo voleano metter da canto? In tali termini, ci si badi bene, va ristretta la disputa.

Dopo questo primo punto, mi preme di chiarirne un altro. Io ho cagione di ringraziare l'avvocato del Procida per molte generose parole dette a mio riguardo; ma non inghiottirò un'amara recriminazione ch' ei mi porge bene inzuccherata. Sapete perch'io mi messi a levare i pezzi della

ebbe fama d'integerrimo amico dei popoli, non ne serbò che la larva, e fu meschino cerretano nell'opera e fedifrago usuriere nel core? ». Terminando il suo scritto, il Rubieri arguiva che l'Amari fosse stato così severo contro il Procida per non esser questi nato in Sicilia: il che desumeva dall'aver chiamato e il Procida e il Loria « stranieri gittatisi nella siciliana rivoluzione ». E qui — conchiudeva — « e qui non più come critici, ma come italiani, non possiamo astenerci dal deplorare altamente che anco l'Amari, uomo di tanta autorità per letterarie e cittadine virtù, partecipi all'errore di quelli che, nati a Palermo o a Messina, reputano straniero chi nacque a Salerno o a Scalea; errore che fu e sarà sempre infausto ai nazionali nostri destini ». E l'Amari rispose con questa nobile lettera, che fu inserita nel n. 30 dell'annata 1ª dello *Spettatore*.

fama del Procida? Perchè costui nacque in Salerno e non in Sicilia; perch' io ho nelle vene, senza accorgermene, certa rabbiuzza, che mi porta a lacerare gli italiani di Terraferma. E la prova è chiara: al capitol tale, pagina tale della *Guerra del Vespro*, Giovanni di Procida e Ruggier Loria son chiamati *stranieri*.

Ma sì, Genovesi, Pisani, Fiorentini, Veneziani, Milanesi, Napoletani, Siciliani, e continuando così tutto il nostro Dizionario geografico, che altro furon tra loro, se non stranieri e nemici, nel XIII secolo e nei precedenti e nei seguenti, fino alla passata generazione? Quel sentimento latino ch' io notai, credo il primo, in una parte d'Italia verso i tempi del Vespro, splendè come fuoco fatuo; servì di simbolo contro gli Oltramontani, non di legame tra i nostri. La coscienza italiana dei nostri sommi, di Dante, di Machiavelli, d'Alfieri, non scese alle moltitudini; non è stata mai palpabile nè popolare innanzi questi nostri tempi. Adesso è principiata un'epoca memorabile ed unica nella storia d' Italia; un movimento che non sappiamo misurare abbastanza, camminando noi stessi. Ma trasferirlo ai tempi andati, sarebbe errore uguale al negarlo in oggi; come fece chi definì l'Italia *nome geografico*, su la fede degli *Annali* del Muratori e dell'*Almanacco di Gotha*.

S' io non vo ripreso perchè evitai un anacronismo di linguaggio, merito molto meno il supposto, niente felice, del signor Rubieri. Mi son trovato talvolta tra le faccende pubbliche, ho stampato qualche scritto politico, le opinioni mie sono note a molti in Italia; e non parmi aver mai dato segni d'idrofobia municipale. Affatto il contrario, se mal non mi appongo. Rimane a vedere se ogni italiano sia obbligato, poi, a tenersi la peste perchè gli viene da un'altra città d'Italia; ed a lodare semplicemente tutti i morti e vivi nati tra le Alpi e il Lilibeo. MICHELE AMARI.

CCCI.

Giuseppe La Farina a Michele Amari

[Torino, 28 settembre 1855].

Carissimo Michele. . . . .
. . . .
Passiamo alle cose pubbliche. Ciò che tu mi dici nella tua lettera, è ciò che pensa qui quasi tutta l'emigrazione siciliana, me compreso. Essendo quindi pienamente di accordo, è inutile fra di noi la discussione. Qui lavoriamo in questo senso. Di Murat non v'è alcuno fra' nostri che voglia saperne; fra' Napoletani son contrari Imbriani, Del Re, Pisacane, Cosenz, De Virgili, Mauro, Plutino, Delle Piane, Carrano, Spaventa, ecc. Incerto Conforti. Favorevole, ch'io sappia, De Lieto e forse Romeo. Massari *crede* di avere il pensiero intimo dell'Inghilterra, e caldeggia Murat e l'indipendenza siciliana. La piccolissima chiesa siciliana di Genova (ridotta ad un celebrante e due accoliti) vaneggia con Mazzini. In breve comparirà in Sicilia un loro proclama ch'è una vera stoltezza, perchè s'ingiuria la Francia e l'Inghilterra quando appunto abbiamo bisogno di loro. A neutralizzarne l'effetto dentro l'isola e fuori v'è un altro proclama che ti acchiudo, ed al quale sarebbe bene dare costà una qualche pubblicità, non foss'altro nell'emigrazione. Se potessi parlarti avrei ancora molte cose da dirti, ma per lettera non ti posso dir altro che questo: l'Imperatore assicura l'Inghilterra che non darà la mano a Murat, se non nel caso che il trono di Napoli sia vacante; l'Inghilterra, nella eventualità di Murat a Napoli, lavora a far accettare altro principe in Sicilia. Ciò che ti dico non è una supposizione, ma un fatto. In quanto al Ministero piemontese, esso preferirebbe i ducati, non che a Sicilia, alle Due Sicilie. Il re credo pensi diversamente. , ...

CCCII.

Michele Amari ad Atto Vannucci

[Parigi, 20 novembre 1855].

Mio caro Vannucci. Sotto specie di domandarmi favore, tu me ne offri, ed ecco che non fo lo schizzinoso ad accettarlo (1). La tua del 31 ottobre mi è giunta tanto più gradita, quanto me la recava quel nostro angelico Malenchini, che ho riabbracciato con infinito piacere. Duolmi non poter conversare più sovente secolui, legato come sono da quella catena del Catalogo dei manoscritti arabi della Biblioteca, la quale mi tiene accanto a un palo cinque ore al dì per 5 franchi, cioè molto meno di quel che ci vuole per vivere miseramente a Parigi. Quel po' di tempo che mi avanza, non basta a condurre i miei propri lavori con la celerità ch' io vorrei, e questa è la maggior maledizione della mia povertà. Ma andiamo al soggetto.

Pria di tutto, due opere, che potrai facilmente trovare costì, serviranno a mostrarti ov' io trovai la storia che ho ripigliato. L'una è il volume *Arabie* dell'*Univers Pittoresque*, opera seria, messa in una raccolta di compilazioni buone e triste. La scrisse M.r Noël des Vergers, mezzano orientalista, ma erudito di gran vaglia (2), una diecina di

(1) Si allude qui al bell'articolo: *Dei recenti studi sull'antica civiltà arabica e della storia dei Musulmani in Sicilia di Michele Amari*, che il Vannucci scrisse alla comparsa del primo volume dell'opera, e fu inserito nell'*Archivio Storico*, nuova serie, tom. III, parte 2a, estr. di p. 42.

(2) Del Noël Des Vergers (Giuseppe Maria Adolfo) orientalista ed etruscologo, nato a Parigi il 2 giugno 1805, riferiamo la necrologia che l'Amari scrisse di lui nella *Gazzetta Ufficiale* del 2 febbraio 1867:

« Debbono gli Italiani volgere un pensiero alla tomba di Noël Des Vergers, trapassato in Nizza il 2 gennaio; e debbo io ricordare il pietoso ufficio a' miei concittadini, per quelle relazioni che mi legavano all'illustre estinto: la comunanza di alcuni studi, la socialità nell'Accademia d'Iscrizioni di Francia; la memoria dell'accoglimento umano ed affettuoso ch'ei mi fece, al par di altri uomini di lettere francesi,

anni fa. Vi raccolse tutto quel che s' era detto della storia generale degli Arabi e dell'islamismo. L'altro lavoro più compiuto su questo argomento è la *Storia di Maometto*

---

quand'io riparava, e per tanti anni, in Parigi; l'amicizia che ne seguitò; la riconoscenza del lavoro ch'ei mi procacciava nei giorni più calamitosi dell'esilio.

« Gli studi dell'erudizione latina ed orientale e dell'archeologia spingevan questo dotto straniero, fin dalla sua prima gioventù, a frequenti viaggi in Italia. Gli scavi delle tombe etrusche, intrapresi in compagnia dei rinomato Alessandro François da Firenze, lo portavano a più lunga dimora; tanto ch'egli divenne possessore di stabili a Rimini e riguardò l'Italia come seconda sua patria. E come tale ei l'amò. Non ostante che i suoi amici politici d'oltr'Alpi, dico i liberali moderati del 1830, chi per consuetudini religiose e mene clericali, chi per vecchie tradizioni diplomatiche, tutti per dispetto contro la dinastia novella, fieramente nimicavano l'Italia libera ed una, il Des Vergers divenne, dal 1859 in poi, caldo fautore del nostro risorgimento nazionale.

« Del rimanente, io non mi fo a segnalarlo come uomo politico, sibbene come erudito, alla gratitudine del paese. Poichè i suoi lavori, pregevolissimi per dettato nitido ed elegante, investigazioni profonde e critica penetrante, ma senza arzigogoli, riguardano la più parte l'Italia antica e del medio evo. Dopo aver scoperto, insieme col François, l'ipogeo centrale della pianura di Volsci e non pochi altri, ei cominciava a stampare la grand'opera intitolata: *L'Étrurie et les Étrusques*, Parigi, 1862-64, vol. 1° e 2° in-8°, e vol. 3° in-folio con magnifiche tavole colorate. Al tempo stesso egli cooperava, per incarico di Napoleone III, alla pubblicazione delle opere del grande archeologo Bartolomeo Borghesi, che gli era stato amicissimo, e insieme avevano coltivato l'immenso campo dell'epigrafia romana. La *Vie de Marc Aurèle, d'après les monuments épigraphiques* (vol. I, in-8°, Parigi, 1860), l'*Étude biographique sur Horace* (Parigi, 1855, in-12°) e un gran numero di articoli sparsi nella *Nouvelle Revue Encyclopédique*, nell'*Athenæum français*, nella *Encyclopédie moderne* e nella *Nouvelle Biographie universelle* (Paris, Didot), concernono per lo più la storia e le antichità italiane anteriori all'êra volgare; e attestano la dottrina e l'operosità dell'autore.

« Ma avviato anche agli studi orientali, vi aveva ei già riportato meriti non mediocri, pubblicando la *Vie de Mahomet par Aboulfèda*, testo arabico, traduzione e note (Parigi, 1837, in-8°), quando incominciò a fornire materiali e lumi di erudizione alle cose nostre del medio evo, con la *Histoire de l'Afrique et de la Sicile, par Ebn-Khaldoun*, testo arabico, traduzione e note (Parigi, 1841, in-8°) e col diploma arabico della chiesa di Monreale, stampato nel *Journal Asiatique* dell'ottobre 1845 e corredato di traduzione e di un breve saggio storico su le condizioni dei Musulmani di Sicilia verso l'anno 1183. Bel saggio storico è anch'esso l'*Arabie*, pubblicato dal Des Vergers nell'*Univers pittoresque*, e parecchi altri articoli delle collezioni citate di sopra illustrarono le istorie e le biografie orientali non meno egregiamente che le cose etrusche, le romane e le siciliane ».

e del califato, scritta in tedesco da M.r Weil (1) bibliotecario a Heidelberg, che narra diligentemente i fatti esteriori, senza che arrivi a scoprire i fatti generali. Di ciò l' han biasimato i critici, e un olandese, orientalista e grande ingegno, il prof. Dozy di Leyda (2), lo notò appunto mettendovi a riscontro un pensier mio, del quale or ora mi occorrerà di far parola. Weil con rara sincerità ha accettato le mie idee generali; ha lodato il mio libro; onde non vorrei che un giornale italiano ripetesse l'osservazione che accennai, e che torna a scapito suo.

Su la storia particolare della Sicilia musulmana v' ha il lavoro di Weinrich, del quale io parlo nell'introduzione. Non mi par compilazione volgare; esatta, rapida, ordinata, espressa in ottimo latino, ti darà precisamente la misura di quel che si sapea sull'argomento pria delle mie ricerche.

È bene anche ricordarti i giudizi di giornali stranieri. Il primo, che fu dato dal Reumont — di Firenze (3) — nella

(1) Gustavo Weil, celebre orientalista tedesco, nato ai 25 aprile 1808, bibliotecario e poi professore (1861) di lingue orientali in Heidelberg. Pregevoli sono le sue opere sulla *Letteratura poetica degli Arabi* (1837), sulle *Leggende bibliche dei Musulmani* (1845), la *Storia dei Califi* (1846), la *Storia dei popoli islamiti* (1866), non che l'*Introduzione storico-critica al Corano*, la traduzione delle *Mille e una notte* (1837-1866), e l'opera su *Mohamed der Prophet*, *sein Leben und seine Lehre* (1843). Morì ai 29 agosto 1889.

(2) Di Raimondo Dozy, l'Amari, che molto lo stimava e lo amava, scrisse una Necrologia (nei *Transunti* dell'Accad. dei Lincei, serie 3ª, vol. III, pag. 251) troppo lunga per essere qui riferita. Il Dozy era nato in Leyda ai 21 febbraio 1820. La sua operosità nel campo degli studj orientali cominciò a ventidue anni col *Dictionnaire des noms des vêtements chez les Arabes* (1845), e seguitò fino a tarda età col *Supplément aux dictionnaires arabes* (1881), che fu detto il *Ducange* arabico. Ricordiamo anche il *Glossaire des mots espagnols et portugais dérivés de l'arabe* (1869), gli *Scriptorum arabum loci de Abbadidis* (1846-57), le *Recherches sur l'histoire et la littérature de l'Espagne au moyen-âge* (1881), e la classica *Histoire des Musulmans d'Espagne jusqu'à la conquête de l'Andalousie* (1861), ecc. Morì a Leida, ov'era professore di storia, ai 29 aprile 1883.

(3) Alfredo von Reumont è qui detto di Firenze, perchè da lunghi anni ivi dimorante e quasi divenuto fiorentino e italiano per studj e affetti, ma era nato ad Aquisgrana ai 15 agosto 1808. Entrato in diplo-

Gazzetta d'Augsbourg di gennaio o febbraio, non l' ho mai letto. Mi dicon che biasimi le digressioni su la storia di Sicilia anteriore, e su quella della penisola contemporanea alla dominazione musulmana. In vero questa è la spina che ha punto i cattolici; nè posso meravigliar che se ne lagnino. Ma l'accusa sa di sagrestia; nè mi par seria storicamente parlando. Vien poi l'articolo frettoloso di M.r Rénan nel *Débats* del 25 agosto ultimo; e quello (ma questo vien prima) di Perrens nella *Revue des Deux Mondes* dell'aprile 1855, pag. 430 e seg. Parole generali di due francesi, l'uno de' quali non volle, l'altro non seppe pescare al fondo. Fin qui resta sola critica importante quella di Weil nello *Heidelberg Jahrbucher*, 1855, nn. 44, 45, pagina 687 e seg. Questa ho letto tradottami da un amico. Loda appunto ciò che mi aveva appuntato Reumont; assente, come dissi, alle vedute generali; corregge tre o quattro tra date e nomi, ed ha ragione.

---

mazia nel 1829, era venuto segretario d'ambasciata a Firenze, e poi nel '36, a Roma, e sì nell'una come nell'altra città, salvo qualche intervallo, dimorò fino al '48. Più tardi (1851) fu ministro residente prussiano a Roma, Firenze, Modena e Parma, e durò in tal ufficio fino al 1860; tornò poco appresso in patria, dove morì ai 27 aprile 1887. Amò l'Italia, ma quella del passato, e ne illustrò la storia politica, letteraria e artistica nei suoi scritti. Dopo il suo richiamo, per i suoi lavori e per le molte amicizie ogni tanto visitava l'Italia, e l'ultima volta ch'ei venne gentilmente a trovarmi, lo traeva a Roma non so quale solenne ricorrenza ecclesiastica, forse il Concilio. A Firenze era conosciutissimo, anche per la sua bruttezza, ch'ei però faceva dimenticare colla squisita cortesia dei modi, colla sua conversazione, dotta insieme e spiritosa. Delle molte opere sue ricordiamo le seguenti, oltre la raccolta *Italia* (1838-40): *Romanisch. briefe von einem Florentiner* (1840-44); *Die Carafa von Madaloni* (1851); *Beiträge z. ital. Geschichte* (1853-57); *Die Gräfin von Albany* (1860); *Geschichte der Stadt Rom* (1867-70); *Lorenzo de' Medici il Magnifico* (1883); *Geschichte Toscana's* (1886-87); *Biographisce Denkblätter* (1878); *Vittoria Colonna* (1881); *Gino Capponi u. seine zeit* (1880), ecc.; e in italiano, oltre molte memorie nell'*Archivio storico*, le *Tavole cronologiche e sincrone della storia fiorentina* (1841-75), il libro *Della diplomazia italiana* (1856), la *Bibliografia dei lavori pubblicati in Germania sulla storia d'Italia* (1863), e i *Saggi di storia e letteratura* (1881). Vedi su di lui Hugo Loersch, *Zur Erinnerung an A. v. R.*, Aachen, Kaatzer, 1887.

Passando alla esamina che tu vuoi fare, la prima che si dovrebbe, a parer mio, in tutto il lavoro storico, noterò ch'io ho dovuto toccar due serie di fatti. Prima gli esteriori, come persisto a chiamarli, della storia di Sicilia avanti, durante e appresso la dominazione musulmana. Secondo, i generali della società musulmana. I fatti esteriori, come sai, dàn merito d'annalista, gli altri di storico. Nella prima serie, di che non posso far la rassegna in una lettera, ti basterà riscontrare l'opera mia con quella di Weinrich. Vedrai sempre il risultamento dei nuovi testi scoperti, ovvero corretti con l'interpretazione filologica e critica.

. . . .

Per far la storia dei Musulmani in Sicilia occorrea saper quella di casa loro. Che eran le colonie d'Affrica conquistatrici della Sicilia? Che era il popolo conquistatore dell'Affrica? Che erano le istituzioni religiose e civili che il formarono? Quanto all'Affrica si sapea: il tale occupò tal paese l'anno tale; poi fu ucciso; poi venne quest'altra dinastia, ecc. Ma la storia propriamente detta, le forze e passioni, le istituzioni, le fasi principali di quelle colonie d'Affrica, *si ignoravano*. Appena si era detto in questi ultimi vent'anni da M.r Des Vergers nell'introduzione ad *Ibn Khaldûn*, e da Gayangos nella *Storia dei Musulmani di Spagna* (1), che l'antagonismo di schiatta tra Arabi e Berberi

(1) Don Pasquale de Gayangos, orientalista spagnuolo (n. 21 giugno 1809), studiò l'arabo a Parigi col De Sacy; dopo essere stato interprete per le lingue orientali presso il Ministero di Stato, divenne professore nell'Università di Madrid nel 1843. L'opera di lui qui rammentata (*The history of the Mahommedan dynasties in Spain*) fu edita a Londra (1840-43) in due volumi. Al Gayangos dobbiamo anche la pregiata traduzione con aggiunte della *Storia della letteratura spagnuola* del Ticknor, un saggio intitolato *Language and Literatur of the Moriscos* (1839), la *Historia de los reyes de Granada* (1842), l' edizione nella raccolta del Ribadeneyra dei *Libros de Caballerias* (1857) e degli *Escritores en prosa anteriores al siglo* xv (1860), la pubblicazione delle Carte illustrative la storia d'Inghilterra e di Spagna durante il regno di Enrico VIII (1870-80) e il *Catalogo* dei manoscritti spagnuoli del *British Museum*.

cagionò di molte rivoluzioni in Affrica e Spagna e in Sicilia. Ma come lo si manifestò, quali condizioni economiche o fatti legislativi soffiassero nel fuoco, quali fossero state le vicende generali della lotta, sì tra le due schiatte nominate, sì tra le due frazioni principali del ceppo arabico, niuno l'avea detto. L'Affrica dal VII al X secolo avrà sì magri annali, storia no: ed io ho abbozzato la storia. A taluno parrà digressione; e in vero se quella storia non mancava, bastavano a me poche parole. Ma in mezza pagina non si può riassumere un ordine di avvenimenti ignoto, e forza è dargli un po' di sviluppo.

Lo stesso dirò degli ordini generali de' Musulmani . . . . Sugli ordini generali de' Musulmani avverti ch'io non li ho voluti porgere tutti insieme, ma sviluppare a misura che operano negli avvenimenti da me raccontati. . . . . Questo metodo è stato lodato da Aug. Thierry; ma non scriverlo, perchè l' ha fatto in conversazione con me e pochi altri; nè so bene scevrare il giudizio dalla cortesia; nè in ogni modo vorrei citare uno scrittore sì illustre su le parole che gli sfuggono. Mi è parso metodo al tempo stesso logico e artistico. Quelle filastrocche di appendici su la legislazione e i fatti generali, che ti poneano nel secolo passato Giannone e gli inglesi, spezzano e snervano. Già la storia moderna, opera di scienza più che di arte, guasta abbastanza il mestiere di Tacito e di Tito Livio; e quindi il difetto si dee correggere o celare il meglio che si possa: tu lo notasti, ed a ragione, nel primo tuo giudizio. In parte è colpa mia, in parte necessità. La colpa mia — cioè di non aver fatto *tutto* quel *poco* che saprei per la forma — si può scusare coi materiali che ho alla mano, le croniche magre e rigide degli Arabi, delle quali, ti ricordi, mi lagno nella introduzione

a pag. XXVII, e un'altra volta nel corso del primo volume. Se accetti le scusanti, dillo; in ogni modo taglia e percoti senza pensare che mi ami e ch'io ti amo; perchè il vero e l'arte vanno innanzi a ogni altra cosa. Ed io sinceramente, com'è mio costume, te ne ringrazierò.

Sul tasto delicato della religione e del papismo va piano, te ne prego. Non vorrei che il dir la verità, in occasione del mio libro, ti attirasse su le spalle tante vipere rabbiose e velenose. A me non nocciono le morsicature loro, ma a te lo potrebbero in cotesto paese, che fa rapidi progressi nell'intolleranza religiosa. D'altronde, quanto più grideranno e calunnieranno, tanto peggio per loro. Io sganascio dalle risa a vederli sì allegri cantar vittoria perchè i mandarini della scienza in Francia e altri paesi transalpini, e i pubblicani di tutta l'Europa e i soldati e i principi, spaventati della rivoluzione e del socialismo, stendon loro la mano. Il secolo, in fondo, è molto più ateo del secolo passato; e al far dei conti, verso il 1899, i nostri successori il vedranno. Però non dir poco nè molto di quella diatriba della *Civiltà Cattolica.*

Avrai veduto su i giornali che la Società orientale di Germania ha pubblicato nello scorso ottobre il primo fascicolo dei miei testi arabici su la Sicilia. È di 256 pagine, ch'entro sei mesi spero far arrivare a 6 o 700, e compiere la raccolta. I testi fanno almeno un altro volume del *Rerum Italicarum Script.*, e li ho stampati in arabo, non in latino del medio evo; mendicando aiuto dagli stranieri, e togliendomi il sonno dagli occhi e il pane dalla bocca . . . .

Come sai, io pubblicherò la versione italiana con note ecc., quando troverò un editore che me ne dia tanto da poter vivere, mentre che io metto in carta la versione. Ma tu mi risponderai che porto vasi a Samo quando ti rac-

conto le condizioni del letterato italiano, che non abbia altro patrimonio fuorchè la penna. Tu lo sai meglio, o peggio degli altri; e quanti il sanno, in patria ovvero esuli, al par di noi due! E quando avremo una patria?

Dimenticavo avvertire che la storia letteraria della Sicilia nell'epoca bizantina, della quale io feci il quadro, non era stata trattata specialmente, nè, credo, in opere generali. Per buona fortuna di entrambi, la carta comincia mancare alla vanità dell'autore. Addio dunque. Saluta affettuosamente il Vieusseux e gli altri amici che si ricordin di me. Amari tuo.

CCCIII.

Giuseppe La Farina a Michele Amari

[Torino, 22 aprile 1856].

Mio caro Michele..... Ti scrissi altra volta alcune pratiche aperte con qualche alto personaggio riguardanti la nostra povera Sicilia; seguì uno di quei voltafaccia, che son cosa comune e consueta in politica, ma che non per questo cessano d'esser cosa bruttissima. Ora sono nuovamente ricercato, e par che il vento torni a spirare a noi favorevole. Parlando con te non farei alcun mistero, ma, scrivendo, comprenderai benissimo, che non posso usare la medesima chiarezza; mi fido dunque alla tua penetrazione, perchè tu intenda ciò che io non ti dico. Sventuratamente io qui mi trovo solo. . . . . Bisogna quindi che io faccia senza dir nulla a nessuno, e quindi col pericolo di sentirmi accusare di ambizione, di presunzione e cose simili. Ora a me pare che sia giunto il tempo di non istarci più con le mani in mano, ed ho ripigliato l'antico mestiere, secondato stupendamente dal R..., mio intimissimo da dodici anni. Quando la minestra sarà sul punto d'essere scodellata, io ne parlerò ai nostri conterranei, e se ne vorranno mangiare ne mangeranno, se diranno che scotta, li manderò a farsi benedire, e farò da me. Don Ruggiero (1) e Raeli (ch' è l'anima di quel corpo) sono al fatto di tutto; e quel vecchio venerando mi ha

(1) Ruggiero Settimo, esule a Malta.

mostrato una fiducia che lusinga molto il mio amor proprio. Come comprenderai benissimo però, io non son tanto minchione da compromettere un nome, che bisogna tener circondato del prestigio che ha acquistato. Sarà il Dio delle tragedie greche, che interverrà a tempo e luogo opportuno, e che rimarrà dietro le scene, se la tragedia sarà fischiata. Or desidero da te una risposta categorica e sollecita a questa mia domanda: dato il caso di un tentativo sull'isola, ed in condizioni che dir potrei eccezionali (cioè con forze e mezzi quali giammai de' nostri tempi si sono adoperate: e qui è bisogno far giuocare la tua penetrazione) metteresti tu il tuo nome in un manifesto, il quale non sarebbe una delle solite chiaccherate, ma una qualche cosa che si somiglierebbe a' decreti proposti un tempo dal nostro Tommaso?

S'intende già che tu dovresti leggerlo prima, ma mi importerebbe fin d'ora sapere la tua opinione sulla cosa in genere. Non credere, mio caro Michele, che io, perchè ti scrivo con questa franchezza, reputi agevole l'impresa della quale ti parlo; no, io ne vedo tutte le difficoltà, e so benissimo, che questo vento che ci soffia di poppa, domani ci potrebbe soffiare di prora. Ne ho veduti troppi di questi cambiamenti meteorologici istantanei, per farmi illusione; quindi tutto il mio edificio si poggia sul supposto, che dùrino per qualche tempo le condizioni atmosferiche delle quali ti parlo.

Rispondendo a questa mia dimmi se di questi tempi vedi Manin; dimmi anche se hai veduto Pallavicino, e dammi notizie di Montanelli...... Un abbraccio di tutto cuore del tuo G. La Farina.

CCCIV.

Giuseppe La Farina a Michele Amari

[Torino, 13 maggio 1856].

Carissimo Michele. So bene che di questi tempi io non sono sempre completamente padrone della mia testa, ma non credevo poi d'esserlo sì poco da scrivere cose che non ho mai immaginato. La tua lettera mi fa cascare dalle nuvole. Ti ho invitato io a cambiare di opinioni politiche? Ti ho esortato io a dare un calcio

all'unità e alla repubblica, ed a fare adesione al principato piemontese? A scanso di equivoci ti dico adunque che io sono unitario e repubblicano; ma che metto l'unità, come ho detto e stampato cento volte, al di sopra della repubblica. Ciò in quanto alla dottrina. In quanto alla pratica applicazione, io sento il dovere di dar mano ad una rivoluzione in Sicilia, qualora s'insorga *non in nome di un principe o di una dinastia*, ma in nome d'Italia indipendente ed una. In altri termini io credo poter tacere ciò che desidero, non mai proclamare ciò che non desidero. Credo inoltre che se il Piemonte piglierà l'iniziativa della liberazione d'Italia e della sua unificazione, per quanto i tempi comporteranno, bisogna non solamente non contrariare, ma anche aiutare il Piemonte. Ti dico da ultimo che il manifesto del quale ti parlava non conteneva e non poteva contenere alcuna rinunzia ai propri principj; non era uno dei consueti fervorini, ma un vero editto penale pel tempo della rivoluzione. Se dopo queste spiegazioni tu continui a credere che noi siamo in due vie diverse, vaglia per non detto tutto quanto è stato detto. Non ti niego che mi sarebbe dolorosissima questa separazione, ma come fare? Secondo me il tempo d'operare si avvicina, e saresti forse del mio parere se sapesti quanto io so. M'importava moltissimo darti sollecitamente le spiegazioni che ti ho dato; or dico come Ferruccio: « andiamo dove ci chiama la voce della patria e la nostra fortuna ».

Tu triboli costà co' signori del Catalogo, io tribolo qui col mio editore, che paga ad intermittenze.

Saluta gli amici tutti, e ricevi un abbraccio di cuore dal tuo aff.mo La Farina.

CCCV.

Vincenzo Salvagnoli a Michele Amari

[Firenze, 11 settembre 1856].

Mio riverito signore. La vostra bella prefazione al Botta, oltre ad avermi molto instruito, mi ha fatto nascere un pensiero che non voglio tacervi. Voi dovreste fare una prefazione alla *Storia dei popoli marittimi d'Italia*, scritta da Giovan Battista Fa-

nucci (1). Mi pare ancora che dovreste farvi quelle note che credereste opportune per correggere, dichiarare e integrare la narrazione. Oltre a ciò sarebbe bene il citare i documenti di nuovo scoperti, ed anche i più importanti riprodurre. Io procurerei che il sig.r Le Monnier facesse questa seconda edizione dell'opera, nella quale vorrei assicurati i vostri interessi. E volentieri m'obbligherei a far la biografia del Fanucci. Vi prego dirmi il parer vostro su questo mio pensiero. Vi prego pure dirmi perchè il Fanucci, sì stimato e citato dal Pardessus, non è nominato dal sig.r Cherrier da voi ben conosciuto, come ho visto nella sua bella Istoria. Datemi le vostre nuove, che spero buone. Tali me le auguro, perchè vi desidero ogni bene, e prego il cielo che favorisca sempre il vostro valente ingegno e degnamente ricompensi la vostra virtù. E io vi sarò grato se mi avrete fra i vostri migliori amici. V. Salvagnoli.

CCCVI.

Ermolao Rubieri (2) a Michele Amari

[Firenze, 29 novembre 1856].

Egregio signore. Sono io che debbo ringraziare la S. V. per la cortesia, dirò più, per la generosità con cui le è piaciuto acco-

---

(1) Il Fanucci, del quale qui parla il Salvagnoli, era nato a Pisa nel 1756. Fu uno di quegli eruditi che qui in Pisa formarono un forte nucleo, seguaci delle idee del secolo xviii e volterriani, dei quali gli ultimi rappresentanti sopravvissero alla caduta dell'Impero napoleonico. Scrisse sull'*Istoria militare pisana* e dettò parecchie vite, fra quelle degli *Illustri pisani*. L'opera sua principale è la qui accennata *Storia dei tre celebri popoli marittimi d'Italia*, la quale, benchè scritta nello stile del tempo e faticosa a leggersi, per l'età in che fu dettata non manca di merito. Durante il dominio napoleonico il Fanucci fu fatto professore di diritto commerciale nell'Università di Pisa, ma non si sa che insegnasse o lo fece solo per brevissimo tempo. Forse in servizio dell'insegnamento dettò un trattato tuttora inedito *Della giurisprudenza marittima universale e particolare*, libri tre. Fu avuto in grande stima dal Pardessus, che a lui si rivolse quando compilava la sua *Collection des lois maritimes*, e si conserva tuttora la corrispondenza corsa fra loro intorno a tal materia, dal 1821 al '25. Il Pardessus stesso cita onorevolmente il dotto pisano nell'opera sua. Quand'ei morì, nel 1834, fu seppellito in San Francesco, ma una memoria e un busto di lui furono collocati nel Camposanto pisano.

(2) Nacque in Prato ai 21 febbraio 1818 di famiglia originaria francese (Rouvière) venuta in Italia ai primi del secolo xviii, da padre medico e che nel '99 soffrì la prigione per la causa liberale. Rimasto orfano giovanissimo, fece gli studj a capriccio e rinvigorì la nativa

gliere le mie osservazioni critiche intorno a Giovanni da Procida. Io non attendeva meno dal bellissimo animo suo, e sebbene sa-

indipendenza del carattere. A vent'anni pose mano a un poema, che aveva per soggetto Napoleone, pel quale ebbe conforti dal Niccolini; poi ad un dramma sul Tasso, che offrì a Gustavo Modena, il quale lo consigliò a ridurlo di versi in prosa. A questi drammi aggiunse un *Cid* (1844), un *Francesco Valori* (1848), una *Eleonora da Toledo* e una *Bianca Cappello*. Quando apparve il *Primato* del Gioberti ne scrisse una confutazione, propugnandovi l'unità nazionale e la distruzione del potere temporale, che non fu stampata, sebbene a questo scopo andasse in Corsica e a Parigi: viaggiò poi per varie parti d'Italia, e assistette in Roma ai primi fatti di Pio IX, confermandosi nella sua fede antipapale. Nel '48 si arruolò fra i volontari, e fu, alto com'era della persona, portabandiera del 2° battaglione fiorentino, e in tale qualità si trovò alla giornata di Montanara, come pure a quelle di Sommacampagna e di Villafranca. Tornato in Firenze stampò il dramma *Alessandro III*, anch'esso contro il papato, ch'ei mostrava eventuale amico della libertà italiana solo pel proprio vantaggio; e fu collaboratore del *Nazionale*. Nel decennio ebbeufficj civili in patria, esercitati con zelo e disinteresse, e poi ritiratosi a vita privata, attese agli studj, scrivendo l'*Apologia di Giovanni da Procida*, inserita dapprima nello *Spettatore*, ove sono anche altri articoli suoi d'arte e di storia, come anche nella *Rivista di Firenze* del Vannucci. Nominato dell'Accademia dei Georgofili, prese parte a una quistione allora dibattuta sulla mezzeria, difendendola contro il Ridolfi; e alla controversia sulla proprietà letteraria e d'invenzione. Fra queste scritture di soggetto economico, specialmente importante, e utile a consultarsi anche oggi, è una memoria *Sulle condizioni agrarie economiche e sociali della Sicilia e delle Maremme toscane*. Ascritto alla parte democratica, preparò il rivolgimento del 27 aprile, e nel libro *Storia intima della Toscana dal 4 gennaio 1859 al 30 aprile 1860* (Prato, Alberghetti, 1860) narrò quanto ei fece cogli amici suoi pel trionfo della idea nazionale, contro opinioni e intenzioni più timide e ristrette. Il Governo provvisorio toscano lo mandò commissario a Prato, poi lo fece sottotenente e segretario dell'Ulloa, generale dell'esercito toscano, e membro della Consulta di Stato. Prato lo elesse suo rappresentante all'Assemblea toscana, e in essa e fuori fu dei più caldi fautori dell'unione col Piemonte. Nel '60 fu rieletto dalla città nativa, deputato al Parlamento italiano; nel '64 fu rappresentante del III Collegio di Firenze, che gli conservò il mandato anche nelle elezioni del '65. Votò, in generale, colla Destra perchè fermamente monarchico, ma si serbò indipendente e come alieno dai partiti, sicchè non sostenuto nè dagli uni nè dagli altri, alle nuove elezioni non riuscì deputato, e dopo d'allora non volle più ritornare alla politica attiva. Si adoperò invece indefessamente come assessore nel Consiglio comunale a vantaggio di Firenze, dal '68 al '75. Rovesci di fortuna lo richiamarono al lavoro, e allora attese a scrivere e pubblicò la *Storia della poesia popolare italiana* (Firenze, Barbèra, 1877), il racconto *D'Italia in California* (Firenze, Civelli, 1878, 2 vol.), la narrazione storica *Francesco Sforza* (Firenze, Le Monnier, 1879, 2 vol.). Morì ai 22 ottobre 1879, lasciando riputazione di somma rettitudine, e raccomandando la sua fama ad opere di non scarso valore. V. su di lui Apollo Lumini, *La vita e gli scritti di E. R.*, Firenze, Ademollo, 1883.

pessi che guerra non doveva essere, nè intendessi essere mai stata fra noi, pure mi piace riceverne sì grata conferma dalle sue stesse labbra.

Sarà inutile che le dica come anch'io, al par di Lei, riconosca l'autorità di un magistrato superiore ad ambidue noi, e come ne attenda il giudizio, dispostissimo anch'io a recedere dalle mie opinioni, appena un più limpido raggio di verità, da qualunque lato si parta, venga a provare che errai.

Più lungo discorso reputo inutile a me e tedioso a Lei; e perciò mi limito a confermarmi di Lei, egregio signore, pregiatore verace E. Rubieri.

CCCVII.

Michele Amari a Felice Le Monnier

[Parigi, 7 novembre 1856].

Carissimo amico. Avrete veduto l'*Apologia di Procida* del Rubieri. Gli rispondo oggi che risponderò in alcuna novella edizione. D'altronde la debbo fare, perchè si trovano fatti nuovi e importanti in una cronica pubblicata di recente, a mia proposta, dal Duca di Luynes, e in uno squarcio di Sanuto o Dandolo, che uscì in una « Rivista » di Torino, ma io non l'ho potuto avere alle mani. Ci penserem l'anno venturo.

Intanto ecco un affare per voi. Il dott. Maestri (1) da

(1) Pietro Maestri nacque in Milano ai 23 febbraio 1816; studiò ed esercitò l'arte medica. Nel '48 prese parte all'insurrezione di Milano, e di poi si unì alla parte più avanzata, adoperandosi al trionfo di questa cogli scritti nel giornale *La Voce del Popolo.* Col Fanti e col Restelli fu, negli ultimi giorni della libertà milanese, eletto del Comitato di difesa, e col Restelli sottoscrisse la *Relazione sugli ultimi tristissimi fatti*, che è accusa atroce e ingiusta contro Carlo Alberto. Venne allora in Toscana e a Roma; collaborò al giornale *La Costituente italiana*, e fu rappresentante della Repubblica romana e negoziatore dell'unificazione presso il Governo provvisorio toscano (23 febbraio '49). Poi emigrò in Piemonte e in Francia, ove si diede a coltivare gli studj statistici, dei quali pubblicò saggi utili e lodati, in lingua francese e in italiano: l'*Annuario economico-politico* (Torino, Libreria

Milano, dimorante a Parigi, ha fatto, come saprete, molti studj e varie pubblicazioni in fatto di statistica, sopratutto industriale, dell'Italia. . . . . Adesso egli ha compiuto in italiano il lavoro di cui *alcuni squarci* furono pubblicati, come dissi, in francese; e, col titolo di *Statistica dell' industria italiana*, vuol darlo alle stampe nel paese. Vi accomoda così fatta opera? . . . . Rispondete come vi piaccia a me o al Maestri, dottore in medicina, 14, rue Cadet. Quel che posso assicurarvi è, che Maestri va noverato tra gli uomini più generosi e più onesti: un vero galantuomo. I suoi lavori statistici sono stati applauditi da tutti con ragione; e non può essere altrimenti dei parti d'un ingegno così maturo, e d'una coscienza così scrupolosa. Non v' ha una sillaba

---

Patria, 1852), l'*Annuario economico-statistico dell'Italia pel 1853* (Torino, Ferrero e Franco), ecc. Nel '59 tornò in Italia e appartenne ai *Cacciatori delle Alpi:* e finita la guerra, si ridusse di nuovo a Parigi, dove continuando nei suoi studj e alienandosi sempre più dalla politica attiva, mise assieme un libro sulla *Francia contemporanea* (Milano, Daelli, 1863). Collaborò col Correnti a quella bella pubblicazione dell'*Annuario statistico italiano*, che, pur troppo, apparve a luce solo due volte, nel '58 e nel '64 (Torino, Tipogr. letteraria). Nel '61 fu posto a capo della Direzione di statistica, allora creata nel Ministero d'agricoltura e commercio, ed è suo vanto l'aver fondato un istituto così utile e che ha reso e rende tanti servigj. Diresse in tale qualità il Censimento del 1861, del quale stese la Relazione; e poi diresse e pubblicò molte altre statistiche speciali: dell'industria mineraria, delle acque minerali e potabili, dei bilanci comunali e provinciali, della navigazione, delle Casse di risparmio, delle Società commerciali, ecc. Fu poi anche direttore dell'Economato generale. In occasione dell'Esposizione universale di Parigi del 1867, pubblicò un importante volume intitolato: *L'Italia economica*, tradotto poi anche in italiano, con continuazione per gli anni '68, '69, '70. Preparò il Congresso internazionale di statistica tenuto in Firenze nel '67, e meritò le lodi dei rappresentanti dei varj Stati che vi presero parte. Nel '63 e nel '69 fu mandato dal Governo a rappresentare l'Italia ai Congressi di Berlino e dell'Aja. Morì, dopo breve malattia, il 4 luglio 1871. G. Sacchi ne disse le lodi alla sua morte nell' Istituto Lombardo, (v. *Rendiconti*, IV, 457); ai 3 dicembre 1873 nel cimitero di Milano fu posto a lui un medaglione con epigrafe, e Tullo Massarani lesse una eloquente *Commemorazione* (Tip. Bernardoni), dove dell'estinto amico degnamente sono ricordate così le virtù dell'ingegno come quelle dell'animo.

di politica. Non sono ignude tavole di cifre, ma comparata descrizione dello stato presente delle nostre manifatture, preceduta da un breve cenno storico di ciascuna. Addio. Amari vostro.

CCCVIII.

Conte Michele Amari (1) a Michele Amari

[Genova, 15 dicembre 1856].

Mio carissimo amico. La gentile tua lettera a me diretta, alla quale domani risponderò con Torrearsa e Marano (2), e l'antica amicizia che sin dalla nostra gioventù ci lega, mi incoraggiano a manifestarti qualche cosa che risguarda da vicino il nostro

---

(1) Il conte Michele Amari di Sant'Adriano, omonimo, non parente del nostro, fratello ad Emerico, del quale già dicemmo, e capo d'una famiglia tutta devota a libertà, nacque in Palermo ai 22 giugno 1803. Fu nel '36 Decurione di Palermo, nel '48 Intendente a Messina. Quando il Cordova si dimise da ministro delle finanze, ei gli successe ai 23 gennaio '49. « In quel tempo di grandi incertezze e non lievi difficoltà, scrive il Torrearsa (*Ricordi, ecc.*, pag. 612), il potere non era ambito, e non fu quindi facile trovare chi si avesse voluto sobbarcare all'enorme peso del portafoglio della finanza; e solo per il suo patriotismo, cedette alla fine alle nostre premure, il conte Michele Amari ». Presentandosi alla Camera, scrive il La Farina (II, 146), « parlò timido e modesto e fu accolto dalle voci: coraggio, coraggio. E coraggio personale ei ne aveva, e di conoscenze amministrative e finanziarie non difettava ». Durò in ufficio fino al 15 febbraio, quando si formò il Ministero Butera. Caduta la rivoluzione, emigrò a Genova coi fratelli e la famiglia, circondato dal rispetto e dall'affetto dei compagni di sventura. Garibaldi, entrato che fu in Sicilia, lo fece suo rappresentante a Torino, e in tal ufficio, godendo anche la stima e la fiducia di Cavour, giovò efficacemente alla causa della Sicilia e dell'Italia; poi fu a Palermo consigliere di Luogotenenza per l'Interno. Ai 7 gennaio 1861 venne eletto senatore; fu prefetto a Modena, a Como e a Livorno, per ultimo, consigliere della Corte dei Conti. Rinunziato quest'ufficio, si ridusse in patria a vita privata, e morì a Palermo ai 7 gennaio 1877.

(2) Pietro Marano nacque in Catania ai 14 aprile 1814. Prese parte alla cospirazione del 1837 e fu mandato a domicilio coatto in Sulmona. Preparò coi migliori patriotti la rivoluzione del 1848, e Catania lo elesse suo rappresentante al Parlamento con quasi unanimi suffragi. Nel Ministero Torrearsa del 13 agosto non volle accettare l'ufficio di Ministro dell'Interno e Sicurezza pubblica, ma soltanto quello di Direttore, finchè, cedendo alle istanze dei colleghi e degli amici, l'occupò definitivamente ai 12 novembre. Ma la malferma salute e certa sua timidezza di carattere l'obbligarono ad uscirne agli 8 gennaio 1849, « perdendo così il Ministero (scrive il La Farina, II, 104) uno dei

paese. Il Congresso di Parigi, le vuote ma risonanti parole di Cavour ed il minacciare del giornalismo inglese e francese, parve aver detto ai popoli d'Italia, e particolarmente a quelli di Sicilia e Napoli: *insorgete*; ed agli esuli: *mostratevi vivi*.

Allora venne in mente a qualcheduno dei nostri di voler ricordare nuovamente, e forse per la centesima volta, all'Inghilterra i diritti nostri, e gli obblighi suoi a far godere alla Sicilia le sue antiche libere istituzioni. Si scrisse un *Memorandum* da poter contentare ogni siciliano di qualunque opinione si fosse, del quale una copia se ne spedì a Malta a Ruggiero Settimo chiedendo il suo assentimento, ed altra copia si faceva girare ai deputati e pari del 1848, che erano qui e a Torino, onde, ottenuto il loro consenso, scriverne in Toscana ed a Parigi agli altri colleghi. Ma la prudenza ci consigliò non andare oltre, dapoichè taluno negava il suo consentimento per non essere stato consultato il *primo*. Altri non intendeva concorrere in opera che non era *Unitaria Mazziniana*, altri si negava perchè *Sabaudo*.

Abbandonata perciò ogni ulteriore pratica, e ritornati alla solita inerzia, fummo scossi dagli ultimi avvenimenti di Sicilia, e si considerò allora che, qualunque si mostrasse, rea o buona, la fortuna a' Siciliani, la diplomazia avrebbe messo sempre mano in pasta, e quindi sarebbe stata utile una qualunque carta da servire di occasione e pretesto a chi vorrebbe favorire la Sicilia. Nissuno di noi ha un carattere officiale da poter proferire parola a nome dei Siciliani, ma è dovere d'ogni siciliano alzare la sua voce quando può essere intesa. Si pregò Torrearsa, il quale associandosi a mio fratello Emerico, scrissero un breve *Memorandum*; e sottoscrivendolo, l'uno qual Presidente e l'altro qual Vice-Presidente della Camera dei Comuni del 1848, l'inviarono a Londra per presentarsi al Ministro. Ma questo non basta; e bisognerebbe una voce viva ed energica e sapiente; bisognerebbe la voce di Michele Amari. La tua voce e l'opera tua, mio carissimo, ora sarebbe utilissima. Cosa mi rispondi? Ma qualunque sarà la tua risposta, abbimi sempre per tuo aff.mo amico MICHELE AMARI.

---

membri che più riunissero l'amore ardentissimo della libertà colla prudenza e col senno, e al quale non mancava che la facilità della parola e più fiducia in sè stesso. » Caduta la rivoluzione, emigrò a Malta e poi a Genova, ivi dandosi al commercio. Tornò in Catania nel 1865 e vi morì ai 15 gennaio 1885.

CCCIX.

MICHELE AMARI a Giuseppe Ricciardi

[Parigi, 12 maggio 1857].

Carissimo amico. Con molto piacere ho riveduto i vostri caratteri dopo un lungo silenzio, del quale è mia la colpa. E mi rincresce il contrattempo letterario ed economico insieme, del quale mi fate parola, di che nulla io sapeva, non leggendo tutti i giornali della città e non praticando molto coi nostri compatriotti per mancanza di tempo.

Di La Farina non ho lettere da tempo lunghissimo; so ch'è stato ammalato e che lavora sempre lottando con la fortuna. Quanto a me, la solita vita. Salute di ferro, a dispetto della uggiosa Biblioteca e del noioso e mal pagato lavoro che vi fo. Sono pubblicati a quest'ora, o lo saranno in pochi giorni, i testi arabici su la Sicilia, più di 700 pagine di arabico, che copiai due volte, e spesi qualche 100 franchi per mandarli per la posta, ecc., senza averne in merito altro che 10 copie e la corona del martirio. Ho cominciato una carta comparata della Sicilia antica, arabica ed attuale; nella quale il Duca di Luynes metterà il riscontro dei nomi antichi. Continuo il mio 2° volume della storia, dico dei Musulmani, che è presso alla fine; il volume, non la storia, di che resta un altro volume pesantissimo per le materie, e perchè lo debbo fare dopo averne mangiato il prezzo da tre o quattro anni.

Di quando in quando gitto uno sguardo al Mezzogiorno per vedere come stia re *Bomba*, e mi par che abbia qualche anno di vita. Però aspetto tempo a rifregare la politica; convinto che io sono che la politica italiana per adesso sta

tutta nel regno di Napoli, e che fino alla maturità di una rivoluzione in Napoli saranno parole perdute, tutte quelle che potremmo far qui tra noi e con gli stranieri o coi nostri fratelli, dormigliosa parentela di laggiù.

Addio, vivete felice ed amatemi. AMARI vostro.

PS. Da gennaio in qua ho durato un po' meno di stento in grazia d'una lezione d'italiano, che ho dato tre volte la settimana. Un'ora e mezza o due perdute, e sei franchi guadagnati.

CCCX.

MICHELE AMARI à M. le Rédacteur de la *Gazette d'Augsbourg*

[Paris, 12 mars 1858].

Monsieur le Rédacteur. Votre numero du 7 renferme une correspondance de Londres, relative aux réfugiés politiques, dans laquelle on fait allusion à des propos qui auraient été tenus par M. Teleki et par moi dans un restaurant de Londres (1). Or je n'ai pas quitté Paris une seule

---

(1) Quest'era la corrispondenza inserita nella *Gazzetta d'Augusta* e riprodotta dal *Galignani* del 10 marzo 1858: « I giornali inglesi pretendono di sapere tutto, e nonostante Mazzini è, secondo loro, un filantropo calunniato dalla Polizia del continente, mentre gli altri rifugiati non sono che un corpo di ciarloni inoffensivi. È certo che l'Inghilterra dà più importanza all'arrivo delle legna o del carbone, che al riposo d'Europa. La stampa inglese dunque è ignorante, o finge di esserlo, intorno al fatto che i membri della *Marianne*, che sono quasi tutti francesi od italiani, si riuniscono regolarmente a *Holborn* ed in *Leicester-Square*, e là pubblicamente predicano rivolta, predamenti, ed assassinj politici, come confermano i discorsi e gli scritti di F. Pyat, Tallandier, Vincent, Amiel e Ribeyrolles, e tutti sotto l'egida delle leggi inglesi. Mazzini e tutti i mazziniani sono membri della *Marianne*, ed Orsini fece delle letture in alcune adunanze di detta segreta Società. Tutti gli emissarj spediti in Francia dalla *Marianne* sono italiani, scelti a scopo d'ingannare la Polizia francese.

« Polacchi e Cartisti con falsi passaporti si sono sparsi in Francia per lo stesso fine. Tutta questa gente, ritornando a Londra, si vanta dei tiri giuocati alla Polizia francese, e noi udimmo un giorno in una

journée, depuis le court voyage que je fis en janvier 1855 pour des recherches historiques au *British Museum* et à la Bodlejenne d'Oxford. Je n'ai jamais diné à Londres avec M. Teleki, et je ne connais d'autre personne de ce nom, que l'honorable comte Teleki accrédité auprès du gouvernement français par celui de la Hongrie (1848-49), pendant que j'étais chargé d'une mission semblable par le gouvernement de la Sicile. L'erreur de votre correspondant me parait d'autant plus complète que les seuls émigrés italiens qui portent mon nom de famille sont, si je ne me trompe, messieurs le comte Amari et frères — tous de mes amis — résidants depuis longtemps en Piémont, et aussi peu habitués que M. Teleki et moi-même à abuser de l'hospitalité d'une nation étrangère.

Veuillez accorder, je vous prie, à cette explication la même publicité que vous avez donnée à la correspondance de Londres, et agréez mes civilités. M. Amari.

CCCXI.

Michele Amari ad Atto Vannucci

[Parigi, 28 maggio 1858].

Atto carissimo. Da più d'un mese io dovea scriverti per ringraziarti dell'articolo che hai dato nella *Rivista* (1) su i miei Musulmani, e dell'affettuosa premura con che mi

---

osteria a Londra un racconto di questo genere fatto dall'italiano Amari e dall'ungherese Teleki-Sandor, davanti a parecchi rifugiati francesi, seduti ad una tavola vicina.

« Il *Comité Révolutionnaire* non è nulla di meglio della *Marianne*, e per quanto possa in parte differirne per i suoi soggetti, è precisamente identico per quello che riguarda la scelta dei suoi agenti ».

(1) La *Rivista di Firenze*, giornale allora compilato dal Vannucci, coll'aiuto di alcuni amici. Della storia dell'Amari si parla nel vol. III, pag. 161, 260.

mandasti un estratto dell'articolo, che avea già letto per favore di G. Carini. Ma tu sai che una lettera è delle imprese più difficili a compiere, per chi tien la penna in mano dall'uno all'altro crepuscolo per accattarsi il pane o soddisfare ai doveri reali o immaginarj dello scrittore; però mi scuserai del ritardo. Il giudizio tuo e degli altri compatriotti è la sola ricompensa che ambisco, perchè se tacciono gli oltramontani me ne curo un fico, e se lodino o facciano biasimo, lo stesso. Chi non parla italiano è nostro nemico, o strida in *oui* o in *yes* o in *ja* o in qualsivoglia altro suono barbarico. Nimistà politica, letteraria, dei grandi e degli infimi, dei dotti e degli ignoranti, di chi ci ingiuria e di chi ci regala lodi e buoni augurj a modo proprio suo. « Godi, Oltralpino, poichè se' sì grande » con baionette, cannoni, vapori, telai, *borse*, filosofia retrograda e superstizione rincalzante, chè tornerà il tempo di questa Italia povera, sanguinaria, miscredente e discorde. Ma io dimenticava che devo acchiudere la lettera a Le Monnier e che su questa corda canterei un mese continuo. Abbiti una stretta di mano e un bacio fraterno, mio caro Vannucci, in merito di quel che hai scritto per me con più amore forse che giustizia e supplendo egregiamente del tuo ai miei difetti. AMARI tuo.

CCCXII.

MICHELE AMARI al Barone Casimiro Pisani

[Parigi, 24 ottobre 1858].

Casimiro carissimo. S'io non vi ho scritto, nè voi a me, da lunghissimo tempo, son certo che non sia men salda e viva in entrambi l'amistà, cominciata da un terzo di secolo, e qualche anno di più; che, sia detto tra parentesi, è cifra

spaventevole nella vita umana, ed anche significante nella storia d'un popolo. Ci conoscemmo giovanetti, ed or siamo alle soglie della vecchiezza; non ci arriviamo nè l'uno nè l'altro per via sparsa di fiori, ma possiamo tenere il viso levato e stringerci la mano senza arrossire l'uno dell'altro; anzi possiamo compiangere tanti altri coetanei, che si credono o son creduti più felici di noi.

Quando rifletto su la gravità con la quale il nostro secolo chiama se medesimo positivo, non so tenermi dalle risa. Positivo, perchè si logora l'animo e si sporca la coscienza ad acquistare di che mangi un piatto o due più delicati, di che orni la camera di poltrone e tappeti, e di che compri palloni di seta armati di acciaro per mentire i fianchi della moglie. E un animale li bastona seduto in alto, per grazia di Dio; uno stormo di cornacchioni li assedia e molesta, in nome di Dio; umili, tremanti fan di cappello a tutti i birbi, sol che lor diano agio ad arricchire. Oh il bel positivo e la verace sapienza! Povertà, sei molesta, ma non così minchiona!

Figuratevi con quanta gioia sentii parlare di voi dal giovane Rudinì; parlar come d'un maestro amato e riverito. Profitto del ritorno di questo gentile e colto allievo per mandarvi questi due righi ed uno scrittarello mio, pubblicato qualche anno addietro.

Il primo volume della *Storia dei Musulmani in Sicilia* non vi pervenne. Se avete modo, fate di domandarlo insieme col secondo al buon Gallina a Livorno con due parole di vostra mano, e se incaricate persona fidata sono certo che non si perderanno.

Io vivo stentato anzi che no, ma di buonissima salute e quasi giovanile, e d'animo più che mai superbo ed ostinato. Fo il Catalogo dei manoscritti arabi della Biblioteca, pagato a tanto la giornata di lavoro, non impiegato, inten-

diamoci bene; e poi lavoro al terzo ed ultimo volume dei Musulmani ed a qualche altra cosuccia. Di tratto in tratto mi prende un fiero ribrezzo contro l'arabico, la storia, i libri, il tavolino, il calamaio; ma l'abitudine e il bisogno mi ci riconducono.

Saluto tanto la vostra famiglia e qualche amico che meriti ancora tal nome. Vi stringo la mano. M. Amari.

28 ottobre 1858.

D.S. — *Casimiro carissimo.* Voglio la precedenza nello scrivere. Io aveva fatta già la lettera e consegnatala all'amabilissimo marchesino Rudinì, quand'egli mi avvisò avere ricevuta lettera vostra con un ricordo per me. Or ora l'ho letta, e mi rallegro che pensiamo allo stesso modo e che sono reciproci i nostri sentimenti. Come no? Siam troppo vecchi entrambi perchè ci si bagnino gli occhi in alcun caso, ma affè che mi ci son sentito vicino. Addio. Amari vostro.

CCCXIII.

Michele Amari ad Alessandro D'Ancona

[Parigi, 28 gennaio 1859].

Pregiatissimo signore. La cortese lettera sua del 22 (1) mi venne recapitata ier sera; nè voglio metter tempo in

---

(1) Questa lettera, colla quale cominciò la mia relazione coll'Amari, richiede un po' di illustrazione. Il Parlamento piemontese, ministro il Lanza, avea decretato la istituzione di una cattedra di geografia e statistica, ma non n'era stato trovato il titolare. Intanto essendo in Torino un amico del sig. Sabatier, mi disse come il Sabatier stesso sapeva che l'Amari sarebbe volentieri venuto in Piemonte, se vi avesse avuto una occupazione conveniente. Io allora, per mezzo del Farini, feci tastare il Lanza se avrebbe conferito la cattedra all'Amari, e mi fu detto che alla cosa non v'era difficoltà, se l'Amari facesse qualche passo. Gli scrissi, e n'ebbi questa risposta.

mezzo a ringraziarla della benevola premura con la quale Ella assumeva la pratica raccomandatale dal sig. D.r Somigli a preghiera di M.r Sabatier. Le ne sono tanto più riconoscente, quanto Ella non mi conosce di persona, nè io ho avuto mai l'occasione di fare per la patria nostra alcuno di quei sacrifizj, che meritassero d'essere noti ad ogni italiano.

Certamente io amerei a vivere nella sola terra libera che abbia l'Italia infino ad oggi; così tutta la Penisola si potesse trovare in condizioni analoghe nel corso del presente anno, che par inaugurato con sì lieti auspicj! E certamente la istruzione pubblica è il solo ramo nel quale io potrei portare servigio al paese. Ma le dico francamente che non oserei mai accettare una cattedra di geografia e statistica, delle quali scienze io so quello che sa il volgo, o a un di presso. I miei pochi studj versano più tosto su la storia e su la letteratura arabica, e però è in questi due soli rami che la coscienza mi permetterebbe di assumere il grave carico dello insegnamento. Oggi appunto un amico mi scrive da Genova, che si intende stabilire a Torino una cattedra di letteratura arabica. Tra i pochi italiani che la coltivano io non sono nè il primo nè l'ultimo, e però volentieri mi ci proverei, se pensasse a me chi dispone dell'istruzione pubblica in Piemonte. Poich' Ella con tanta gentilezza si profferisce a favorirmi, potrebbe indirizzare le pratiche a questo fine; e sarebbe doppio favore se in vece di far domanda in mio nome, procacciassemi un invito. Nol dico per orgoglio, che sarebbe mal posto, ma perchè non oso presentarmi a fronte alta come superiore a tutti gli altri orientalisti compatriotti nostri.

Sarà mio dovere ringraziare per mezzo di M.r Sabatier il dott. Somigli che ha iniziato la pratica e che inoltre

mi ha procacciato il bene del carteggio con Lei, che spero sia principio di conoscenza personale e di amicizia.

Mi creda con alta stima e gratitudine, suo devotissimo M. Amari.

PS. Chi volesse trovare ragioni per darmi la cattedra di arabico, potrebbe ricordare che oltre la *Storia dei Musulmani di Sicilia*, di cui sono pubblicati i due primi volumi a Firenze, ed è in corso di stampa il terzo ed ultimo, io ho dato, nel *Journal Asiatique*, i testi con traduzione e commento di Jbn-Haukal, Jbn-Giobair e Jbn-Sab'in; che nel 1851 pubblicai la traduzione italiana del *Solwan el Mota'* d'Ibn-Zafer, riprodotta in inglese; che nel 1853 uscì, a spese della Società Orietale di Germania, la mia *Biblioteca Arabo-Sicula*, testo arabo di 700 pagine, e che da quattro anni fo il Catalogo de' manoscritti arabi della Biblioteca imperiale di Parigi.

CCCXIV.

Michele Amari ad Atto Vannucci

[Parigi, 31 gennaio 1859].

Vannucci mio caro. A quest'ora tu sai che Airoldi mi lasciò 2000 franchi (1) e sospetti giustamente che, camminando su l'oro, non mi prema di rispondere agli amici. Ma che! V' è stata anche la cupidigia di guadagnare altri

(1) Oltre queste 2000 lire che, mosso dalla bontà dell'animo e, crediamo anche, dai saggi consigli dell'ottima signora Emilia Peruzzi, l'Airoldi lasciò nel suo testamento all'Amari, l'anno innanzi prendendo pretesto dall'abbonamento al *Journal des Débats*, gli aveva mandato una cambiale di lire 1054, pregandolo di pagarne 54 al giornale e il resto tenere a disposizione, ma « colla condizione, ei scriveva, che trovandosi in bisogno, Ella debba servirsi di questo denaro senza neppure prevenirmene. Inoltre se alla mia morte questa somma esisterà ancora in tutto o in parte, Ella deve ritenere questo denaro come suo, e non farne alcuna parola ai miei eredi ».

2000 franchi (vedi che tra poco diverrò un Creso), anzi questa è stata la ragion principale del ritardo, perchè fino alle prime settimane del corrente ho lavorato come un disperato a certo scritto che tu sai. Adesso calmatami alquanto la febbre, ti dico che da un anno o più ho promesso un articolo su la seconda edizione di Cherrier a Viesseux, il quale me ne fa premura con una lettera capitatami ieri. Vedi che non posso commettere il delitto di un doppio patrocinio, nè mancare alla parola data all'*Archivio*.

E con tutto ciò insisto perchè tu mi faccia il favore di dare un articolo su l'opera di Cherrier. Questa ti perverrà per mezzo di Molini, al quale sarà mandata da M.r Allouard, suo corrispondente a Parigi.

Qui aspettiamo la sposina piemontese: quest'Elena, speriamo, della nostra Iliade. Ancorchè io non mi fidi degli oltramontani, nemici nostri di qualunque pelo, schiatta e gergo che siano, pure non mi pare impossibile che si cavi profitto dalle discordie loro, come l' han fatto per tredici o quattordici secoli nelle nostre. La fatalità vuole che gli eventi umani sieno inevitabili, ma non che un uomo od una nazione stia sempre di sotto; anzi questo sarebbe contro le eterne leggi dell'umanità, per le quali gli uomini si corrompono nella lieta fortuna e alfine rinsaviscono nell'avversa. Salutami Stabile e Beltrami. Amari tuo.

CCCXV.

G. P. Vieusseux a Michele Amari

[Firenze, 3 marzo 1859].

. . . .

E questa povera Italia cosa ne sarà in fin de' conti? Superfluo è il dirle con quanta ansietà stiamo qui aspettando l'esito

delle mene diplomatiche a Vienna, Berlino e Londra, che non possono avere per risultato che una guerra accanita; imperocchè Napoleone è troppo impegnato e compromesso per contentarsi di semplici riforme nel centro dell'Italia. Frattanto l'opuscolo di Laguеronnière tradotto, è stato stampato e venduto qui a 3000 copie.

Ma l'unità italiana, altro che in una federazione di Stati, è un sogno; e La Farina ci fa più male che bene difendendo quell'utopia, col mezzo della sua Società italiana. L'unità com'egli e Manin l'intende, è impossibile in un paese che racchiude delle città come Napoli, Palermo, Milano, Firenze, Venezia, Torino. Una Dieta a Roma è tutto ciò che si può desiderare. . . . . .

CCCXVI.

G. P. Vieusseux a Michele Amari

[Firenze, 4 maggio 1859].

. . . . . Le cose nostre procedono in ottima condizione: la Toscana è tranquillissima, e il nostro popolo dà segno d'una civiltà e d'una moderazione veramente ammirabile. Dopo gli avvenimenti del 27, che Ella conoscerà bene, e che furono cosa tale da parere miracolo, il paese è tornato alla sua quiete, alle sue occupazioni, ai suoi lavori; nè chi fosse arrivato il giorno 28 a Firenze avrebbe potuto credere esser quello il giorno dopo d'una rivoluzione . . . .

Con ansietà e trepidazione aspettiamo l'annunzio d'una prima battaglia campale; gli Austriaci sono numerosissimi e inferociti. Ella può figurarsi lo stato dell'animo nostro; Dio protegga la povera Italia!

Del resto, non dubito dell'esito finale. Ma credo che più facile sarà di ricacciare gli Austriaci dietro il Tagliamento, che di assestare poi le cose d'Italia all'interno. Ferdinando di Napoli, che sarebbe morto tanto a proposito, va migliorando; e il Papa sarà un grande impiccio rispetto al temporale. . . . .

CCCXVII.

MICHELE AMARI a Francesco Sabatier [1]

[Parigi, 19 maggio 1859].

Carissimo amico. L'animo vostro si dimostra tutto nella premura che metteste ad avvisarmi della mia elezione a professore dell'Università Pisana. Il dispaccio telegrafico mi giunse la sera del 5 alle 9 e mezzo, poichè sapete che di questi tempi i fili elettrici non riposano. Ho avuto oggi, mandatomi da Stabile, l'estratto del *Monitore Toscano*. Scrivo subito a Malenchini, ch' è amico vecchio mio, pregandolo di ringraziare a mio nome i suoi, ai quali non iscrivo in ufficio, non avendo avuto per anco una comunicazione in simile forma. Verrò a ringraziarli di persona verso il 20 di questo mese, e ad abbracciar voi e stringere la mano all'affettuosa sorella Carolina. . . . . . .

Che maraviglioso rivolgimento di cose! Spero fermamente che la guerra si restringerà all'Italia, cioè a dire che l'Italia sarà liberata; poichè sendoci voi altri di mezzo, l'esito non è dubbio. Io mi sento sollevare da un gran peso; non potea non ammirare ed amare la Francia, e intanto la dovea maledire. Oggi ogni nuvolo è sgombro. Il paese, che accolse assai male i primi romori di gennaio e il discorso al Corpo legislativo, si è mutato profondamente al suono dei tamburi, e all'annunzio del sopruso che minacciavano gli Austriaci al Piemonte. I repubblicani sono risolutamente d'accordo col Governo per la guerra, e i legittimisti ed orleanisti, incurabili sempre, sono sforzati a tacere ed a fingersi francesi. A rivederci presto, e quindi « sans adieu ». AMARI vostro.

CCCXVIII.

Ch. De Cherrier (1) a Michele Amari

[Vosges, 25 juillet 1859].

Cher monsieur Amari. Le jugement porté par la Commission sur les trois mémoires présentés au concours, me donne à croire que plusieurs de vos juges se sont peu souciés d'entendre

---

(1) Di Carlo de Cherrier scrisse l'Amari nella *Nuova Antologia* del settembre 1872 una breve necrologia, che ci piace riportare per intero:

« Si può disputare se la tolleranza politica meriti nome di virtù o di vizio, se nasca da più vasto concetto della giustizia o da più tepido amor della patria; certo egli è che l'odierno incivilimento porta seco questo effetto della saviezza o debolezza nostra, e che il secolo XIX andrà notato nella storia per la tolleranza politica, sì come fu per la religiosa il secolo XVIII. Le passioni contrarie che ribolliscono a quando a quando non mutano oggidì tale disposizione de' popoli civili, più che i vortici e le eruzioni osservate dai moderni astronomi nella materia solare non turbin la vicenda delle stagioni.

« Di tolleranza ha lasciato bellissimo esempio, e dico della politica non men che della religiosa, lo scrittore francese del quale mi fo con dolore profondo ad annunziare la morte. Gl'Italiani lo debbon conoscere, poichè le due opere sue toccano entrambe il nostro paese, e sono: l'*Histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe*, (Parigi, 1841-51, 4 volumi in-8°, e nuovamente Parigi, 1868, 3 vol. in-8°) e l'*Histoire de Charles VIII* (Parigi, 1868, 2 vol. in-8°). Le quali storie chiunque le legga si accorgerà pure che sono state dettate da un francese, legittimista e cattolico, ma tanto maggiormente ammirerà la calma filosofica del giudizio, che s'innalza di gran tratto sopra le passioni di parte, e la schiettezza e diligenza nel racconto dei fatti, anche di quei che non fanno onore alla Chiesa romana, nè all' antica casa di Francia. La mente chiara e l'animo diritto avevano ispirato a M.r de Cherrier tal amor di libertà, che contrastava con le tendenze male augurate del suo partito; e il soggiorno in Italia lo aveva alienato da quella cieca riverenza verso la Chiesa romana, gli aveva dato a conoscere il nostro paese e l'avea spinto ad amarlo.

« Ei nacque il 6 marzo 1775 a Neufchâteau (Vosges) ed è morto in Bezoilles, villaggio vicino, il 26 luglio di questo anno. Si indirizzò dapprima alle scienze naturali, nelle quali ebbe a maestro il Cuvier: e faceva progressi notevoli, quando Napoleone lo chiamò all'esercito con grado di ufficiale, nella campagna di Austerlitz. L'imperatore, in quell'apogeo di possanza e di fortuna, adescava con favori di tal fatta i giovani di nobili e antiche famiglie, che parteggiavano in cuor loro per la dinastia decaduta. E lo Cherrier servì fedelmente il capo della sua nazione infino a Waterloo, dove, col grado di luogotenente colon-

la cause, et qu'ils ont prononcé comme on le fait trop souvent à l'Académie pour ces sortes d'affaires. Je gagerais que M.r Mohl n'a pas lu les mémoires ; M.r Renan courtise trop l'Allemagne pour ne pas être favorable *quand même* à un savant allemand ; quant

---

nello ne' Cacciatori della guardia, si trovava nel famoso quadrato che tirò gli ultimi colpi. Non è a domandare se dal 1805 al 1815 egli sia stato in riposo. Prima della guerra di Germania avea combattuto per l'Impero in Italia, dove una volta, mandato a inseguire masnadieri per le montagne di Calabria, uno gli sbucò di fianco improvvisamente e gli tirò a bruciapelo, ma il fucile gli fe' cecca.

« Il sacro fuoco della storia cominciò a serpeggiare nella mente di M.r De Cherrier la prima volta che, percorrendo l'Italia meridionale, visitò i campi di Benevento e di Tagliacozzo; ond'ei si diè a meditare sulle vicende che vi aveano attirati i guerrieri della Francia nel XIII secolo. Con tutto ciò ei non pose mano immediatamente al lavoro. Si può dir che la lunga vita di questo illustre francese sia bastata a due uomini: soldato e amministratore il primo, e letterato il secondo; perocchè, lasciato il servizio attivo dell'esercito al tempo della ristorazione dei Borboni, fu adoperato lo Cherrier nell'amministrazione civile. Ritiratosi poi nel 1830, per ricusa di giuramento a Luigi Filippo, si diè tutto ai lavori storici, passato già il quarantacinquesimo anno dell'età sua. E seconda vita fu invero quella dello scrittore, poichè una salute robustissima gli permise, fino allo scorcio del 1871, di lavorare indefessamente o viaggiare per cagione delle sue ricerche, ora studiando i luoghi ed osservando i monumenti, ora cercando nuovi documenti nelle biblioteche e negli archivii.

« In vero la diligente esamina delle sorgenti, l'apparecchio di quel primo strato di fatti, che la critica dee vagliare e rassettare, è pregio singolare dei lavori del nostro autore. Il quale non si impiglia poi tanto nelle minute cure del compilar la cronica, che non sappia prendere il volo e ascendere alle più alte regioni della storia. Il suo capolavoro, che abbraccia, come ognuno intende dal titolo, ben due secoli della storia dell'Italia e della Germania, è preceduto da una dotta introduzione, in cui si espongono gli ordini antecedenti del Papato, dell'Impero e dei popoli italiani, ed è seguito da varie considerazioni su la riforma protestante, il cui seme germogliava, secondo il nostro autore, fin da' tempi di Federico II imperatore; ma non fiorì, perchè quel gran precursore del moderno incivilimento volle combattere a un tempo due possenti nemici, la libertà dei popoli e il prestigio de' papi.

« Mi fermo io qui, non essendomi proposto di fare un panegirico, nè l'esame critico di due opere storiche di gran momento, della prima delle quali io stesso abbozzai un giudizio molti anni addietro, e della seconda sta trattando egregiamente il professor Gelli nello *Archivio storico italiano* (veggasi vol. XV, 2a dispensa del 1872). Io ho voluto dar soltanto qualche ricordo d'uno scrittore della storia nostra, d'un amico di trent'anni e d'un collega nella Accademia delle iscrizioni nello Istituto di Francia, del quale egli stesso ed altri suoi dotti concittadini mi spianarono la via, per dar testimonianza di affetto all'Italia, piuttosto che per alcun merito mio. »

à notre ami M.r Reinaud, il aura mieux aimé transiger que combattre, et M.r Caussin aura fait comme lui. Le compromis paraitra *au moins* singulier. Est-il croyable que trois mémoires soient tellement égaux en mérite, qu'on ne puisse avec équité en mettre un au dessus des autres? Je ne crois pas que cela se soit jamais vu pour des travaux d'érudition. L'Académie ne controle pas ces sortes de Rapports, mais la demande qu'elle a fait au Ministre prouve assez qu'elle a trouvé celui-là assez extraordinaire.

Je crois que vous ferez bien d'attendre à Paris que les affaires de Toscane soient réglées. Ne vous pressez pas de prendre un parti, quelle que soit la manière dont elles se terminent. Je ne sais si le Grand Duc rentrera, mais je suis certain que s'il rentre, ce ne sera que par suite d'une transaction. Cette chaire vous offre avec une indépendance complète, une liberté entière pour vos travaux littéraires, une position honorable, au dehors de la politique et enfin un revenu fixe, qu'un Taschereau ne pourra rogner suivant son caprice (1). À votre âge, il est bien temps de sortir des pénibles épreuves, que depuis tant d'années vous supportez si noblement. Une chaire d'arabe n'engage à rien vis-à-vis du Gouvernement. Votre ami M.r Cavallari en jugeait ainsi lors qu'il acceptait une position semblable à Milan (2). Si on n'exige pas de serment, vous serez là bas (sous le rapport politique) dans la même situation que celle que vous avez à la Bibliothèque de Paris, où en traduisant des manuscrits vous ne servez pas le Gouvernement. Attendez donc, réfléchissez, consultez vos véritables amis, des *hommes sérieux*, avant de prendre un parti, qui vous rejetterait dans cette position précaire dont plus que personne je désire vous voire sortir. C'est mon amitié pour vous qui me

(1) Il Taschereau, uomo politico e scrittore erudito, era amministratore della biblioteca imperiale e specialmente incaricato della compilazione dei cataloghi: in tal qualità, l'Amari, incaricato di fare il catalogo dei manoscritti arabi, dipendeva da lui.

(2) Francesco Saverio Cavallari, architetto e archeologo siciliano, nato a Palermo nel 1809, illustratore delle antichità dell'isola, studiò a Roma e a Gottinga, si battè e fu ferito a Catania nel '48, nel '51 fu fatto professore in patria, ma abbandonò l'ufficio nel '53 e a Milano divenne professore nella scuola degli ingegneri. Nel '56 andò nel Messico, dove diresse l'Accademia di Belle Arti, finchè nel '64 l'Amari, allora ministro, lo richiamò e lo prepose alle antichità e agli scavi dell'isola, nel quale ufficio rese reali servizj alla scienza e alla storia. Numerose sono le sue scritture di vario genere in italiano, francese e tedesco.

dicte ces conseils. Je ne vous dirai jamais d'étouffer votre conscience pour un peu d'argent, mais je vous conseillerai de ne pas vous exagérer une situation, en donnant un caractère politique à un emploi entièrement littéraire. Consultez M.r Stabile qui est à la fois un homme prudent et un ami dévoué. . . . . . .

Adieu, cher monsieur Amari, donnez-moi quelque fois de vos nouvelles, elles m'intéresseront toujours, parceque j'ai pour vous une sincère affection, beaucoup d'estime et de dévouement.

DE CHERRIER.

CCCXIX.

E. L. FLEISCHER (1) a Michele Amari

[Leipzig, 27 août 1859].

Mon cher Professeur. En répondant à votre lettre du 1er juin, je commence par vous souhaiter, en bon collègue, toute sorte de bonheur pour la carrière à laquelle votre talent et vos travaux vous appelaient toujours, et que les changements politiques dans votre patrie vous ont enfin ouverte. Si le génie tutélaire de l'Italie parvient à asseoir le nouvel ordre des choses sur des bases solides, les bons esprits, tranquillisés et satisfaits, ne manqueront pas de se porter avec une nouvelle ardeur à la culture des lettres. Alors les études orientales auront leur tour, et vous aurez la belle vocation de les diriger dans les sentiers et vers des buts, digne du pays qui jadis a marché à la tête de la civilisation européenne.

---

(1) Il sommo orientalista Enrico L. Fleischer nacque il 21 febbraio 1801 a Schandau in Sassonia. Studiò prima a Lipsia, poi a Parigi sotto il de Sacy, coltivando specialmente le lingue e le lettere orientali. Chiamato a professarle a Pietroburgo e a Lipsia, scelse quest'ultima Università, dove insegnò sino alla fine della vita. Sue opere principali sono le seguenti: *Catalogus codd. ms. orientalium Biblioth. Dresdensis* (1831), l'edizione con traduzione latina e note dell'*Historia anteislamica* di ABULFEDA (1831), la traduzione tedesca delle *Collane d'oro* di SAMACHSCHARIS (1835), l'edizione critica con traduzione delle *Parafrasi arabe e persiane dei Cento proverbi* di ALI (1837), l'edizione dei *Commentarj al Corano* di BAIDHEURI (1884), l'edizione del testo arabo delle *Mille e una notte*, cominciata dall'HABICHT (1843), ecc. I suoi minori scritti (*Kleinere Schriften*) sono raccolti in due volumi pubblicati a Lipsia nell'88. Morì ai 10 febbraio 1888.

Vous serez le régénérateur de la science de l'Orient parmi vos compatriotes. L'Italie en a besoin. Dans la plupart des productions que ses prêtres et ses abbés nous ont données dans les temps derniers comme preuve d'érudition orientale, il y a un singulier mélange d'ignorance naïve et de charlatanerie prétentieuse. Vous combattrez ces ennemies, j'en suis sûr, avec les bonnes armes que vous ont fournies vos profondes études et l'excellente école de Paris . . . .

Vous me faites espérer que j'aurai encore de vos nouvelles avant votre départ définitif pour l'Italie. J'y compte avec confiance. Tous mes vœux sont pour vous ; en suivant dans les journaux les fluctuations dans les affaires de l'Italie, je ne puis m'empêcher de penser toujours au seul Italien, dont la cause personnelle suffirait à me faire partisan de la cause italienne.

Toujours le même, votre dévoué FLEISCHER.

CCCXX.

MICHELE AMARI a Ernesto Renan

[Florence, 29 novembre 1859].

Mon cher monsieur Renan. Vous n'y allez pas de main morte lorsqu'il vous passe quelque chose par la tête ; voilà ma nomination projétée au mois d'octobre et obtenue au mois de décembre, non obstant des difficultés que je ne me dissimulais pas, dans la conviction que je pouvais compter plutôt sur l'amitié des membres influents de l'Académie, que sur mes propres titres. Je vous en remercie bien profondément ; d'abord, parce qu'on doit être infiniment flatté d'avoir obtenu une distinction aussi importante par le patronage de Renan ; ensuite, parce que cette nomination me place très-bien dans mon propre pays. Vous m'avez obligé, et en même temps vous avez rendu heureux mes amis et des personnes qui me connaissent à peine, mais

qui sont flattées de ce que un Italien a été élu membre correspondant de l'Istitut.

Que la nouvelle année vous soit heureuse, à vous ainsi qu'à madame Renan ! Je vous souhaite bonne santé, aisance, tranquillité ; quant à la gloire, vous vous chargez de la prendre vous même en dépit de la déesse Fortune, à laquelle nous autres payens pouvons nous permettre d'adresser des vœux.

Rappelez moi, je vous en prie, aux bons souvenirs de M.r Haureau (1) et de M.r Eichthal (2) ; et serrez la main pour moi au D.r Sanguinetti (3). Si par hasard il vous est

---

(1) J. B. Haureau, nato a Parigi il 9 novembre 1812. Fervido democratico e collaboratore di giornali liberali, fu destituito dall'ufficio di bibliotecario al Mans. Scrisse fino al 1848 nel *National;* sotto la repubblica fu fatto conservatore de' manoscritti alla Biblioteca nazionale, e si dimise dall'ufficio dopo il colpo di Stato. Dal 1870 al 1880 fu direttore dell'*Imprimerie Nationale* e dell'Istituto Thiers. È membro della Accademia delle Iscrizioni. Erudito operosissimo, a lui si debbono molte scritture importanti: l'*Histoire de la philosophie scolastique* (1872) e l'*Histoire littéraire du Maine* (10 vol. 1870-73); le edizioni delle opere di Ugo da San Vittore, dei poemi attribuiti a S. Bernardo, delle poesie di Ildeberto, i volumi XIV e XV della *Gallia Christiana*, ecc. L'ultima sua pubblicazione sono le *Notices et extraits de quelques manuscrits latins de la Bibliothèque Nationale* (Paris, Klinsieck, 1890-93, 6 vol.)

(2) Gustavo d'Eichtal, nato a Nancy ai 22 marzo 1804. Fu fervente sansimoniano. Viaggiò in Grecia per aiutar la causa ellenica, e ritornandone stampò il libro *Les deux mondes*. Si consacrò specialmente a studj etnografici e di esegesi sacra: fondò l'*Association pour l'encouragement des études grecques*, e fu segretario della *Société Ethnologique*. Citiamo alcune sue opere: *Examen critique et comparatif de trois prémiers évangiles* (1836), *Les trois grands peuples méditerranéens et le Christianisme* (1864), *La justice dans Platon* (1863), *Théologie et doctrines réligieuses de Socrate* (1881), ecc. Postumi: *Mélanges de critique biblique* (1886), e *La langue grecque, mémoires* (1887). Morì il 9 aprile 1886.

(3) Il dottor Beniamino Raffaele Sanguinetti nacque in Modena l'8 aprile 1811. Fu ascritto alla Carboneria e fuggì da Modena nel 1831, per mettere in salvo la vita, il giorno in cui fu impiccato il povero prete Andreoli. In Francia, interrompendo gli studj giuridici iniziati in patria, si addottorò in medicina nel 1837; l'anno avanti era accorso in Svizzera a curare i colpiti dal colèra, e si ebbe in rimerito la cittadinanza ticinese. Tornato a Parigi, sotto il Caussin de Perceval e il Reinaud si diede tutto alle lingue orientali e diventò espertissimo nell'arabo, tanto che, insieme con Carlo Defrémery, pubblicò il testo, con traduzione a fronte, dei *Viaggi* d'Ibn-Batoutha (Paris, Duprat,

tombé sous les yeux le *Moniteur* toscan du 25 décembre, vous avez vu avec étonnement la création d'un *Istituto d'Insegnamento Superiore* à Florence, dans lequel on a niché ma chaire d'arabe. À part le décousu et les duplications ou lacunes qu'on remarque dans les chaires, on pourrait blâmer de trop de luxe le gouvernement d'un pays, qui possède les Universités de Pise et de Sienne et qui vient d'y augmenter le nombre des chaires, ainsi que le traitement des professeurs (vous savez que maintenant nous avons 4000 francs). Mais après tout, on a agi avec des bonnes intentions, et l'argent que l'on dépense dans l'instruction publique n'est jamais perdu (1).

Adieu, cher Monsieur; encore une fois mille remerciements affectueux de votre ami dévoué M. Amari.

1853-58, 4 volumi). « Il retrouva dans sa carrière d'orientaliste — così J. Darmesteter nella *Commemorazione* che di lui fece il 27 giugno 1884 alla *Société Asiatique* — le profit de ses études antérieurs: légiste, il écrivit la biographie de Khalil, le célèbre jurisconsulte, et exquissa une de ces vies curieuses de professeurs musulmans du moyen âge, tour à tour poètes, légistes et grammairiens; médecin, il traduisit par extrait l'histoire des médecins arabes d'Ibn-Aby-Ossaibiah (1156), les biographies médicales d'Assafady (1863), et un traité de thérapeutique arabe, qui il fit suivre d'un vocabulaire de termes techniques, dont un grand nombre manquaient dans nos lexiques et dont il détermina le sens précis (1861). » Inoltre, nello stesso periodico della Società Asiatica inserì il *Raihan al albab*, specie di satira contro le principali tribù arabe (1858), e i *Precetti dell'Antico Testamento*, testo arabo-cristiano (1859-60). Dopo il 1860 fu professore di letteratura araba nell'Università di Napoli; ma di lì a poco si dimise, e tornò a Parigi, dove intese a lavorare intorno al libro di Ibn-Aby-Ossaibiah sulle biografie de medici arabi; l'opera intera, rimasta inedita, fu dalla vedova di lui donata alla Biblioteca Laurenziana di Firenze, ma forse, quanto al testo, è resa inutile dall'edizione di Augusto Müller. Morì a Parigi il 22 giugno 1883, e lasciò alla *Société Asiatique*, della quale era uno dei più antichi socj e per lungo tempo membro del Consiglio direttivo, un legato di 10,000 lire. Vedi su di lui il citato ricordo del Darmesteter in *Journ. Asiatiq.* del luglio 1884.

(1) Vero l'assioma: ma purchè, anche, sia bene speso, e secondo la legge, non secondo l'arbitrio.

CCCXXI.

J. T. Reinaud (1) a Michele Amari

[Paris, 28 décembre 1859].

Mon cher ami. L'heure de me rendre à l'Académie des Inscriptions approche, et je suis pressé. Comme vos nombreux amis ont dû vous mettre au courant de l'état des choses, je passe directement au fait qui vous interesse personnellement.

---

(1) Diamo sul Reinaud la necrologia che l'Amari ne dettò nella *Rivista Orientale* del 1867, vol. I, pag. 322:

« J. T. Reinaud, morto a Parigi il 15 Maggio, va onorato fra i dotti che abbiano più efficacemente cooperato alla istituzione di buoni studi orientali in Europa, ed abbianli usati ad arricchire il patrimonio della storia e della geografia. Riconoscenza d'amico e discepolo muovemi a ricordare i meriti di questo valent'uomo. Perocchè da lui appresi, or son molti e molti anni, i rudimenti della lingua ed erudizione arabica; ei m'insegnò a decifrare i codici e le iscrizioni; mi avvezzò a quel rigore filologico e storico d'interpretazione, ch'è pregio principale della scuola del Sacy, ormai seguita da tutta l'Europa. Di maestro divenuto amico, M.r Reinaud confortavami con l'affetto, il consiglio e il patrocinio ne' diciassette anni ch'io dimorai a Parigi; la sua biblioteca particolare fu sempre a' miei cenni: eletta e copiosa collezione in fatto di lettere orientali, la quale, se mai fosse venduta, amerei l'acquistasse alcuna delle nostre biblioteche, poverissime tutte in quelle materie. Del rimanente, poco importa ai lettori di questa *Rivista* la mia gratitudine e il desiderio che lasciava in me la *cara immagine paterna* del mio maestro. Io dirò loro di M.r Reinaud, come se l'avessi conosciuto soltanto per le sue opere e la sua fama.

« Ei nacque il 4 dicembre 1795 in Lambesc, terra della Francia meridionale (Bouches du Rhône); destinato da' parenti al mestiere di prete, che tornava già in credito, ei fece gli studi classici a Lambesc stessa, indi nel Seminario d'Aix, e nel 1814, venuto a Parigi, la sua buona ventura lo condusse alle lezioni d'arabico e di persiano, che dava il Sacy nell'*École des langues orientales vivantes*, instituita di recente nella biblioteca. Dove, coll'assiduità e sagacità sua, guadagnò l'animo dell'illustre professore. Poco appresso, recatosi in Roma da segretario particolare del conte di Portalis, ch'era ministro plenipotenziario di Francia, ebbe agio ad esercitarsi nella filologia orientale e nell'archeologia, ed a studiare le collezioni della Vaticana. Nè andò guari che il Michaud, compilando la sua notissima *Storia delle Crociate*, lo richiese di ricercare le sorgenti arabiche. Le traduzioni o compendii delle quali vennero alla luce nella *Bibliothèque des Croisades*, che fa seguito alla storia del Michaud; e ristampate con aggiunte e correzioni nel 1829

M.r Renan et moi nous avons voulu donner suite à l'idée, dont nous avions parlé ensemble avant votre départ, et vous faire nommer correspondant de l'Académie à la place de l'abbé Gaz-

---

(Parigi, in-8°), sotto il titolo di (I) *Extraits des historiens arabes relatifs aux Croisades*, apprestano tuttavia rara e importante raccolta a chi non possa avere sotto gli occhi i testi originali. Ne accrescon il pregio i sani giudizii sul merito di que' cronisti e le accurate ricerche etniche e geografiche. Fondata intanto a Parigi (1822) dal Sacy e da altri eminenti orientalisti la *Société Asiatique*, il Reinaud segnalavasi con frequenti articoli di storia, di erudizione e di critica nel *Journal Asiatique*, pubblicato dalla Società; e più ampia prova facea del suo sapere illustrando i (II) *Monuments arabes, persans et turcs du cabinet de M. le Duc de Blacas*, Paris, 1838, 2 vol. in-8°, nel primo de' quali discorronsi le notizie storiche de' personaggi e delle credenze citate in que' monumenti, e nel secondo si dà la descrizione di ciascuna gemma, terra, arme, suggello, ecc., col testo e la versione delle epigrafi.

« Ci tocca più da presso il bel lavoro storico pubblicato il 1836, che s'intitola (III): *Invasions des Sarrasins en France, en Savoie, en Piémont et dans la Suisse pendant les* VIII, IX *et* X *siècles*, preceduto da una introduzione su le schiatte e gli ordini di quei nuovi invasori dell'Europa occidentale. Al qual libro tenner dietro i seguenti: (IV) *Géographie d'Aboulfèda, texte arabe*, Paris, 1840, in-4°, edizione elaborata dal Reinaud insieme con l'illustre suo amico il barone Mac-Guckin de Slane; (V) *Géographie d'Aboulfèda, traduite de l'arabe en français*, Paris, 1848, in-4°, tomo I e tomo II, parte 1ª, opera del solo M.r Reinaud. Il primo di cotesti volumi, che arriva a 464 pagine, racchiude la vita del celebre principe di Hama, geografo e annalista, e una dottissima istoria dell'origine e progresso della geografia appo gli arabi, attinta a sorgenti orientali, opera classica in questa materia. Sventuratamente la traduzione non arriva che ad una terza parte del testo; e quantunque sia da sperare che M.r Reinaud abbia lasciato il manoscritto de' due terzi che rimangono, dorrà pur sempre agli amici della scienza ch'egli abbia passati pressochè altri 20 anni della sua vita in tanti lavori, de' quali alcuni vanno tenuti in minor conto.

Tali non sono di certo i due ch'egli avea dati alla luce poco innanzi, cioè: (VI) *Du feux grégeois, des feux de guerre et des origines de la poudre à canon*, par M.r Reinaud et M.r Favé. Paris, 1845, *in-8° avec un atlas*, nella quale opera il nostro orientalista e il dotto capitano d'artiglieria, oggidì generale e aiutante di campo di Napoleone terzo, mettendo insieme due maniere di cognizioni, che di rado esercita un sol uomo, rischiararono il gran mistero dell'arte pirotecnica nel medio evo e rintracciarono i perfezionamenti successivi de' fuochi di salnitro tramandati dai Cinesi agli Arabi ed a' Bisantini, e divenuti, nelle mani degli Italiani, polvere da cannone. E (VII) la *Relation des voyages faits par les Arabes et les Persans dans l'Inde et à la Chine dans le* IX *siècle de l'ère chrétienne*, Paris, 1845, 2 vol. in-18°, opera della quale il titolo basta a mostrare l'importanza. Il testo di que' viaggi, studiato nel XVIII secolo dall'abate Renaudot, era stato stampato nel 1811 da M.r Langlès, ma non pubblicato. M.r Reinaud lo ridusse, l'annotò, e in un lungo discorso preliminare riscontrò quelle testimonianze con altre

zera. La Commission chargée par l'Académie de lui présenter une liste de trois candidats, a placé votre nom en tête de la liste. La discussion des titres va avoir lieu tout à l'heure. Vous avez

---

di scrittori arabici, e notò le condizioni dei paesi percorsi e de' popoli che gli occupavano o frequentavano.

« Frutto delle medesime ricerche il (VIII) *Mémoire géographique, historique et scientifique sur l'Inde antérieurement au* XI *siècle*, letto da M.r Reinaud in diverse tornate dell'Accademia delle iscrizioni di Francia e inserito nel tomo XVIII delle memorie dell'Accademia, nuova serie; e la raccolta intitolata: (IX) *Fragments arabes et persans inédits relatifs à l'Inde antérieurement au* XI *siècle*, pubblicata a pezzi nel *Journal Asiatique* e poi in un volume apposito, Paris, 1845, in-8°.

« Ma con minor favore fu accolto nel pubblico il lavoro intitolato: (X) *Relations politiques et commerciales de l'Empire romain avec l'Asie orientale*, Paris, 1863, 1 vol. in-8°; nel quale, se trovansi ricerche vaste e laboriose su i libri latini, greci, arabi e di altre nazioni dell'Oriente, non si nota più quell'assennata critica onde van lodati in generale gli altri lavori del Reinaud.

« Noi abbiamo qui notate le opere principali; che se volessimo registrare tutti gli opuscoli ed articoli relativi sempre alla storia, geografia e filologia dell'Oriente, che si trovano sparsi nel *Bulletin universel des sciences*, *Journal Asiatique*, *Biographie universelle* del Michaud, *Nouvelle biographie générale* del Didot e, se non erro, anco nel *Moniteur* e in altri periodici, s'empirebbe delle pagine e rimarrebbe sempre il timore di avere trascurato qualche cosa. Basti notare che tra quegli opuscoli si noverano anco biografie importantissime, come la vita del gran Saladino, quella di M.r de Sacy e una notizia storica su Maometto. Non abbiamo nè anco fatta menzione de' testi arabici dati alla luce da altri sotto la direzione di M.r Reinaud, come la 2ª edizione dell'*Hariri* (Parigi, 1847-53), che porta il nome di lui e del suo dotto discepolo M.r Derembourg, e il *Précis de jurisprudence musulmane suivant le rite malekite par Sidi Khalil*, della cui stampa ebbe cura M.r Richebé. È da aggiungere, ancorchè non pubblicata per anco, un'opera di maggior polso, dico la raccolta de' testi arabi relativi alle Crociate, con versione francese in piè, lavoro affidato dall'Accademia delle iscrizioni al Reinaud, al quale fu poi dato per collaboratore un altro de' suoi migliori discepoli, M.r de Frémery. Del quale splendido volume in foglio io vidi buona parte stampata prima del 1859.

« Nè appieno conoscerebbe lo zelo e la infaticabile assiduità di questo valent'uomo chi, leggendo le sue opere, non sapesse com'egli, per moltissimi anni presidente della *Société Asiatique*, promovea i lavori di quella e sopratutto le edizioni di novelli testi, e come dalla morte del Sacy in poi (1838), professando letteratura arabica nella Scuola delle lingue orientali viventi, puntualissimo esercitò i suoi doveri e incoraggiò e indirizzò con amore i discepoli. Ben si può affermare che il Reinaud abbia contribuito al progredimento degli studi orientali al pari con la buona volontà e con l'ingegno. Altri forse ha comprese meglio di lui le bellezze della poesia arabica e penetrati i misteri della lingua. Altri con più profonda intuizione ha ritratta la storia degli arabi antichi, della nuova religione loro e degli imperi che fondò nelle

été vivement soutenu par M.r Hase, M.r Victor Leclerc, M.r de Longpérier, M.r Jomard, M.r Bergér de Xivrey, etc. Mais en compensation il y a un Monsieur qui a jeté feu et flamme. C'est le même Monsieur au sujet du quel je vous communiquai une petite note, quelques jours avant votre départ. Cette note à été imprimée.

Vous avez dû recevoir le tirage à part de ma notice sur le dictionnaire bibliographique de Hadji-Khalfa.

Tout à vous. Reinaud.

PS. — Cinq heures moins un quart. — On a procédé à l'élection. Vous avez obtenu 18 voix, et M.r de Rossi, votre concurrent 8. Par conséquent vous étes correspondant.

---

tre parti del mondo antico. Ma niuno meglio di lui ha rischiarata la geografia arabica, nel doppio aspetto del progresso di quella scienza appo gli arabi e del riscontro delle denominazioni di varie epoche in quelle regioni dell'Asia, dove e' tornava più difficoltoso alla erudizione europea. Alla storia anche ei recò largo tributo di fatti e, in moltissimi casi, lume di buona critica. Niuno deciferò con occhio più pronto e sicuro le iscrizioni arabiche, sì intralciate per genio della calligrafia orientale e sì maltrattate per imperizia e baldanza degli interpreti europei. E generalmente nella spiegazione dei testi ei seguì sempre la buona via segnata dal Sacy: fu tenace alle regole della grammatica, diffidente de' dizionari, restìo a fabbricare nuove parole o nuovi significati, e persuaso sopratutto che gli arabi pensavano e parlavano preciso come tutti i popoli che hanno operate grandi cose nel mondo, e che semplici e intelligibili si debbono rendere le loro idee nelle lingue di Europa.

« Agli studi, alle virtù private del Reinaud non fu ingrata la fortuna. Impiegato inferiore (1824), e poi conservatore aggiunto, e infine conservatore dei manoscritti arabi della Biblioteca di Parigi; membro dell'Accademia delle iscrizioni (1832), pubblico professore di arabico (1838), come si è detto; onorato d'incarichi letterarii dal suo Governo e di decorazioni francesi e straniere. Abbandonato lo stato ecclesiastico, che in Francia sempre più volgea a setta nemica dell'incivilimento, ei prese in moglie un'ottima e modesta donna, degna di lui. Aprì la sua casa a convegni d'uomini di lettere, nazionali e stranieri, accolti sempre con benevolenza e semplice ospitalità antica. Leale, integerrimo, umano, benefico ai bisognosi, amicissimo ei fu degli amici suoi, molto aspro coi rivali e irascibile nelle contese letterarie. Tollerò francamente le altrui opinioni filosofiche e religiose, ancorchè contrarie alle sue proprie; talchè io gli vidi stendere pur sempre la mano al Renan e serbare calda amistà a un altro discepolo suo, italiano e rivoluzionario e scrittore segnato all'indice, e fieramente avverso al dominio temporale ed anche al potere spirituale del Papa.

« Firenze, 30 maggio 1867.

CCCXXII.

Gabriele Rosa (1) a Michele Amari

[Bergamo, 31 gennaio 1860].

Carissimo amico. Il nuovo Parlamento sardo dev'essere costituente che fondi la nazione italiana, onde è mestieri mandarvi il fiore degli italiani d'ogni regione della penisola. Bergamo sarebbe superba poter proporre voi siciliano a candidato. Come amico, e come Presidente di questo Circolo elettorale vi prego farmi sapere se potete accettare la candidatura od in questa provincia o nella provincia di Brescia. Mi sarà caro se vi ricorderete del vostro aff.mo amico Gabriele Rosa.

---

(1) Gabriele Rosa è nato in Iseo ai 9 novembre 1812. A 18 anni, nel 1835, fu processato come affiliato alla *Giovane Italia* e condannato per tre anni ai lavori forzati nello Spielberg, ove fu chiuso in una cella prossima a quella occupata dal Confalonieri. Ne uscì nell'aprile del '38 avendovi appreso il tedesco e il greco. Tornato in patria si diede agli studj, e collaborò al *Politecnico* del Cattaneo. Prese nel '48 parte attiva alla rivoluzione lombarda: e quando questa ruinò, si stabilì a Caprino, come precettore privato, collaborando al *Crepuscolo* e pubblicando parecchi lavori di storia e di etnografia. Dopo il '59 fu provveditore agli studj in Bergamo; ma presto rinunziò a pubbliciufficj, e si ritirò finalmente nella quiete campestre della terra nativa, fedele alle sue antiche dottrine mazziniane. Molte sono le sue scritture, alcune delle quali pregevoli, altre compilazioni indigeste e frettolose; ma nel decennio è ben vero che molti articoli suoi valsero a dar notizia in Italia di ciò che facevasi fuori rispetto a questioni rilevanti, specialmente di storia. Ricordiamo alcune sue opere: *Le origini della civiltà in Europa* (Milano, Politecnico, 1862); *Dialetti, costumi e tradizioni nelle provincie di Bergamo e di Brescia* (Brescia, Fiori, 3ª ediz., 1870); *Il vero nelle scienze occulte* (Brescia, Fiori, 2ª ediz. 1870); *Storia generale delle storie* (Milano, Hoepli, 2ª ediz., 1873); *Feudi e Comuni* (Brescia, Malaguzzi, 2ª ediz., 1876); *Vocabolario bresciano-italiano* (Brescia, Malaguzzi, 1877); *Sulle condizioni economico-morali dell'agricoltura bresciana* (Milano, 1878); *Storia naturale della civiltà* (Brescia, Malaguzzi, 1880); *Statistica storica della provincia di Brescia* (Brescia, Appollonio, 1884); *Genesi della cultura italiana* (Milano, Hoepli, 1889), ecc. Sulla sua vita son da vedere alcuni *Cenni autobiografici* stampati a Milano nel 1891 dalla tipografia degli Operai.

CCCXXIII.

MARIANO STABILE a Michele Amari

[Parigi, 10 aprile 1860].

Carissimo Michele. . . . . Dopo più di un mese di aspettazione mi giunse finalmente una lettera del Gran Ciambellano, il quale mi annunziava che l'Imperatore non poteva accordarmi la chiesta udienza, ma che lo aveva incaricato di ricevermi e di sentire tutto ciò che io avessi voluto esporgli. Al giorno ed ora indicata fui dunque alle Tuileries, e la mia udienza durò un'ora e mezza. Il Duca di Bassano fu gentilissimo ed abbondando sempre nel mio senso. Convenimmo che gli avrei redatto una memoria di tutte le cose dette, e ch'egli l'avrebbe subito presentata all'Imperatore. La scrissi dunque, la feci rivedere a madame Cornu (1), e poi con una santa pazienza la copiai del mio miglior carattere. Erano quattro fogli di carta grande scritti in tutte le pagine. A scanso di ogni equivoco, l'ho firmata col mio nome; così se ho detto delle minchionerie ne sono io solo responsabile. Il piano però n'è semplicissimo. Esposi per sommi capi ciò che fu la Sicilia fino al '16, compreso Vittorio Amedeo e Carlo III; cambiamento del '16, senza abolire specificatamente la Costituzione; affari del '20, e poi del '48; ciò che ha fatto il governo di Napoli dal '49 sin oggi; certezza di prossima insurrezione; aspettarsi grande reazione, i cui eccessi debbono ricadere sul governo che li ha provocati; quali sono i voti attuali della Sicilia; pronta a sacrificare i suoi diritti secolari per far parte

(1) Ortensia Lacroix, moglie al pittore Sebastiano Cornu. L'aveva tenuta a battesimo la regina Ortensia, e n'ebbe il nome: si conservò affezionatissima ai figli di lei, e le lettere che Luigi Napoleone le scrisse fino al colpo di Stato vennero da lei stessa depositate alla Biblioteca Nazionale, con che fossero pubblicate dal Renan. Finora, che sappiamo, sono inedite. Scrisse parecchie cose, specialmente di letteratura tedesca, col pseudonimo di Sebastien Albin; fra le altre: *Ballades et chants populaires de l'Allemagne* (1841), *Goethe et Bettina* (1843), *Essai sur l'histoire des arts en Italie* (1848). Amò e favorì la causa italiana. Nata nel 1812, morì il 16 marzo 1875.

del Regno libero italiano; se ciò la Francia non permette, qualunque transazione che abbia per base di non ridurre la Sicilia a semplice provincia del Regno di Napoli. Utilità per l'Italia che la Sicilia portasse le sue forze nella gran causa italiana; utilità per la Francia che la Sicilia non fosse unita a Napoli. Digressione sull'Istmo di Suez, sulle nostre aspirazioni alle libertà di commercio, che in Napoli non esistono; utilità delle grandi nazioni commerciali di far della Sicilia il grand'emporio tra l'India e l'Europa, ecc. Diritto del governo francese d'intervenire a nome dell'umanità, a nome dell'Italia, della quale ha preso ad assicurare la sorte, a nome degl'interessi pacifici della Francia e dell'Europa, che non può lasciar sussistere una causa perenne di rivoluzione, e forse di guerra.

La mia « Memoria » fu consegnata un giorno prima di quello, in cui qui i giornali pubblicarono le nuove telegrafiche di una insurrezione in Sicilia. Perciò spero che questa coincidenza abbia fatto leggere con attenzione la « Memoria », e che se ne caccerà qualche cosa. Aspetto una risposta del Gran Ciambellano, presso il quale insistei per avere un'udienza dall'Imperatore. Se le cose di Sicilia vanno bene, spero che l'udienza non mi sarà più negata.

Credimi sempre il tuo Mariano.

CCCXXIV.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Firenze, 20 aprile 1860].

Caro Michele. Cusa ti ha scritto della contribuzione che promoviamo qui; e ne vedrai meglio i termini dallo incluso foglio. L'idea è di chiamarvi gli italiani di tutte le provincie, libere o no. Più, noi non faremo che raccogliere il danaro e tenerlo a tua disposizione come presidente o incaricato che tu sia, del Comitato di Genova, nel quale si dovrà accentrare la esecuzione e l'azione. Perciò a tutti coloro, buoni o tristi, che domanderanno sussidj,

spese di viaggio ecc., diremo andate a Genova e intendetevi con quel Comitato: a voi appartiene scegliere gli uomini da mandarsi, quando e come sia possibile; provvedere a tutti i loro veri bisogni e scegliere il tempo e i mezzi della spedizione.

Su la bandiera da innalzarsi non è luogo a discussioni; primo, perchè l' è già innalzata e inaugurata col sangue; secondo, perchè non ve n' ha adesso alcun'altra possibile in Italia. Se poi l'annessione della Sicilia sola, o di essa e Napoli, al reame italiano possa verificarsi o no, il tempo e gli avvenimenti il decideranno; noi dobbiamo tirar dritti e fermi. Ma passiamo ai mezzi d'azione che più premono.

Io so appieno le lagnanze che si muovono contro La Farina per le pratiche tenute da più di un anno in Sicilia, per l'alternativa di spronare e ritenere il cavallo; infine per quest'ultimo fatto, e non voglio nè difendere nè condannare La Farina, senza piena conoscenza di causa. Ma quel che so di certo è, ch'egli ha tenuto e tiene in mano le fila e che ha il segreto di chi spinge e ha spinto tutta questa faccenda in Italia. Perciò credo che adoperare in disaccordo con lui sarebbe menomare gli aiuti che si possono inviare, sarebbe compromettere la causa, infiacchire i soccorsi, e forse dar luogo a qualche sventura. Tu che sei savio quanto patriotta, manda giù i rancori, se ne hai, perdona gli errori o le vanità, e fa di metterti in corrispondenza con La Farina. Se nol vuoi direttamente, fallo per mezzo di Garibaldi e del colonnello Medici, o di altri che crederesti più opportuno.

Il promotore principale della soscrizione di qui è il Malenchini, amicissimo mio. Al ritorno del Re, egli passerà da Genova; vedrà te, Garibaldi e Medici e potrete combinare con lui direttamente.

A misura che si raccoglieranno firme e danari, io ti av-

viserò esattamente della somma disponibile, che si depositerà qui presso un banchiere, e che tu potrai trarre sopra di me.

Sarà nostra cura far annunziare la soscrizione nei giornali di tutta l'Italia libera; per adesso tu non permettere che se ne dia avviso. Parlandone con gli amici e coi galantuomini non amici, batti sempre sul chiodo che l' è soscrizione *italiana* non di Sicilia nè di Napoli e Sicilia; e tra dieci promotori tu non vedrai in effetto che due siciliani e due napoletani. Speriamo che la proporzione sia minore nelle firme; cioè che migliaia e migliaia d'italiani d'altre provincie si contino a fronte del centinaio, che faranno i sudditi di S. M. *Bombicella.*

Ti scriverò spesso; e così tu farai verso di me. Se vi fossero notizie importantissime, ce le daremo scambievolmente per lettera e anche per telegrafo. Rispondimi sul punto di La Farina, ed amami come io ti amo. Il tuo affezionatissimo Michele.

CCCXXV.

Michele Amari al Direttore della « Nazione »

[Firenze, 20 aprile 1860].

Pregiatissimo signor Direttore. Gl'italiani di varie provincie, i nomi dei quali si leggono nell'incluso foglio, si son dati a promuovere una contribuzione nazionale in aiuto dei nostri fratelli, che hanno preso le armi in Sicilia contro un governo stupidamente tirannico, vassallo volontario dell'Austria.

Essendo incaricato particolarmente dagli altri promotori di tenere il carteggio e d'incassare il danaro, credo mio primo dovere d'invocare il patrocinio della libera stampa

italiana. Trasmetto dunque al signor Direttore i fogli segnati dei numeri 49-50-51, pregandolo di aprire la soscrizione nell'officio del suo giornale, di raccomandarla ai suoi amici politici e di secondarla con la pubblicità ed efficacia della sua parola.

Lo scopo dell'insurrezione siciliana è manifesto a ciascuno: è quello sul quale i patriotti d'ogni parte d'Italia si trovano d'accordo, qualunque disparere li dividesse su le questioni politiche di second'ordine. La Sicilia vuole un governo nazionale italiano, non un governo austriaco per procura. Nella rivoluzione italiana del 1848, la quale tirò le prime fucilate in Palermo, la Sicilia ripigliò i suoi antichi ordini costituzionali, proclamò il principio della confederazione con gli altri liberi Stati della penisola ed offrì la corona ad un principe della Casa di Savoia. Dopo le comuni sventure del 1849, mutati i tempi, e dato novello e più potente indirizzo al movimento nazionale, la Sicilia ne ha partecipato quanto niun'altra terra italiana soggetta al giogo: le vittorie di Magenta e di Solferino furono salutate a Palermo, a Messina, a Catania, con le medesime dimostrazioni che a Napoli, Roma e Venezia; e adesso i colpi che rimbombano nelle città e montagne della Sicilia, tirati sotto la bandiera tricolore, s'accompagnano al grido di *Viva Vittorio Emanuele!*

Della opportunità di questo movimento non abbiam noi a disputare. Le insurrezioni non si fanno ad ora ed a punto, come si muove un reggimento sul campo di battaglia. Ed un popolo infiammato delle passioni di tutta la nazione, manomesso da stolto governo per averle manifestate e perchè ne procacciava il trionfo, manomesso, dico, con gli imprigionamenti, i bandi, le frustate e le torture, ben merita plauso e soccorso, s'ei s'avventa a incontrare la morte con le armi alla mano, in un giorno che forse giudicherebbe

men propizio chi dimorasse lontano, immune dalle vessazioni e dai pericoli.

Pertanto ho fidanza che il signor Direttore non ricusi la sua cooperazione ai promotori di questa soscrizione nazionale, e con alta stima mi dico suo dev.mo servidore M. Amari.

CCCXXVI.

Vincenzo Malenchini a M. Amari

[. . . . . 1860].

Caro amico. Ti mando copia di una lettera che mi ha scritto Garibaldi per tuo particolare schiarimento. Jer sera sono partiti di qui sopra un bastimento 75 giovani condotti da Sgarallino, di concerto col Generale, a 40 miglia circa da Livorno; oggi a mezzogiorno raggiungeranno un vapore, buon camminatore, sul quale pare che sarà il Generale stesso. La partenza è stata fatta con tutta convenienza. Jer l'altro sera sono pure partiti di *concerto* per Genova altri 65 giovani e parecchi marinari, richiesti, credo, per servizio del vapore. In queste circostanze io crederei bene che tu promovessi una sottoscrizione per soccorrere la spedizione Garibaldi, riflettendo che presto può venire l'occasione di una seconda spedizione. . . . .
. . . .

Scrivimi una riga a Torino, di dove pure io ti scriverò le mie impressioni di Genova, ecc.

Parto oggi alle 5. Confortiamoci con fermezza in quest'attività, che è proprio santa. Quel poco che posso io ho tutt'animo di farlo insieme con te. Il tuo amico V. Malenchini.

[Genova, 2 maggio 1860].

Mio caro Malenchini. Credo che vado — voi sapete dove, e sempre per la stessa causa — Italia e Vittorio Emanuele. — Quando voi mi sapete nell'azione, voi dovete aiutarci — eccitare le popolazioni delle provincie libere a far sollevare le schiave — tutto sarà facile allora.

Scrivete da parte mia a Verità, a Serafini ad Arezzo, Cortona, Rimini e dovunque crediate necessario. Vi raccomando poi specialmente la famiglia di Sgarallino (1), e voi la raccomanderete da parte mia all'Italia. Vostro per la vita. G. GARIBALDI.

---

(1) Dei tre ricordati nella lettera di Garibaldi — Verità, Serafini e Sgarallino — il secondo ci è del tutto ignoto. Quanto al primo, è il notissimo don Giovanni Verità di Modigliana, ivi nato nel 1807 da un dott. Francesco, che fu capitano napoleonico e decorato della legion d'onore. e poi valente giureconsulto. Ascritto ai *Carbonari* educò i figli nel culto della libertà. Giovanni, il primogenito, abbracciò la carriera ecclesiastica, facendo gli studj nel seminario di Faenza, e a ventidue anni, avute le necessarie dispense, era già canonico. Tornato nella sua terra, che appartiene alla così detta Romagna Toscana, fu come intermediario fra i liberali toscani e i romagnoli, e la sua casa divenne sede di convegni, rifugio agli esuli e arsenale e tipografia: ivi fu stampato il famoso proclama di Rimini. Prese anche parte col Pasi e col Beltrami al fatto delle Balze e intimò la resa al picchetto dei doganieri pontifici. Questa sua notoria partecipazione alle imprese liberali gli valse persecuzioni dall'autorità ecclesiastica e politica, sicchè nel '39 fu mandato a far esercizj spirituali all'Alvernia, e nel '46 venne carcerato e condotto a Firenze. Per la bontà dell'animo, per la dirittura del giudizio e la lealtà del carattere, e per la singolarità stessa dell'esser prete e liberale, si acquistò grande autorità, specialmente in Romagna, e niuna cosa si ordiva o si faceva senza ch'ei ne fosse consapevole e partecipe. La sua riputazione si accrebbe ancora dopo che Garibaldi, fuggiasco da S. Marino, fu da lui salvato, e tenuto in sua casa nascosto otto giorni, apprestandogli i modi di attraversar la Toscana e imbarcarsi a Talamone, sfuggendo alle pattuglie austriache e alla polizia lorenese. Nel decennio preparò gli animi alla riscossa, e a lui facevan capo i romagnoli, che nel '59 accorrevano in Toscana nel corpo del generale Mezzacapo. Ricordo che allora, essendo in Firenze il principe Napoleone e avendosi notizie che gli austriaci abbandonavano la Romagna, si pensò a lui per muovere contr'essi le popolazioni; e a tal fine una sera fui mandato in fretta e furia a Modigliana, latore di una lettera pel buon canonico, con entro altra pel conte Laderchi di Faenza, perchè d'accordo organizzassero la caccia ai fuggiaschi. Bruciata la lettera, come gli era ingiunto, don Verità partì subito per Faenza, ma gli austriaci camminavano più che in fretta, e le popolazioni, prive della parte più giovane e gagliarda, che già trovavasi in Piemonte o in Toscana, misero in pratica la massima: a nemico che fugge, ponti d'oro. Intanto Modigliana lo mandò suo rappresentante all'assemblea toscana, ove votò la decadenza dei Lorenesi e l'unione al Piemonte. Andò poi cappellano della divisione toscana, comandata da Garibaldi; e in cotesto ufficio restò nell'esercito fino dopo la campagna del 1866. Amicissimo di Garibaldi fu adoperato dal Farini a temperarne gli ardori e gli sdegni, e compiè l'opera buona con zelo e modestia. Lieto di veder risorta la patria, e nulla chiedendo per sè, si ritrasse in Modigliana, amato dai concittadini per la bontà e l'inesauribile beneficenza, onorato dall'amicizia dei migliori italiani,

CCCXXVII.

Giuseppe Garibaldi a Michele Amari

[Genova, 4 maggio 1860].

Stimatissimo Signore. Mi fu assicurato che il Comitato per aiuti alla Sicilia abbia cento mila franchi a mia disposizione. Se così fosse, io ne avrei urgente bisogno, e le sarei molto grato se volessero mandarmeli subito. Con considerazione, devotissimo G. Garibaldi.

PS. Nell'assenza mia si rimettano al dott. Agostino Bertani di Genova.

---

e ivi morì ai 26 nov. 1885, lasciando scritto di morire nella religione cristiana, della quale aveva sempre professato le massime, ma non credere in quella deturpata e adulterata dai suoi ministri, dimentichi del precetto di Cristo: il mio regno non è di questo mondo: date a Cesare ciò che è di Cesare. Una vita di lui, ma tutta voli fantastici e digressioni filosofiche e storiche di ogni genere, subbiettive e pretenziose, in stile strambo e vuoto, ha il sig. Ottone di Banzole, ovvero sia Alfredo Oriani, trovato modo di incastrare nel suo libro *Fino a Dogali* (Milano, Galli, 1889) fra la narrazione di una occorsagli frattura di gamba e quella del disastro affricano. Il racconto della vita semplice e schietta del buon prete è fatto attraverso il prisma fallace col quale l'autore vede e descrive i fatti. Basti quest'asserzione: « Don Giovanni ebbe con Cavour un colloquio, nel quale la rude franchezza del montanaro umiliò più d'una volta la subdola abilità del diplomatico »; ma per scrivere di queste cose bisogna non aver conosciuto nè il Cavour, nè il Verità, nè essersi fatto di loro un concetto rispondente al vero, nè sapere come le cose andassero nei prini anni del nostro risorgimento —. Una biografia del Verità, condotta su documenti, prepara intanto un suo concittadino, il dottor Numa Campi.

Quanto allo Sgarallino, sono due, Jacopo e Andrea, i popolani livornesi di tal nome, l'uno e l'altro amici e soldati di Garibaldi. Probabilmente quello al quale qui si accenna è Jacopo. Era nato nel 1823, e dopo i casi del 1849 esulò a Bastia, navigò sul Mediterraneo e per ultimo si fissò a Costantinopoli, prendendo parte nel 1854 alla guerra contro la Russia. Nel 1859 raggiunse Garibaldi e appartenne al 2° reggimento dei *Cacciatori delle Alpi;* poi lo seguì in Romagna. Fu dei Mille e sbarcò a Marsala, e nell'impresa si guadagnò la medaglia al valor militare e il grado di maggiore. Pronto a menar le mani ad ogni chiamata del generale, fu con lui anche nel 1866 e comandò una cannoniera sul lago di Garda; nè mancò di essere in Aspromonte, donde fu mandato prigioniero al forte di Bard. Garibaldi lo spedì anche in Polonia e in Grecia, e poi in Serbia ed Erzegovina, per tentativi rivoluzionari. Prese parte alla campagna dell'agro romano, e si trovò

CCCXXVIII.

Pietro Spangaro (1) a Michele Amari

[Talamone, 8 maggio 1860].

Carissimo Michele. Mi prevalgo d'un libero momento, onde darti nostre nuove. Nella notte dal 4 al 5 ci siamo imbarcati divisi in due partite ineguali di forze; la minore imbarcossi nel porto di Genova alla spicciolata, prima su di un bastimento in riparatura, sito ad una estremità del porto, prossimo alla lanterna di sinistra, cioè la piccola, eseguendo l'operazione alla sordina e con la massima circospezione; più tardi arrivò il colonnello Nino Bixio pure, ed attendemmo sino a mezzanotte sul bordo silenziosi. Dopo le 12 sbarcammo da quel bastimento circa 100 su due barconi, e sempre alla sordina ci avviammo verso il luogo ove stanno i vapori della ex-Società transatlantica; Bixio additò a ciascun barcone uno fra i molti vapori ivi esistenti, ove arrivati sopra demmo la scalata e c'impossessammo dei medesimi; erano deserti di gente, questi come tutti gli altri: però avevamo marinari con noi già accordati e buoni all'uopo; imbarcammo

---

a Mentana. Morì a Livorno ai 26 dicembre 1879. — L'altro fratello, Andrea, era nato nel 1819: si battè coi volontari toscani nel 1848, e nel 1849 fu dei difensori di Livorno contro gli Austriaci. Implicato col Guerrazzi nel processo di lesa maestà, esulò e si recò in California, tornandone nel 1859 e seguendo Garibaldi nelle sue imprese. Quando questi salpò per la Sicilia, lo condusse seco, ma lo fece sbarcare a Talamone, perchè tentasse una punta nello Stato pontificio. Rientrato in Toscana, dopo una scaramuccia alle Grotte di S. Stefano, fu messo in prigione, ma fuggì e corse in Sicilia, dove si battè e fu ferito in una gamba, restandone zoppo per tutta la vita. Morì in Livorno ai 6 marzo 1887.

(1) Pietro Spangaro, uno degli ufficiali condotti seco da Garibaldi, era nato a Venezia il 18 gennaio 1828; entrò poi come coscritto nell'esercito austriaco, ma nel '48 fu tra i difensori di Venezia. Emigrò poi in Turchia e prese parte alla guerra d'Oriente. Si battè valorosamente nel '60 e colla sua brigata, quella di Castel Pulci già comandata dal Nicotera, contribuì efficacemente all'esito felice della battaglia del Volturno. Nel '68 comandava il 1° reggimento granatieri. Escì poi dall'esercito e si trovò con Garibaldi ad Aspromonte. Morì a Milano il 15 novembre 1894. Veggasi il suo ritratto nella *Illustrazione italiana* del 25 novembre 1894.

ferri, credo per fondere, ed armi poche, ma non potevamo fare fuoco mancandoci i fuochisti, i quali non erano al posto; di 24 marinai e più per vapore, che erano stati accordati, solo la metà si trovarono all'appuntamento; ad 1 ora e mezza giunsero anche parte dei fuochisti, ed allora si cominciò a far fuoco; verso le 3 e mezza, coll'aiuto di alcuni barcajuoli, i due vapori si slegarono e subito dopo partimmo; il vapore sul quale stavo io, rimorchiato dall'altro, sul quale doveva montare Garibaldi, perchè il nostro vapore non era ancor fatto. L'altra partita, e la più numerosa, era stata invitata a raccogliersi alle 9 di sera alla così detta Foce, a tre quarti d'ora da Genova, sulla spiaggia del mare; colà trovarono i barconi e s'imbarcarono, in attenzione dell'arrivo dei vapori che dovevano imbarcarli, il che fu a 6 ore circa, cioè a quest'ora avevamo imbarcato e la gente e le provvigioni, che due trabaccoli ci portarono, e ci mettemmo in via. Si dovevano trovare altri quattro trabaccoli pronti ad attenderci e fornirci di vettovaglie, armi ed altri oggetti di munizioni e vestiario, ma mancarono di mostrarsi; per cui siamo rimasti sprovveduti di molti articoli di necessità. Durante il tragitto, il viaggio fu sommamente disagevole sul nostro vapore, il *Lombardo*, che conteneva 770 volontari, mentre l'altro ne conteneva 235; per il tempo un poco agitato, che promuoveva a moltissimi il vomito e stante il numero esuberante delle persone, che incettava ogni passaggio, imbrattavano ogni locale; per il che coloro che usavano riguardi, e che per contegno proprio non desideravano di pretendere e contendere brutalmente il luogo di coricarsi e spesso anche quello da sedere, erano costretti a passare ore ed ore senza neppure sedersi, ed io sventuratamente appartenevo a questi; di modo che jeri, allorchè sbarcammo qui, erano due intere notti che io non potevo prender sonno. Aggiungi, ma ciò non disturbava punto me, ma bensì molti altri, che a bordo non eravi a mangiare che pane biscotto con formaggio, e da bere non vi fu nel tragitto di 42 ore che sola acqua, cosa che me non disturbò neppure, benchè l'acqua fosse patita e del sapore delle uova marcie, ma a ciò io sono rassegnato appieno, e non mi strapperà un lamento: il che non era pel sonno, del quale cominciava a riescirmi dolorosa e faticosa la privazione. Arrivati nel porto di Talamone, il Generale fece il suo primo ordine del giorno, diede il

nome al Corpo di spedizione di Cacciatori delle Alpi, ne fece 7 compagnie con a capo capitani, tutti colonnelli e tenenti colonnelli, e quindi nominando in ogni compagnia gli uffiziali e sotto-uffiziali che s'iscrivevano; io non ho voluto accettare grado nel quale non possa contribuire a vantaggi positivi e generali, per cui pregai di rimanere semplice volontario, e sono il 1° volontario, perchè il più alto della 1ª compagnia del 1° pelotone e della 1ª squadra di 1° rango e 1ª fila, comandata dal capitano Bixio. Sono contento così; ed adesso che riposai, mi trovo rinfrescato di forze fisiche e morali. Mi si dice che faremo la 1ª compagnia, armati di carabine e revolver; questa sera si partirà; destinazione e piano è segreto, e sta bene. Abbiamo imbarcato alcuni cannoni e poche provvigioni. Nell'ordine del giorno Garibaldi ne dà il motto: « Italia e Vittorio Emanuele », e ne predice privazioni e disagi d'ogni sorta, il che non infievolì lo spirito dei volontari, ma in contrario fu applaudito; lo spirito è eccellente, ed è bene a sperare se le mene farisaiche non guasteranno il tutto.

Tu vedi che penso spesso a te, e spero che tu farai lo stesso. Notizie più gravi non posso dartene, perchè non ve ne furono. Addio, caro Michele, spero in breve di darti nuove più marziali e consolanti di queste, frattanto addio. Tuo P. SPANGARO.

CCCXXIX.

CH. DE CHERRIER a Michele Amari

[Paris, 9 mai 1860].

. . . . . . Je fais des vœux bien sincères pour que votre cher pays sorte des évènements présents, heureux et paisible. J'aime beaucoup la Sicile, et je prends grand intérêt à ce qui la concerne. Cette belle île si bien située, et comblée par la nature de dons que la main des hommes à rendus stériles, mérite un sort meilleur; puisse-t-elle l'obtenir sans trop de souffrances.

Je vous ai parlé de mariage dans une de mes lettres et je veux vous en parler encore malgré vos objections.

. . . . . Assez longtemps vous avez été battu par l'orage, et

réduit à des pénibles privations. Permettez cette franchise à mon amitié. Vous voilà arrivé à 52 ans; vous arrivez à la seconde partie de la vie humaine, la plus difficile à traverser, celle qui rend nécessaire un bien être, une aisance dont la jeunesse ne sent pas autant le besoin. C'est en vous mariant dans les conditions que je viens de dire, que vous les trouverez: songez-y sérieusement. Vous ne pouvez vous figurer combien l'isolement est affreux lorsque la vieillesse est venue. J'en parle, malheureusement pour moi, en connaissance de cause, et si j'insiste sur ce conseil, c'est par amitié pour vous et par le désir que j'ai de voir votre sort assuré contre les évènements. . . . .

CCCXXX.

Vincenzo Malenchini a Michele Amari

[Torino, 18 maggio 1860].

Caro amico. Ho ricevuto le tue lettere, ed io sono intieramente d'accordo con l'assennatezza delle tue vedute, e penso come te che è uno sbaglio politico ed anche militare, deviare dalla Sicilia e attaccar l'Umbria; pensano come noi Medici e La Farina; però, come ben tu dici, noi dobbiamo continuare nella nostra attività, per esser pronti alle assennate risoluzioni che possono reclamare gli avvenimenti. Io ho veduto spesso e con insistenza questi signori del governo, nel nostro previo intento di soccorrere la Sicilia; temono la diplomazia, che li rimprovera e molesta; temono sopratutto che il Generale, prendendo in mano la rivoluzione, strascini, annulli questo governo e i suoi pensieri; è sotto questo aspetto, che specialmente mi duole dell'indirizzo dell'Umbria; mi par pur di vedere che, in fondo, il criterio del governo, siccome il nostro, aspetti a prender norma dagli avvenimenti; al momento però dichiara d'esser risoluto ad impedire la seconda spedizione dell'imbarco di Genova.....

CCCXXXI.

Michele Amari al sig. Direttore della *Nazione*

[Firenze, 16 maggio 1860].

Pregiatissimo sig. Direttore. Garibaldi ha messo il piede in Sicilia. Non possiamo abbandonare l'una e l'altro; ad ogni costo, con ogni sacrifizio si ha a fare che il movimento siciliano trionfi.

Volge circa un mese dacchè si aprì, a questo fine, una soscrizione, che nessuna legge può vietare in popolo libero. Una certa somma di danaro si è raccolta per zelo di buoni cittadini. Ella il sa, che vi ha cooperato efficacemente. Stringendo adesso il bisogno di danaro, le chieggo che ripreghi gli amici, i noti, gli estranei stessi, i quali aman la patria e la libertà, di affrettarsi a dar ciascuno quel che possa, di rinnovare l'oblazione se abbiano contribuito. Già alcuni ne dànno l'esempio: Vincenzo Malenchini, prodigo del suo sangue e dell'avere quando gliene chiegga il paese, ha raddoppiato la somma di cinquecento lire italiane, fornita al principio della soscrizione. Ricordiamoci che all'uopo nostro il poco non basta. Gl'Italiani in questa riscossa del 1859 han mostrato abnegazione, senno, valore; ch'essi perseverino in queste virtù e compiranno l'opera.

Gradisca i sentimenti di stima e di considerazione, coi quali mi dico devotissimo servitore, M. Amari.

CCCXXXII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 17 mai 1860].

Mon cher ami. J'ai bien tardé à vous écrire, mais je suis sûr que vous n'aurez pas attribué ce retard à un refroidissement de mon amitié. Vous savez combien elle est vive et profonde, et certes les graves préoccupations du moment ne pourraient que la fortifier. C'est vers vous, mon cher ami, que se porte ma pensée à chaque nouvelle de l'Italie, que je lis ou que j'entends. Nous avons bien longuement causé de vous, le prince Frédéric (1) et moi. Vous connaissez mes souhaits et savez combien ils sont d'accord avec les vôtres, quand il s'agit du bien de l'Italie. D'un autre côté, vous avez assez de jugement pour discerner quelles sont les façons d'agir qui sont les plus propres à fonder son avenir. Nous sommes trop loin de vos affaires et trop mal informés pour vous conseiller, mais songez que c'est à la partie la plus sérieuse et la plus solide de l'œuvre italienne que vous êtes réservé. Votre nomination au titre de Correspondant nous a fait à tous un vrai plaisir, et la façon dont elle a passé vous est fort honorable. Tout le monde a pensé, en vous nommant, établir un lien entre vos vieilles études et la noble renaissance, qui semble poindre de toutes parts parmi vous.

Je prépare en ce moment une seconde édition d'*Averroès*. Permettez-moi de vous consulter sur deux ou trois points: 1° Avez-vous décrit quelque part, comme vous en aviez l'intention, je crois, notre Commentaire italien, traduction de Benvenuto, sur Dante? Je voudrais vous citer. À quelle page avez-vous trouvé le nom du traducteur, Angioletto de' Minoti? — 2° À la marge d'un exemplaire d'*Averroès* (pag. 199) annoté, je trouve une note venant de vous et ainsi conçue: « Cfr. *Purgatorio*, c. VI, initio.

---

(1) Il principe Federigo di Schleswig-Holstein, del quale daremo più oltre un cenno.

C'est évidemment d'Averroès qu'il est question en cet endroit. Les commentateurs nomment Platon, mais à tort. Benvenuto a bien vu que c'est Averroès et renvoie au ch. 25 ». Je ne puis plus vérifier cette note. Au ch. VI du *Purgatoire* il ne peut être question d'Averroès, et Benvenuto à cet endroit ne dit rien de semblable. Je pense que le chiffre VI est inexact. J'ai vainement cherché dans la *Divine Comédie* un passage auquel puisse s'appliquer la dite note; le ch. XXV, où il est bien question d'Averroès, est hors de cause. Auriez-vous dans vos notes ou dans vos souvenirs de Dante le moyen de m'expliquer cela? — 3° Je trouve aussi à la marge de mon exemplaire, pag. 230, que vous aviez plusieurs additions à me signaler, sans parler, bien entendu, de ce que vous avez écrit dans le *Journal Asiatique* sur Ibn-Sabîn. Avez-vous à cet égard quelque note ou quelque souvenir tout prêts? Inutile de vous dire, que je vous serai reconnaissant pour toute autre addition ou amélioration que vous voudrez bien me signaler pour les autres parties de l'ouvrage. Une dernière question. Le manuscrit d'*Averroès* de la Laurentienne, n. 180, est bien en caractère mogrebin, n'est-ce pas? . . . .

Toutes nos connaissances vont bien, du reste. Nous causons souvent de vous avec bonheur, et je ne passe jamais auprès de votre place vide à la Bibliothéque, sans éprouver un vif sentiment de regret.

Adieu, cher ami, croyez à ma parfaite amitié. E. Renan.

CCCXXXIII.

Mariano Stabile a Michele Amari

[Parigi, 18 maggio 1860].

Carissimo Michele. Ricevo oggi la tua lettera del 14, e mi ha recato somma meraviglia il vedere che a quella data ignoravate costà lo sbarco già eseguito da Garibaldi in Marsala. Qui già si sapeva nella colonia aristocratica sicula la sera della domenica 13, perchè la duchessa di B.... l'aveva detto a Rudinì. Io intanto la sera del 13 ricevei un biglietto di Benedett

che voleva parlarmi l'indomani lunedì 14. Figurati quale fu la mia gioia, quando mi lesse i dispacci telegrafici officiali di Brenier al Governo, ne' quali dava tutte le particolarità che ora sono di pubblica ragione. Nei dispacci Brenier parlava delle disposizioni nel regno di Napoli, ed aggiungeva che Villamarina aveva dovuto montar la sua casa a cittadella, perchè temeva che il Governo borbonico *lui jouât un mauvais tour*. Ora tu saprai lo stato trionfante della insurrezione, che i Napoletani son ridotti al castello di Palermo e alla cittadella di Messina; e se le notizie che dà oggi il *Siècle* si verificano, presto sentiremo tutto il regno di Napoli insorto, e i Borboni partiti a raggiungere gli altri rampolli della infame razza. *Le mot d'ordre* che mi è stato dato al Ministero è: « *Soyez italiens, et tout cela ira* ». Con ciò c'invitano a nozze, e forse in questo ci aiuterà molto quello che sinora ci ha nociuto, il pregiudizio delle tendenze inglesi in Sicilia. Così il re di Napoli, propagando questo pregiudizio, ci avrà reso un grandissimo servigio....

CCCXXXIV.

Michele Amari ad Agostino Bertani

[Firenze, 28 maggio 1860].

Dottor Bertani. Spiego il telegramma speditovi stamane alle 10 e mezzo in risposta al vostro di iersera. Questa è la prima volta in mia vita che ho parlato a Ricasoli. Mi parve il miglior modo; lo presi per servir voi e per far opera patriottica cercando di calmare i dissapori, che mi par siano cominciati a manifestarsi tra partiti, i quali pure si accordano sul massimo, sul santo scopo della unificazione dell'Italia.

Trovai disposizioni concilianti. Sul fatto particolare mi disse che il Fumagalli ed altri furono arrestati a Grosseto in una casa, circondata indarno per prendere Zambianchi. Debbono subire un interrogatorio, e forse son giunti

stamane stessa a Firenze. Ricordai per Fumagalli l'attestato a discolpa, che contiene una vostra lettera. Sarà subito esaminato, cosa indispensabile dopo i rumori diplomatici desti da quel tentativo e dopo i fatti palesi che sono avvenuti. Spero esca in due o tre giorni, se non prima. Non dimenticai di raccomandare che il Fumagalli fosse ben trattato.

Vi ringrazio dell'esservi rivolto a me, quantunque io non abbia relazioni d'amicizia privata nè di partito col governo di qui, nè parteggi se non che in una cosa: ricomporre innanzi tutto la nazione.....

CCCXXXV.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Firenze, 29 maggio 1860].

Caro Michele. Sono stato due giorni senza scriverti, non avendo nulla di preciso da dirti e non potendo soffrire l'inchiostro e il tavolino con l'ansietà che tutti proviamo. Ho ricevuto le tue del 26 e 27, e saputi i bullettini da Emerico. Questi poi ti ha scritto della conversazione tenuta domenica a casa di S. Giuseppe (1), su la quale aspettiamo la tua risposta. Emerico, Ferrara e Perez mi sembrano un po' troppo duri nelle idee del 48, le quali oggi non prevalgono nè possono prevalere in Sicilia, ci darebbero discredito nell'Italia continentale e ci rovinerebbero al tutto in Francia.

Fin adesso non ho vista la cambiale di lire tosc. 4600. Sarà pagata subito e mi rimarranno tuttavia lire 16,000, più quel che possa capitare in cassa ulteriormente. Avvisa

(1) In casa, cioè, di Ferdinando di Pandolfina, principe di San Giuseppe, poi senatore del Regno.

di questa esistenza di cassa il Malenchini nel consegnargli la inclusa s'egli sia a Genova, o nel mandargliela a Torino se non sia tornato di lì.

E prima leggi quella lettera per tua intesa, senza informarne altri, perchè comprendi bene che debbo molta discrezione a Ricasoli quand'ei mi parla così egregiamente.

Saprai da Cusa (1) che il Comitato bertanesco di Dolfi cadde da sè stesso e che quel della principessa di Trabìa e compagne si adopera a raccogliere danaro. Saprai anche ch' io intendo partire con la 3ª spedizione. Lo promessi a Malenchini e lo debbo a me stesso, potendo ancora con tutti i 53 anni far tre o quattro tappe e tirare le mie fucilate come gli altri. Ma se Garibaldi sia entrato in Palermo pria della partenza della spedizione, non voglio andare a presentarmi come candidato a Ministero o Commissione. Gli attori buoni o cattivi del '48, non debbono tornare in su la scena se non chiamati. Nella guerra che si dovrebbe probabilmente continuare contro Messina ecc., io non essendo officiale, nè sapendo condurre neanco 4 uomini, diverrei al tutto inutile....

CCCXXXVI.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Firenze, 31 maggio 1860].

Michele carissimo. Ma che divennero i 20,000 uomini del generale Lanza? Ecco il quesito che ci travaglia oggi e che spero sia sciolto più tardi nel miglior modo, cioè

---

(1) Il Barone Niccolò Cusa di Corleone, ove nacque verso il 1820, prese parte alla rivoluzione siciliana, e fu del Parlamento: andò in esilio, riparando a Firenze. Nel regno d'Italia resse varie provincie come prefetto, e il 1° dicembre 1870 fu innalzato alla dignità di senatore. Morì in Palermo ai 27 agosto 1893.

con la risposta che si sien fatti tutti cristiani sotto Garibaldi. Della vittoria di Palermo non dico nulla; Garibaldi ci riconduce ai tempi eroici e quasi alla mitologia.

Jer l'altro ebbi il tuo dispaccio telegrafico e jeri la lettera del 28. Oggi ho accettato la cambiale di lire tosc. 4600. Computate alla grossa le nuove entrate, mi rimangono circa 18,000 lire toscane, oltre 9000 e rotti che ne hanno in Livorno e che hanno in parte impiegato. Dillo a Malenchini se ripassando sia tuttavia in Genova.

La spedizione di Medici si farà tuttavia, spero, e in Sicilia: sarebbe sciocchezza d'avventurarla in terraferma, invece di ingrossare le schiere di Garibaldi per la costiera orientale di Sicilia e per la passata *di tutti* in Calabria. Io non penso di andarci, ma di stare qualche altra settimana in Firenze per compiere la riscossione della soscrizione e la stampa delle liste, e poi fare una corsa tutti insieme in Sicilia da viaggiatori. Del resto ne riparleremo, e forse di persona, quando si avrà qualche notizia del governo stabilito, delle persone che vi prendan parte e delle mutazioni che questo duro colpo abbia portato a Napoli.

Bertani fin qui non ha avuto la cortesia di rispondere alla lettera che gli scrissi il 29. Come rimarranno le cose dopo la partenza di Medici?....

CCCXXXVII.

Michele Amari a Ernesto Renan

[Florence, 4 juin 1860].

Mon cher ami. Les derniers évènements de la Sicile me dispensent de toute apologie pour le retard avec lequel je réponds à votre aimable lettre du 17 mai. Depuis

tantôt deux mois je ne suis bon qu'à faire la chasse aux nouvelles de l'insurrection, à procurer des moyens pour l'aider, surtout à réunir de l'argent par pièces de dix sous, de 20 fr., etc., etc. À cet effet l'on organisa à Florence un Comité dont je suis le secrétaire et le caissier; l'on se mit en correspondance avec Garibaldi; l'on organisa tant bien que mal la première expédition, qui a eu des résultats aussi prodigieux, grâce au génie du célèbre partisan italien et au courage, au dévouement, à la constance opiniâtre de mes compatriotes insulaires. J'allais prendre un fusil et m'embarquer, lorsque la prise de Palerme est venue me dispenser pour le moment de la guerre sacrée. Probablement je partirai pour la Sicile dans quelques jours, mais en voyageur pour aller voir si ma maison est brûlée, si mes parents sont au nombre des vivants. Je n'ai pas l'intention de faire un long séjour en Sicile; peut-être nous nous verrons dans quelques semaines à Paris.

Votre modestie ne sera pas offensée si je vous dis que depuis mon séjour à Florence j'ai causé très souvent de vous et de votre *Averroès* avec mes amis, surtout Emerico Amari, professeur de philosophie de l'histoire, et Francesco Perez, professeur d'histoire littéraire de l'Italie et auteur de l'ouvrage inédit, dont je vous avais dit un mot à Paris, à savoir, l'explication de la *Divina Commedia* par la philosophie du moyen-âge. Perez a réuni une bonne bibliothèque spéciale; il s'est plongé dans le dédale d'Aristote et de ses commentateurs. Il a étudié votre livre, vérifié les citations, admiré votre savoir comme votre génie: mais, sur quelques points de la doctrine du grand commentateur, il n'a pas partagé votre avis.

Aussitôt reçu votre lettre je m'empressai de la lui communiquer et je l'engageais à vous soumettre quelques observations; ce qu'il vient de faire dans la lettre ci-jointe.

Si vous avez quelque chose à lui répondre, je vous prie de vouloir bien le faire directement à l'adresse: M.r F. Perez, professeur à l'Institut de Florence, et secrétaire général du Chemin de Fer — Florence. Vous pourrez même lui envoyer quelques lettres pour moi; car il ne peut pas pour le moment bouger d'ici, et il est à même de savoir où je me trouverai pendant mon voyage. Je vais répondre maintenant à vos questions:

1. Le nom du traducteur de Benvenuto se trouve au fol. 10, *verso* de votre manuscrit. Enfer, ch. II, au marge « Angioletto di Minoti da Venezia ». En effet la traduction, par le vocabulaire comme par l'orthographie, accuse le vénitien. Je n'ai écrit aucune notice sur ce commentaire. Seulement je cherchais, dans le temps, de le faire imprimer: j'en ai parlé de nouveau à Le Monnier, mais les circonstances politiques du pays forcent tous les éditeurs à ajourner de tels projets. La *Revue franco-italienne* de Paris (14 décembre 1854 et numéro précédent) a publié deux lettres de Vannucci et de moi sur votre manuscrit, mais elles n'ont aucune importance pour votre sujet.

2. Dans la note que vous trouvez à la marge de votre page 199, il faut lire *Purgatoire* IV, au lieu de VI. *Quando per dilettanza ovver per doglie* etc. Sans doute ça été une faute due à mon étourdérie. Perez n'est pas de l'avis de Benvenuto, que vous et moi nous avons partagé, si ma mémoire ne me trahit pas. Il croit que c'est bien à la théorie platonicienne que Dante fait allusion, comme le disent les commentateurs les plus récents.

3. Je ne me rappelle pas au juste les observations que je vous ai soumises au sujet de votre page 230; mais vous en trouverez peut-être les éléments dans mon article sur l'*Istoria diplomatica, Frider. II,* etc. par M.r Bréholles, *Archivio Storico Italiano,* 2a série, tom. I, ainsi que dans

l'*Introduction* de M.r Bréholles, et dans la 2e édition de M.r de Cherrier. J'avais communiqué à l'un comme à l'autre les détails qu'il m'avait réussi de glaner.....

CCCXXXVIII.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Firenze, 6 giugno 1860].

Caro Michele. Ieri dopo averti scritto ebbi la tua lettera del 4. La Farina non mi ha fatto un rigo di lettera da più d'un mese e ignorerei la sua partenza, se tu non me ne avessi avvertito. D'altronde lo credo utile per neutralizzare le influenze che potrebbero condurre il moto siciliano ad una direzione lontana da quella di tutta Italia, da quella ch' è e sarà sola possibile, finchè l'Europa sarà come al presente e non si vedrà la repubblica in Francia. Dillo agli amici ed ai paesani. Se in Sicilia si susciteranno dissensioni, se si vorrà fare un saggio di repubblica democratica e sociale, pur estendendolo con Ledru Rollin alla Francia e con Kossuth all'Ungheria, saremo fritti un'altra volta.

La batteria di cannoni rigati di certo non farebbe male. Si ha a vedere se la Sicilia non possa impiegar meglio per lo momento gli 8000 franchi, che tu dici necessarj e che mi sembran pochi. Tu farai quel che ti parrà più opportuno. Da jeri in qua non ho incassato che altre 400 lire incirca; così lo stato di cassa rimane a un di presso il medesimo cioè 16 a 17 mila lire toscane. Oggi andrò a vedere che abbian fatto le principesse raccoglitrici.

Quanto a me continuo nello stesso proponimento: andare con la spedizione, se si diriga *di certo* in Sicilia e se ci sia da tirar fucilate in Palermo, sul che il telegrafo non

ci toglie per anco di dubbiezza. In caso diverso, andrò col primo vapore, da pacifico passeggiere, per veder la famiglia, dar qualche consiglio se volessero ascoltarlo, e in due o tre settimane tornare immancabilmente in terraferma. Sai che ho voglia quanto te di coricarmi una seconda volta in quel letto di Procuste d'un Ministero siciliano!.....

CCCXXXIX.

Conte Michele Amari a Michele Amari

[Genova, 11 giugno 1860].

Michele mio carissimo. . . . . . Temo che mentre le cose di guerra siano prospere, l'ordinamento civile interno non abbia la stessa fortuna. Michele mio, tu sei dei pochi esuli che hanno vera popolarità nel nostro paese: tu non sei in uggia a quelli che oggi stanno a timone della Sicilia; il tuo ingegno è grande, tu potresti fare gran bene alla patria nostra. Tu dovresti andare, e presto, in Sicilia, e regolarti con quella prudenza che le condizioni locali consigliano. . . . .

CCCXL.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Firenze, 13 giugno 1860].

Mio caro Michele. . . . . . . Come ti ho detto in ciascuna lettera, io andrò alla prima occasione e sarei anzi partito con Malenchini, s'egli prima di lasciare Firenze non mi avesse detto parergli più probabile l'andata in Calabria. Prima occasione chiamo un vapore che da Genova o Livorno drizzi la prora a Palermo o altro porto libero; perchè il viaggio di Malta è troppo dispendioso e quel di

Cagliari non mi accomoda. Non amo a presentarmi come agente del governo piemontese, chè tali al certo saranno giudicati in Sicilia tutti coloro, che andranno su i vapori da guerra, per lo meno i primi. Una volta in Sicilia dirò il parer mio, che tu sai: annessione al Piemonte; le franchigie municipali simili alla vantata autonomia toscana, mi premono poco, ma non le respingo al tutto, perchè voglio l'Italia una, ma senza amministrazione accentrata, e così il disparere si riduce in pratica a linea sottilissima. Ricuserò qualunque parte al governo, e dopo visti i miei e fatta la mia predica, me ne andrò a Parigi.

Mi rallegro della procura e del consiglio che ci diè La Farina, di non pigliarci noi due pei capelli. L'intenzione è buona e la forma dittatoriale. Speriamo che in Sicilia sia ascoltato nello stesso modo che l'ascoltiamo noi, cioè tenendoci alla utilità dello scopo e perdonando le pretensioni personali. . . . . .

CCCXLI.

Conte Michele Amari a Michele Amari

[Torino, 14 giugno 1860].

. . . . Vieni presto, ti dico presto, perchè voglio condurti a Torino. Farini, ministro, desidera vederti. Egli vuole farti conoscere a Cavour.

L'avere lo stesso tuo nome mi mette nella continua situazione di ripetere: non sono io il grande illustre storico, ma è altri, un carissimo amico mio. Io sono un povero diavolaccio, invecchiato in una oscura e laboriosa vita: fo adesso quello che posso per servire il mio paese. Pare che il Cavour non senta male le mie parole.

Vieni tu dunque, presto: due giorni staremo insieme a Torino, e sabato partirai. Cerca di condurre teco il caro e *rigido* Vito Beltrani.....

CCCXLII.

Michele Amari al conte M. Amari

[Palermo, 3 luglio 1860].

Mio caro Michele. Ti scrivo alle 6 della mattina prima d'uscire di casa, e però con le *impressioni* del primo giorno di trambusto, allo arrivo, cioè jeri, perchè domenica 1° sbarcammo alle 7 della sera dopo un buon viaggio di 54 ore, sendo partiti di Genova venerdì all'una pom. Or ora vedrò tuo fratello Paolo, poi i ministri e potrò forse aggiungere qualche altro rigo.

La prima cosa sappi che jeri vidi Garibaldi, al quale mi presentò De Rohan, che ebbi compagno nel viaggio e che mi sembra un uomo d'azione e, fino ad un certo punto, di senno. Garibaldi mi ripetè a chiarissime note non voler altro che l'annessione al regno costituzionale di Vittorio Emanuele. Anzi, com'io, discorrendo, aveva toccato che si posson desiderare forme più avanzate, ma che l'Italia non può nè dee proporsi altro che la monarchia di Vittorio Emanuele, ripigliò nettamente non conoscere forma più avanzata di quella che voglia unanimemente il popolo, e che sendo chiara e ferma la volontà del popolo italiano, egli risguarda la forma nostra come la più avanzata che godesse alcun popolo, non esclusi gli Stati Uniti d'America. Questo è un parlar chiaro; e in bocca d'un uomo come Garibaldi non lascia luogo a sospettare che gatta ci covi. Aggiungo che De Rohan nel viaggio mi tenne seriamente lo stesso discorso; e che aspettando che si svegliasse Garibaldi, il quale dormiva, Crispi manifestò le medesime idee. Non ti dirò quanta festa mi fece Crispi; il che non significherebbe nulla. Questi mi presentò anche al Generale come

uno dei *nostri*, cioè dei veri italiani, ecc. Mi disse poi che Mazzini non potea desiderare altro; che egli non avea voluto nè voleva altro, ecc. Il rancore solo si scopriva parlando di La Farina, al quale il Generale, al dir di Crispi, non sapea perdonare il voto nell'affare di Nizza, nè la servilità al Ministero. Se non m'inganno, gli urti nascono piuttosto da ambizioni e ruggini personali, che da dispareri su l'indirizzo politico. Comprendi bene che, parlando con Garibaldi per la prima volta, innanzi molte persone e senza conoscere profondamente lo stato del paese, non volli scendere ai particolari. Lo farò a suo tempo. Intanto sappi che lo stato del paese mi è stato rappresentato diversamente, secondo gli umori di chi parla. L'uno dipinge i Comuni in una mezza anarchia: che non si paghino dazj nè si rispettino le persone nè la proprietà; l'altro dice il contrario, e ciascuno, al solito, allega fatti al suo intento. Non oso pronunziare che la verità stia nel mezzo. Vedremo. In Palermo non si sentono nè i furti nè gli omicidii nè le altre violenze del '48: questo lo posso affermare. Se hanno continuato fino a pochi giorni addietro ad ammazzare qualche birro, sai bene che il caso è eccezionale dopo tante infamie. È male al certo; ma non prova punto l'anarchia. La dimostrazione, che portò a scegliere i ministri attuali, mi è stata rappresentata da chi come espressione della diffidenza del pubblico, e da chi come un effetto d'intrigo dei questori della nuova polizia, indispettiti della troppa moderazione del Governo verso i codini. In fondo, Garibaldi mostrò anche in questa occasione la civile virtù sua e il rispetto per la volontà del popolo.

Prima di Garibaldi fui a visitare l'ammiraglio Persano, che era ritenuto a bordo da una caduta, ed al quale perciò non avea potuto consegnare le lettere la sera stessa dell'arrivo. Mi piacque molto. Gli consegnai il plico tuo e la

lettera di Cavour. Era dolente dell'ordine pubblico mal fermo e temea peggio. Ma così torniamo al punto che non posso per ora definire a mio modo. Tornerò da lui, come è naturale.

Fammi il favore di ragguagliare del ricapito del suo dispaccio il conte di Cavour, al quale ti autorizzo a comunicare ciò che ho scritto. Salutalo rispettosamente di parte mia, e saluta anche Farini che mi mostrò tanta cordialità. . . . .

CCCXLIII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 6 luglio 1860].

Michele carissimo. Tra le nuove della rivoluzione di Napoli, che ci pervengono calde calde e la partenza del vapore per Genova, la quale io non credea sì imminente, sono in tanta fretta da poterti far appena due righi.

Se non erro, la condizione del paese è molto lontana dall'anarchia, che alcuni gridano non vedendo nè l'ordine dei tempi quieti, nè il comando nelle proprie mani. In Palermo, ancorchè la settimana scorsa fosse stato ucciso prima della mia venuta uno de' birri di Maniscalco, si vive in piena sicurezza di persone e di roba: le faccende e i commerci si conducono al solito: v' ha frequenza di popolo nelle strade fino a notte avanzata, ecc. Nel regno non mancano forse i partiti locali con le loro ire e vendette, ma non ho inteso di recente alcuno spargimento di sangue, nè dispero che, a poco a poco, l'ordine ripigli il suo naturale equilibrio.

L'esercito, non ostante una grande confusione di comandi e d'organizzazione, pure ingrossa di giorno in giorno,

e forse ha quanta disciplina si possa sperare in Sicilia e nel tempo che corre. Saprai meglio di me, che Garibaldi pensa a improvvisare una marina da guerra.

L'opinione pubblica persiste nel desiderare pronto il voto d'annessione; e, se quel che mi dicono è vero, Garibaldi non si oppone con la medesima ostinazione di prima, od almeno non minaccia di differire la cosa fino al conquisto del Vaticano e di Piazza San Marco.

Sapute le altre nuove che verranno di Napoli, visti tutti i nostri colleghi del '48 e altri uomini di nota, e conosciuto il momento opportuno, io mi propongo di fare uno sforzo sopra Garibaldi, il quale ho inteso per vie diverse che non abbia cattiva opinione di me, e perfino che voglia chiamarmi a qualche officio, ch'io per certo ricuserei. Purchè convochi l'Assemblea, a fin di decretare l'annessione da ratificarsi poi con plebiscito, e purchè affidi i varj dicasteri a persone capaci, come in generale sono gli attuali segretari di Stato, le cose si indirizzeranno bene e non sarà necessario un Ministero novello. . . . .

CCCXLIV.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 10 luglio 1860].

Michele carissimo. Qui siamo, nel nostro microcosmo, al terzo o quarto rimescolamento ministeriale (1). Sai che dopo

(1) Il primo Ministero della Dittatura fu composto il 2 giugno con Crispi all'Interno e alle finanze (che poi cedette al Peranni), il Pisani agli Esteri, l'Ugdulena al Culto e Istruzione, il Raffaele ai Lavori Pubblici, il Guarneri alla Giustizia e l'Orsini alla Guerra. Non era finito il mese, e già rimutavasi il Ministero, avendone prima o dovendone avere la presidenza il Torrearsa, che ricusò subito, succedendogli il Natoli, che ebbe gli Esteri e il Commercio, col La Loggia all'Interno,

la violenza fatta a La Farina (1) senza saputa dei ministri, alcuni di essi risegnarono lo ufficio; ma non essendo eletti i successori, lo esercitavano jeri tuttavia: d'oggi lo saprò più tardi, perchè scrivo prima d'uscir di casa. Lasciò l'ufficio jer l'altro il solo Daita, al quale era stato così comandato. La causa fu quella stessa, che portò o almeno affrettò l'ostracismo di La Farina: il proclama di Trento *ristampato* nel giornale officiale del 5 luglio n. 21, con quelle sue lodi esclusive della *Società Nazionale*, ficcate per forza tra un giusto tributo a Garibaldi e un prudente consiglio politico. Due persone diverse mi affermano non aver mai visto Garibaldi più irato e dispettoso che domenica scorsa, quando avea già mandato a bordo di Persano il supposto editore o autore La Farina, ed ammonito a lasciare il ministero il complice innocente Daita. Leggi l'articolo incriminato e vedi se puoi comprendere cotesto gran fuoco d'ira, per altro schietta come ogni passione e parola del nostro eroe. Mi si dice che non mancassero ragioni men leggiere: che La Farina avesse ordita la dimostrazione, la quale diè il tracollo al ministero Crispi, Raffaele, ecc.: che minacciasse non so che a Garibaldi, parlando cogli amici suoi proprj: che tramasse di alienargli cittadini e soldati, e non so che altre colpe per lo meno esagerate. Il vero è, che la missione di La Farina non potea sembrare se non che uno

---

e poi ai Lavori Pubblici, il Daita ai Lavori Pubblici, e poi all'Interno, il Santocanale alla Giustizia, il Di Giovanni alle Finanze, il p. Lanza all'Istruzione e il La Porta alla Sicurezza Pubblica: Segretario della Dittatura, il Crispi. Il 10 luglio formavasi un altro Ministero, del quale l'Amari non potè ricusarsi di far parte, prendendo il governo della Istruzione, col La Loggia agli Esteri, il La Porta alla Sicurezza, l'Interdonato all'Interno, l'Errante alla Giustizia, il Piola alla Marina, il Di Giovanni alle Finanze; il Crispi ministro presso il Dittatore.

(1) Lo sfratto di lui, annunziato nel *Giornale Ufficiale*, confondendolo insieme con due volgari spioni còrsi: la qual cosa il Guerzoni stesso giudica « selvaggia rappresaglia, lusso grossolano di durezza » (*Garibaldi*, II, 131).

stecco negli occhi a Garibaldi, e peggio a quei che lo circondano e assediano, e che a questo riguardo fu uno sbaglio.

A Daita fu sostituito Interdonato (1), il quale tenta di tirarsi dietro altre vittime per supplire a Natoli (2), Di Giovanni e La Loggia (3), i soli, credo, che abbian data la dimissione. Tra le altre vittime designavan me. Ricuserò, quand'anco dovessi parere egoista, perchè non veggo qual bene si possa fare o qual male impedire stando così alla cieca in un Ministero di *commessi*, che in parte non conosco o conosco troppo, sotto il comando d'un Dittatore, glorioso, popolare e ignaro delle cose di questo mondo, e di Crispi ed altri che lo consigliano. Io non mi fido, nè ambisco di sedurre Garibaldi, sì che s'innamori di me ignoto e austero, ed abbandoni Crispi che lo precorse e poi seguì in Sicilia, che ha meriti veri per la rivoluzione e meriti molto maggiori agli occhi di Garibaldi. Nè credo che altri possa tentare simile impresa, da me sdegnata o creduta

---

(1) Su Daita e Interdonato, vedi vol. I, pag. 136 n. e 534 n.

(2) Il barone Giuseppe Natoli nacque a Messina ai 9 giugno 1815, e si applicò agli studj giuridici e politici. In conseguenza dei moti messinesi del '37 esulò in Toscana, ove dimorò fino al '48. Dopo la rivoluzione di quest'anno, Messina lo elesse suo rappresentante al Parlamento siciliano, e il Governo lo fece suo commissario in patria. Riprese poi la via dell'esilio e riparò in Piemonte, ove si procacciò larghe simpatie per la sua prudenza politica e pei suoi modi di perfetto gentiluomo. Nel '60 fece parte, come si vede, di uno dei tanti ministeri garibaldini. Entrò nel Parlamento italiano coi voti dei suoi concittadini, e vi acquistò tale riputazione, che il conte di Cavour lo chiamò nel marzo '61 a reggere il ministero di agricoltura e commercio. Nel '62 fu prefetto di Brescia, dopo essere stato nominato senatore; e nel '64, nel ministero La Marmora, ministro della pubblica istruzione, e per qualche tempo dell'interno. Nel '67 essendo con gran violenza scoppiato il colèra a Messina, vi si recò subito, ma ai 26 settembre cadde vittima del morbo. Gli fu dai concittadini innalzato nel pubblico cimitero un monumento, ov'ei riposa allato dell'amicissimo suo La Farina.

(3) Gaetano La Loggia, dottore in medicina, nacque a Palermo nel 1805. Prese parte ai fatti del '48; nel '60 fu ministro degli affari esteri e poi dei lavori pubblici, comandante della Guardia dittatoriale e poi direttore della pubblica sanità. Il 15 febbraio '80 fu nominato senatore. Morì in Palermo l'8 novembre 1889.

vana. Al contrario penso che si lascino andar le cose come le stanno, ed anche tornar su al Ministero Crispi e Ugdulenà (1) per questi giorni, speriam pochi, che Garibaldi rimarrà in Palermo, e che poi si faccia ogni sforzo presso

---

(1) Questo illustre orientalista nacque in Termini Imerese ai 20 aprile 1815. Vestì l'abito ecclesiastico. Concorse ancor giovane (nel '37) alla cattedra di matematiche nell'Università di Palermo: non l'ebbe, e allora s'inscrisse per concorrere a tutte le cattedre rese vacanti dal colèra: letteratura italiana e latina, lingua ebraica, geometria, algebra superiore, matematiche miste, storia ecclesiastica, teologia dommatica. Solo nel '43 ottenne l'insegnamento della lingua ebraica. Consacrò tutti questi anni agli studj, finchè sopraggiunse il '48 e prese parte alla sollevazione, come membro del Comitato generale, e vicepresidente di quello di giustizia, culto e sicurezza pubblica. Lesse l'elogio dei caduti combattendo, tenne un discorso per la benedizione delle bandiere, e pubblicò le *Memorie segrete* di Paolo Balsamo sulla storia parlamentare della Sicilia. Fu deputato al Parlamento per la Università di Palermo; il Governo lo fece cappellano maggiore del regno di Sicilia. Al ritorno del Borbone venne remosso da ogni ufficio, fu chiuso in carcere, indi relegato nell'isola di Favignana, dove dimorò due anni. Nelle angustie del castello di Santa Caterina volse l'animo alla traduzione con commenti della Bibbia. Dopo il '52 potè tornare in Sicilia, ma assegnandogli a confini Mazzara e Marsala e per ultimo Termini. Nel '56 gli fu permesso dimorare in Palermo, e vi si diede più alacremente agli studj. Scrisse allora una lodata Memoria sulle *monete punico-sicule*, ch'ebbe nel '58 il premio dall'Accademia d'Iscrizioni e Belle lettere di Parigi. Nel '59 pubblicò il primo volume della *Sacra Scrittura in volgare, riscontrata nuovamente con gli originali ed illustrata con breve commento* (Palermo, Lauriel: il 2° vol. pubblicato nel '62 arriva a tutto il libro dei Re). L'opera ebbe l'approvazione della Curia romana, sebbene gli si facesse capire che meglio avrebbe fatto conducendo la versione sulla volgata anzichè sul testo ebraico, e traducendo in latino anzichè in volgare. Il Governo borbonico lo riammise come professore provvisorio all'insegnamento universitario del greco, e lo fece canonico della Metropolitana di Palermo. Ma nel '60 fu dei più ardenti a salutare Garibaldi, che il 2 giugno lo fece segretario di Stato pel culto e istruzione pubblica. Caduto quel Ministero, del quale era l'anima il Crispi, fu eletto giudice del Tribunale della Monarchia, e rinunziato a questo ufficio, professore d'ebraico nell'Università; tornò ministro nella prodittatura Mordini, e pubblicò una legge sull'insegnamento superiore. Nelle elezioni politiche successive all'annessione della Sicilia, fu eletto dal collegio di Marsala; uscito dalla Camera pel sorteggio, vi rientrò avendo rinunziato allo stipendio di professore e di canonico; nella X e XI legislatura fu deputato di Termini. Sedè a sinistra e votò colla parte più avanzata, ma professando idee monarchiche: in Parlamento parlò autorevolmente di cose attinenti alla istruzione e alla polizia ecclesiastica. Sostenne, fra le altre, che non si dovesse abbandonare il privilegio della Legazione apostolica in Sicilia, e in tutto il regno il diritto alla nomina dei vescovi. Restò cat-

l'animo generoso e leale di lui, perchè costituisca pria di partire un governo che abbia la fiducia del paese. Di quella occasione si potrebbe profittare anche per dare un passo o fare una dimostrazione governativa qualunque in favor dell'annessione; per esempio, una dichiarazione del Dittatore, la designazione di questo scopo all'Assemblea da convocarsi, o altro simile. Ciò è necessario per dare sicurezza al paese, il quale anela di vedere almeno il porto se pur non ci possa entrar di presente: la quale sicurezza renderebbe il governo più facile, massime nel riscuotere le entrate e nel mantenere l'ordine e difendere la vita e la roba dei cittadini, perchè adesso non siamo nella miglior condizione desiderabile. Se in Palermo si vive pienamente tranquilli, in provincia v' ha qualche urto di partiti e si trascorre a violenze, quantunque meno assai del '48, e di ciò che narrano coloro che non amano il governo attuale. Poichè ho messo mano a quest'abbozzo, ti dirò che un gran disordine regna nel comando e nell'amministrazione dell'esercito; che si sperpera il danaro, che si profondono i gradi, che si turba la gerarchia. I vecchi militari ne gemono. Ma domenica, alla rivista che si fece alle falde di Montepellegrino, io vidi da 10,000 uomini e 3 o 4000 di Guardia nazionale, chi armato e chi no, chi vestito e chi in camicia rossa; ma pure marciavano, manovravano e mi pareano dispostissimi a picchiar l'esercito napoletano o qualunque altro. L'ordine è bello; ma dal disordine si può cavar anco qualche frutto da chi il sappia adoperare.

---

tolico convinto, ma sebbene godesse un beneficio di regio patronato, vestì da laico e portò barba lunga. Nel '65 fu professore di letteratura greca nell' Istituto Superiore di Firenze: dopo il '70 gli venne dato l'insegnamento dell'ebraico e del greco nell'Università di Roma. Morì di perniciosa a Roma il 7 giugno 1872, e la salma ne fu trasportata in patria. Vedi su di lui la *Commemorazione* di Isidoro Carini, Palermo, Giliberti, 1872, e Alf. Sansone, *Vita politica di G. U.*, Palermo, Giannone e Lamantia, 1886.

Un tale, non ligio al Governo, mi disse aver sentito qualche giorno addietro che si ordiva a Genova una trama contro l'annessione, e che i fabbri erano Emerico, Vito Ondes (1) e Ferrara, e gli emissari un Ondes e Fiorenza (2). Risi in faccia a quel tale, poi gli parlai serio su la impos-

---

(1) Il barone Vito D'Ondes Reggio nacque a Palermo ai 12 novembre 1812. Studiò legge e fu dapprima giudice in provincia. Prese parte alla rivoluzione del 1848 e fu eletto deputato al Parlamento; e della opera e del carattere suo come deputato così giudica il La Farina: « Ondes è uomo di coscienza purissima, d'ingegno desto e colto nelle scienze economiche e sociali; il suo cuore è cuore di donna; la sua parola spesso eloquente, sempre facile, ma ei non sa temperarla, nè a tempo frenarla; non si teneva a parte giammai e, seguendo gli impulsi dell'animo, parlava sempre, anche a rischio di divenire importuno e di consumarsi in lotte inutili ed impopolari » (i, 298). Il 21 agosto entrò nel Ministero Torrearsa, per gli affari interni, che ai 12 novembre lasciò, per assumere i Lavori Pubblici e l'Istruzione. Esulò poi a Genova, ed ebbe in quell'Università la cattedra di diritto costituzionale. Dopo il 1860 fu procuratore generale della gran Corte dei Conti, e vi rinunciò per essere deputato. Fu per più legislature, fino al 1870, deputato di Canicattì e di Palermo, e si fece notare con discorsi qualche volta opportuni contro i radicali, ma generalmente improntati a tendenze autonomiste e a dottrine clericali, nelle quali si andò sempre più infervorando. Dopo il 1870 infatti non volle più prender parte al Parlamento, e fu principale autore dei Congressi cattolici, sicchè Pio IX lo proclamò *Gran Campione* della Religione e lo decorò di commenda. Morì in Firenze ai 28 febbraio 1885. La più parte delle sue cose a stampa, salvo una *Introduzione ai principj delle umane società* (Genova, Lavagnino, 1852), sono discorsi e programmi in difesa degli ordini religiosi, dei beni ecclesiastici, della libertà d'insegnamento, ecc. Abbiamo anche di lui una *Lettera in risposta al visc. D'Arlincourt, autore dell' « Italie rouge »* (Torino, 1850), dove probabilmente, rispondendo al focoso campione del trono e dell'altare, ei non sarà precisamente ciò che divenne di poi. Due volumi dei suoi *Discorsi al Parlamento italiano* furono stampati nel 1868, in Firenze, dagli Eredi Botta. Si ha di lui anche una traduzione della *Storia costituzionale dell'Inghilterra* dell'Hallam (Torino, Soc. Edit., 1854). Per maggiori particolari, vedi G. Galati Scuderi, *Vita ed opere del barone Vito D'Ondes Reggio* (Palermo, Tip. Pontificia, 1885), e G. Sacchetti, *Commemorazione del barone Vito D'Ondes Reggio* (Bergamo, Tip. S. Alessandro, 1887).

(2) L'abate Giuseppe Fiorenza, nativo di Chiusa Sclafani, prese parte alla rivoluzione del 1848 e diresse il giornale *Il Cittadino*. Riparò a Genova, caduta la rivoluzione, e nel 1859 venne a Firenze, dove spesso lo consultava e lo faceva lavorare il Salvagnoli, ministro dei Culti. Stampò allora alcuni opuscoli: *Il Clero e la sua morale in relazione alla potestà civile. — Sopra i concordati: osservazioni interessanti*, ecc. Tornato in patria, fu professore di diritto canonico nell'Università di Palermo e bibliotecario della Comunale. Morì agli 11 settembre 1873.

sibilità morale e la falsità materiale, perchè Fiorenza non si trovava in Palermo prima di jeri. Non ti curar di queste ciarle più di quel che meritano.

Verso le 2 non intendo ancora novità pel Ministero e però penso di terminare la lettera e portarmela in tasca. Se di qui alle 5, che parte il vapore, vi sarà qualcosa di nuovo, l'aggiungerò in più; e se no, no. Saluto caramente Emerico, la tua Rosolina e il resto della famiglia, al par che Busacca, Ferrara e gli altri amici. Spero aver delle lettere tue domani, e ti abbraccio. Tuo aff.mo MICHELE.

PS. Non so se sarò il primo a darti la lieta notizia che la fregata napoletana *Il Veloce*, nuovo nome dato alla nostra *Indipendenza*, è entrata oggi nella rada di Palermo e, stracciata la bandiera napoletana, ha inalberata la nostra. Dicesi cospirazione dei soli offiziali, senza partecipazione della più parte dell'equipaggio.

CCCXLV.

MARIANO STABILE a Michele Amari

[Parigi, 13 luglio 1860].

.... Garibaldi dovrebbe temperare il suo linguaggio, parlando di Napoleone III. In una lettera all'armatore Parker, che ho letto sui giornali, parla di Napoleone III in modo *assez cavalier*. Fortunatamente i giornali francesi riportando quella lettera di Garibaldi ne tolsero le parole oltraggianti. Quando si è alla testa di un governo le parole debbono pesarsi; e Garibaldi dovrebbe persuadersi che Napoleone III ha in sua mano i nostri destini; e che la sua spedizione in Sicilia cominciò ad essere lodata e secondata anche da tutti i giornali ministeriali dal giorno che l'Imperatore disse a Billault: « Qu'est qu'il vous a fait Garibaldi pour le faire si maltraiter par les journaux? ».....

CCCXLVI.

Michele Amari a W. C. Cartwright (1)

[Palerme, 13 juillet 1860].

Mon cher ami. Votre lettre du 22 juin ne m'a pas trouvé précisément en prison, mais dans quelque chose de semblable : un ministère pendant une révolution. Comment se refuser à Garibaldi lorsqu'il vous appelle et il repond à vos difficultés par le reproche : Que ferai-je si les honnêtes gens m'abandonnent en ce moment-ci? J'ai dû sacrifier, pour quelque temps, quelques semaines j'espère, ma tranquillité et mon projet d'aller fouiller les manuscrits arabes de Paris. Garibaldi *veut* franchement, décidement, sans ambages ni arrière pensée, l'annexion de la Sicile à l'Italie centrale, mais il pense avec raison que, si un acte solennel proclame l'annexion tout de suite, le Piémont va envoyer un commissaire ; et les réclamations, les menaces de la diplomatie pourraient forcer Victor Emmanuel à empêcher les progrès de l'armée nationale dans le royaume de Naples et dans les États du Pape. Au contraire un autre parti voudrait l'annexion immédiate, pour éviter les dangers intérieurs et extérieurs dont la Sicile peut être menacée. C'est pour empêcher le choc de ces deux opinions, que moi et quelques autres, nous nous sommes exécutés à accepter nos petits portefeuilles. Espérons que la nécessité d'un sacrifice pareil cesse bientôt, et que l'on me rende à ma liberté. Je vous avoue que Garibaldi est un homme char-

(1) William C. Cartwright, amico dell'Italia e degli italiani, nato nel 1825, fu membro del Parlamento inglese dal 1868 al 1885, e rieletto nel 1892, militando sempre nelle file della parte liberale.

mant, séduisant; un homme de Plutarque, franc, loyal, aimable, et d'un cœur excellent, aussi bon que brave.

Je vous remercie de cette tendre amitié qui suit toutes les vicissitudes de ma vie. Je suis arrivé sain et sauf à Palerme le 1er juillet et me porte à merveille. Adieu.....

CCCXLVII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 26 luglio 1860].

Michele carissimo. Grazie della affettuosa tua del 22, e della premura che ti sei data mandandomene due di Parigi ed una di Londra. Rendo grazie al signor conte Cavour della benignità che ti mostra verso di me, e ti prego di salutarlo distintamente in mio nome, al par che Farini.

Depretis (1) riuscirà perfettamente a tranquillare gli animi su l'avviamento politico, e farà molto per riordinare l'amministrazione pubblica, scompigliata in tutti i suoi rami. Mi va a sangue, e le poche volte che abbiam fatto consiglio con lui ha mostrato non meno ingegno che fermezza, e molta dottrina amministrativa, pratica di affari ed accorgimento politico. Speriamo di andare innanzi, e ch'egli riesca a comporre meglio il Ministero, nel qual caso mi sarebbe permesso di cavarmi questo brutto peso d'addosso. Quando metto le mani al personale sento l'incapacità di chi è stato lontano dal paese dodici anni, per non dire diciotto. Aggiungi a questo una compagnia non tutta simpatica, il terrore delle

---

(1) Agostino Depretis, del quale non è qui il luogo di dire il bene e il male (non piccolo nè di effimera durata) ch'ei merita come uomo politico, fin dalla metà circa del luglio era stato nominato pro-dittatore per la Sicilia da Garibaldi, che si preparava all'impresa di Napoli.

migliaia che domandano impieghi, ecc., e figurati se anelo d'uscirne. Depretis ormai è ottima guarentigia che si camminerà dritto, e non ci sarà bisogno del sacrifizio di uomini minori, come me.

Depretis ha preparato varj decreti d'accordo con noi: — Giuramento dei funzionari a Vittorio Emanuele ed allo Statuto, proposto da Crispi — pubblicazione dello Statuto — istituzione d'un Consiglio di Stato. Ci cuoce lo stato della finanza e cercheremo di fare l'imprestito il più sollecitamente che si possa. . . . . .

CCCXLVIII.

Conte Michele Amari a Michele Amari

[Genova, 22 luglio 1860].

. . . . Ritornato da Palermo fui dal Re; egli mi accolse come un antico suo amico; tu saresti diventato suo intimo, perchè oltre alle belle doti del tuo ingegno, hai quel pregio, che a Vittorio Emanuele piace assai: essere cacciatore (1).

Io andai a trovarlo sulle montagne di Valdieri. Mi parlò molto della Sicilia. Invidiava Garibaldi, ed avrebbe desiderato potere menare le sue mani, tale quale fa il nizzardo generale. Vittorio Emanuele davvero ama Garibaldi. . . . .

. . . . Il suo Governo pure è favorevole a noi; ma tutti desiderano essere messi in istato di poterci aiutare apertamente. . .

. . . Ti avverto che Cavour ogni volta che mi vede mi domanda tue nuove, e quando seppe che tu eri al Ministero, ne mostrò vero piacere. . . . .

---

(1) E infatti quando l'Amari divenne Ministro, fu assai caro a Vittorio Emanuele, che lo conobbe appassionato e valente cacciatore, e lo chiamò spesso in sua compagnia a partite venatorie.

CCCXLIX.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Palermo, 3 agosto 1860].

Michele carissimo. Rispondo a due lettere tue, l'una pervenutami regolarmente jeri in data del 29, con un'aggiunta della savia e culta Rosalia (1) del 30; l'altra senza data, scritta prima della partenza di Depretis, ma giuntami da tre o quattro giorni con evidente ritardo.

Ti replico che i mali gravi del paese sono due: confusione, e però dilapidazione nell'amministrazione militare, e disordini d'ogni maniera in provincia, poichè in Palermo è sicurezza e tranquillità come in tempo di pace. Se i ragazzi suscitati o no corsero per le strade la sera agli annunzi della presa di Milazzo ecc., gridando che s'accendessero i lumi alle finestre e spezzarono due o tre vetrate di chi tardava; se si sparge la voce di uno che abbia detto *viva Francesco II;* se si può sospettar sotto questo la mano dei ladri o turbolenti, che volessero provocare così la reazione del popolo contro i sognati Borbonici, son rumoruzzi da nulla. Il governo ha forza e riputazione che basti a reprimerli. La seconda categoria, o Guardia nazionale mobile, si presta a ciò con zelo, forse un po' troppo, che esagera i pericoli per lusingare sè stessa della vittoria che ne riporti. In mia fede si può dormir tranquillo.

L'amministrazione militare nacque disordinata dalla testa di Garibaldi e dei suoi ministri di guerra, capi di Stato Maggiore, Intendenti generali. La natura delle truppe che ve-

(1) Merita veramente questi epiteti la figlia del conte Michele, della quale abbiamo a stampa un diligente *Calendario delle donne illustri italiane* (Firenze, Bencini, 1857).

nivano di terraferma, l'essere sprovvedute, la qualità dei volontarj scritti in Sicilia, la incapacità ed indisciplinatezza degli officiali, creati a bizzeffe in Sicilia, sia isolani sia continentali, produsse inevitabilmente quello sperpero. Oggi si tenta di riparare, quantunque Longo (1), fatto ministro della guerra, al secondo giorno fu colto di convulsioni epilettiche, e il nostro buon Paternò (2) onesto e valoroso, non sia uomo da reggere al ministero della guerra, che provvisionalmente gli si è affidato. Depretis fin dal primo giorno prese conto dell'amministrazione militare, messe un certo ordine nei pagamenti, e non dimentica di ridurre a poco a poco a miglior ordine la computisteria, che tengono ormai le officine del Tesoro. Ma se non viene un ministro di guerra che sappia fare e farsi obbedire, non si otterrà alcun risultamento.

In provincia si lacerano gli stupidi partiti, ambiziosi del comando e vanitosi e ingordi; vengono in qualche luogo a vie di fatto, e i ladri rinforzati da que' che si sparsero nell'isola, usciti dalle prigioni e dai bagni, fanno festa e baldoria nelle campagne, massime nel distretto di Palermo. Si è provveduto ampiamente con le leggi. Ma chi pon mano

(1) Il generale Giacomo Longo, nato in Messina ai 9 gennaio 1818, uscì ufficiale di Artiglieria dal collegio della *Nunziatella* nel 1836. Nel 1847 venne imprigionato per sospetti politici: scoppiata la rivoluzione, evase, e recatosi a Palermo, fu del Comitato di guerra, e poi inviato a Messina per battere la cittadella tenuta dai borbonici. Prese parte alla spedizione Ribotti in Calabria, e venne catturato in mare. Lo difese Carlo Poerio, ma condannato ai lavori forzati a vita, stette chiuso nel bagno di Gaeta fino al 1859, quando, anzichè liberarlo, fu imbarcato per Marsiglia. Di là venne a Genova e raggiunse Garibaldi a Palermo. Tenne per poco il Ministero, ma partecipò alla campagna di terraferma, restando ferito a Santa Maria di Capua. Entrato nell'esercito regolare, si battè di nuovo nel 1866, e nel 1870 raggiunse il grado di luogotenente-generale e presidente del Comitato di artiglieria e genio. Nell'VIII Legislatura fu deputato di Napoli; ai 28 febbraio venne eletto senatore, e fu degna ricompensa di una vita intemerata, tutta spesa con sagrificio di sè al bene della patria.

(2) Sul Paternò, vedi I, p. 360 n.

ad esse? I governatori dei distretti e provincie han fatto mala prova, salvo poche eccezioni; la Guardia nazionale, tra per difetto dei governatori e per le divisioni municipali, non è potente a combattere le violenze e rapine. Da più settimane gridiamo che si mandino colonne mobili di linea, ma tutta la forza dee corrrere a Messina; lì si mandano i volontarj sbarcati appena, e gli spezzoni di volontarj siciliani o altri che abbiam tuttavia in Palermo, non hanno buoni officiali; non si posson lasciare sotto il comando dei non militari che li hanno accozzati, non si possono mandare in colonna mobile, senza aggiungere alimenti di disordine a que' che ci sono pur troppi. Ne vuoi un esempio? Lunedì si ordinò in Consiglio per la quarta o quinta volta la spedizione di quattro colonne mobili; di quattro se ne ordinò una alla meglio e si mandò subito a Monreale per marciare innanti e prima rinforzare l'autorità nello scoprimento e punizione d'un misfatto commesso lo stesso giorno in pien meriggio, alle porte quasi di Palermo: una carrozza fermata da dodici armati e mascherati, e due passeggieri presi e portati via per ostaggio o vendetta. La sera giunse la colonna, credo di due o tre compagnie, ben accolta, e si schierò su la piazza. Gli officiali si misero a passeggiare, un volontario tirò o gli sparò il fucile, ed ecco tutti a far fuoco. Fortuna che morì un solo, ferito a caso dal compagno, e che i Monrealesi invece di pigliare anche essi le armi, concorsero a sedare il tumulto! Comprendi dunque che non usciremo da questo laberinto se non si ordinerà una forza da mandare in colonne mobili e da meritare fiducia. Si è decretato d'istituire i carabinieri, si è fatto un comandante che mi dicono ottimo, si spera metterci un picciol nodo di carabinieri piemontesi. Depretis ha scritto costì e spera venire a capo della cosa. Ma perchè Cavour non fa disertare e venire in Sicilia qualche

centinaio di buoni gendarmi? Dal '48 in qua ho sempre detto che se dovessi prendere in appalto la rivoluzione di Sicilia, domanderei soltanto 4000 gendarmi, non siciliani nè napoletani. Sian più o meno, si andrà; ma senza quelli, non veggo come ristorare l'ordine pubblico in provincia, e ricominciare la riscossione dei dazj ch'è nulla.

Torno a Depretis per lodarlo tuttavia. Oltre la ferma volontà dimostrata nei due capi che trattai di sopra, mi sembra che in ciascun affare operi da uomo risoluto alle riforme e saviamente rivoluzionario, da uomo di amministrazione, d'economia, di civil governo: in una parola da uomo di Stato. Domani o doman l'altro promulgherà lo Statuto, il giuramento a Vittorio Emanuele e la istituzione di un Consiglio di Stato, come sezione di quello del reame italiano. Con ciò si farà uscire la elezione della Magistratura tutta o parte, ecc. Saranno pegni dell'annessione e della ristorazione d'un governo civile.

Ammirai particolarmente la dirittura d'intelletto e di animo e la destrezza del prodittatore nell'affare delle strade ferrate. Adami da Livorno, con Coppi-Toscanelli e Florio ottennero da Garibaldi in Milazzo la concessione delle strade ferrate in Sicilia, o, per dirla com'era, una prodigalissima provvisione per fare quelle strade col danaro pubblico. Lo Stato dovea dar loro titoli di rendita alla pari per l'indeterminato capitale bisognevole. Essi negoziavano i titoli e ne davano dei novelli di strada ferrata, riscuotendo il danaro per gli studj e le costruzioni. Prendevano per questo da una mano il 2 e da un'altra il 5 $^1/_2$ per 100, e costruite le strade ci faceano un profondo saluto. Stesero eglino medesimi il decreto; Garibaldi lo firmò, scrivendo a Depretis che se gli piacesse dessevi corso, e se no, no. Il prodittatore commesse lo esame a me, Cordova e Perez, da me proposto. Noi lo rigettammo tondo. Mentre si agogna un

prestito, sarebbe stata bella dar alle mani di que' signori altri 250 milioni del Debito pubblico. Si è scritto a Garibaldi, e intanto gli altri sono tornati a Genova soffiando fuoco e fiamma contro di noi. Parlane a chi tu credi, e bada ai giornali, che senza meno faranno romore contro quest'atto di vandalismo del Governo di Sicilia, che ricusa di far le strade ferrate a condizioni tanto plausibili. Se Garibaldi assente, noi faremo cominciare gli studj per conto del Governo e aspetteremo proposizioni oneste d'una concessione in grande, o si daranno appalti parziali di costruzioni, cioè si farà a poco a poco quel che coloro voleano ad un tratto, e si risparmierà il $7\ {}^1/_2$ ch'essi pretendean beccarsi.

Aspetto *pro forma* la risposta del cav. Nigra. Se la Casa Bischoffschein mandi proposizioni dirette, va bene; se abbiamo a trattare con due sconosciuti, che non provino commissione avuta da quella Casa, li saluteremo profondamente, e via.

Ti ringrazio delle lettere di Parigi che mi avviasti, e ti prego di continuare a farmi questo favore.

Mi parli di modificazioni nel Ministero. Una sola ve n'è stata, ed importantissima, la entrata di Crispi all'immediazione di Depretis; cioè primo ministro e solo, con noi direttori titolari. Crispi par goda piena fiducia di Depretis, al quale Garibaldi l'avrebbe dato come sorvegliatore. Ciò non si capisce; ma non mi son accorto finora che Depretis dissimuli col segretario di Stato alla immediazione. Pure debbo dirti che Crispi, con tutti i suoi difetti, non mi par avviato a quello scopo che si supponeva, ma che voglia sinceramente l'annessione. In vero, l'intelletto suo, che è svegliato e illuminato, non può perdersi adesso in sogni mazziniani, nè l'animo suo è tanto cavalleresco da correre all'impossibile per amore o gratitudine verso Mazzini. Soltanto vuol salvare le apparenze, mantenersi i vecchi amici,

sfogare gli antichi dispetti, e tener le chiavi del petto di Garibaldi. E negli affari mostra intelligenza e dirittura, quando non si tratti degli amici o nemici suoi.

La Loggia non ha mai parlato di lasciare il Ministero; gli altri nè anco; e del Ministero di guerra ti ho detto le vicende. Quanto a me, sai bene perchè entrai e perchè son rimasto. Or che Depretis dà guarentigie al paese, vorrei togliermi dalla seccatura degli affari e dalla noia d'una posizione secondaria. Sono stato in buoni termini con Crispi durante l'esilio; lo sono anche adesso, ma non ho voglia di servire sotto di lui. Il mio posto è a Firenze, nè accetterò altro. E, cessato, come credo, il bisogno di prestar qui il mio nome, metterò Depretis con le spalle al muro, perchè entro una diecina di giorni mi lasci andar via. Ringrazia da mia parte il conte Cavour e Farini della gentilezza con che domandan di me. Tante cose a Rosolina, a tua moglie ed al figliuolo. Abbraccia Emerico, cui prego di salutare per me la moglie e il figlio. Ho proposto Emerico a presidente della Commissione di pubblica istruzione, e tutto il consiglio, Depretis e Crispi tra gli altri, resero omaggio al suo sapere e virtù e dichiararono che le sue opinioni un po' diverse non facevano ostacolo. La proposta è arenata da parecchi giorni per gli altri componenti della Commissione da me presentati, sui quali si è fatta qualche difficoltà. Emerico non avrebbe *dritto* di ricusare. Digliene una parola, se lo credi. Ma è tardi, e debbo andare a dar udienza. Chi mi condanna a questo supplizio? Addio. MICHELE tuo.

CCCL.

AGOSTINO DEPRETIS a Michele Amari

[9 agosto 1860].

Onorevolissimo Signore. Rispondo in fretta al di lei foglio. La capitolazione con Clary io non l'ebbi dal Generale, che non manda nulla, bensì da Persano: l' ho data a Crispi, e fu stampata ormai in tutti i giornali. La richiegga a Crispi, e la mandi a Londra, che farà bene.

A Messina Garibaldi fu accolto con entusiasmo. Le truppe che domani sera saranno presso di lui arrivano a pressochè 18,000 uomini d'ogni arma, meno la cavalleria che non si è ancora ordinata, cosicchè il Generale non ha con sè che le guide.

Io ho scritto al Generale, e scriverò ancora a lui e a Sirtori, che mi mandino le notizie del campo, ma temo non se ne vogliano dar pensiero. Ella lo vede: qui le regole più comuni e più consuete sono dimenticate, ed io stesso apprendo dai giornali le notizie del campo. Questo stato di cose cesserà al certo, ma ci vuole tempo, e molta pazienza ed insistenza.

Se ha tempo, venga a pranzo da me quest'oggi, che renderemo utile questa funzione puramente animale, parlando delle cose del paese. Mi creda sempre suo dev.mo DEPRETIS.

CCCLI.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Palermo, 10 agosto 1860].

Michele carissimo. Avrai un insignificante dispaccio officiale, perchè nessuna cosa importante si è fatta dal 7 in qua, se non il giuramento di jeri. Il quale fu prestato da tutti i magistrati della capitale, mancandovi solo l'avvocato Guarnieri nuovamente eletto.

Qui abbiamo come sai due partiti. L'uno di Torrearsa, Pisani, ecc., torna a sollecitare l'annessione; l'altro, degli indipendentisti, si contenta di forme separate d'amministrazione e le vorrebbe votate da un'Assemblea. Entrambi malcontenti dei decreti del 3 agosto vengono innanzi coi sillogismi: che lo Statuto non si potea promulgare senza voto del paese, che il giuramento pria del voto è assurdo, e simili cose. La logica della scuola lor dà ragione: non però la logica della politica e della rivoluzione, perchè all'annessione immediata osta la ferma volontà di Garibaldi e il possente motivo che, istituito qui il governo di Torino, gli taglierebbe forse la via ai passi ulteriori, per influenze o manifesta forza della diplomazia. Quanto all'adunare l'Assemblea, v'ha in primo luogo lo stesso ostacolo, cioè, che legherebbe le braccia a Garibaldi; in secondo luogo, egli è evidente che l'Assemblea s'avvilupperebbe in ciarle, si dividerebbe in partiti, stenderebbe forse un contratto pieno di clausole, da ritardare e compromettere ogni cosa. I due partiti composti al solito di galantuomini e di intriganti (v'è entrato il dott. Raffaele) sono uniti per adesso, e convengono in casa del p. Ottavio Lanza (1). Decisero di mandare un *Memorandum* a Depretis, il quale ricevette cortesemente i pochi deputati e loro rispose con fermezza e moderazione. Il risultato fu che il giuramento ebbe luogo jeri. Le cose son camminate fin qui civilmente e con de-

(1) Il padre Ottavio Lanza, figlio al principe di Trabia, nacque a Palermo ai 28 giugno 1823, e fatta la sua educazione presso i padri Filippini dell'*Olivella*, vestì l'abito sacerdotale e restò con quelli al governo dell'istituto. Ne lo cacciò il Governo borbonico restaurato, che lo prese di mira, sì ch'ei dovette, nel 1860, rifugiarsi a bordo di un brigantino americano. Ciò tuttavia non lo salvò, perchè il Maniscalco, per debolezza del Console, mandò ivi a prenderlo dai suoi poliziotti, che lo condussero in Castellamare. Coll'ingresso di Garibaldi in Palermo cessò la sua prigionia, e anzi ei fu assunto al Ministero degli affari ecclesiastici. Come si vede anche da questa lettera, ebbe riputazione di autonomista. Di salute sempre gracile, morì ai 29 dicembre 1870.

cenza, e speriamo non si trapassino mai i limiti giusti. Calvi giurò primo tra tutti, in grazia della carica immeritatamente donatagli. Non credo ch'egli abbia club suo proprio, ma che faccia qualche riunione pubblica col vecchio Crescenti. Mi sembran uomini di poca importanza.

Più grave credo l'opposizione surta contro Crispi dai pochi giorni ch'egli è al Ministero. Ti scrissi che in parte le accuse contro Crispi vengono da falsa persuasione della gente, provocata dai suoi modi di partigiano e di *factotum*. Così penso tuttavia, e parmi che anche nel *Precursore* egli dica assai più di quel che non voglia. Intanto so che si fanno richiami contro di lui al Prodittatore, il quale fino a certo punto biasima la condotta sua. Con Depretis io ne ho parlato secondo coscienza, chè altrimenti non saprei; ed egli sembra porre in me molta fiducia.

Farò parte ad esso delle tue giuste lagnanze. La causa del suo scrivere direttamente è stata forse che La Loggia gli parea troppo imbarazzata. Intanto ti prego di non dare nessun passo, senza pria metterti d'accordo con me. Noi due siamo più conformi di principj che non sembri a noi stessi; me ne accorgo da quel che tu scrivi nell'ultima lettera, come lo sapea fin dai principj della presente rivoluzione. . . . . .

CCCLII,

Michele Amari a W. C. Cartwright

[Palerme, 10 août 1860].

Mon cher ami. Nous sommes d'accord jusqu' à un certain point : l'Italie aurait pu, après la guerre et les annexions du centre, s'organiser et se préparer à la guerre de la Vénétie et à l'éxpulsion des Bourbons de Naples.

Mais la révolution de la Sicile, effet inévitable de ce joli gouvernement que vous connaissez parfaitement, a accéléré la marche. Pouvait-on ne pas donner des secours à la Sicile? Pourrait-on ne pas profiter de la désorganisation de Naples? Le gouvernement de Turin a essayé de temporiser, il a hésité assez long-temps, et il a fini par être emporté. À moins de se jeter lui-même dans la réaction, Victor Emmanuel devait tendre la main à Garibaldi. Au surplus le dé est jeté; il ne s'agit que de faire tous les efforts pour ne pas perdre la partie.

Je crois qu'il y a beaucoup de chances pour la gagner. La désorganisation du gouvernement de Naples est complète. Garibaldi à l'heure qu'il est se trouve à la pointe du Faro, avec 18,000 hommes et des moyens de transport. Laissant de côté Syracuse et Agosta, qui ne pourraient jamais servir de tête de pont à l'ennemi, celui-ci se trouve reduit à la citadelle de Messine, sans d'autres moyens que ceux nécessaires à défense de la place. Les officiers et les soldats napolitains fraternisent jusqu'à un certain point avec les nôtres; les vapeurs de guerre des Bourbons longent la côte du Faro, et touchent, pour ainsi dire, à nos vapeurs sans souffler le mot. Vous savez que les symptômes de défection de la marine ont été l'une des causes principales de l'abandon de Messine. Par conséquent Garibaldi au moment propice pourra se jeter avec son monde en Calabre ou même dans le golfe de Salerne, avec de grandes chances de succès. Son départ de Palerme favorise l'organisation dans le pays. Le général n'est pas aussi bon administrateur que soldat; il mettait le désordre dans toutes les branches, à commencer par celle de la guerre. Depretis, qu'il a nommé prodictateur d'accord avec le gouvernement de Turin, est le revers de la médaille. À la fermeté du caractère et à la droiture des vues politiques,

il joint le talent et la pratique de l'administration. Sous sa direction nous commençons à mettre de l'ordre dans nos finances, a rouvrir les tribunaux, à remettre la sécurité publique, qui, complète à Palerme et dans les villes principales, ne l'a pas été dans la province. Nous y parviendrons, je l'espère bien.

Quant à la politique intérieure, soyez sûr qu'il n'y a pas de partisans des Bourbons en Sicile. Les excès des troupes napolitaines ont couronné l'œuvre de 12 ans de gouvernement détestable; les classes les plus hostiles aux révolutions, je dis les propriétaires, les négociants et les employés, sont convaincues que le gouvernement déchu ne leur offrirait jamais la stabilité après laquelle elles soupirent; par conséquent elles se rejettent avec confiance dans la maison de Savoie, elles grossissent les rangs de l'un des trois partis que nous avons actuellement, si toutefois l'on peut nommer des partis les nuances des opinions, qui, s'accordant dans le but, diffèrent seulement quant aux moyens. Le premier parti est celui de l'annexion immédiate: le roi est mort, vive le roi; *Bomba II* s'en est allé, vive Victor Emmanuel! Garibaldi, comme vous le savez, refusa net, de crainte que l'annexion une fois proclamée et les délégués du cabinet de Turin gouvernant l'île au nom du roi, M.r de Cavour eut pu céder à la pression de la diplomatie et empêcher l'invasion de Naples. Comme la grande majorité du pays était pour Garibaldi sans restriction, comme elle ne voyait son salut qu'en lui et n'avait nulle envie de risquer une guerre civile contre les volontaires de Calatafimi, tout le monde se résigna; les intrigues de La Farina, envoyé fort maladroitement par Cavour, n'aboutirent qu'à son éxpulsion. Sur ces entre-faites l'on soupçonna Garibaldi ét son entourage, à partir par M.r Crispi, de tendances républicaines et maz-

ziniennes; mais le temps fit justice, et cette crainte est tout à fait dissipée dans le pays. Ce sont des républicains et des ennemis de Cavour, mais je crois qu'ils n'ont jamais voulu qu'un changement ministériel et que le principe monarchique n'a jamais été en cause. Son utilité, ou plutôt sa nécessité dans le but de réunir l'Italie, est claire comme le jour. Ne comptons donc que le premier parti et continuons. Le second, composé tant soit peu de doctrinaires et bien restreint, aspire à conserver à la Sicile une complète indépendance administrative: il voudrait réunir une assemblée et faire ses conditions pour l'annexion. Il se relie naturellement au premier parti, qui proclame l'annexion immédiate sans pactes. Le troisième parti, sans demander un ajournement indéfini de l'annexion, sans rêver la centralisation française pour l'Italie unie, se propose l'unité aussi complète que possible quant au territoire; et par conséquent l'annexion de la Sicile au moment que le sort de Naples soit décidé en bien ou en mal.

Vous avez vu par le commencement de ma lettre que c'est là mon opinion. Appelé par Garibaldi le 10 juillet, je commençai par refuser, pour des raisons toutes personnelles, je finis par accepter le ministère après les déclarations formelles de Garibaldi quant à l'annexion, et après la conviction que mon obstination aurai pu envénimer la situation et que, au contraire, ma présence au ministère garantissait les bonnes intentions politiques de Garibaldi. J'ai consenti, sous Depretis, à prendre le petit portefeuille des affaires étrangères au lieu de celui de l'instruction et des travaux publics, qui me pesait beaucoup pour deux raisons: à savoir que je ne connais plus les individus après douze ans d'exil, et que j'étouffais au milieu de la foule demandant des emplois.

Maintenant Depretis a voulu offrir à la Sicile un nou-

veau gage de la politique dictatoriale. Par les décrets du 3 août, nous avons proclamé le Statut piémontais; exigé le serment des fonctionnaires à Victor Emmanuel et au Statut; institué un Conseil d'État. Nous allons proclamer une à une avec les modifications nécessaires les lois piémontaises qui peuvent convenir à la Sicile. La loi de l'emprunt ne tardera pas à paraître. La gendarmerie va être organisée sur le pied de celle du Piémont, etc., etc.

Vous apprendrez peut-être que l'on souffre à présent, depuis trois ou quatre jours des tiraillement à cause de l'élection de M.r Crispi au Ministère de l'Interieur et de la Sûreté publique. N'y attachez pas trop d'importance. Crispi a un parti contre lui et il a manqué de prudence; au lieu de concilier les esprits, il est descendu dans la lice avec une polémique irritante. Quoi qu'il en soit, les choses s'arrangeront au mieux. Là dessus il n'y a pas de raisons politiques, quoique Crispi ait été longtemps l'ami de Mazzini et quoique il ait l'imprudence de l'afficher toujours.

Si vous le pouvez, éclairez la presse anglaise sur notre situation. Surtout qu'elle ne soit pas représentée d'après les passions des deux partis, dont je parlais tout à l'heure, et que l'on ne parle de l'indépendance politique de la Sicile. Vous savez que c'est la pierre d'achoppement dans les relations de la France et de l'Angleterre au sujet de notre île. La France penche pour la confédération, ou au moins le dualisme en Italie, soutenez de votre côté l'ünité. Cela serait d'autant plus utile aux intérêts de l'Angléterre et de l'équilibre européen que l'Espagne, très peu amie de l'Angleterre et dans une voie de progrès, se met sous le patronage de la France. Il circule depuis quelques semaines un prétendu accord verbal entre le Piémont et la France, par lequel on céderait à l'empereur la Sardaigne et Gênes avec sa côte jusqu'à la Spezia, dans le cas de

l'annexion de l'Italie méridionale et de la lisière des États de l'Église rattachant le royaume de Naples aux Légations du côté de l'Adriatique. Je suis convaincu que c'est l'invention d'un parti hostile à M.r de Cavour, et déterminé à pousser Garibaldi contre le gouvernement de Turin. Un homme, sur la véracité duquel il n'y a pas de doute, m'a assuré qu'on lui montra il y a une dixaine de jours à Gênes un billet imprimé: « Annessione alla Francia » distribué par des émissaires en Sardaigne. Je ne sais si la provocation vient réellement de la France, ou du parti en question qui aime à accréditer ses calomnies. . . . .

Adieu, mon cher ami. Présentez mes compliments respectueux à Madame Cartwright et à votre charmante fille. Saluez de ma part M.r Russel sous le couvert duquel je vous écris. À votre tour écrivez par l'entremise de Monsieur Goodwin, consul anglais à Palerme et mon vieil ami, quoique il rêve encore l'indépendance absolue de la Sicile ne s'apercevant pas du changement qui s'est opéré dans le monde. Écrivez moi, je disais, bien vite et longuement. Votre ami dévoué M. Amari.

CCCLIII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 14 agosto 1860].

Mio caro Michele. Ho finito appena di scriverti d'officio, ed ecco ripiglio la conversazione, con lettera particolare, per dirti che da qualche giorno parliamo con Depretis della pronta annessione, e ch'ei ne ha maggior voglia di qualunque altro. Questo ha detto jeri chiaramente a me ed a Errante, che ragionava allo stesso intento. Non so come sia per governarsi con Garibaldi per togliere ogni diffi-

coltà; ma ch'egli fortemente e sinceramente lo desideri mi par di leggerlo nella sua faccia, nelle parole, negli atti, e sopratutto nel sano giudizio della suà mente.

Dopo quel po' di ciarle che accenno nel dispaccio a proposito del giuramento, l'opinione pubblica si è pronunziata favorevole agli atti del prodittatore. Gli impazienti della annessione se sapessero quanto ti scrivo non avrebbero altro da desiderare. Il paese dunque è concorde quanto ai principj ed alla politica. Quanto agli uomini, Depretis ha incontrata fiducia e stima, e ne merita molta. I segretari di Stato sono tenuti galantuomini, nè si mormora se non che contro Crispi. Ma adesso non più per disegni che gli si apponeano. L'opposizione è divenuta tutta personale, accagionandolo di orgoglio, di modi violenti, di favori e persecuzioni da partigiano, e di velenose provocazioni contro i suoi nemici. Di certo egli non è stato savio scendendo in lizza, e avrebbe fatto molto meglio a moderare la lingua del *Precursore* o nel *Precursore*. Oggi mi si dice fatta la pace fra lui e que' che lo laceravano e minacciavano. Speriamo sia durevole. Depretis par ne sia stato dolente e forse irritato; ma non ti saprei dire s'egli ami Crispi in fondo o lo sopporti. Ascolta volentieri Errante e me . . . .

CCCLIV.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 17 agosto 1860].

Mio caro Michele. . . . . . . Garibaldi è indispettito contro Cavour pel legno da guerra che si mandò ultimamente ad attraversarlo. Ciò non impedirà che si affretti l'annessione. Depretis è uomo da saper maneggiare gli affari più spinosi. . . . . .

CCCLV.

Michele Amari ad Agostino Depretis

[Palermo, 18 agosto 1860].

Illustre signor Prodittatore. Dopo la lettera che scrisse ieri il segretario privato del segretario di Stato dell'interno al giornale il *Morning Post* e che si pubblicò lo stesso giorno nel *Precursore*, sarebbe disdicevol cosa ch'io ritenessi il portafoglio degli affari esteri. Spero il sig. Prodittatore mi conosca abbastanza, da non credermi uomo di vanità e di puntigli. Ma che valore avrebbe il mio dire presso i nostri incaricati d'affari, e però presso i ministri ai quali eglino s'indirizzano a nome del Governo di Sicilia, quando ognuno vede da questo articolo ch'io non sia l'interprete della mente del Governo stesso nelle faccende della politica esterna? Pertanto la prego d'accettare adesso la mia dimissione, domandata altra volta per ragioni mie personali che pur sussistono. E sopratutto la supplico e scongiuro che non risguardi quest'atto come mancamento alla stima, al rispetto, e, se mi permette dirlo, all'amicizia, che ho avuta sempre per lei, e che si è rafforzata ed accresciuta dacchè Ella si trova in Sicilia.

Suo dev.mo servitore M. Amari.

CCCLVI.

Conte Michele Amari a Michele Amari

[Genova, 19 agosto 1860].

. . . . . Cavour il quale riceve lettere di diversi Siciliani, fra i quali sono quasi certo figurarvi il Cordova, sa molto delle cose nostre; ed io bisogna che sia aiutato da te e dagli altri amici,

per non fare una magra figura. Finora posso assicurarti che le mie parole sull'animo di lui fanno il loro buon effetto. Bada, amico mio, che ciò che ti scrivo in queste lettere confidenziali, debba servire per te *solo solo*. È curioso che Cordova, consigliere intimo e segreto del Depretis, critichi quanto riguarda il giuramento, e dall'altra parte sostenga l'*annessione pura e semplice*. Non so chi abbia detto a Cavour che Garibaldi intende proclamare l'annessione con atto dittatoriale, ed in seguito per suffragio universale il popolo darebbe il suo voto. Si arriva financo ad annunziare quale debba essere la proposizione da mettersi ai voti. La Francia e l'Inghilterra hanno parlato chiaro. Non vogliono che il Piemonte accetti un'annessione, che provenga da un solo atto dittatoriale. Il Piemonte, come bene puoi immaginare, vorrebbe evitare imbarazzi diplomatici, mentre siamo vicinissimi alla guerra con l'Austria. Cavour è più coraggioso di Garibaldi stesso. Affronta ogni pericolo. Ma vuole evitare che gli atti diplomatici suoi sieno argomento e pretesto di guerra.

Tu devi sapere che circa 2000 o 3000 bersaglieri sono imbarcati su bastimenti di guerra piemontesi, e stanno pronti avanti Napoli, per accorrere ove il bisogno li chiedesse.

Devi sapere che si sono spedite molte armi nelle Romagne e negli Abruzzi, ed anche nelle Calabrie e nelle Puglie, e frattanto si pubblica la circolare che ti acchiudo.

Questo sistema pare che non possa durare: eppure è l'unico che debba seguirsi in questo momento.

Questo Governo, se arriva a tempo, avrà una manifestazione napoletana militare in suo favore.

Dall'Inghilterra si fa ripetere *si vada a Napoli presto o mai*. La Francia grida sempre e disapprova qualunque cosa si faccia, ma finora tutto si riduce a semplici parole. — Si sparse la voce che Garibaldi da Cagliari, ove si fermò il 17, sarebbe andato a Torino, per intendere *le dernier mot* della Francia. . . . .
Non ho mancato di sollecitare il ministro Farini per mandare denari, armi e gendarmi in Sicilia, e pare che il Prodittatore dovrebbe essere contento, perchè 2,000,000 di franchi di già sono stati inviati, una trentina di carabinieri di già sono in Sicilia, ed altri ne verranno dalla Sardegna. . . . . .

CCCLVII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 20 agosto 1860].

Michele carissimo. . . . . . . Depretis continua sempre a mostrarmi molta fiducia, ed è uomo accorto, prudente e sagace al par che laborioso. Il primo articolo del giornale offiziale di jeri fu ordinato da lui per darmi soddisfazione d'una scempiaggine del *Precursore*, che mi aveva mosso a presentargli la mia rinunzia. Era risposta a un articolo del *Morning Post*, fatta a nome « del segretario del ministro dell'interno ». Capisci ch'io non potea soffrire questa scempiaggine. Mi par che Depretis conosca i vizj come le virtù di Crispi, e che, al postutto, non ne sia contento. Ma che può fare? Disgustarsi Garibaldi per via di Crispi sarebbe il peggior partito. Cattivo sarebbe scomporre il Ministero per la stessa causa; e perciò passiamo di sopra a tutto quel che si può perdonare, senza offesa della giustizia nè danno della patria. . . . .

CCCLVIII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 24 agosto 1860].

Mio caro Michele. Lessi a Depretis il capitolo segreto; nè fu imprudenza, ma necessità e saviezza. È uomo da fidarsene, e che vuole il bene.

Risolutamente farà l'annessione. Crispi non dissente. Solo Depretis teme che Garibaldi inasprito, come ti dissi, non

dica di no se interrogato prima, e non faccia qualche scandalo se non interrogato. Ma si deciderà tra poco, e noi tutti, uno *forse* eccettuato, lo spingeremo. Il paese anche lo vuole. . . . .

CCCLIX.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Palermo, 28 agosto 1860].

Mio carissimo Michele. . . . . Andiamo alle cose pubbliche. Depretis si lagna che cotesto Ministero non abbia fatto quanto doveva e potea per aiutare la Sicilia e conciliarsi Garibaldi. I due milioni di lire, mi ha detto, furono promessi, egli è vero, ma non si veggono arrivare per anco; si mandano 50 carabinieri in luogo di 200 ch'egli n'avea chiesti; si promettono cannoni e non s'imbarcano mai; lo stesso avviene d'una certa quantità di fucili di che s'era parlato; infine la spedizione della fregata per impedire lo sbarco negli Stati papali, non era necessaria e si potea conseguire lo stesso scopo con mezzi meno irritanti. Ciò riferisco senza giudicare pro nè contro, chè nol potrei, ignorando le circostanze tutte di cotesti fatti. Forse non son querimonie vere, ma espressione piuttosto del rammarico che sente Depretis, accorgendosi della mala contentezza di Garibaldi, la quale ritarda l'annessione; perocchè egli, Depretis, non osa nè ordinar la votazione senza permesso di Garibaldi, nè domandare quel permesso per paura che, negato, chiuda la via per lunga pezza di tempo. Depretis per altro mi pare impaziente dell'annessione quanto lo siamo noi tutti in Consiglio, tutti all'eccezione d'uno, il quale pur non resiste apertamente,

ma piglia dilazioni e frappone ostacoli. L'annessione si giudica a palazzo come in piazza l'unico rimedio a quel mal essere che sente il paese, senza che possa definirsi, almeno nelle città principali, come infermità. Le tasse non si pagano, e l'annessione, così pensan tutti, farà allentare i lacci delle borse anche ai più renitenti. Qua e là uomini facinorosi t'improvvisano una legge agraria o un'ingegnosa misura politico-finanziera di tassare a un tanto il mese i *sorci* (1) veri o supposti, a beneficio e ricreazione dei valorosi patriotti e delle vittime; il Governo talvolta riesce ad arrestarli, talvolta può punirli, ma il male non si ristringe ad un luogo solo e il solo rimedio è la stabilità, l'annessione. E così via discorrendo. Siam tutti persuasi, lo replico, e Depretis il primo, ed oggi ci parla come risoluto, domani vorrebbe qualche altro giorno di respiro. L'esitazione non par effetto di tempra poco salda dell'animo suo, ma delle difficoltà che lo circondano. Alla fine si risolverà. Il termine alle liste si è prorogato, per Messina, al 31 agosto. Nella prima metà di settembre si potrebbe fare la votazione.

Votazione, già s'intende, non elezione di deputati. Sai che molti amici nostri, molti buoni cittadini vorrebbero l'Assemblea. Molti altri pensano come me, che sarebbe inutile e pericolosissimo differimento: pericoloso per la perdita d'un tempo ormai prezioso, e non meno per gli umori, che di certo nascerebbero, tendenti ad unione di corone piuttosto che replica del voto toscano. Ti ricordi ch'io respingea l'Assemblea anche in giugno andato, quando non presentava i medesimi pericoli, e che ne ragionammo a lungo dal conte di Cavour. Ormai due mesi hanno cambiato le condizioni delle cose, in modo da non rimanere alcun

(1) Modo siciliano per designare i codini borbonici.

dubbio, ed è inutile dilungarmi su questo punto trattato altre volte.

A soddisfare coloro che sospirano l'Assemblea e gli altri, tra i quali tu, ed infino ad un certo punto anch'io, rimane a stabilire non i *patti*, chè patti non possono nè debbono formularsi, ma le linee, il disegno dell'annessione. Dopo una lotta di 45 anni con Napoli, non si potrebbe togliere alla Sicilia quell'autonomia amministrativa, che godea sotto il giogo dei Borboni. Quand'anche fosse un errore, una vanità, anzi che la soddisfazione d'un interesse, ognuno vede che l'Italia vuole l'unità senza accentramento francese, e che la Sicilia, isola di 2 milioni e più d'abitanti, allenata in mezzo secolo di contese, in due o tre rivoluzioni, meriterebbe eccezione, quand' anche non ci fosse l'esempio della Toscana e il bisogno di provvedere ad altre provincie, come la Lombardia e Napoli. Io penso che il prodittatore, nell'ordinare la votazione e porre il partito, debba sviluppare la materia invece dell'Assemblea, che non può adunarsi: debba spiegare che s'intenda per annessione. Ciò non sarebbe dettar patti, ma attestare la intenzione del Governo di qui, il quale dovrebbe intendersi col Governo di Torino intorno il conto in che tenersi così fatte intenzioni nell'atto della accettazione da parte del Governo del re. Ho parlato in questi sensi a Depretis, e così anche Errante. Di Giovanni assente alle mie idee. Depretis non ripugna, ma teme d'impegnar troppo il Governo di costì. Non sarebbe bene che Cavour o Farini lo confortassero e gli dessero una spinta? Dovrebbe farsi presto, come tu vedi; e però torno ad augurarti che la salute di Rosolina ti permetta di fare immantinente una corsa a Torino . .

. . . .

CCCLX.

Conte Michele Amari a Michele Amari

[Torino, 31 agosto 1860].

. . . . . Più che mi avvicino a Cavour più rimango contento di lui. Egli vuole, e presto, che si voti l'annessione per *plebiscito*. Io ho fatto a te aperte le mie opinioni, ti ho manifestati i miei desiderj, cioè di conservare alla Sicilia tutte le *autonomie* compatibili coll' unificazione nazionale italiana. Io desidero che alla Sicilia, per le sue condizioni speciali, sia dato più di quello che si diede alla Toscana, e ciò non è difficile quando tu il volessi. Io desidero che tutte le pratiche necessarie tendenti a questo fine siano fatte *da te*. Tu hai una opinione gigantesca presso questo Ministero. Per Dio, bada che io non ti adulo, dico quello che sento. Se tu non t'impossessi di questo affare, altri sarà adoperato, e, come bene potrai presagire, allora mi vedrai in una situazione da non voler tenere.

Tu avrai letto il discorso di Farini; a Napoleone piacque, perchè vi travide qualche raggio di quella sua vagheggiata idea della pace di Villafranca. Sia come si voglia, tanto piacque quel discorso, che lo farà tradurre in francese, e pubblicare in un giornale semi-ufficiale.

A Cavour lessi la tua lettera officiale del 24 agosto; si fermò con una specie di soddisfazione alle parole: « L'annessione della Sicilia al reame di Vittorio Emanuele per atto dittatoriale *non è mai entrata in pensiero del* **presente Governo, Governo dell' Isola** ».

Ho scritto a Depretis. Egli con una sua lettera mi dava incarico di sollecitare presso il Governo sardo soccorsi pecuniarj, d'armi, ecc. Il Governo ha fatto molto. Ha mandato 500,000 fr.: manderà il resto. Armi e uomini ne ha spediti. Ma senza molte chiacchere, Cavour mi disse: « La Sicilia domanda molte cose, ma s'essa vuole davvero aiuti del Piemonte faccia, o per dir meglio, s'incammini per fare la pronta *annessione*, e tutto avrà. Il Piemonte difenderà i Siciliani ». Quando gli dissi che Depretis

era pronto, ma non voleva dispiacere Garibaldi, risposemi che Garibaldi aveva mandato persona al Re, per manifestargli, non opporsi, anzi desiderare che l'annessione della Sicilia si facesse subito. Non so chi sia stato questo ambasciatore di Garibaldi. Tutte queste cose si sono fatte conoscere a Depretis per mezzo di Bottero, il quale venne costà con mandato di far fare l'annessione. Ho inteso che Depretis mandò da Palermo a Torino il deputato Casalis per conferire con Cavour e Farini. . . . . .

. , ...

CCCLXI.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Palermo, 4 settembre 1860].

Mio caro Michele. . . . . Da un'ora all'altra aspettiamo il ritorno d'una persona per bandire subito il plebiscito. Prendiamo tutte le misure per promuovere la votazione, sì che si abbiano numerosi e favorevoli i voti, e che non apparisca pressione alcuna del Governo. D'altronde, come si potrebbe fare pressione? Soldati non ne restan qui, e la Guardia nazionale esprime il voto pubblico. Mi sembra che Crispi concorra di sincera volontà alla votazione. Depretis lo sa tenere nel cammino dritto, e di certo non lo accarezza.

Sto scrivendo io la proclamazione, che inviti al plebiscito. Vedremo in quali termini mi riesca di accennare le condizioni che debbono tener luogo di quella impossibile deliberazione d'assemblea, su la quale amici nostri hanno pubblicato opuscoli, che tu di certo avrai letto . . . . . .

CCCLXII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 11 settembre 1860].

Michele carissimo. . . . . Ecco una giunta al dispaccio che ti ho scritto d'officio. Nella risposta fatta verbalmente a Piola, Garibaldi disse che non occorrea fare rimostranze nè rinunzie, e che egli domandava sol 15 giorni di differimento alla annessione. Si potea negare questa grazia a chi la domandò dopo di avere affidato a Persano tutta la flotta napoletana? Questo tiranno di Garibaldi ci sa chiudere la bocca quando siamo più disposti a gridare.

Depretis si sente obbligato in onore a far il corredo, così egli dice, alla Sicilia pria di darla a marito; e obbligato per dovere verso l'Italia a combattere le pretensioni napoletane, che vorrebbero, ne temo forte, risuscitare i dritti metropolitani, or che Garibaldi si è messo al luogo di Francesco II. Come te l'immagini, noi non siamo rimasi mutoli in Consiglio, noi tutti, nessuno eccettuato, e nessuno ha parlato tiepido. Crispi pria di ritirarsi mostrava la stessa persuasione; ora non so. Egli parte sul *Panther* col prodittatore ma non già in carattere officiale, nè credo in buona concordia. Venerdì sentiremo l'esito.

Non affermerei che Crispi fosse alieno del tutto alla dimostrazione di domenica, che fece quel brutto fiasco che sai. Pure qualche nemico suo primeggiava tra gli agitatori, se ne meritano il nome, e qualche amico suo si adoperò a dissuadere la gente da quel tentativo. Torna da tutti i lati l'opera di Calvi, ma non con tali prove che permettessero d'arrestare il presidente della Suprema Corte di giustizia. Abbiamo ordinato 4 o 5 arresti, ed ecco tutta

la repressione. Se alcuna cosa voleano con certezza gli autori del tentativo, era di innalzare al Ministero sè stessi o gli amici loro, per spazzare un poco le magistrature e gli officj con destituzioni, e scompartire la preda nell'onesta brigata improvvisata a questo modo.

Jeri fu presentata al prodittatore, per mezzo del ministro dell'interno Sangiorgio, una petizione soscritta con una ventina di nomi, onorevoli fuorchè due, per la quale si sollecitava la convocazione di un'assemblea. Non ho letto la petizione; Depretis si mostrò soddisfatto dei modi civili della presentazione e rese omaggio alle dritte intenzioni dei soscrittori . . . .

CCCLXIII.

Michele Amari al conte Michele Amari

[Palermo, 14 settembre 1860].

Michele carissimo . . . . Come ti scrissi, se Depretis ottiene da Garibaldi l'annessione già tra due o tre settimane e giuste condizioni del Governo di qui rispetto a quel di Napoli, rimarrò coi miei colleghi al Ministero. Se no, tutti ci ritireremo e verrà probabilmente un ministero Crispi, Calvi o che so io; il quale non avrebbe apparenza di lunga vita, quando la sola forza e gagliardìa del paese è la Guardia nazionale, e questa non vuole quei signori a nessun patto. Che ne avverrebbe poi? Disordini e forse schioppettate, e divisione acerba tra Palermo e Messina con Catania. Ieri, parlando con Emerico, compresi che i partigiani dell'assemblea in questo estremo caso, non contrasterebbero gli annessionisti per plebiscito. Vedi quanto sia grave il caso! Credo che Villamarina ne avviserebbe per telegrafo cotesto Ministero, e se no tu lo faresti domandare, perchè non è cosa da pigliare a gabbo. . . . .

CCCLXIV.

MICHELE AMARI a W. C. Cartwright

[Palermo, 7 ottobre 1860].

Mon cher ami. Vous me demandez pourquoi la Sicile ne s'est pas dégagée par un coup hardi des entraves que les faux amis de Garibaldi ont mis à l'annexion. La réponse est facile. Tout le monde sent ici une admiration et une reconnaissance profondes pour ce noble caractère et ce dévoûement courageux, qui ont rendu la vie à la révolution mourante du 4 avril, et ont chassé de l'île la soldatesque brutale de *Bomba II.* Ce sentiment fort naturel, se modifiant selon les capacités et les intérêts, n'en est pas moins général. Le bas peuple dans son honnête naïveté adore en Garibaldi le héros du mythe, qui, par conséquent, a toujours raison vis-à-vis des hommes politiques sans sabre ni chemise rouge. Au dessus de la plèbe, sont là avec leurs grands mots les adeptes de Mazzini, non siciliens ou émigrés, et les hommes visant à des places ou à une part quelconque dans le gouvernement; vous savez qu'il n'en manque nulle part, et que nul gouvernement a pu réussir à désalterer tout le monde; aussi le Ministère auquel j'appartenais, laissa, comme les autres, sa phalange de candidats mécontents, qui se sont rejetés sur un parti nouveau pour arriver à leur but. Enfin, la plèbe et la faction ont eu d'autant plus de force dans ces dernières semaines, qu'il ne s'est pas agi, au moins en apparence, de changer le programme primitif de Garibaldi, mais seulement d'un ajournement très court, deux ou trois semaines, dit le Dictateur depuis tantôt 40 jours. Qui pou-

vait mieux que lui-même fixer la date pour l'accomplissement de son propre programme ? Tel a été l'argument specieux qui a influencé les masses, plus propres, comme vous le savez bien, à aimer ou haïr un homme, qu' à suivre inflexiblement un principe.

Le bon sens, la conscience de presque toute la partie éclairée du peuple sicilien, ont été au contraire pour l'annexion immédiate. Ils l'ont demandée dès le mois de juin, et, avec une conviction plus profonde et plus générale, depuis le débarquement de Garibaldi en Calabre. Désormais, disions-nous, Cavour ne pourra plus entraver, pour des nécessités diplomatiques, les armements du Dictateur, et celui-ci va trouver à Naples des ressources infiniment supérieures à celles de la Sicile. Voilà pourquoi, après les premiers combats de Garibaldi à l'extrémité de la Calabre, le prodictateur et le Ministère, Crispi y compris, du moins en apparence, insistèrent pour le plébiscite. Cependant dans la partie pensante, une petite fraction, outre que celle de Garibaldi, nous combattait. C'étaient les indépendentistes et les autonomistes (variation du premier thème) ; ils criaient haut pour la convocation d'une assemblée. Leur petit nombre empêchait cette voix de retentir bien haut. Mais, au moment où Garibaldi arriva à Palerme et accepta notre démission, les partisans de l'autonomie, de l'assemblée et des conditions à imposer au moment de l'annexion, ce petit parti, dis-je, fut accepté à bras ouverts par celui de Garibaldi, des mazziniens plus ou moins déguisés, et de la plèbe, qui criait à tue-tête : vive Garibaldi !

Que restait-il à faire ? Une révolution contre Garibaldi et contre les fractions, dont je viens de parler, aurait peut-être échoué ; ou, du moins, elle aurait allumé un semblant de guerre civile. Mais à quoi bon courir cette chance de scandale et braver le reproche d'ingratitude,

lorsque l'armée piémontaise marchait sur Ancône, pour arriver à Naples ; lorsque les chasseurs piémontais garnissaient la Darsena et Castel Sant' Elmo, et la flotte napolitaine était mise sous le commandement de Persano ? Garibaldi n'est pas homme à tirer le premier coup de feu dans une guerre civile. Une fois à contact avec les troupes de Victor Emmanuel et en face de l'opinion nationale déclarée par le Parlement, il oubliera ses imprudentes paroles menaçantes Rome et Vénise ; il fera un acte héroïque d'abnégation ; et la révolution italienne de 1859-60 sera sauvée du reproche et des dangers de la discorde. Voilà ce que nous disions ; ce que nous disons aujourd'hui avec plus de raison, après la prise d'Ancône et la marche de Cialdini sur Capoue. Peut-être le gouvernement de Victor Emmanuel va-t-il accélérer la solution en envoyant quelques troupes en Sicile. Vous savez que le prodictateur actuel M.r Mordini vient de jouer sa dérnière carte en proclamant pour le 21 octobre l'élection des membres d'une assemblée, dont la réunion doit être déterminée par un nouveau décret. De cette manière le gouvernement actuel aurait il assuré son existence, au moins jusqu'à la fin de l'année ; sauf le cas qu'un commissaire piémontais, arrivant avec des forces, et acclamé sans doute par la Garde nationale et par tout le monde, ne renvoie M.r Mordini et ses ministres et ne provoque immédiatement le plébiscite. Vous vous rappelez que j'ai été toujours, depuis les premiers jours de juin, pour ce dernier parti. Une assemblée m'a paru toujours dangereuse à cause du délai, même involontaire, qu'elle apporterait à l'annexion. L'annexion prononcée par les insurgés, confirmée par les municipalités, est le vœux certain et général de la Sicile. Qu'un plébiscite lui donne une forme légale, et la conscience la plus scrupuleuse sera satisfaite amplement. Pas de conditions

dans l'annexion! Il sera seulement entendu que la Sicile gardera toutes les libertés administratives compatibles avec l'unité politique de la nation. Le programme de Farini les a indiquées à peu près pour toutes les *régions* composant l'Italie. D'autres exceptions seraient nécessaires pour une île comme la Sicile, par exemple que l'on conservât la Cassation et des pseudo-ministères comme à Florence. Cavour, si je ne me trompe, est bien disposé à cela. J'avais du reste esquissé ces franchises dans mon projet de décret pour le plébiscite, qui est resté entre les mains de Depretis et qui avait été approuvé par lui ainsi que par mes collègues. . . . . .

CCCLXV.

Michele Amari a Antonio Mordini

[Palermo, 18 ottobre 1860].

Con lieto animo accetto il titolo di professore emerito nell'Università di Palermo conferitomi dal sig. Prodittatore con decreto di jeri. Io forse non vi aveva dritto, non avendo salita che una sola volta la cattedra, alla quale mi chiamò il Comitato siciliano del 1848, ma me ne allontanò una missione diplomatica, e poscia l'esilio. Resa la Sicilia alla libertà e all'Italia, mi è gratissimo codesto grado onorario nell'Università ove feci i miei primi studj, nella città ove nacqui, la quale amai sempre come figliuolo affettuoso. E però rendo grazie sincerissime a Lei, signor Prodittatore, e ai signori Segretarj di Stato, del segnalato favore di che mi hanno creduto degno. Non minor gratitudine lor debbo per l'ufficio lucrativo di Storiografo di Sicilia, di che han voluto investirmi nello stesso decreto, ma dallo accettarlo

mi ritiene la convinzione che uno scrittore privilegiato ed officiale di storia siciliana non possa ormai stare nelle avventurate condizioni dei tempi, nell'Italia una e libera, in mezzo a questo meraviglioso progredimento di studj storici, ch' è vanto dell'attuale generazione in Europa, e richiede l'assoluta indipendenza ed uguaglianza civile negli scrittori, nella repubblica senza magistrati come conviene che sia quella delle lettere. Per questo motivo la prego di accogliere la mia rinunzia dell'impiego di storiografo, e gli attestati della mia profonda riconoscenza e rispetto. MICHELE AMARI.

CCCLXVI.

MICHELE AMARI a Antonio Mordini

[Palermo, 20 ottobre 1860].

Se la mia rinunzia alla carica di storiografo non movesse da quell'intima persuasione e sentimento ch'ebbi l'onore di esporle, io non l'avrei fatta, e molto meno oserei replicarla, tanto fu gentile il suo primo pensiero, tanto benigne ed onorevoli, oltre lo scarso mio merito, le parole ch'Ella mi disse di persona, e quelle che ha pubblicate nel *Giornale ufficiale* di ieri, respingendo la rinunzia. Sarà errore di giudizio, ma non pretesto il mio. Accolga adunque, egregio signor Prodittatore, la preghiera che le replico a fine di dispensarmi da quell'officio, e non mi creda nè sconoscente nè ostinato per mal fondata superbia. MICHELE AMARI.

CCCLXVII.

MICHELE AMARI a Francesco Sabatier

[Palermo, 8 novembre 1860].

Carissimo amico. . . . . Ma bisogna lasciare un poco l'archeologia arabica per toccare la politica e confermarvi quel che avete letto di certo nei giornali, cioè la gioia e quasi frenesia dei cittadini di Palermo e di tutta la Sicilia il giorno della votazione; il che non turbò menomamente la tranquillità ed ordine pubblico. Si aspetta domani o doman l'altro la pubblicazione legale, poichè la Corte Suprema di giustizia adunata a quest'effetto il dì 1°, trovò mancanti i processi verbali di parecchi Comuni e volle aspettarli. Siamo quasi a 400 mila *sì* e 400 *no*. Fin qui tutto è riuscito dunque a seconda dei vostri e miei desiderj, e di quanti amano l'Italia e la libertà. Garibaldi rinsavì a tempo; i partigiani di non so quale insensato proponimento si rintanarono; e il popolo qui, come nel regno di Napoli, mostrò prima di votare che volea davvero l'annessione e che non gli piacea di continuare in quello intempestivo scherzo. In Palermo si apparecchiano archi trionfali, colonne, statue, ecc., ecc., per l'entrata di Vittorio Emanuele. Spero che avvenga prima del 15, se no rinunzierò al piacere di vederla, volendo qualche settimana di tempo per apparecchiarmi alle lezioni. Mordini mi elesse storiografo di Sicilia con 2500 franchi; sapete che l'è una carica antichissima tenuta da Pirro, Amico, Di Gregorio, Scinà. Ma l'istoriografo ai dì d'oggi torna ridicolo quanto il poeta cesareo. Rinunziai per questo motivo espresso, e

per l'altro tacito di non accettare nulla da quei signori, nella *cuccagna* d'impieghi che han tenuta balordamente.

Che dice la sorella Carolina e l'amabile Luisa? Salutatele entrambe con affetto da parte mia, e a rivederci alla *Concezione* (1) prima che finisca novembre. Addio. Amari vostro.

CCCLXVIII.

Michele Amari a W. C. Cartwright

[Firenze, dicembre 1860].

Mon cher Monsieur et ami. Votre bonne lettre du 13 novembre arriva à Palerme au moment où je commençais à faire mes paquets; aussi la réponse fut ajournée dans ma pensée jusqu'à mon retour à Florence. Seulement mon retard se vérifia plus tard que je ne voulais, à cause de l'arrivée de Victor Emmanuel. Je ne vous dis rien de la réception que lui fit le peuple de Palerme; tout ce que vous en avez lu dans les journaux reste au dessous de la réalité. J'ai échappé miraculeusement à l'épreuve de faire partie du gouvernement de la Sicile sous Montezemolo, et même au fardeau d'une croix de SS. Maurice et Lazare; j'en ai été quitte pour une invitation au grand dîner que donna le roi à Palerme. Ce ne sont pas là les paroles d'un égoïste; d'abord, parceque je n'ai aucune prétention à la capacité d'un homme d'État, et ensuite parcequ'à cause de mon exil, je connais fort médiocrement le personnel de la Sicile; enfin, parceque Cavour s'est obstiné à envoyer avec Montezemolo mon ami La Farina et Cordova, qui ont des défauts comme des qualités, mais qui sont un défi lancé au parti de Garibaldi. Ce sont là des imprudences impardonnables.

(1) Villa Sabatier-Unger presso Firenze.

Vous me questionnez sur ma nomination à la place d'historiographe. Mordini, prodictateur, après m'avoir offert inutilement des charges importantes, s'avisa de me donner cette sinécure. Je la refusais immédiatement pour deux motifs : 1° que la charge elle-même est un anachronisme ou, si vous voulez, une chinoiserie ; 2° que le cadeau venait du parti contraire à l'annexion. Je ne sais où ces messieurs auraient voulu mener l'Italie avec leurs assemblées napolitaine et sicilienne et leur ajournement indéfini de l'union.

Maintenant je reste fidèle à mes convictions, sans participer pour cela à toutes les fautes de Cavour et de ses amis. J'ai repris mes travaux et ma chaire, bien résolu à ne reparaître sur la scène politique que comme député de Palerme ou de tout autre collège électoral. Je crois qu'il faut soutenir Cavour contre cette agitation garibaldienne, qui gronde d'un bout à l'autre de l'Italie : symptôme d'autant plus dangereux, que le royaume de Naples n'est rien moins qu'italien et qu'il nous reste à ronger ces trois os plus ou moins durs : Gaéte, Rome, Vénise. Nous avons encore des rudes épreuves à subir ; mais je ne désespère pas du sort de l'Italie ; la grande majorité est mûre, elle est remplie de bon sens, de dévouement et de courage ; et l'esprit militaire s'est réveillé admirablement depuis la Lombardie jusqu'à la Sicile . . . .

CCCLXIX.

Conte Michele Amari a Michele Amari

[Genova, 16 dicembre 1860].

. . . . . Il Cavour non poteva consentire che la Sicilia abbia un Consiglio deliberante elettivo. Come bene potrai indovinare, io non mi fermai a difendere il progetto del Consiglio, nè a con-

futarlo; molto più che il ministro venne a chiedermi se sapessi quali erano le tue opinioni riguardo allo stato attuale delle cose, e se tu avessi amato rimanerti in Sicilia, o venire in queste parti d'Italia settentrionale. Io francamente gli risposi essere persuaso, che le tue opinioni erano le stesse, che, durante la mia missione, aveva a lui manifestate in tuo nome, ma che da gran tempo non riceveva tue lettere. Qui il Conte con molta sincerità mi disse della grande stima che fa del tuo grande ingegno, e che sarebbe contento se potesse indovinare il tuo maggiore gradimento, sia quello di fermare la tua dimora nell'Italia meridionale, o nella settentrionale.

Questo linguaggio è bastantemente oscuro, ed io non sapeva come rispondergli; a te scrissi poco più poco meno di questa conversazione. Ed io sono persuaso, che una tua lettera che trattasse delle cose della Sicilia gli riuscirebbe graditissima. Mi ero dimenticato il meglio a dirti. Il Cavour mi domandò se a te piacesse essere deputato al Parlamento. Suppongo di sì, fu la mia risposta, ma son sicuro che non farà nissuna briga per ottenere quest'officio, il quale è assai onorifico quando è la spontanea manifestazione dell'opinione pubblica. Mi parlò anche il Cavour di varj siciliani e particolarmente di Torrearsa e della famiglia Trabia, e se il mio *odorato* non è cattivo, parmi avere inteso su quei signori l'*odore* di senatori del Regno.

A Torino vidi Raffaello Busacca, il quale mi parlò di abboccamento avuto con Mamiani riguardo alla proposta d'un siciliano per far parte di una Commissione per ordinare un progetto di legge sull'istruzione pubblica da presentarsi al Parlamento. Il Busacca parlò e di te e di Emerico, e son persuaso che la scelta cadrà su di uno di voi due. Non so come la pensi mio fratello. Io non azzardo dargli consigli di simile fatta; neppure gli ho parlato della cattedra di Firenze. Da qualche tempo le mie opinioni non vanno d'accordo con le sue; io mi addoloro, ma non posso mutare l'ordine delle mie idee. . . . .

CCCLXX.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Firenze, 19 dicembre 1860].

Michele carissimo. . . . . Tu mi consigli quasi di scrivere a Cavour su le cose dell'Isola. Io nol feci dopo lasciato il Ministero, perchè mi movea lo stesso pensiero di delicatezza, che vietò a te d'associarti alla deputazione. Sciolto il nodo col plebiscito, mi venne in pensiero di esporgli le mie idee sul sistema da seguirsi e sugli uomini da scegliere; poi me ne rimasi, temendo ch'ei non volgesse troppo il pensiero a me, quand'io volea fuggire a ogni costo il supplizio d'esser chiamato al nuovo governo; e non fu atto di egoismo, perchè io stava intimamente convinto che non avrei potuto giovare al paese, non conoscendo gli uomini nè i particolari dell'amministrazione pubblica dopo 12 anni di lontananza. D'altronde chi consiglia non chiamato, ha l'aspetto d'intrigante che procacci una pagnotta; e se il Conte Cavour pensava altrimenti di me, perchè non mi facea richiedere egli stesso? Le medesime considerazioni mi ritengono oggi dallo scrivergli; e vi s'aggiugne l'altra che gli dovrei dire della grande minchioneria fatta chiamando al governo La Farina, mio amico, uomo d'ingegno ed ottimo italiano, ma troppo offeso da una parte, che or si dovrebbe invitare a conciliazione. Se ti avviene di vedere il gran ministro italiano (così io lo tengo fermamente e così la storia lo chiamerà) digli pure le cagioni che mi potrebbero far sembrare troppo schivo nei miei rapporti con lui, tra le quali non entra per nulla lo spirito d'opposizione. Il mio proponimento,

come ben sai, l' è di rimaner per ora professore a Firenze. N' ho bisogno per compiere la *Storia dei Musulmani* e la pubblicazione dei *Diplomi arabi* di Pisa, debito mio verso la Toscana. Confesso che mi piacerebbe andare deputato siciliano al Parlamento nazionale; ma pormi tra i candidati ministeriali, mi sembra inutile. Se andrò, non mancherò al mio dovere verso l'Italia; nel quale si comprende, nelle circostanze attuali, di sostenere l'abile e audace politica che ci ha condotti fin qui. . . . . . .

. . . .

Su la Relazione del Consiglio comprendo che Cavour tema ogni sembianza di Parlamento degli antichi Stati; ma parmi che i Consigli regionali sieno indispensabili quando si lasciano importantissimi affari alle regioni, e che diminuito (non troppo) il numero dei membri e posta l'elezione in secondo grado, cioè dai Consigli provinciali, sparirebbe ogni pericolo, e si conseguirebbe, almeno in parte, l'utilità del *self-Government* ch' è necessario in Italia. Si inganna chi crede poterne far senza. . . . .

CCCLXXI.

MICHELE AMARI al conte Michele Amari

[Firenze, 12 dicembre 1860].

Michele mio carissimo, ... Di Palermo ti hanno scritto senza dubbio su le condizioni delle cose; talchè posso tralasciare i fatti positivi e patenti. Dei giudizj, ti dico, che fan male ugualmente il Governo e l'opposizione. Il primo, perchè non avrebbe mai dovuto rimandare di botto La Farina e Cordova. L'opposizione, perchè agita il paese in un tempo difficilissimo, in cui si ha tante

piaghe da curare e tanti interessi privati da comporre alla meglio, dopo la cuccagna di gradi e d'impieghi, che aprì Garibaldi e che Mordini raddoppiò e triplicò e centuplicò. Sarei curioso di sapere come va che Cavour ti abbia dimenticato. O che vuol davvero governare con passione cieca e a modo di parte? Pel bene del paese io mi proponeva di scrivergli la prima volta in mia vita, poichè tu sai che la nostra corrispondenza si tenne per mezzo tuo; e che, lasciati gli Affari Esteri, non volli parere uno di quei che si affollavano ed offerivano. Poi ho pensato che le mie parole sarebbero tradotte in domanda di nastro o pagnotta, e indi tornerebbero inefficaci per la cosa pubblica e disonorevoli a me in privato; perciò me ne son rimaso. Ripiglio qui le mie lezioni e i miei studj, poi avverrà quel che avverrà.

Mi dettero in Palermo un gran fascio del rapporto del Consiglio straordinario di Stato, per distribuir copie nel continente. Non replicherò la storia di quel Consiglio a te nota; poichè non puoi ignorare ch'io lo proposi, che vi presi parte non ostante le cattive e parzialissime elezioni del Mordini, e che pur trionfarono le mie idee che son pur le tue, ed alle quali si accostò Ciccio Ferrara e le sostenne con la potenza e destrezza del suo ingegno. Ti volea lasciare un buon numero di copie, ma poichè non mi riuscì di trovare a Genova un conoscente cui affidarle, ti prego a dirmi se tu ne voglia e quante o a chi potrei mandarle per spargersi con profitto della Sicilia e dell'Italia tutta . . . .

CCCLXXII.

E. L. Fleischer a Michele Amari

[Leipzig, 4 janvier 1861].

Mon cher collègue. Ministre, refugié, professeur, encore ministre et encore professeur, sans compter ce qui est à venir, et avec tout cela toujours le même, intègre, désintéressé, inébranlable et infatigable, vous fournissez à l' historien futur de l'orientalisme européen une biographie jusqu' à présent sans exemple. J'avais déjà lu dans les journaux votre entrée au ministère de Garibaldi, lorsque j'en reçus la confirmation par votre lettre datée de Palerme, 16 juillet, qui me causa la plus vive joie et fut communiquée à tous mes amis, qui sont aussi les votres. Mais espérant que vous suppléeriez mes félicitations par la persuasion que je prenais le plus vif intérêt à ce nouvel épisode de votre vie, je jugeai à propos de remettre ma réponse à un temps qui, d'après votre lettre, ne pouvait pas être fort loin et qui devait vous laisser plus de loisir pour vous occuper de vos anciennes amours non politiques. En attendant, voilà votre lettre du 23 décembre qui arriva juste au nouvel an pour m'apporter vos bons souhaits d'ex-ministre et de professeur *actuel.* Je vous avoue que je respire plus librement depuis que je sais cela ; l' « Excellence » m'impose trop pour être à mon aise avec un ministre, c'est-à-dire, avec un homme qui chez nous est pompeusement qualifié de *Hochgebietender.* À présent que vous êtes redescendu à mon niveau — riez toujours, si vous voulez, de ma naïveté — je sens de nouveau le besoin de causer avec vous, comme autrefois, sans gêne, même au risque de battre un peu la campagne.

D'abord, je vous rends, *mutatis mutandis*, vos souhaits pour la nouvelle année. Je prie le Dieu des honnêtes gens de vous mettre sous sa sauve-garde au milieu des convulsions inséparables de toute renaissance politique qui se fait par la révolution et par la conquête. Puis, je vous promets, puisque vous avez la bonté de me le rappeler, de travailler sans relâche à l'achèvement de

Beidhawi. Si vous saviez combien il y a des jeunes gens arabisants dont je suis devenu le confident et quelquefois le confesseur, vous concevriez quels liens — je dirais presque quelles chaînes — il me faut rompre pour regagner le libre usage de mon temps. . . . .
. . . .

Je ne sais pas ce que le 1er mars et Garibaldi nous apporteront, mais quoique ce soit, croyez que rien au monde ne pourra changer les sentiments de haute estime et de sincère amitié que vous a voués votre collègue Fleischer.

CCCLXXIII.

Ch. De Cherrier a Michele Amari

[Paris, 6 janvier 1861].

Cher Monsieur Amari. Je vous aurais écrit depuis longtemps si j'avais su où vous prendre. Étiez-vous à Palerme, à Florence ou à Turin ? Je ne le savais pas ; aussi votre lettre m'a-t-elle fait un double plaisir, parce qu'en m'apprenant votre retour à Florence, elle me dit que vous y êtes en bonne santé et reprénant vos chers et éxcellents travaux litteraires. Gardez-vous bien de les quitter ; ils sont votre gloire véritable, votre réputation durable, et vous assurent un rang éminent parmi les meilleurs historiens de votre pays. Je voudrais vous voir marié. À votre âge la chose est encore possible ; si vous tardez beaucoup, elle ne le sera plus. Croyez-moi, il est bien triste d'être seul quand l'on est parvenu à la vieillesse. Évitez cet isolement, vous ne vous doutez pas de l'ennui qu'il donne. C'est en ami que je vous parle ; si vous ne m'écoutez pas, vous vous en repentirez plus tard. Ne pouvez-vous trouver à Florence une femme d'une trentaine d'années avec une certaine fortune ? J'insiste sur ce point, ainsi que M.r Reinaud qui vous aime, et désire comme moi vous savoir heureux.

. . . . J'aime beaucoup Palerme et votre Sicile, que je désire voir sortir heureuse et libre de tous les évènements, qu'il ne m'est

pas permis, à moi étranger, d'apprécier sainement et avec connaissance de cause.

Je ne puis m'empêcher de regretter que ce pays si beau, si digne d'intérêt, cet ancien royaume, qui, s'il était bien conduit par un gouvernement sage et local, pourrait s'élever à une si grande prospérité, ne soit plus qu'une province, et Palerme, la belle, la vieille capitale, tombe à l'état de chef-lieu de département. Dans mes rêves, j'aimais à placer la Sicile dans une situation semblable à celle de la Norvège; l'unir, ou plutôt la confédérer avec un autre État, en lui laissant son gouvernement local séparé, ses institutions, sa liberté. Votre pays me semblait digne d'un tel avenir. Au surplus, quel que soit celui que la déstiné lui prépare, soyez certain que mes vœux seront toujours pour qu'elle s'y trouve heureuse et satisfaite. . . . .

CCCLXXIV.

G. L. Huillard-Bréholles (1) a Michele Amari

[Paris, 8 janvier 1861].

Cher Monsieur. J'ai été heureux de recevoir de vos nouvelles, car depuis longtemps déjà vos amis de Paris, et permettez-moi de me compter parmi eux, s'inquiétaient de votre silence. Je vois

---

(1) Dalla *Nuova Antologia* del maggio 1871 togliamo questo cenno necrologico dell'Amari su G. L. Huillard-Bréholles (nato a Parigi l'8 febbraio 1817):

« Tra le orribili nuove che da quaranta giorni a questa parte ci vengono da Parigi, una io ne ho avuta molto dolorosa per me, alla quale son certo che non rimarranno indifferenti gli animi degli Italiani cultori della storia patria. Uno dei contemporanei che abbia più assiduamente illustrata la storia nostra del XIII secolo, Giovanni Luigi Huillard-Bréholles, da Parigi, è morto nella sua città natale il 23 marzo, all'età di 54 anni compiuti appena. Egli m'avea scritto il dì primo di quel mese, rispondendo ad una lettera per la quale io gli domandava dell'esser suo e di altri miei amici dell'accademia delle Iscrizioni, i quali io non sapeva se fosser rimasti in Parigi durante l'assedio o rifuggitisi in altri paesi. Ancorch'egli non si lagnasse d'alcuna infermità, io penso, ricordando la gracile sua costituzione, che il cibo scarso e insalubre dell'assedio gli abbreviò la vita, se pur l'ultimo colpo non fu il dolore della scoppiata guerra civile. Ecco la

que vous avez repris vos occupations scientifiques, en attendant que les futures élections au Parlement italien viennent encore vous en distraire. Au reste, je comprends fort bien que dans la grande

---

prima parte di quella lettera, scritta mentre l'esercito germanico occupava per la prima volta un lembo di Parigi:

« J'ai reçu hier seulement votre lettre du 23 février, et je m'empresse d'y répondre, quoique j'aie le coeur bien triste de l'entrée des Prussiens. Cette occupation, même renfermée dans des limites assez restreintes, n'est pas pour un Parisien moins douloureuse, et l'est peut-être plus que la famine et le bombardement. Sans doute, par notre imprévoyance, notre présomption et nos fautes, nous avions bien mérité d'être battus; mais rien n'excuse ni n'excusera aux yeux de la posterità les vols, les pillages, les grossières insultes dont un vainqueur sans générosité a accablé mon malheureux pays.

« Ma femme a supporté vaillamment avec moi les rigueurs du siège. Un obus étant tombé le 6 janvier dans notre maison de la *rue Madame*, nous avons dû chercher un réfuge aux Archives, et nous n'avons pas éprouvé d'autres dégâts. Dans les dernières semaines, l'affreux mélange de son, de paille et d'avoine qu'on nous donnait pour du pain, n'était pas sans faire souffrir nos estomacs délabrés; mais qu'est-ce que cela en comparaison du manque de nouvelles? Depuis le 4 septembre ma fille était en Touraine, puis à Bordeaux avec sa grand-mère. Aussitôt après l'armistice nous sommes partis, ma femme et moi, et nous avons retrouvé notre enfant grandie et bien portante; ce qui a été pour nous une grande consolation, et nous a un moment distraits des maux de la patrie ».

« Ho voluto riferire coteste parole, che esprimono la carità del cittadino e del padre, e toccano ogni animo gentile. Or accennerò ai meriti dell'erudito.

« Il Bréholles, chiamato nella prima gioventù a professare la Storia nel Collegio Charlemagne di Parigi, esordì nella stampa con due compilazioni fatte insieme a M.r E. Tuelle e intitolate, l'una: *Histoire resumée des temps anciens, comprenant l'histoire de la Grèce de Gillies, abrégée et modifiée*, Paris 1840, 2 vol. in-8°; e l'altra: *Histoire générale du Moyen-âge, rédigée d'après le programme universitaire*, Paris 1842-43, 2 vol. in-8°. Gran ventura fu del Bréholles e delle lettere che il duca di Luynes, ricco e liberale quanto Mecenate e assai più dotto, stese la mano a questo giovane, e trattolo fuori dall'insegnamento secondario e dal mestier di compendiatore, l'avviò a lavori storici propriamente detti. Indi ei pubblicava, corredata di annotazioni, una traduzione francese della *Chronica major* di Matteo Paris, stampata in Parigi 1841-42, 9 vol. in-8°, con una introduzione del duca di Luynes. Il traduttore erudito e diligente, non guari dopo, diè saggio di critica e d'intuizione storica nelle *Recherches sur les Monuments et l'histoire des Normands et de la Maison de Souabe dans l'Italie méridionale*, Paris, 1844, in foglio, con rami incisi su i disegni dell'architetto Victor Baltard, nella quale opera il duca di Luynes non solo fornì le grandi spese della stampa e de' viaggi degli eruditi collaboratori, ma credo abbia anco indirizzati e accordati gli studj dell'uno e dell'altro, col gran sapere e lo squisito gusto archeologico, che gli meritarono sì gran

crise que traverse aujourd'hui l'Italie, tous les vrais patriotes lui doivent le concours de leurs efforts et de leur dévouement.

Cette question d'Italie divise ici beaucoup les esprits. Par

---

fama. E dico questo per correggere l'errore dell'opinione pubblica, che fa un fascio di tutti gli scrittori francesi e li accusa di leggerezza. Senza dubbio la profondità degli studj non è virtù comune nel mondo dal principio del XVIII secolo in qua. Senza dubbio la Francia in questo periodo ha dato fuori maggior numero di scritti leggeri; primo, perchè fino alla passata generazione ella ha scritto più che ogni altra nazione europea, ed ha condotto quasi esclusivamente il gran commercio delle idee tra le altre nazioni; e secondo, perchè si suol chiamar leggiero ciò che non è pesante e non ti ammazza di noia. Non voglio con ciò far l'apologia delle compilazioni d'ogni maniera, nè della letteratura da *feuilleton*, che ci è venuta da quel lato lì delle Alpi in questi ultimi cinquanta o sessant'anni, e che ha viziato appo noi il gusto e imbarbarito il linguaggio. Ma siamo giusti, e non neghiamo la lode a' lavori eruditi e gravissimi che la nostra generazione deve alla Francia!

« Tra i quali va notata l'opera principale del Bréholles, la *Historia diplomatica Friderici secundi*, Parigi 1852-59, in-4°, 6 tomi, in volumi 12, compresovi uno d'introduzione. Son quivi raccolti tutti i diplomi ed atti del famoso imperatore del XIII secolo, le sue costituzioni, una cronica contemporanea inedita e molti diplomi altresì de' suoi figliuoli e dei papi contemporanei. Vastissima collezione, che costituisce gran parte del codice diplomatico italiano di quel tempo; nella quale rinvengonsi molti scritti inediti, e gli altri son corretti col riscontro dei testi o delle varie edizioni precedenti, e i documenti che il richieggono sono illustrati di note filosofiche e storiche, ed ogni tomo fornito degli indici onomastici e topografici, senza i quali torna faticosissima e interminabile ogni ricerca in opere di tal fatta. L'introduzione poi, che fa da se sola un volume di 560 pagine, si divide in due parti: diplomatica e storica. Nella seconda delle quali l'autore intesse una compiuta biografia di Federigo II, cioè a dire la storia dell'Italia e della Germania per sessant'anni, ne' quali è compresa la seconda Lega Lombarda e la storia del più libero pensatore del Medio Evo, precursore della civiltà novella dell'Europa. L'autore perfin sostiene che Federigo, nella ostinata contesa contro la Corte di Roma, abbia veramente tentato uno scisma religioso, o per lo meno una riforma radicale nella costituzione della Chiesa, aspirando a farsene capo in Italia e in Germania, come Arrigo VIII osò in Inghilterra tre secoli dopo di lui e ne venne a capo. Ma a noi non sembra che tal concetto risulti dalla storia de' fatti. Se lo scettico Federigo II fece inorridire i contemporanei stessi co' supplizj de' supposti eretici d'Italia e di Germania avversi alla tirannide imperiale ed ecclesiastica, non poteva egli con la sua scienza tutta profana, anzi musulmana, creare una scuola e molto meno una sètta in Cristianità: e in ogni modo, l'Europa non era matura ad una riforma.

« Il Bréholles, quasi a compimento della storia intellettuale di quel periodo, diè alla luce nel 1864 una vita di Pietro della Vigna (Parigi, in-8°). Egli aveva stampato nel 1856, a spese del duca di Luynes,

exemple MM. De Luynes et De Cherrier ne sont pas très partisans de l'unité italienne: moins par sympathie pour les gouvernements ineptes et surannés, que par la crainte de voir un jour l'Italie se tourner contre la France pour combattre avec l'appui de l'Angleterre notre influence dans la Méditerranée et notre domination en Afrique (1). Pour moi: « Je ne sais pas prévoir les malheurs de si loin », et quoiqu'au début de la guerre j'aie été partisan d'une fédération fondée sur des principes libéraux, je crois que les Italiens savent mieux que nous ce qui leur convient et qu'il faut, même s'ils se trompent, les laisser faire . . . . .

. . . .

---

due cronache nostre inedite (*Chronicon Placentinum et Chronicon de rebus in Italia gestis*): poi scrisse qua e là in opere periodiche molte erudite dissertazioni, e nel 1867 compì l'ultimo debito di riconoscenza, pubblicando la biografia del suo maestro e benefattore il duca di Luynes, morto nel 1867 a Roma, dov'era corso a portar danari e conforti ai satelliti del poter temporale. E sì che il Bréholles non plaudiva ai vincitori di Mentana! No, che amico ei fu sempre della nostra patria e della libertà civile e religiosa. Lo provano tutti i suoi scritti; lo provano anco le parole, che nessuno di noi ricuserebbe di soscrivere, con le quali ei narra la partenza del suo vecchio amico per quella miserabile crociata del secolo XIX, le quali incominciano così: « Mais si les idées religieuses étaient encore flottantes « en lui, sa conviction politique etait bien arrêtée. M. de Luynes « n'était point partisan de l'unité italienne: il ne la croyait pas viable, « il lui reprochait surtout de vouloir se constituer violemment. » Ho trascritto questo periodo della biografia, perchè rischiara di molto i sentimenti onde è mossa la più parte dei nemici dell'Italia camuffati di religione. Il Bréholles, senza nasconder mai le sue opinioni, era stato nominato, negli ultimi anni dell'impero, capo di sezione nell'Archivio di Francia e membro dell'Accademia delle Iscrizioni: perchè talvolta egli avviene, a conforto della pubblica morale, che il merito modesto e sdegnoso di intrighi e di servilità, conseguisca premio in questa nostra età sì piena di buoni e di tristi esempi ».

(1) Nota questa opinione professata da illustri francesi fin dal 1861. Non diremo che, dall'aspetto dei puri interessi francesi, sia priva di fondamento: ma osserveremo che il mondo è grande, e dovrebbe esserci posto per tutti, anche per chi arriva ultimo, come è accaduto di necessità a noi italiani.

CCCLXXV.

Camillo di Cavour a Michele Amari

[Torino, 4 febbraio 1861].

Chiarissimo signor Professore. Ho ricevuto la cortese lettera ch'Ella si compiacque d'indirizzarmi da Firenze, e non le negherò che contribuii anch'io alla sua nomina a senatore del regno. Mi parve e mi pare tuttora che il nostro Senato non risponderebbe pienamente al suo ufficio di racchiudere nel suo seno le maggiori illustrazioni italiane, se Ella non ne facesse parte. Per questa ragione io non saprei consigliarla a preferire l'ufficio di deputato a quello di senatore. Nel vero concetto degli ordini costituzionali il Senato rappresenta sovratutto l'aristocrazia generale dell'ingegno; ond'è che nella grande opera di riorganizzare il regno italiano, il Senato avrà una parte non meno importante di quella che spetta alla Camera dei deputati. Nella speranza di presto vederla a Torino, Le rinnovo i sensi della mia distintissima considerazione. C. di Cavour.

CCCLXXVI.

Michele Amari a W. C. Cartwright

[Torino, 22 aprile 1861].

Mon cher ami. . . . . Vous ne pouviez connaître, le 18, que la lettre fort excentrique de Garibaldi. La majorité de la Chambre ne pouvant pas avaler cette qualification de *laquais,* M.r Ricasoli se décida à prendre le taureau par les cornes. Il y réussit en partie. Cependant Garibaldi, s'étant montré à la Chambre le jour fixé pour les interpellations, 18, la séance tourna fort mal. Si vous avez à votre portée le compte rendu officiel an-

nexé à la *Gazzetta Ufficiale del Regno*, je vous engage à parcourir les séances du 18, 19, 20. Car les autres journaux ont l' habitude de tronquer les discours qui ne servent pas à leurs fins. J'étais présent le 18; Garibaldi se trouvait à quelques pas de la tribune du Sénat et je ne perdis pas un mot des facheux propos de la journée. Au sortir de la Chambre j'offris le bras à Garibaldi, qui marche encore assez péniblement à cause d'une affection rhumathique, et je lui dis que si j'avais dû rédiger le procès verbal, j'aurais pris note avant tout des larmes qu'il versa au commencement du discours de Bixio. En effet, ce fut là le seul mouvement généreux de notre hèros populaire dans cette séance, de laquelle il sortit bien plus petit qu'il n'y était entré. Cavour au contraire fut admirable de dignité, d'habileté et même d'éloquence. Je passe le résultat du vote que vous connaissez. Au fond je pense que le pays aura gagné quelque chose à ce rude traitement d'une plaie saignante. Le Ministère a fait un pas vers la conciliation, et elle sera conclue s'il assure une position honorable aux officiers garibaldins, non obstant les défauts d'une partie d'entre eux et leur nombre excessif. Garibaldi a vu le roi samedi soir; il lui a déclaré qu' avant de partir il a l'intention de faire une autre scène à M.r de Cavour. Espérons qu'il l'oublie. . . . .

. . . .

Quoique les bureaux de la Chambre se montrent peu favorables au système des régions, M.r Minghetti m'a dit la semaine dernière qu'il avait confiance dans le succès. Sans les bonnes raisons du ministre que j'ignore, je me flatte du même résultat, à cause de l'impossibilité pratique de gouverner le pays autrement. . . . .

CCCLXXVII.

MICHELE AMARI al Direttore della *Monarchia Italiana*

[Torino, 2 agosto 1861].

Pregiatissimo Signore. Dopo la grave accusa che mi è stata fatta dalla *Monarchia Italiana* (27 luglio 1861) io non posso altrimenti accettare il dono di questo giornale, di che Ella mi onorava dall'apertura delle Camere in qua. La prego dunque di smettere la spedizione del giornale; e di non ricusare il pagamento del trimestre o quadrimestre che sia, il quale le sarà fatto dal mio fratel cognato signor Giuseppe Di Fiore.

Grave accusa dissi, perchè non si può uscire dal dilemma: ch'io fossi o un ignorantissimo imbecille, o un uomo sì leggiero, che pensi col cervello degli amici suoi e posponga la cosa pubblica al piacere dei loro sorrisi. Vorrei sapere per curiosità i nomi di coloro che, a detta dell'autore di quell'articolo, mi fecero dare il voto nel Consiglio di Stato straordinario e firmare la deliberazione, senza che io la conoscessi altrimenti, che l'autore, per usare le sue parole stesse, intendeasi d'astronomia. Il Consiglio straordinario, come non è ignoto a nessuno in Palermo, fu promosso da me; la prima delle tre parti in cui si divide la deliberazione fu scritta da me. Libero è chiunque di tacciarmi d'errore; ma di debolezza nè di servilità non ho dato prova nella mia carriera politica, nè di crassa ignoranza nella mia carriera letteraria. Salute. Prof. M. AMARI.

CCCLXXVIII.

Ernest Renan a Michele Amari

[Paris, 28 janvier 1862].

Mon cher ami. Votre bonne lettre m'a fait un vif plaisir. Je vous remercie de la part que vous voulez bien prendre à ma nomination. Ça été une vraie bataille, et je sais beaucoup de gré à l'Empereur d'avoir résisté aux obsessions dont il a été l'objet. Le nonce du Pape a été jusqu'à en faire une affaire diplomatique auprès de M.r Thouvenel, qui a répondu avec beaucoup de raison, qu'il allait s'informer s'il ne se disait rien à la Propagande ou au Collège Romain qui fût de nature à déplaire au gouvernement français. Je commencerai mon cours dans un mois. Un moment, j'ai été menacé de tapage à mes premières leçons. Les étudiants catholiques, qui depuis qnelques années sont assez nombreux, avaient fait une ligue pour m'empêcher de parler. Mais j'ai appris que la majorité libérale l'avait emporté. En tout cas, j'aborderai l'orage de front; je ferai ma première leçon sans aucune réserve et avec une entière publicité (1).

Ce que vous m'apprenez de vos travaux m'a vivement intéressé. Vos affaires italiennes me paraissent aller fort bien. L'Empereur tiendra ferme, mais il faut lui tenir compte des énormes difficultés contre lesquelles il a à lutter. Le parti catholique lui fait une guerre terrible. Aucun gouvernement, même beaucoup plus libéral, n'aurait osé faire ce qu'il fait.

Mon voyage d'Orient a été empoisonné vers la fin par une peine cruelle. Ma sœur, qui m'avait partout accompagné et qui était comme un organe de ma vie morale, a été frappée à mes côtés d'un coup subit qui me l'a enlevée. Par une fatalité inouïe, presque à la même heure, je tombais sous le coup du même mal qu'elle. C'est merveille que j'y aie échappé. Je suis du reste satisfait de mes résultats. Nos monuments vont être exposés au

---

(1) Si sa che le cose non andarono come il Renan sperava; e che pei tumulti avvenuti all'apertura del corso, nel mese di febbraio, le lezioni dell'illustre scienziato furono dal governo stesso sospese.

palais de l'Industrie. Je commencerai à publier nos résultats dans le courant de l'année.

Quel service vous rendez en fondant en Italie une école d'arabisants sérieux! Je ne doute pas qu'il ne sorte de cette direction d'études des résultats très féconds. Votre histoire est si riche en contacts avec l'Orient! Si jamais les collections du Vatican deviennent vôtres, l'Italie sera sans doute un des centres les plus importants d'études orientales. . . . .

CCCLXXIX.

Michele Amari ad Isidoro La Lumia (1)

[Firenze, 17 febbraio 1862].

Carissimo amico. Non ho voluto rispondervi senza aver prima letta una gran parte del libro che mi donaste; di

(1) Isidoro La Lumia fu uno dei più valenti e stimati scrittori moderni di storia siciliana, e a profondi studj accoppiò rara sagacia e drittura singolare di giudizio. Nato a Palermo il 12 novembre 1823, studiò sotto Scinà, Borghi e Perez, e dapprima scrisse nei giornali letterarj del tempo, segnatamente nella *Concordia* (1840); poi si diede agli studj storici, che costantemente proseguì. Nel 1848 fu addetto al Ministero degli Esteri e alla direzione del *Giornale Ufficiale;* scrisse con C. F. Bonaccorsi una *Memoria* sui diritti politici della Sicilia, che fu stampata in francese a Parigi nel 1849, presso il Franck. Restaurati i Borboni, si ritirò a vita privata e tutta studiosa, finchè, nel 1860, fu chiamato a dirigere il *Giornale Ufficiale* e aggregato al Ministero. Nel 1864 fu fatto soprintendente agli Archivj siciliani; fu anche vice-presidente della Società Siciliana di Storia Patria. Morì il 28 agosto 1879, rimpianto da tutti, onorato dal Municipio, che gli eresse un monumento in San Domenico. Suoi principali lavori storici sono i seguenti: *Matteo Palizzi, frammento di studj storici del secolo XIV in Sicilia* (1859), *La Sicilia sotto Carlo V imperatore* (1862), *Giuseppe D'Alessi o la rivoluzione di Palermo nel 1647* (1863), *Gli Ebrei Siciliani* (1867), *Storia della Sicilia sotto Guglielmo il Buono* (1867), *I quattro Vicarj* (1867), *Domenico Caracciolo o un riformatore del secolo XVIII* (1868), *La Sicilia di un secolo addietro secondo i viaggiatori stranieri* (1876), *Carlo Cottone principe di Castelnuovo* (1872), *I Romani e le guerre servili in Sicilia* (1874), *La Sicilia sotto Vittorio Amedeo di Savoia* (1874), *Teofilo Folengo in Sicilia* (1878), *Antonio Veneziano* (1879), ecc. Il meglio dei suoi lavori storici è raccolto in 4 volumi, col titolo di *Storie Siciliane* (Palermo, Virzi, 1882-84). Vedi su di lui Isid. Carini, *Commemorazione*, in *Nuove effemeridi siciliane*, serie 3ª, vol. IX, 1880, e innanzi al 1° vol. delle citate *Storie Siciliane*; S. V. Bozzo, nell'*Arch. Stor. Sicil.* del 1879, e ivi stesso G. B. Siragusa; G. Lodi, nell'*Arch. Stor. Ital.*, serie IV, 1879.

che molto affettuosamente vi ringrazio, per l'opera in se stessa e per la memoria che mi date di voi.

Ben dite che la storia di quelli che furono Stati italiani convenga scriversi con lo stesso ardore che prima. Ora sta alla generazione presente il cancellare quel ch'è avvenuto! Gli stessi teologi convengono, se mal non mi sovviene, che nol può neanco l'Onnipotente. D'altronde non è storia d'Italia quella di ciascuna sua provincia, di ciascuna città? Io non credo che uomo di sano intelletto possa avervi biasimato della scelta dell'argomento; che s'altri l'abbia fatto, ditegli che sragiona, come coloro che, novelli iconoclasti senza discernimento, vorrebbero ridurre l'Italia ad una scacchiera, a un gran disco rigato di circoli concentrici, dimenticando la figura dello stivale, gli Apennini, i fiumi e il Mediterraneo. Altro è unità politica, unificazione, accomunamento di dritti e di doveri, affratellamento d'animi, e altro l'accentramento ministeriale, il chiudere gli occhi su le condizioni diverse e l'imitazione del letto di Procuste. L'accentramento è la perfezione degli sciocchi; e per me tanto lo abborrisco, quanto amo la vera e assoluta Unità nazionale.

Bello e semplice il vostro dettato, savio l'ordinamento dei fatti, sagaci e positive le deduzioni. Quando ci darete altri squarci della storia di Sicilia? Vi auguro a questo effetto salute, tranquillità ed agj, e vi stringo caramente la mano. Amari vostro.

CCCLXXX.

G. P. Vieusseux a Michele Amari

[Firenze, 24 marzo 1862].

. . . .

Io mi rallegro con voi di aver potuto scansare il Ministero della pubblica istruzione, ch'è, a parer mio, quello in cui colle

migliori intenzioni del mondo, per molto tempo ancora, sarà difficile di contentare (1).

Del resto qual'è il Ministero, nei frangenti in cui ci troviamo, che possa corrispondere all'aspettativa di tutti i partiti? E l'uomo che come voi è dedito agli studi, ed ha bisogno di quiete, non può ambire un portafoglio. . . . .

CCCLXXXI.

Bettino Ricasoli a Michele Amari

[Torino, 19 dicembre 1862].

Egregio Ministro. Le porgo il nome di un uomo meritevole di premio, persuaso che Ella stesso ne sarà lieto.

Io parto per Toscana, e Le esprimo i miei ossequi cordiali e i migliori augurj, a pro dell'opera nazionale, che vedo oggi in mano di uomini, che raccolgono la mia fiducia, e la mia piena stima. Suo obbedientissimo Ricasoli.

CCCLXXXII.

Michele Amari a Francesco Sabatier

[Torino, 20 dicembre 1862].

Caro Francesco. . , ... Io sto bene e non so come. Da 10 giorni a questa parte sono incatenato ad un posto per guardare una lanterna magica in cui passano velocissimamente professori, studenti, senatori, deputati, amici e non amici, presenti o assenti, qual con la voce e con l'impeto degli atti, qual con lettere, e tutti doman-

(1) Del Vieusseux abbiamo già osservato (I, 189) che non era un dotto; ma che aveva molto buon senso!

dano per sè o per altrui cattedre, danaro, dispense, privilegi, impieghi, o dànno consigli o si lagnano di Matteucci e del regolamento, ecc., ecc. Questo spettacolo si alterna con la lanterna magica delle carte da firmare, con le facce della burocrazia piemontese, che vuol mettere nel suo letto di Procuste l'insegnamento pubblico di tutte le altre provincie, comandare gli istitutori e i professori come tanti soldati, e tirare una infinità di circoli concentrici e di raggi dal centro-Torino alla circonferenza più lontana.

Vedete che v' ha di che impazzare o peggio cretinizzarsi, con buon permesso della Crusca. Ora, se il desiderio non m'inganna, comincio a distinguere qualche lineamento e qualche colore in quell'arco-baleno confuso della lanterna magica. Molti deputati e senatori partono in fretta per le case loro, nè siamo obbligati a stare un tre o quattro ore alla Camera. Perciò mi giova sperare che si calmi il mio capogiro. Vedete che già vi scrivo, spero, senza sragionare.

. . . .

CCCLXXXIII.

Cesare Cantù a Michele Amari

[Lago di Como, 31 dicembre 1862].

Signor Ministro. Storico a storico dovete tollerarmi un'alquanto lunga esposizione di fatti. Il decreto 5 agosto 1859 voleva che gl'impiegati stati destituiti dal Governo austriaco per ragion politica, potessero far valere i loro titoli come avessero continuato nel servizio. Io, destituito dal Governo austriaco per ragion politica, nè mai più reimpiegato o altrimenti provveduto, chiesi l'applicazione di questa legge. Il Ministero dell'istruzione e quel delle finanze vi cercarono opposizioni, tanto che dopo un pajo di anni d'aspettazione, dovetti introdurre la causa davanti ai Tribunali. Accertato da tutti che l'avrei vinta, proposi ripetuta-

mente ai ministri succedentisi che sopissero la cosa dandomi un impiego conveniente a' miei studj e alla mia età, ed equivalente press' a poco al soldo che mi toccherebbe di riposo; ed io avrei voluto più volentieri guadagnar questo lavorando, che averlo per conseguenza d'una sentenza. . . . .

. . . .

E senza più, a un ministro non mancano occasioni, quando creda bene l'utilizzare un uomo, che logorò tutta la vita per far onore al suo paese. Che se voi mi direte come i vostri predecessori, d'aspettare, che verrà tempo, che si farà, io, « su per le infeste dita ridendo » novererò i miei anni, metterò la vostra lettera in serie colle più lusinghiere datemi dai vostri predecessori e dal Cavour, e non per questo scemerò punto la stima, della quale vi diedi pubbliche prove quando non erano nè di moda, nè senza pericolo (1), e la benevolenza di confratello; colle quali vi prego a scusarmi di questa lungagna, e tenetemi sempre per vostro obbligatissimo CESARE CANTÙ.

---

(1) Ci è venuto voglia di rintracciare queste testimonianze di stima date in varj tempi dallo storico comasco all'Amari: ed ecco che cosa abbiamo trovato.

Nella *Storia Universale* (citiamo la 3ª edizione: Torino, Pomba, 1844, vol. XIII, pag. 449), il Cantù adottando la conclusioni dell'Amari, dice Rugger di Loria « traditore della causa siciliana, come già aveva fatto Giovanni da Procida » e cita un passo del *Periodo delle storie siciliane*; e poi nelle aggiunte in fine al volume (pag. 939) scrive: « Già era pronto alla stampa questo libro, quando mi pervenne un'opera intitolata *Un periodo*, ecc., scritta da Domenico (*sic*) Amari, uno di que' valenti e studiosi siciliani che di tempo in tempo, dirigendomi bei lavori, mi attestano istruendomi come non sia fra loro perita la mia memoria. È opera che prenderà posto fra le migliori storiche dei giorni nostri, e io son dolente di non essermene potuto giovare nella redazione della mia; contento insieme di trovarmi seco d'accordo nel principale. E in prova voglio qui addurre un'appendice sua, ove discute sulla tanto famosa congiura dei Vespri Siciliani »; e qui riferisce tutto l'esame critico degli scrittori che parlarono del Vespro. Non sappiamo se nelle edizioni successive della *Storia Universale* siano conservati ancora questi elogj e questi riferimenti dal libro dell'Amari; ma nella *Storia degli Italiani* (ediz. del 1875, Torino, Unione Tip., VII, 265), in nota, si trova: « Michele Amari (*Un periodo*, ecc., Palermo, 1842) sfronda l'alloro che la storia e la poesia attribuiscono a Giovanni da Procida e Ruggero di Loria, ch'ei chiama *stranieri*, perchè della terraferma. Molti lo confutarono ». E nella *Cronistoria dell'indipendenza italiana* (Torino, Unione Tip., 1873, II, 748: — questo stillato di tutte le bizze, le borie e la malafede storica del Cantù ebbe fortunatamente una sola edizione) — ripetute su per giù le parole su citate, aggiunge in

CCCLXXXIV.

Cesare Cantù a Michele Amari

[Milano, ... 1863?].

Signor Ministro. M'affretto a rispondere unicamente per ringraziarvi dell'umanissima vostra, e per rimovere il dubbio che io avessi dubitato d'alcun vostro disfavore nel fatto della pensione. È una cosa positiva, dove non può essere d'ogni circostanza informato se non chi ebbe interesse a studiarla, e a me fa già meraviglia che voi, fra tant'altre importanze, abbiate potuto e voluto conoscerne tanto. Ed a voi e ai vostri predecessori io non aveva cercato se non che togliessero di mezzo la controversia col modo ch'essi aveano in pronto: ma ciò non entra nell'aspetto giuridico. Non sono però pentito d'avervi dato noia, poichè ciò mi valse graziosissime parole da parte vostra, che mi saranno di compenso a ingiustizie per parte altrui. E sicuro della vostra benevolenza, ho caro di potervi ripetere le espressioni di stima, anteriori al vostro inalzamento, e che non saran mutate quando gli avvenimenti vi avranno tornato semplice membro di questa repubblica, nella quale io sono vostro obbl.mo e aff.mo collega.

---

nota: « Nell'edizione del 1855 dice (l'Amari) che il suo libro nacque dalle passioni che fervevano in Sicilia innanzi al 1848 e come manifestazione politica »; professa che allora i patriotti siciliani miravano a forma di reggimento diversa da quella a cui aspirano oggi, e che allora, « all'infuori d'una scuola accesa di fede apostolica », e però accusata di camminar troppo lungi dagli intenti pratici e possibili, il rimanente degli Italiani scendeva alle transazioni, agli espedienti, al manco male, ciascuna provincia fidavasi in un rimedio empirico suo proprio. Egli stesso avverte che il suo libro, perseguitato dal Governo napoletano, nol fu dalla Corte di Roma, « per ipocrisia guelfa che fingea di sorridere alle idee di riscatto italiano ». Rubieri, nello *Spettatore* di Firenze, rivendicò la reputazione di G. da Procida sopra documenti non nuovi, ma che l'Amari ignorò o non volle trarne tutte le conseguenze ». Queste, a cognizione nostra, le citazioni e i giudizj del Cantù rispetto all'Amari! Aggiungiamo poi che nel volume v della *Storia degli Italiani*, dove si tratta dei Musulmani in Sicilia, non è mai ricordata la storia dell'Amari: appena in una nota la *Biblioteca arabo-sicula*, per dire che « vi si riscontrano circa cencinquanta scienziati, letterati, poeti musulmani in Sicilia »; e basta. Se non che, la *Storia dei Musulmani* dell'Amari resta monumento imperituro; dei grandi zibaldoni del Cantù, fra breve, rimarrà appena la memoria dei titoli.

CCCLXXXV.

MARCO MINGHETTI a Michele Amari

[Torino, 17 febbraio 1863?].

Caro amico. Ricevo stamane il gentil dono del vostro volume dei *Diplomi arabi.* Oh perchè non ho io il tempo di leggerlo! Quanto più cara e più diletta mi è la conversazione delle Muse, che quella delle Gabelle e delle Tasse! Ma oggi, immerso nelle cifre non posso seguire il mio talento. Verrà giorno, spero, che mi sarà lecito il farlo, e il vostro volume, istruendomi e dilettandomi, mi ricorderà un amico cordiale.

CCCLXXXVI.

MICHELE AMARI a Ernesto Renan.

[Turin, 25 fevrier 1863].

Mon cher monsieur. Les successeurs de Franck en face la Bibliothèque imperiale vont vous remettre un exemplaire des *Chartes Arabes* de Florence, que je vous offre comme Ministre de l'instruction publique de l'Italie. Vous voyez par là que l'Italie marche toujours dans la voie de la perdition. Sa Sainteté ne recevra pas cet hommage que nous offrons à l'avocat du diable — je vous demande pardon, c'est ce pauvre Aug. Thierry qui vous appelait ainsi et il vous aimait bien; peut-être il vous enviait le courage de vos opinions. . . . .

. . . .

Donnez-moi de vos nouvelles. Allez-vous recommencer vos cours? Avez-vous entrepris, comme on me l'assure, la

biographie du Christ? Plaignez un pauvre dilettante d'études, condamné aux détails infinis d'une administration centralisée et nouvelle, et aux mille prétentions des vanités et des intérêts . . . .

CCCLXXXVII.

ERNESTO RENAN a Michele Amari.

[Paris, 3 mars 1863].

Mon cher ami. Depuis bien longtemps je songeais à vous écrire, pour vous dire avec quelle sympathie et quel redoublement d'amitié je vous suis dans la part que vous prenez à l'une des œuvres les plus grandes et les plus méritoires de notre siècle. Un mot que j'avais remis pour vous à une tierce personne ne vous est pas, je le vois, encore parvenu. En acceptant le ministère, avec le caractère que je vous connais, vous avez fait un acte d'abnégation dont je vous félicite vivement. L'Italie réussira, et c'est à des hommes comme vous qu'elle devra son succès. J'admire, sans m'en étonner, que vous ayez encore du temps pour nos études. Je n'ai pas encore reçu vos *Chartes Arabes;* je les lirai avec le soin qu'elles méritent. J'en parlerai dans le *Journal des Debats.* Avez-vous chargé M.r Reinaud d'en présenter un exemplaire à l'Académie? Si vous ne l'avez fait, je vous le conseille. . . . .

Je n' ai rien de nouveau pour mon cours; je désespère de la réouverture. Dans les grandes comme dans les petites choses, c'est toujours cette politique de tergiversations et d'atermoiements que vous êtes payé pour connaître.

Je prépare, en effet, ma *Vie de Jésus*, qui paraîtra, je pense, dans deux mois. Je n'ai pas besoin de vous dire dans quel sens elle est écrite. Les partisans des miracles ne seront pas satisfaits. Je ne sais trop ce qui adviendra. Je vous dirai entre nous que, si j'étais déstitué, il est très probable que je serais porté aux élections à Paris. Il est même possible qu'en tout cas je sois porté dans quelque circonscription. Cela me sourit médiocrement;

j'aurais mieux aimé mon paisible et libre enseignement. Mais ce n'est pas ma faute si je n'ai pu le fonder. D'ailleurs, mon élection, si elle avait lieu, aurait un sens dont je me féliciterais hautement, et pour amener une telle manifestation, je serais prêt à bien des sacrifices. Ce ne sont là que des possibilités; je joue en ce moment une partie fort serrée, dont je ne vois pas bien l'issue.

Tous nos anciens amis communs sont bien et ont été sensibles à votre souvenir. Croyez à ma bien vive amitié. E. RENAN.

CCCLXXXVIII.

MICHELE AMARI a Ernesto Renan.

[Turin, 28 Juin 1863].

Mon cher M.[r] *Renan.* Hier soir j'ai reçu par le ministère des Affaires Etrangères votre *Vie de Jésus.* Je vous serre la main deux et trois fois pour votre souvenir amical, pour votre attention délicate: c'est un bonheur pour moi qu'un ami dont je suis fier, ne m'ait pas oublié. Mille tonnerres sur le ministère et sur la politique! A l'heure qu'il est j'aurai dévoré votre livre, attendu depuis quelques mois; desiré, vous en rappelez-vous? depuis 4 ou 5 ans, lorsque je quittais pour quelques moments mon catalogue et je vous poussais contre les rayons de la salle en vous priant d'entreprendre un ouvrage sur les origines du christianisme: vous, le seul capable d'aborder un tel sujet. Eh bien! je n'ai pu lire que l'*Introduction* et les premières pages du livre, depuis une nuit et une demi-journée que je suis possesseur d'un tel ouvrage. Mais voilà qu'il m'a fallu assister ce matin au conseil du roi; plus tard va se réunir le conseil des ministres, et à 6 h.[s] nous allons jouer le rôle de comparses dans la distribution des prix au tir national. Dans quelques jours cependant j'aurai

achevé votre volume coûte que coûte. Agréez pour le moment mes remerciements; je vous témoignerai tantôt mon admiration.

Quoique ennuyé de mon genre de vie actuel, il faut marcher toujours: ce serait puéril de se retirer par le seul fait de l'ennui d'un ministère, qui mène la barque le moins mal possible et dont les membres sont parfaitement d'accord. Nous allons discuter aujourd'hui dans le conseil un projet de loi sur la suppression des ordres religieux dans les provinces où ils éxistent encore, et sur le règlement des biens écclesiastiques dans tout le royaume. Le pays est parfaitement disposé à accepter cette loi, et nous n'avons aucune raison de ménager la mauvaise secte, qui nous joue les tours les plus pendables à chaque moment.

J'ai mené à la Cour d'Assises le frère Théoger et cinq de ses coaccusés pour outrage aux mœurs dans le Collège de S. Primitif à Turin. Je ne vous dirai pas quelles luttes j'ai dû soutenir pour arriver à la punition de ces cochons là! Mais ils ont été bien attrapés. Depuis trois jours les scandales des pères se font jour dans le public, nonobstant les huis clos du Tribunal. Il est probable que les *Ignorantins* seront obligés de se retirer de toute l'Italie actuellement italienne avant même la suppression des ordres.

J'ai reçu votre lettre du 6 par M.r Severini. En vous remerciant de l'appui et des conseils que vous lui avez donnés à Paris, je vous dis que je l'ai recommandé à mon collègue des Affaires Etrangères pour une mission ou une place consulaire en Chine. Si cela ne me réussit pas, je tâcherai de le renvoyer à Paris l'hiver prochain. Adieu. Votre ami dévoué M. Amari.

CCCLXXXIX.

Augusto di Cossilla (1) a Michele Amari

[Palermo, 16 luglio 1863].

Ill.mo signore. Il comm. Peruzzi mi ha partecipato che la V. S. opinava per la nomina del marchesino di Rudinì a sindaco di questa città. Desso ha tutti i numeri per quella carica, e solo l'invidiabile difetto di essere spaventosamente giovane! Gli ho fatto parlare dal cav. Di Giovanni, gli ho parlato io stesso: non vuol dire che accetterà, ma se il Governo lo nominerà non ricuserà. Resterebbe a vedersi come la città prenderebbe la cosa, ma si sa la difficoltà che vi ha a trovare un sindaco, e forse l'opinione pubblica non sarebbe sfavorevole a quel giovane patrizio, uno fra i pochi che non poltrisca nell'ozio, come fanno pur troppo qui quasi tutti (2) . . . .

. . . . . Ho partecipato a questo rettore, quanto mi ha scritto circa l'Università, e parteciperò al cav. Di Giovanni quanto mi

---

(1) Il Conte Augusto Nomis di Cossilla era allora prefetto di Palermo. Nato a San Benigno agli 8 ottobre 1816 entrò nell'amministrazione provinciale, e nel 1840 era sott'intendente a Mortara; indi, progredendo nei varj gradi della carriera, a Annecy, a Cuneo, a Chiavari, a Genova, a Susa, a Mondovì, a Voghera, a Cagliari. Nel 1859 era vice-governatore a Torino, dove, rinunciato agli ufficj governativi, fu sindaco nel 1860 per breve tempo, entrando a far parte del Parlamento, qual rappresentante di Cagliari e poi d'Imola. Nel '63 (11 gennaio) venne mandato prefetto a Palermo, donde ai 26 marzo '65 passò a Genova. Collocato in aspettativa nel 1867, ebbe il riposo nel settembre 1869, dopo essere stato, ai 12 marzo 1868, nominato senatore, e morì ai 16 ottobre 1881. Lasciò al Museo Civico di Torino una cospicua raccolta di autografi cominciata dal padre e da lui accresciuta, formata di 34 mazzi di autografi varj, di 4 di cardinali e di 16 di principi. Negli ozj degli ultimi anni, molto, ma non bene, tradusse dal tedesco, e di lui ricordiamo la versione di due opere del Reumont, *La Contessa di Albany* (Genova, Sordo-muti, 1860) e il *Gino Capponi e i suoi tempi* (Milano, Hoepli, 1881, 2 vol.). Inoltre, presso i Le Monnier, l'*Eugenio di Savoia* dell'Arneth (1872, 2 vol.), e presso il Manini di Milano, il *Michelangelo* di E. Grimm, il *Petrarca* del Geiger, i *Ricordi del viaggio in Italia* del Goethe, e i *Ricordi d'Italia* del Gregorovius, ecc.

(2) Ognuno ricorda che la giovane età non impedì al Di Rudinì di segnalarsi come sindaco di Palermo, per abnegazione e coraggio, nella insurrezione del 1866.

fa sapere per il Duomo di Monreale. Godo che la V. S. abbia apprezzata la mia proposta, e che vi ha probabilità di fare qual cosa per quell'insigne monumento. Credo gioverebbe anche dal lato politico. Se sarà votata la legge per la deportazione, la sicurezza pubblica sorgerà come per incanto in Sicilia. Qui non si conosce altro che l'isola, e si crede che fuori di questa non si possa vivere. . . . .

CCCXC.

Michele Amari a Antonio Salinas (1).

[Torino, 22 settembre 1868].

Caro Salinas. Mentre aspetto con impazienza il vostro lavoro sugli scavi alla Santa Trinità, rispondo subito al capitolo non letterario della vostra del 10. Il ministro della Pubblica Istruzione è un centauro con volto di sapienza e corpo di economia: l'uomo pensa una cosa e la bestia ne fa un'altra: la bestia costrutta di regolamenti, bilanci, pregiudizj pubblici, riguardi del mondo. Ecco che pei posti di studio all'estero parmi pessimo espediente il concorso, assurda una durata uguale per tutti, ecc., ma il regolamento Matteucci ha prescritto appunto il concorso ogni anno nelle sei università, nè è conveniente disfare quelle disposizioni a ogni tratto, nè si può dopo una promessa legale ristorare l'arbitrio del ministro in luogo del concorso, il quale ha apparenza di maggiore uguaglianza e giustizia. Come avrete visto nella *Gazzetta Ufficiale*, io ho regolato i concorsi, ma li ho pur mantenuti. La conclusione è, nel caso vostro, che finito il tempo della missione in Grecia abbiate a ritornare in Palermo, dove

(1) Ora valente professore di archeologia nell'Università di Palermo.

per altro vi aspetta l'Archivio, nè io potrei difendervi più lungamente contro il ministro dell'Interno, il quale minacciava come sapete di provvedere il vostro posto. Andrà a monte il mio sogno di farvi studiare a Parigi nella scuola di M.r Hase, ma dovete confessare che voi n'avete un po' di colpa coll'amore che vi prese degli studj tedeschi. Non ve ne fo rimprovero, e forse, tra Berlino, Vienna ed Atene vi troverete più innanzi che se foste andato a Parigi. In Palermo potreste domandare di fare un corso libero di archeologia all'Università: e sarebbe la strada più degna alla cattedra, che vi guadagnereste a punta di baionetta. Troverete forse in Sicilia cominciati gli scavi nel tempio di Diana a Siracusa, acquistati preziosi capi d'antichità nel Museo palermitano, aperto allo studio il gabinetto numismatico, che Valenza dona all'Università, dato nuovo impulso alle ricerche archeologiche dalla Commissione presieduta dal Di Giovanni e composta di Perez, Guarneri, Lumia. D'ufficio o fuori ufficio voi darete una mano ai lavori della Commissione, la quale or è composta in guisa da escludere i pettegolezzi.

State sano, durate nel santo furore per gli studj e vogliatemi bene. Amari vostro.

CCCXCI.

Michele Amari a Francesco Sabatier

[Torino, 15 ottobre 1863].

. . . .

. . . . . Sì, caro amico, io lo so che molti gridano contro di me, specialmente in Toscana, dove ognun solea fare quel che gli piacesse, ed ottenere un po' di quel che desiderasse purchè rincalzato da buone raccomandazioni. Or io

non guardo altro che l'interesse generale: e se gli individui rimangono schiacciati dalla ruota, me ne duole; pur non trattengo il carro, e quando sia uopo, metto io il primo una gamba sotto la ruota perchè me la schiacci. Inoltre tengo che le leggi si debbano eseguire, spiaccia a chi spiaccia. Infine, son necessitato a fare risparmj, a badare che non cresca il numero degli impiegati, a resistere a tutti che domandano aumenti di stipendio . . . . .

CCCXCII.

Henry Martin (1) a Michele Amari

[Paris, 16 novembre 1863].

Mon cher ami. Permettez-moi de recommander à votre bienveillante attention un professeur français de grand mérite, qui se présente comme candidat à la chaire de littérature française à Turin: M. Challemel-Lacour. Fond solide, forme élégante et brillante, moralité élevée, connaissance des langues et des littératures modernes, afféction eclairée pour l'Italie, tout est là réuni pour faire un candidat accompli, si la chaire est maintenue, comme il est bien désirable. On ne multipliera jamais trop les liens entre nos deux patries.

Je ne vous donne point de détails sur les titres de M.r Challemel; je sais que l'excellent et respectable M.r Dubois, et aussi M.r Vacherot, ses deux anciens chefs, et dont le témoignage est d'un si grand poids, vous ont écrit à ce sujet. Mais j'ai tenu à

(1) L'amico e biografo di Manin, nacque a S. Quentin il 20 febbraio 1810. Studiò diritto, e sul primo scrisse romanzi e compilò libri per le scuole: poi nel 1834 concepì l'idea di una nuova Storia di Francia, che, a forza di successivi miglioramenti dal 1834 in poi, divenne quella *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789*, che fu più volte riprodotta e più volte premiata dall'Accademia. Essa è il principal titolo del Martin alla gloria; noi italiani ricordiamo con rispetto e gratitudine il suo lavoro su *Daniele Manin* (Paris, 1859), amicissimo suo, del quale condusse le ceneri in Venezia, appena fu libera. Morì ai 14 dicembre 1883.

honneur de me joindre à eux pour servir à la fois et l'Italie et notre digne compatriote.

Je crois que les grands évènements approchent: il est bien essentiel que l'Italie ne se méprenne pas sur la question polonaise; j'ai écrit aujourd'hui pour cette question à notre ami Peruzzi. J'ai passé toute cette année, ou à peu près, à l'étudier, et ma conclusion est que les Russes sont et resteront les *barbares:* en d'autres termes, qu'ils ne sont pas et ne sauraient être de la famille européenne, et que la Pologne appartient à l'avenir et non au passé; que, régénérée, elle ne sera pas l'instrument du parti catholique, mais une des forces du parti de la liberté.

Tout à vous de cœur H. Martin.

CCCXCIII.

Jules Michelet (1) a Michele Amari

Paris, 17 novembre 1863.

Très cher monsieur. Votre lettre nous a fait un immense bonheur; que *la grande* Italie se comprenne si bien, et la situation! c'est magnifique, inattendu. Vous êtes un peuple *politique*, le premier par le temps, et l'initiateur, le premier par l'intelligence; aujourd'hui le plus *positif.*

Serait-il vrai qu'on supprimerait la chaire de littérature française? je le regretterais: c'est un lien entre les deux nations.

Mais il faut un français *très français*, quasi italien par l'*ingegno.* Nous avons ici un homme, brillant et solide, sorti *le premier* de l'École normale et de *l'agregation*, qui s'est un peu avancé en 1848, et qui a été quelque temps éxilé, aujourd'hui à Paris, mais *le même*, d'opinion libérale, et moderée pourtant.

Il a bien les avantages physiques qui vont à l'Italie, outre la figure, *la parole*, 35 ans, l'improvisation agréable et féconde, ma foi! que dirais-je? un français.

Que pensez-vous de celà? je pourrais vous donner beaucoup de renseignements, de témoignages — vous les aurez, si vous voulez.

---

(1) La fama del Michelet (1793-1874) e la notorietà dei suoi lavori storici e di scientifica divulgazione, rende superfluo ogni ragguaglio sulla sua vita operosa ed intemerata, e sulla sua fecondità come scrittore.

— M. Challemell-Lacour (c'est son nom) demeure ici Boulevard Beaumarchais, 95.

Vous êtes avec la France en froid, hélas! trop légitimement, et cependant ce grand lien ne peut être rompu, c'est l'intérêt du monde. Les dynasties passent. Les religions passent. *Les nations restent.* Donc, réchauffons cette vraie, et cette étérnelle amitié.

Un homme agréable, plein d'ésprit, de tact, *et à qui vous diriez un mot*, n'y gâterait rien.

Je vous salue de cœur, cher monsieur. Ma femme vous adresse ses compliments affectueux. J. MICHELET.

CCCXCIV.

E. L. FLEISCHER a Michele Amari

[Leipzig, 26 novembre 1863.]

Mon illustre ami. D'après le tableau que vous me tracez dans votre lettre du 3 septembre de vos travaux et tracas journaliers, je conçois que dans les moments de relâche, lorsque vous jetez un regard en arrière, votre chaire d'Arabe doit vous paraître un petit paradis perdu. Heureusement la photographie dont vous m'avez fait un précieux présent, loin d'exprimer une langoureuse résignation, annonce un homme qui a pris son parti et qui dit: « je ne veux ni abandonner mes amis ni tourner le dos à mes ennemis ».

J'aime à penser que la sérénité de vos traits est le reflet de celle de votre intérieur, et je prie le bon Dieu de vous les conserver l'une et l'autre dans le ministère et hors du ministère.

J'ai à vous remercier non seulement de votre portrait, mais aussi de l'article sur un curieux dinar de Moezz dans la *Revue italienne* du 11 octobre 1863. Je voudrais être plus fort sur la numismatique arabe que je ne le suis en réalité, pour que mon assentiment à votre explication pût avoir quelque prix pour vous. . . . .

CCCXCV.

P. A. Challemel-Lacour (1) a Michele Amari

[Turin, 27 novembre 1863].

Monsieur le ministre. — Je ne saurais quitter l'Italie sans vous remercier encore une fois de la parfaite courtoisie que j'ai trouvée en vous. Le regret que j'éprouve est grand, d'avoir vu m'échapper l'espérance de me refaire ici une patrie, et je suis affligé de ne pouvoir mêler ma voix au travail d'un grand peuple qui se régénère. Mais ce regret est tempéré par le sentiment de l'accueil que j'ai reçu partout.

D'ailleurs, il m'en coûterait trop de regarder votre décision actuelle comme absolument irrévocable.

L'existence d'une chaire française de langage, mais italienne de sentiment et de but, est toujours légitime à Turin; elle peut être de nouveau considerée comme utile et même comme nécéssaire. Si des informations nouvelles, si quelque modification dans les circonstances ou dans la pensée du ministère, vous ramenaient à l'idée de relever la chaire française, ce que, tout intérêt personnel à part, je regarde comme extrêmement souhaitable, j'ose espérer, monsieur le ministre, que vous vous rappellerez mon nom et ma bonne volonté.

---

(1) Paolo A. Challemel-Lacour, ora presidente del Senato francese, è nato ad Avranches ai 19 maggio 1827. Uscito dalla Scuola Normale, fu professore di filosofia in provincia; venne esiliato dopo il colpo di Stato, e nel 1856 fu professore a Zurigo. Rientrato in patria per l'amnistia, fu direttore della *Revue moderne*, gerente della *Revue des deux mondes*, e scrittore in parecchi giornali politici. Nel 1870 fu mandato prefetto a Lione, ove tenne testa ai comunardi, e lo fece con tale energia da cagionargli più tardi odj e processi. Nel 1872 venne eletto deputato, senatore nel 1874, rivelando qualità di grande oratore. Fu anche ambasciatore a Berna e a Londra, e nel 1882 ministro col Ferry, degli affari esteri. Di scritti suoi di qualche polso non conosciamo se non l'introduzione alla *Storia della filosofia moderna* del Ritter, e un saggio su *La philosophie individualiste*, studiata in Guglielmo di Humboldt. Ciò tuttavia gli valse, in contrasto col dottissimo Gaston Paris, l'elezione all'Accademia come successore del Renan, avvenuta quasi contemporaneamente all'elezione di presidente del Senato.

Je vais retrouver à Paris beaucoup d'hommes, qui ont gardé de votre séjour au milieu d'eux un souvenir bien cher. Comme français et comme amis de l'Italie, ils s'affligeront peut-être des nécessités qui vous ont empêché de tenir compte de leurs instances en ma faveur. Quant à moi, je ne pourrai que leur exprimer ma reconnaissance de m'avoir mis en relations avec vous. Ces relations ne finiront pas là, je l'éspère: je serai toujours heureux de les renouer ou de les resserrer. Recevez, monsieur le ministre, mes salutations respectueuses. CHALLEMEL-LACOUR.

CCCXCVI.

MICHELE AMARI a Ernesto Renan

[Turin, 27 novembre 1863].

Mon cher M.r Renan. Après une lettre de vous, renfermant un jugement tel que celui que vous donnez, il n'aurait resté à ce pauvre ministre d'autre parti que celui de nommer au plutôt M.r Challemel-Lacour. C'est ce que j'aurais fait immèdiatement, écrasé par votre autorité et charmé par la conversation de M.r Challemel lui-même, que j'ai vu quelques instants après avoir lu votre lettre. Je ne l'ai pu; et voici pourquoi.

Au moment où M.r Denis a donné sa demission, le corps académique de l'Université de Turin a proposé de nommer un professeur *effectif* de littérature grecque à sa place. Ce n'est pas que la chaire de grec doive remplacer celle de français, car l'une et l'autre sont dans la liste de la faculté des lettres; mais le nombre des professeurs effectifs établi par la loi est moindre que celui des chaires, de manière qu'il faut en donner quelques unes à des professeurs extraordinaires. Or le corps académique a demandé un professeur ordinaire pour la littérature grecque, sauf à placer sur l'autre chaire un professeur extraordi-

naire (qui est annuel et ne jouit que de la moitié à peu près du traitement) ou bien un *chargé*, plus précaire et plus pauvre encore. Je ne pouvais pas, honnêtement, annuler l'avis de l'Université. J'aurais trouvé, il est vrai, dans la loi un pouvoir discretionnaire; mais je n'ai pas voulu, je ne pouvais pas en conscience user de ce pouvoir. Nous avons en Italie 15 universités du gouvernement avec 5 ou 600 professeurs: elles coûtent énormément et en même temps tiennent très bas le niveau de l'enseignement. Il faut donc en supprimer la plus grande partie: je prépare à cela l'opinion publique; et il le faut bien, pour que le pays et le parlement permettent l'ampûtation d'une demi-douzaine d'universités. En attendant que le fruit se murisse, il faut être très sobre en fait de chaires de luxe, comme on les appelle. Il le faut aussi à cause de nos finances et de l'opinion de la Chambre et de mes collègues, qui n'est pas favorable lorsqu'il s'agit de nouveaux professeurs. Dans cet état de choses j'ai cru devoir porter cette petite affaire au conseil des ministres; je n'ai pas été favorable à la nomination d'un nouveau professeur et mes collègues m'ont absous de tout scrupule à cet égard. Je n'ai donc à regretter que l'accomplissement d'un devoir dur et désagréable, mais bien un devoir d'après ma conscience.

Votre *Vie de Jésus*, grand évènement littéraire de nos jours, va devenir, je le crois, un évènement religieux. De Milan à Palerme l'on vend des milliers d'exemplaires de la traduction par mois. La charmante poésie de votre récit se dissipera peut-être après la lecture: la vérité historique va rester dans les esprits, avec ou sans elle. C'est un coup fatal que vous portez à la superstition. Je vous serre la main. M. AMARI.

CCCXCVII.

Bettino Ricasoli a Michele Amari

[Brolio, 19 gennaio 1864].

Eccellenza. Da più tempo mi occorre pregarla di alcuni momenti del suo prezioso tempo per dirmi se sia conciliabile il desiderio di un mio amico tedesco, professore a Francoforte. Un po' il desiderio di non tediarla per scritto, e il proposito che io aveva, e che ho tuttora, di recarmi costà, mi hanno fatto tenere in sospeso ogni atto a ciò relativo. Ora sono stretto alquanto dal desiderio di dare al mio amico una risposta, già troppo ritardata, onde egli non resti in una fiducia che potrebbe restare vana. Credo che le mire di questo dotto professore risulteranno ancor meglio dalle lettere stesse che egli mi scrive, e che io mi prendo la libertà di sottoporre alla sua lettura e alla sua considerazione. Ella, egregio ministro, non ha bisogno di scrivermi una lunga lettera; ella intende me, come io intendo lei, perchè non è qui tanto questione di favorire un mio amico, anzi non è punto questione di ciò, ma piuttosto è argomento di scienza, e un poco anco di politica. — L'interesse politico, però da mettersi dopo il primo, sarebbe di crescere le relazioni con un popolo che, senza l'Austria di mezzo, a quest'ora sarebbe tutt'uno con il popolo italiano per relazioni spirituali e materiali. — *È questa possibile cosa?* — Ecco tutto quello che io chiedo dalla bontà sua, onde io possa poi dire al mio amico ciò che abbia a credere, o non credere.

Mi abbia, pieno di rispetto per lei, per sempre suo obbedientissimo Ricasoli.

CCCXCVIII.

Michele Amari a Leopoldo Galeotti (1)

[Torino, 25 febbraio 1864].

Carissimo amico. Nell' *Opinione* di domattina vedrai forse la risposta all'articolo della *Nazione*, ristampato oggi dal *Diritto* con un cappello Matteucci. Si tratta dell'argomento medesimo (2) della cara tua lettera alla quale io rispondo.

---

(1) Nacque a Pescia ai 20 agosto del 1813; studiò diritto e si stabilì a Firenze. Infervorato nelle idee neoguelfe risorte in quel tempo, seguendo le orme del Gioberti e del Balbo scrisse un trattato *Della sovranità e del governo temporale dei Papi* (2ª ediz., Losanna, Buonamici, 1847) dedicato al Capponi, del quale fu sempre devoto amico. Cogli atti e cogli scritti e nei pubblici ufficj prese parte agli avvenimenti toscani del 1848, cercando anch'egli di governarli col senno e colla prudenza, e fino all'ultimo non disperò che il Granduca restaurato non volesse appoggiarsi agli ordini costituzionali. Disingannato, si ritrasse a vita privata, esercitando l'avvocatura e pubblicando nell'*Archivio storico* dotte memorie su Marsilio Ficino e su Trajano Boccalini. Nel '59 fu ardente fautore del moto che condusse all'unificazione; scrisse assiduamente nella *Nazione*; fu deputato all'Assemblea toscana e autore della relazione per la reggenza del Principe di Carignano. Deputato di Pescia al Parlamento italiano, ne fu segretario nella VII e VIII Legislatura; di quel primo Parlamento, che rimane come un lontano e non revocabile ideale di patriottismo, di senno e di onestà, descrisse la vita e le opere col libro: *La prima Legislatura del Regno d'Italia*, studi e ricordi (2ª ediz., Firenze, Le-Monnier, 1864). Fu spesso relatore di bilanci, specie di quello della istruzione. Il 15 novembre '74, dopo essere stato rieletto cinque volte deputato, fu fatto senatore. Morì il 29 agosto 1884. Intelletto nobilissimo, retta coscienza, facilità e piacevolezza di eloquio lo rendevano carissimo agli amici, ch'ebbe molti e costanti. Disinteressato e senza ambizioni, animato dal sentimento del dovere e da verace patriotismo, egli è uno di quei cooperatori del risorgimento italiano, a cui il memore pensiero si volge con mestizia, sopratutto constatando come di uomini al pari di lui, in ogni parte lodevoli, siasi andata diradando la schiera. Lasciò i manoscritti del suo celebre concittadino Francesco Forti e il proprio carteggio politico alla Biblioteca Riccardiana di Firenze, e da esso recentemente, per nozze Del Lungo-Bacci, furono tratte alcune Lettere importanti assai a lui dirette dal Ricasoli, e che trattano dell'ordinamento d'Italia per *regioni*, argomento sul quale il Galeotti discorse anche in una serie di articoli della *Nazione* nel 1860.

(2) L'argomento, come si vede poi, è il prestito dei codici agli studiosi. La questione fu mossa dalla *Nazione* nel n. del 23 febbr. 1864.

Falso che il ministero abbia mai permesso di prestare a casa le carte degli Archivj. Vero e giusto pei libri stampati ed anco pei codici, ma in limiti ristrettissimi, sì per le persone e sì pel tempo e per la qualità delle opere. Dal 1861 in qua, che si pratica il prestito fuori Biblioteca, come in tutto il continente europeo *dalla Russia infino alla Francia*, soli *13* manoscritti sono stati prestati dalle Biblioteche del Regno, e la più parte, cioè quelli pei quali è scaduto il termine, sono stati già restituiti. Il prestito non dà occasione in alcun paese a furti o dispersione di libri, sendovi una persona direttamente risponsabile ed una persona sempre ragguardevole e conosciuta. I lavori serj non si possono condurre senza cotesto aiuto.

Povero ed esule in Francia, io ebbi a casa mia dal 1842

Io allora mandai una lettera a codesto giornale, che la inserì nel n. del 7 marzo, ove difendevo la causa degli studiosi; la *Nazione* replicò il 12 marzo, e io feci una seconda lettera, inserita nel n. del 19. Venne in mio aiuto il prof. Comparetti, che riferì una calzantissima lettera a lui diretta in proposito dal Mommsen; ambedue furono riportate nella *Rivista italiana colle Effemeridi della pubblica istruzione*, nel n. del 27 marzo. Il deputato Siccoli, sebben privo d'ogni competenza in materia, ma per quel dono dello Spirito Santo parlamentare che permette ad ogni eletto di discorrere d'ogni cosa, interpellò in proposito l'Amari, dicendo fra le altre cose non doversi permettere che « un povero studioso che si parta da Pekino, ed a prezzo di grandi sacrifizj giunga finalmente fra noi per consultare un codice, si senta dire che quel codice agognato è fuori della Biblioteca, e si trova in quel momento nel gabinetto confortabile di un qualche dotto alla moda (*sic*), ben visto in corte (*sic*), i cui mezzi permettongli di coltivar le scienze, seguendo un regime di vita ben diverso da quello prescritto a tal uopo dal Petrarca ». Infatti si sa che gli studiosi italiani i quali lavorano sui codici sono epuloni, vivono *alla moda* e sono tutti ciambellani! Alle minchionerie del Siccoli rispose brevemente l'Amari il 20 maggio '64. La questione, che pareva, di fatto almeno, sopita, risorse un venticinque anni dopo, e la risollevò, si capisce, un bibliotecario. Tornai alla carica a pro della cultura e dei veraci cultori della scienza nella *Nazione* del 4 settembre 1888: gli scritti che vennero fuori in tale occasione (non però quelli della volta innanzi) sono registrati nella *Bibliotheca Bibliographica Italica* dei sigg. Ottino e Fumagalli, II, 141 (n. 5741-46). Se Dio vuole, la crociata degli zelanti, che non hanno saputo in difesa della lor tesi addurre neanche un argomento di fatto, di perdita cioè o deterioramento di manoscritti, sembra giunta al termine.

al 1859 tutti i libri e manoscritti che volli dalla Biblioteca di Parigi, ed uno da *quella di Pietroburgo.* E non posso, ministro di civiltà in Italia, rinnegare i principj che conosco santi e giusti, nè ripigliare una via illiberale, ritornare al medio-evo, ed imitare la Curia Romana, la quale occulta i tesori del Vaticano. Dillo agli amici deputati toscani. Due parole d'interpellanza, un ordine del giorno contrario o dubbio su questo argomento, e si leverà l'incomodo a loro ed a me. Addio. AMARI tuo.

CCCXCIX.

ALESSANDRO DUMAS a Michele Amari

[. . . . 17 mars 1864?].

Mon cher Amari. Petrucelli vous a demandé une lettre, non point pour faire prendre l'Histoire des Bourbons aux bibliothèques, mais, tout simplement pour la recommander comme un livre utile à l'unité de l'Italie et destiné à extirper le bourbonisme, mauvaise plante qui reste quoique les Bourbons n'y soient plus.

Une lettre dans les termes de celle dont je vous envois copie nous suffira parfaitement. Elle ne sera point imprimée, mais servira purement et simplement d'introduction à un ami qui voyagera pour nous.

Mille et mille bonnes amitiés, qui ne sont point refroidies pour dater de loin. A. DUMAS.

CD.

MICHELE AMARI a Francesco Sabatier

[Torino, 19 marzo 1864].

. . . . Ho fatto fuoco e fiamma per cacciare le monache dalla *Concezione* di Palermo, porvi lo Spedale ed assegnare alle cliniche di questo da 70 mila franchi al-

l'anno su i beni ecclesiastici, il che mi è riuscito; e il giorno che vinsi la battaglia fu l'unico e solo in questi 15 mesi, nel quale abbia goduto d'essere ministro. . . . .

CDI.

Michele Amari a Leopoldo Galeotti

[Torino, 29 màrzo 1864].

Carissimo amico. Seguendo il tuo amorevole consiglio, ho mandato a Torrearsa un articoletto da inserire nella *Gazzetta di Firenze*, su quella gran lite del prestito dei libri e manoscritti. Non ebbi tempo di scrivertene jeri siccome io mi proponea.

La crociata della *Nazione* comincia ora a stuzzicare i dotti che conoscono gli usi civili d'Europa e il bisogno del prestito. Dopo il D'Ancona hanno scritto il Comparetti e il Mommsen, e credo siano inserite le lettere loro, che io non ho viste per anco, nelle *Effemeridi della pubblica istruzione.*

Riordinandosi ora il Ministero della pubblica istruzione secondo l'ultima pianta e mutandosi, *con cognizione di causa,* alcuni capi da una ad un'altra divisione, sto in faccende, e quel che è peggio in seccature più che al solito, onde pongo fine alla lettera più tosto che non vorrei. Sta sano. Amari tuo.

CDII.

Quintino Sella a Michele Amari

[. . . . 11 aprile 1864].

Caro amico. Non so se sappiate che ho un poco (per non dir molto) la manìa delle Alpi. Ora il sig. cav. Covino fa un giornale delle Alpi e desidera di esservi presentato. E voi non vi

avrete quindi a male se mi prendo la libertà di presentarvi il Covino, e di pregarvi a fargli quelle oneste accoglienze, che solete fare agli uomini che cercano di rendersi utili al paese nelle scienze e nelle lettere.

Con tutta considerazione, Vostro aff.mo Q. Sella.

CDIII.

Alessandro Manzoni a Michele Amari

[Milano, 21 aprile 1864].

Illustre Signore. Circa un anno fa, il cav. abate Vachetta mi fece l'onore di scrivermi che gli s'era presentato un sordo mutolo . . . . . Supplisca il rimanente, giacchè il caso è identico, come sospetto forte che sia identico anche il soggetto. È vero che questa volta, se non mi rammento male, *mutato nomine fabula narratur*, ma questo sarebbe in regola. Arrivo fino a dubitare se non sia finta anche la sordità, e se non sarebbe possibile di sturargli gli orecchi. Seppi poi che anche in Toscana una simile, o probabilmente la stessa visita, s'era presentata a varie persone, sempre con lo stesso intento e con una mia falsa firma.

La genuina, che ho l'onore d'inviarle, le servirà di prova dimostrativa e farà per me l'uffizio ben più importante e sempre desiderato di rinnovarle l'espressione di un'alta ed antica stima, e la protesta del profondo ossequio, con cui mi dico suo umil.mo dev.mo servitore A. Manzoni.

CDIV.

Michele Amari a Pasquale Villari

[Torino, 5 maggio 1864].

Carissimo amico. I romori dell'Università di Torino vi avranno spiegato il ritardo con che io rispondo alla vostra del 22 aprile, dopo la quale m'è pervenuta l'altra senza

data riguardante la esenzione degli alunni della Scuola Normale dalla coscrizione. Vi dichiaro che io non ci metterò mai una parola. La coscrizione è la base dell'Italia, ond' io amerei cambiare un paio di alunni della scuola e una dozzina di professori di Scuole secondarie per un sol fantaccino. Datemi del barbaro quanto volete. . . . .

CDV.

Luigi Cibrario (1) a Michele Amari

[Torino, 21 maggio 1864].

Illustre Ministro, orientalista, ed amico soave. Io sono vicepresidente della Società promotrice di Belle Arti. In tal qualità vi scongiuro a far prestò la scelta dei dipinti che volete acquistare, ed a volerne acquistare per una somma più conveniente alla vostra grandezza ed al turgido vostro *budget*, di quello che

(1) Luigi Cibrario (23 febbraio 1802-1° ottobre 1870) fu ministro delle finanze, della pubblica istruzione (1852) e poi degli affari esteri (1855). La sua operosità storica e letteraria cominciò col narrare la *Storia di Chieri* (1827), indi quella di *Torino* (1846) e giunse a maturità col trattato dell'*Economia politica del medio-evo*, che ebbe più ristampe dal 1839 al 1871. Imprese anche una *Storia della monarchia di Savoia* (Torino, Fontana, 1841-44) che non fu terminata; ma le sue ricerche e i suoi studj sulla dinastia Sabauda furono riassunti nel libro *Sull'origine ed i progressi della monarchia di Savoja* (Firenze, Cellini, 1869). Ricordiamo anche di lui le *Operette e frammenti storici* (Firenze, Le Monnier, 1856), gli studj *Della servitù e del servaggio* (Milano, Civelli, 1868) e quel caro libretto dei *Ricordi di una missione in Portogallo* (Torino, Stamperia Reale, 1850), che narra gli ultimi momenti di re Carlo Alberto. Nel '48 fu commissario regio a Venezia; venne eletto senatore ai 17 ott. 1848. Per la ricca bibliografia delle sue opere, vedi Manno: *L'opera cinquantenaria della R. Deputazione di storia patria di Torino* (Torino, Bocca, 1884), pag. 234; e per la vita, F. Sclopis negli *Atti dell'Accademia di Torino*, 1871; M. Tabarrini in *Vite e ricordi di Italiani del secolo XIX* (Firenze, Barbèra, 1884, pag. 174); e più ampiamente F. Odorici, *Il c. L. C. e i suoi tempi*, memorie storiche con documenti (Firenze, Civelli, 1872); libro raro a trovarsi, e che per alcuni scritti ivi contenuti di Carlo Alberto, venne, non sappiamo quanto opportunamente, ritirato dal commercio.

abbiate fatto l'anno scorso. Se lo farete, vi manderò tutte le benedizioni che potete desiderare, anche per l'*articulo mortis*. Se no, vi chiamerò Arabo, e mi restringerò ad augurarvi un fine felice. Ma non cesserò d'amarvi teneramente, essendomi forza il farlo. Vostro aff.mo amico L. CIBRARIO.

CDVI.

MARCO MINGHETTI a Michele Amari

[... lunedì (mezzanotte) 1864?].

Caro amico. Mi duole del voto di stasera (1). Ma qualunque sia l'impressione che vi ha fatto, io vi prego caldamente a non prendere risoluzione alcuna prima di aver parlato con me. Sopratutto vi prego di non esprimer nessuna idea con chicchessia, e meno col Ministero. Ricordatevi che siamo in mezzo a una battaglia, e che bisogna affrontarla tutti compatti. Io che non era presente, trovo che non era questione di principj, ma solo di forma e di metodo.

Buona notte di cuore. Vostro aff.mo amico M. MINGHETTI.

CDVII.

LUIGI CIBRARIO a Michele Amari

[Torino, 2 agosto 1864].

..... Dicesi che voi avete dato le vostre demissioni, e che persistete nel domandare d'esser liberato da codesta galera. Se ciò è vero, non mancate di ottenere uguale dispensa pel presi-

---

(1) Probabilmente questa lettera si riferisce a un voto del 28 giugno, quando la Camera approvò la proposta Macchi circa alcuni articoli addizionali alla legge d'amministrazione comunale e provinciale, presentati dall'Amari, e ch'egli voleva sottoporre all'esame degli Ufficj anzichè a quello della Commissione che riferiva su cotesta legge.

dente della Commissione sopra l'istruzione pubblica, il cui lavoro vi servì di pietra d'inciampo.

Seriamente io non posso più, anzi la Commissione non può più continuare.

Ministro o non ministro, sarete sempre uno dei principi della intelligenza, e però m'inchino a V. A. e le stringo affettuosamente la mano. Il vostro CIBRARIO.

CDVIII.

GIUSEPPE FERRARI (1) a Michele Amari

[Milano, 30 agosto 1864].

Caro Amari. Ti sono grato della nomina, e spero che sarai contento del professore di filosofia della storia di Torino. Non ho altro in mente che di continuare in Italia con vigore raddoppiato i miei lavori dell' *Impasse Mazagran* di Parigi. Non dimentico Kaldoun, ed anzi ti chiederò conto dei viaggiatori arabi alla China, perchè ti preparo una lanterna magica chinese coi fiocchi, adorna di imperatori, di papi e di letterati esotici coi rispettivi apostoli, padri ed eresiarchi, che sembrano nati a bella posta per burlarsi di Bossuet e della nostra storia cattolica e romana.

Godo di dirti che la nomina fu qui benissimo accolta, e le disposizioni generali dell'istruzione pubblica mi fanno sperare che in pochi anni le idee saranno a livello della missione del regno. Ancora una volta ti ringrazio e ti stringo la mano. G. FERRARI.

---

(1) Nacque in Milano ai 7 marzo 1811, si laureò in giurisprudenza e attese agli studj giuridici e filosofici. Primi frutti del suo ingegno furono uno studio *Sulla mente del Romagnosi* (1835), e l'edizione con un lungo lavoro proemiale delle *Opere* di G. B. Vico (Milano, 1836-37, 6 vol.). Attratto dal moto delle idee che allora ferveano in Francia e dall'amore alla libertà, nonchè dalla natura del suo ingegno e dalla forma dei suoi concetti, che derivavano dalla filosofia francese del secolo XVIII, si recò nel '38 a Parigi; e la Francia divenne come il suo paese di adozione, scrivendo anche d'ora innanzi le cose sue in francese. Concorse a una cattedra di filosofia, presentando una tesi sul Campanella, e l'ottenne: ma di lì a poco fu sospeso dall'insegnamento per

CDIX.

MASSIMO D'AZEGLIO a Michele Amari

[Cannero, ... 1864].

Caro Ministro. Nell'istesso giorno ho ricevuto la vostra, e quella che v'accludo, della quale parlerò or ora. Cominciando da me, e cominciando dal ringraziarvi d'un pensiero che dovrei, in

---

l'audacia delle sue dottrine. All'insegnamento lo restituì il Cousin, mandandolo a Strasburgo; ma poi fu revocato dal Villemain. Scrisse nella *Revue des deux mondes*, e vi combattè le idee filosofiche del Rosmini, del Mamiani e del Gioberti, e quelle politiche del Gioberti e del Balbo, professandosi radicale in politica e in religione, e repubblicano, ma non unitario, anzi federalista: e questa sua tendenza si mostra già in alcuni articoli della *Revue*, dove, con novità e copia, parla della *Letteratura popolare*, o meglio dialettale, in Italia, cavandone la conseguenza che nelle storie e nelle lettere nostre tutto conduce al particolarismo, e non all'unità nazionale. Dopo la rivoluzione del febbraio, il ministro Carnot lo restituì all'insegnamento mandandolo a Bourges, ma fu anche una volta sospeso, per aver biasimato la spedizione di Roma. Al venir dell'impero rinunziò ad ogni ufficio pubblico, e scrisse libri: la *Filosofia della rivoluzione* (1851), gli *Scritti di politica e letteratura*, ecc. L'opera sua massima di questo tempo è l'*Histoire des révolutions d'Italie* (Paris, Didier, 1857-58, 4 vol.), libro pieno di idee originali, qualche volta luminose, più spesso bizzarre e paradossastiche, compreso il computo di 7200 rivoluzioni nelle varie città d'Italia, e al quale è compimento una *Carta d'Italia*, dove con linee e frecce sono notate le guerre fra municipio e municipio, regione e regione. La morale ne è, ancora una volta, che l'Italia è paese di individualismo e di rivoluzioni, non fatto per l'unità. Nel '60 fu eletto deputato al Parlamento, e così nelle legislature successive fino alla XII, sedendo all'estrema sinistra, e facendo parte da sè solo, come federalista. Fu oppositore a tutti i ministeri di destra, ma non aggressivo, e si conciliò la benevolenza anche degli avversarj. Come oratore, spesso era nebuloso, perchè esprimeva concetti tutti suoi che per lui erano dogmi storici, ma veniva ascoltato per la forma brillante e anche per la novità stessa dei paradossi. Celebre fra i suoi discorsi parlamentarj è quello sul trasferimento della capitale a Firenze, che approvava perchè gli garbava l'idea di una capitale mutabile. Fu fatto professore di filosofia della storia, e l'insegnò a Milano, a Firenze, a Roma. Le opere sue posteriori al '60 furono l'*Histoire de la Raison d'État* (1860), il corso sugli *Scrittori politici italiani* (Milano, Manini 1862), la *Teoria dei periodi politici* (Milano, Hoepli 1874), e i saggi dell'*Aritmetica nella storia*, che non condusse a termine. Nel libro *La Chine et l'Europe* fa diventare leggi storiche certi

linea Gallerie, tenere per una promozione, vi prego a non voler ormai mutare le condizioni in cui mi trovo.

Io son vecchio e cagionevole, mi sono combinata una vita che mi conviene; l'inverno a Pisa, l'estate a Cannero, lavorando ai *Miei ricordi* ne' quali caccio un po' di tutto, e mi sarebbe gravissimo mutare abitudini. La nostra Galleriola, col personale che ha, cammina bene. Quella di Firenze è Galleriona, e ci vuol molta erudizione artistica, che io non ho. E per prova che non è modestia, aggiungo che nel ramo mio dell'arte non mi credo l'ultimo: ma altro è dipingere, altro è l'erudizione di tutta la farragine delle scuole, e degli autori, ecc.

Per l'appunto avevo insieme in mano la vostra lettera, e quella dell'uomo che ha in grado singolare la detta erudizione, e che non mi parrebbe potesse sollevare obbiezioni se venisse nominato. Il barone Garriod è un onest'uomo, capo primo. Sposò la figlia del dott. Lazzerini — affare d'un 30 anni fa — ha casa in Via de' Servi, ove è sempre stato, ed è, come vedete, l'equivalente d'un fiorentino. Egli è di nascita savoiardo, ex-ufficiale, e dopo il suo matrimonio si dedicò unicamente allo studio teorico delle arti, delle scuole, ecc., ecc. (1). Era in relazione con mio fratello, e

---

suoi paralleli, non difficili a ritrovare fra un impero secolare com'è la China, e tutti gli Stati d'Europa dall'età più antica ai dì nostri. Fatto senatore il 15 maggio 1876, morì il 2 luglio dello stesso anno. Sulla sua tomba, il senatore Massarani lo disse argutamente e appropriatamente: « grande agitatore del dubbio scientifico ». Il Tabarrini, commemorandolo nell'*Archivio storico*, descritta magistralnente la natura dell'animo e dell'ingegno di lui, conclude col dire: « Nulla di volgare era mai nei suoi atti e nelle sue parole; democratico senza lasciare di essere gentiluomo, filosofo elegante, libero pensatore senza cipiglio, rivoluzionario senza odio, critico senza fiele ». Era arditissimo nei concetti, e sognava rivolgimenti sociali da cima a fondo, e vi fabbricava su dottrine storiche, che gli apparivano fatali; ond'io rammento ancora lo stupore e il terrore del buon G. P. Vieusseux, quando avendo egli detto al Ferrari se era prudoniano (allora le idee del Proudhon parevano le colonne d'Ercole, che ora sono, e quanto! sorpassate) si sentì rispondere: « Che Proudhon! Io vado molto più in là ». Con tutto ciò non avrebbe torto un capello a nessuno, nè fatto male a una mosca. Un libro su *G. Ferrari, i suoi tempi e le sue opere* scrisse Angelo Mazzoleni (Milano, 1877); una ricca e dotta *Cemmemorazione* di lui fece il prof. C. Cantoni nell'Istituto Lombardo (Rendiconti; seduta 15 novembre 1877).

(1) Il barone Ettore De Garriod era nato in Savoja a Rouffieux nel 1802. Fu ufficiale nel reggimento Aosta cavalleria, ma non tralasciò gli studj storici e letterari. Giunto al grado di capitano, venne

gli fece fare parecchi acquisti, fra gli altri il Franciabigio che abbiamo. Ecco dunque che invece di me, potrei proporvi chi, in quest'ufficio, ne sa più assai di me; e che non credetti, è vero, molto atto a far il diplomatico, ma che crederei attissimo ad essere direttore di una Galleria. Egli è uomo di comando, quindi farebbe rigar dritto. Se domanderete informazioni, vi diranno che è burbero; e forse per la gentil Toscana non sarebbe male aver uomini di polso. Del resto a voi sta il decidere, ma di nuovo vi prego a lasciarmi, per que' quattro giorni che mi restano, nella mia nicchia, che mi fu data appunto come riposo, e come modo d'aver qualche agio di più, che non mi darebbero le mie non larghe fortune. Vogliatemi bene. Vostro di cuore M. D'AZEGLIO.

CDX.

J. MICHELET a Michele Amari

[Paris, 19 octobre 1864].

Cher et illustre ami. Je ne puis aller vous remercier pour M.r Vico, qui, je pense, sera digne de vos bontés pour lui.

Je me souviendrai toujours de ce trait de votre cœur, qu'au milieu des embarras inséparables d'un tel changement de situation, vous ayez pensé à nous, et que peut-être cet acte d'amitié ait été le dernier de votre ministère.

Votre éloignement des affaires ne peut être que momentané. L'Italie a besoin de vous, besoin de se montrer à l'Europe par ses plus illustres enfants.

---

mandato a Firenze, come addetto militare presso l'Ambasciata sarda. A Firenze, ove si fissò ammogliandosi, coltivò la pittura, ne studiò la storia e raccolse molti pregevoli oggetti d'arte, che morendo, legò alla città di Chambéry, la quale li possiede in una sala intitolata al nome del Garriod. Ebbe una vivace disputa intorno al ritratto di Leone X, e ne trattò in uno scritto apposito: *De la légitimité du portrait de Léon X, attaqué dans le vol. XIII du Musée Bourbon; réponse à m. le comm. A. Niccolini* (Florence, Le Monnier, 1842, di pag. 132). Aiutò il Dumas nell'illustrare la *Galleria di Firenze* edita dal Bardi, ed ebbe parte alla formazione del Museo del Bargello. Il suo sapere gli conciliò illustri amicizie, e della stima che di lui ebbe il D'Azeglio è testimone questa lettera. Morì in Firenze nel 1883.

Quand paraîtra le 3^{me} volume des *Musulmans?* Je voudrais que ce beau livre fût traduit en français avec une préface de vous, qui montrerait combien une œuvre de haute érudition peut se rattacher en mille points aux débats actuels, à notre grande guerre contre le moyen-âge chrétien.

Vous recevrez en novembre une *Bible de l'humanité*, un petit livre où j'ai posé la tradition des *peuples de la lumière* (Inde védique, Perse et Grèce) en contraste avec celle des peuples du *clair-obscur* ou de la nuit, égypto-judéo-chrétiens. Le moyen-âge y est comme invasion momentanée du ténébreux esprit de cette Asie du Sud, invasion qui semble longue. Mais qu'est-ce-que mille ans pour les millions d'années de la vie de l'humanité?

Nous vous serrons la main très affectueusement. J. MICHELET.

CDXI.

ERNESTO RENAN a Michele Amari

[Sévres, 15 avril 1865].

Mon très cher ami. À mon retour de mon long voyage *in partibus transmarinis*, j'ai trouvé votre bonne lettre, qui m'a été d'une grande joie. Notre amitié ne doit pas se mesurer à notre correspondance. Je vous savais très-occupé; j'hésitais à distraire un seul de vos moments des intérêts d'une cause que nous aimons tous et que vous servez si bien. Connaissant votre caractère, j'ai à peine regretté pour vous les circonstances qui vous ont rendu à vos études; mais je les ai regrettées pour l'Italie. Il est inévitable qu'à ses débuts le royaume ait à lutter, en fait d'instruction publique, contre des prétentions déplacées, souvent même charlatanesques. Vous étiez admirable pour cela. Un sérieux absolu, l'horreur de la réclame me paraissent les qualités essentielles d'un ministre de l'instruction publique. Puissent tous vos successeurs être à cet égard aussi purs que vous!

Je suis avec passion vos grandes péripéties italiennes. Je suis frappé d'admiration pour le bon sens pratique de vos populations. C'est la première fois qu'on voit l'esprit politique dans une nation toute entière. C'est là gloire de l'Italie qu'elle seule peut réparer

le mal qu'elle a fait à l'Europe au XVI et au XVII siècle, en restaurant le catholicisme dans sa forme romaine, jésuitique, inquisitoriale. Elle nous doit de défaire cela, et j'espère qu'elle n'y faillira pas. Vos prochaines élections sont une affaire capitale; nous les attendons avec anxiété. Si le parti catholique a seulement une forte minorité, le parti réactionnaire en tirera ici une grande force. Quant à la convention du 15 septembre, mon opinion est que l'Empereur n'évacuera pas Rome, s'il n'y a quelque chose d'arrangé pour le Pape. L'Empereur n'avouera jamais, à la face de l'Europe, qu'il abandonne le Pape à la révolution. Il veut sincèrement sortir de Rome, il veut la solution la plus italienne et la plus libérale qu'il soit possible. Mais il faut qu'il puisse dire aux catholiques qu'il est sorti de Rome parce qu'il n'avait plus rien à y faire, parce que la situation du Pape était assurée, etc. Si le Pape veut organiser sa propre défense, instituer des zouaves pontificaux, des chevaliers de Malte et autres milices saintes, c'est bien ce qui peut arriver de plus heureux. Alors l'Empereur se retirera sans hésitation. Si non, ma foi! je ne sais plus que vous conseiller; il vous faut un ministère Machiavel; ni vous, ni moi ne serons de ce cabinet-là. L'Empereur devient de plus en plus timide, réservé, porté aux atermoiements et aux demi-mesures. N'attendez de lui rien de radical. . . . . .

Je suis plongé dans mon histoire des Apôtres; j'y travaille jour et nuit. J'aurai un volume prêt dans 4 ou 5 mois. Un autre, tout consacré à S.t Paul, suivra à un très-court intervalle. C'est en pensant à des amis et à des appréciateurs tels que vous, que je trouve le courage de continuer ces difficiles travaux et d'oublier les injures des sots. Gardez-moi votre amitié, et croyez bien à la mienne. E. RENAN.

CDXII.

MICHELE AMARI a Ernesto Renan

[Florence, 22 mai 1865].

Mon cher ami. Il est bien longtemps que notre correspondance épistolaire se tait, sans que celle de l'esprit et du cœur soit interrompue, j'en suis sûr de ma part comme

de la vôtre. Inutile de vous dire avec quel bonheur j'ai suivi tous vos triomphes. Votre *Vie de Jesus* fut dans le temps le sujet d'un dialogue assez curieux entre Victor Emmanuel et moi.

Maintenant, glissé dans le sang de septembre 1864, comme disent les Burgraves de Turin, j'ai repris ma tranquillité et mes études. Je ne sens aucune inquiétude pour le sort de l'Italie : l'unité est faite; la liberté est assurée; nous aurons encore, il est vrai, des mauvais quarts d'heures à passer, soit les armes à la main, soit dans les tenèbres de la diplomatie, mais notre édifice ne s' écroulera pas. Des jeunes soldats de tous les coins de notre territoire, se sont fondus ensemble, comme par enchantement, dans l'espace de six mois. Les représentants du peuple, quoique un peu bavards, ont soutenu bravement et avec un accord parfait l'idée nationale. Les écoles élémentaires se multiplient dans une progression géométrique. La grande majorité du peuple se fiche pas mal du Vicaire sur terre, ainsi que de ses légions mitrées et tonsurées. Quel malheur que notre siècle ne soit pas encore assez mûr pour enfanter un symbole nouveau, puisqu'il faut toujours des symboles aux enfants d'Adam !

Je n'ai rien dit des négociations de Rome, car j'en sais fort peu de chose, et je ne crois pas qu'il puisse en sortir quelque chose de honteux pour l'Italie. L'opinion publique a fort bien fait à jeter les hauts cris et sonner le tocsin. Elle est là, l'arme au bras, vis-à-vis du gouvernement, pour qu'il fasse de la diplomatie, mais qu'il n'ose aller tenir l'étrier à Sa Sainteté.

Vous allez recevoir sous bande un livre de M.r Perez, intitulé *La Beatrice svelata.* Vous vous rappelez sans doute que l'auteur, mon ami, conçut l'idée de ce travail en étudiant votre *Averroës*; je vous en ai écrit dans le

temps. Sans doute la pensée générale des œuvres de Dante ne saurait être devinée que par la philosophie du XIII siècle. Il me parait donc que M.r Perez a choisi la bonne voie. À vous de juger s'il a atteint son but. C'est pourquoi M.r Perez, n'osant pas de vous offrir son livre lui-même, m'a choisi pour intermédiaire. Si vous connaissez quelqu'un des critiques, qui sans doute vont se saisir de la *Beatrice*, je vous prie de le mettre sur le chemin véritable. Ce n'est pas par des généralités que l'on peut juger des questions aussi délicates.

La fête de Dante a donné l'occasion à une manifestation imposante du sentiment national. Elle est arrivée même fort à propos au milieu des négociations Vegezzi. Les étrangers ont pu voir de leurs yeux qu'il s'est écoulé un siècle, au moins, entre 1859 et 1860. . . . .

CDXIII.

E. L. Fleischer a Michele Amari

[Leipzig, 18 novembre 1865].

Mon cher ami. « Ah nos chers Bédouins, M.r Fleischer, allèz, je les rejoindrai un jour ou l'autre ». Voilà l'épilogue de votre lettre du 7 juillet 1864, que je me reproche d'avoir laissée sans réponse et surtout sans remerciments, pour le coup d'épaule que vous avez donné à mon Hyperboréen aglosse, M.r Ljung, qui, soit dit en passant, n'a pas jugé à propos de me donner de ses nouvelles depuis son entrée en Italie.

Combien de fois je me suis souvenu de vos paroles, quand je lisais dans les journaux les changements survenus dans la haute administration de votre pays ! Voilà Amari, me disais-je, rejoignant ses chers Bédouins et aspirant à pleins poumons l'air du désert ! Je félicitais à part moi monsieur l'ex-Ministre, instruit que j'étais par lui-même des dégoûts de sa place. Je me figu-

rais le délice avec lequel vous deviez vous jeter de nouveau sur vos livres, vous enfoncer dans vos études. Mais apparemment ces études ne vous ont pas absorbé tout-à-fait — ou ces chers Bédouins seuls ont-ils laissé quelque vide dans votre âme, pour vous faire sentir le besoin d'une compagne non-bédouine? Enfin, vous voilà ancré dans le port du mariage, ce dont je vous félicite de tout mon cœur, en vous priant de présenter mes respects à madame Amari . . . .

. . . .

Homme mûr, passé par tant de vicissitudes de fortune et de position, rendu à la place honorable, qui satisfait votre ambition et que vous regrettiez comme un paradis perdu, vous devez doublement sentir le prix d'une union qui vous promet enfin la jouissance paisible de la vie conjugale et domestique, digne récompense de tant de travaux et tant de peines.

Époux aimant et aimé, vous réserverez toujours, j'espère, une place dans votre cœur à votre ancien et *vieil* ami FLEISCHER.

CDXIV.

CH. DE CHERRIER a Michele Amari

[Paris, 3 décembre 1865].

Cher Monsieur Amari. . . . . *Bravo*, vous avez suivi mon conseil; vous voilà marié. Je ne doute pas que votre choix ne soit très propre à vous rendre heureux, et vous devez être bien assuré que mes vœux vous suivront, comme toujours, dans cette situation nouvelle. . . . .

Dites à madame Amari que j'aime trop son époux pour ne pas désirer la connaître, et que si malgré mon grand âge, je puis encore retourner en Italie, ce que je désire beaucoup, rien ne m'empêchera de pousser jusqu'à Florence, pour que vous me présentiez à elle. Le sort, mon cher Amari, vous a été bien longtemps contraire, et vous a éprouvé rudement; vous avez soutenu l'épreuve avec courage et en homme d'honneur. Espérons que l'orage est désormais passé, et que la seconde moitié de votre vie vous dédommagera du malheur de la première moitié.

Travaillez-vous à votre dernier volume de l'*Histoire des Musulmans?* Lisez dans le dernier numéro de la *Revue des deux mondes*, un long article de M.r S. Marc Girardin, où il est beaucoup parlé des deux premiers. Terminez cet important ouvrage, qui vous fait grand honneur.

Quant à moi, je ne puis avec mes yeux de quatre-vingts ans, et fatigués par trop d'application, aller bien vite en besogne. . . .

Comptez sur les sentiments de sincère affection que je vous ai voués depuis déjà bien des années. De Cherrier.

CDXV.

Michele Amari a Ernesto Renan

[. . . . 5 mai 1866].

Mon cher ami. Vous savez bien que j'ai dû lire avec le plus vif empressement vos *Apôtres,* que vous avez eu l'obligeance de m'adresser, car vous savez depuis longtemps combien je vous admire et je vous aime. Vos deux chapitres sur la condition morale de l'Empire romain et de l'Orient à la moitié du premier siècle, sont un véritable chef-d'œuvre; ce qui ne les empêchera pas d'être brûlés un de ces beaux jours dans la place publique à Rome, sous la garde, peut-être, des baïonnettes françaises.

Vous comprenez que je vous écris au milieu de vives inquiétudes. Les évènements précipitent une crise que j'aurais aimé à voir retardée de quelques années. Cependant j'ai une pleine confiance dans la destinée de l'Italie. Le pays envisage avec calme les dangers sérieux qu'il doit braver; et je vois avec un véritable bonheur que si l'enthousiasme a moussé un peu par-ci et par-là, la grande masse de la nation garde parfaitement son sang froid, sans forfanterie comme sans peur. Les soldats en congé se pré-

sentent en grand nombre sous les drapeaux, des volontaires (c'est Turin qui donne l'exemple) s'inscrivent; la Garde nationale mobile demande à être mise en campagne; même le commerce accepte sans murmurer le cours forcé des billets. Évidemment la nation a bien mûri depuis 1848 — la période des démonstrations et de la réthorique libérale. Nous possédons une force navale bien supérieure, sous tous les rapports, à celle de l'Autriche. Nos troupes sont très bien unifiées, fondues, parlant déjà un dialecte légionnaire, disciplinées et fières de leur drapeau. Enfin à côté de l'histoire nous avons toute prête l'épopée des chemises rouges, qui ne plaisantent pas dans certains moments donnés. Je suis convaincu que notre sort ne dépend pas d'une première victoire; nous pourrions tenir bon après quelques revers. Ce que je crains le plus, c'est une feinte modération, une scène de désarmement de la part de l'Autriche, qui nous rejetterait dans d'inestricables difficultés intérieures. D'un autre côté, si le Saint-Père, comme on l'appelle à l'Institut, nous régalait au moment de la guerre une nouvelle invasion de brigands dans le Midi, je m'attendrais à une terrible réaction de la part des libéraux menacés. Voilà des appréhensions bien plus graves que celle que m'inspire l'armée autrichienne avec son incontestable solidité! . . . .

CDXVI.

J. Michelet a Michele Amari

[. . . . 15 novembre 1866].

Cher Monsieur. Ma joie a été double de savoir: 1° que vous êtes presque complet, que vous avez Vénise, cette chere fleur de notre Italie, qui ferme presque sa couronne.

Deuxièmement, d'apprendre que votre vie si agitée a maintenant un foyer et un nid. — Cela, et la patrie, quoi de plus en ce monde ?

Je m'abîme pour vous achever *Louis XVI* et l'histoire de France, qui sera faite à Pâques (jusqu'en 1794) . . . . . .

CDXVII.

Michele Amari a Salvatore Salomone-Marino

[Firenze, 4 agosto 1867].

Preg.mo Signore. Prima della sua lettera del 28 luglio m'era pervenuta la copia de' *Canti popolari*, dopo non breve soggiorno fatto negli Ufficj postali di Napoli, come io vidi dai bolli. Non ho per anco avuta la seconda copia ch' Ella, per somma cortesia, m'inviava. Mi dica dunque a chi vuol ch'io la consegni, quando mi verrà recapitata, come io spero.

I canti sono molto belli, e que' di Borgetto sopra tutti. E la coincidenza co' canti popolari toscani e d'altre provincie, è degno argomento di studio da correre parallelo a quello dei dialetti.

Mi duole profondamente che la provincia di Palermo sia di nuovo infestata dal cholera in questo anno, e la città minacciata con pochi casi. Veramente tra la malvagità degli uomini e quella che nei periodi religiosi chiamiamo *ira del Cielo*, la povera Sicilia è stata crudelmente amareggiata, quando parea che dovesse più lietamente respirare, libera dalla tirannide borbonica. Deploriamolo, e facciamo intanto il nostro dovere; chè la costanza vince pur sempre la fortuna. La fede nella libertà ed unità della patria, lo zelo per la istruzione popolare, l'assiduità e coraggio nel lavoro vinceranno pur l'avversa fortuna della Sicilia.....

CDXVIII.

MICHELE AMARI a W. C. Cartwright

[Firenze, 4 novembre 1867].

Mon cher ami. Ne sachant pas votre adresse à Paris, j'ai retardé de quelques jours ma réponse pour vous l'envoyer à Londres. D'ailleurs je n'aurais su, comme je ne sais pas aujourd'hui, quoi vous dire sur l'origine de cet ouragan qui gronde sur l'Italie, au moment où nous aurions dû tâcher de rafistoler nos finances. Les ventes des biens ecclésiastiques que l'on a faites dans ces jours-ci, ont donné des résultats peu espérés. Quelque part l'on a doublé les prix mis aux enchères; ailleurs on les a augmentés d'une moitié, etc. Cela me fait regretter davantage les terribles complications qui sont survenues.

Les apparences, j'en conviens, sont contre nous, c'est-à-dire contre Rattazzi et le Roì même. Dans aucun cas, l'Italie n'aurait dû manquer à ses engagements. Elle aurait dû dénoncer la Convention, plutôt que la laisser déchirer par des fous. Cependant il faut avouer que l'on nous avait provoqué par la mission Dumont, et peut-être aussi par des négociations qui commencent à paraître au grand jour à présent. Au fond, si je ne me trompe, il y a la question germanique, et celle de Rome n'est qu'un prétexte. Personne ne me fera croire qu'à la veille d'un conflit avec la Prusse et la Russie peut-être, Napoléon n'eut exigé de l'Italie un concours qu'elle ne pouvait pas promettre. *Inde irae.* Il se pourrait aussi que le Sire des Tuileries eut montré de loin à nos pauvres hommes d'État le Capitole comme récompense; que M.r de Bismarck n'eut fait briller à nos yeux à son tour le même jouet; et que

Rattazzi et compagnie tâchant de jouer au plus fin avec l'étranger, comme avec Garibaldi, ne nous aient poussé dans une impasse, sans même armer la nation de manière qu'elle put résister à un premier choc, si la guerre européenne devait commencer par le Tibre plutôt que par le Rhin, ce qui est fort possible aujourd'hui.

Il n'est pas nécessaire de vous dire combien je déplore ces aventures *nocturnes*. Le jeu ne valait pas la chandelle, parceque tôt ou tard Rome devait venir à nous. À présent, c'est une partie de lansquenet qui peut nous ruiner tout à fait; nous faire retomber sous le vasselage de la France, dont une politique plus sage et plus franche nous aurait délivrés.

Je viens de faire une politique de solitaire, d'homme d'étude plutôt que de membre du Parlement. Je ne vais pas dans le monde: je ne vois pas ordinairement les ministres; et, depuis quelques mois, je travaille en désespéré pour achever mon 3[me] volume. Dois-je vous avouer un autre trait de Diogène? J'ai passé la semaine dernière à écrire pour la *Nuova - Antologia* du 1[er] novembre sur la Légation apostolique de la Sicile, que le Pape vient d'abolir par une bulle publiée le 10 octobre. . . . .

CDXIX.

MICHELE AMARI al marchese De Gregorio (1)

[Firenze, 14 settembre 1870].

Mio caro Lio. Dunque noi non ci dobbiamo più scrivere? Dunque noi siamo i due primi poltroni dell'Italia, a quest'ora compiuta? E tu non sai il peggio. Non sai che

(1) Il marchese Litterio De Gregorio, di quella parte della nobiltà siciliana che sempre favorì il moto nazionale, nacque a Messina nel

in maggio scorso io passai venti giorni in Palermo e Villabate, in compagnia del senatore Di Giovanni. Ma le occupazioni archeologiche e venatorie della circostanza e il rammarico del tristo passo delle quaglie, mi scusano largamente del silenzio in quella stagione.

Or dimmi un po' che te ne pare di questo cataclisma, di questa eruzione e di questo diluvio, nel quale noi cerchiamo di chiappare il patrimonio dello Infallibile? Ma a continuare su questo argomento empirei tutto il foglio e starei a scrivere due ore.

. . . . Da quel che ritraggo, noi ci precipiteremo su la città di Roma, se il diavolo vorrà che ne siano aperte le porte. E questo è probabile. Ci precipiteremo, chiudendo gli occhi alle enormi spese, al pericolo dell'avvenire ad ai tanti disordini che si incontreranno, fisici e morali, nei sette colli.

Sia che si voglia, l'andare a Roma oggi è necessità ineluttabile. . . . .

CDXX.

Michele Amari ad Ottone Hartwig (1)

[Firenze, 13 marzo 1871].

Preg.mo Signore. . . . . Comprendo benissimo che un buon tedesco non possa considerare la passata guerra contro la Francia con lo stesso occhio d'un buon italiano, il quale soggiornò poco meno di vent'anni in Pa-

---

1808. Nel 1845 si stabilì a Firenze. Nel 1867, ai 20 gennaio, fu nominato senatore. Tornò a Messina verso il 1867, adoprandosi in servizio del paese; ed ivi morì nel 1885, rimpianto da tutti per la cultura, la vivacità dello spirito, la rettitudine e i modi squisiti di vero gentiluomo. Fu amicissimo, fin dall'infanzia, dell'Amari, come del La Farina e di altri egregi italiani.

(1) Ottone Hartwig è nato il 16 novembre 1830 a Weichemannshausen (Cassel). Dottore in filosofia e teologia, nel '60 fu chiamato a Messina

rigi, ha moglie francese e si rammenta di molte cortesie ricevute in Francia. Le nazioni vivono tuttavia nello stato di natura, non dico la natura dei selvaggi dell'Oceania, ma di certo quella delle tribù arabiche. Noi ci eravamo illusi sperando che la dottrina e la civiltà avessero tanto ammansita l'umanità, almeno tra i popoli cristiani, da rendere men frequenti le guerre, men facili, meno ingiuste, meno crudeli. Ecco la Francia, che crede godere per diritto divino e concessione di Sua Santità, il primato su le altre nazioni dell'Europa, anzi del mondo; eccola imbizzarrire perchè l'esercito prussiano vince l'Austria sì mirabilmente; perchè la Germania si unifica; perchè le nega la parte dovuta ai camorristi in certi affari di Napoli o di Palermo; perchè un Hohenzollern accetterebbe la corona di un'altra nazione indipendente; eccola con leggerezza incredibile precipitarsi alla guerra, mal conoscendo le proprie forze, e peggio le disposizioni della Germania del Sud e delle altre potenze europee, più o meno offese da lei. La Germania vince con miracoli d'arte militare, disciplina, carità di pa-

---

come predicatore della colonia tedesca protestante, della quale scrisse la storia; e poi con l'aiuto e le commendatizie dell'Amari si diede a studiare sulle fonti la storia della colonia e quella dell'isola. Frutto di tali ricerche furono i volumi *Aus Sicilien Cultur u. Geschichtsbilder* (1867-69) e il primo del *Codex municipalis Siciliae*, riguardante Messina. Pubblicò anche con una prefazione (1870) le *Sicilianische Märchen* della signora Gonzenbach. Tornato in patria, e dopo essere stato nell'insegnamento, nel '76 fu bibliotecario, come è tuttavia, a Halle a/S. Giovandosi dei materiali raccolti in Italia, scrisse ancora sulla cronaca del Villani in relazione col *Vespro*, e altre memorie di storia del Mezzogiorno inserì negli *Atti dei Lincei* (1878) e nell'*Arch. Stor. Napoletano* (1883), trattando di tal materia anche nello scritto *Uebersetzungsliteratur Unteritaliens in d. Normannisch-staufisch. Periode* (1886), e nel medesimo tempo illustrò l'antichissima storia del Comune fiorentino in quelle numerose pubblicazioni intitolate: *Quellen und Forschungenz, ältest. Gesch. d. Stadt. Florenz* (1875-80), delle quali rese conto l'Amari nella *Nuova Antologia* (15 marzo 1881). Fondò nel 1884 e diresse l'importante periodico *Centralblatt f. Bibliotekswesen*. Ci è caro rammentare i lavori, tutti interessanti la storia nostra, di un così operoso amico dell'Amari e dell'Italia nostra.

tria; ma la storia dirà ch'ella incrudelì, che fu esorbitante nelle condizioni dettate al vinto e che in ciò non la scusa punto la necessità di assicurarsi per l'avvenire. Machiavelli scrisse che « gli uomini grandi o non si hanno a toccare o, tocchi, a spegnere ». Ma le nazioni non si spengono se non che per suicidio; non hanno una testa che il nemico possa tagliare. La Francia non ammazzò la Germania sotto il primo impero napoleonico; ed or paga per la seconda volta il fio delle ingiurie recate infino al 1814. Crede or Ella, dotto mio signore, che le province tolte, e il salasso de' 5 bilioni di franchi, oltre gli altri 4 o 5 che la Francia ha buttati da se stessa, le impediranno di risorgere o le faranno dimenticare la vendetta? La Germania di certo non avrà da temere per lungo tempo quella vendetta; ma dovrà sempre stare in sospetto e in armi e sciupare gran parte di quelle forze che sarebbero consacrate alla civiltà. Dovrà, quel ch'è peggio, tenersi stretta al patto moscovita, invece di opporre la sua possanza alle schiatte asiatiche. E se la Francia, dopo quest'ultima scossa, invece di rinsavire e rinforzarsi, si butti nella guerra civile e nei delirii del socialismo, non sarà questo un pericolo per tutta l'Europa? I monti di cadaveri rimasi in un campo di battaglia si putrefanno, e talvolta possono spargere la pestilenza ne' paesi del vincitore.

S'io dissi poc'anzi che noi si vive in Europa come le tribù in Arabia, non è al certo che tal condizione mi piaccia, nè che i savj del mondo civile non debbano adoperarsi a mutarla. E son sicuro ch'Ella se ne rammarica al par di me. L'egoismo nazionale mi porterebbe anzi a benedire questa guerra, che ci ha menati in Roma e ci ha liberati da un amico pericoloso, disposto sempre a cancellare i beneficj con le offese e singolarmente molesto con quella sua tendenza alla religione del medio-evo. Ma le divisioni tra

i popoli inciviliti mi dolgono quasi guerra civile. . . .

. . . .

Mi rallegro di tutto cuore della nascita del suo Sigfried, al quale auguro lunga vita e virtù. La mia ottima moglie, francese di nascita, italiana quasi di educazione, e immedesimata ne' miei pensieri politici e filosofici, è stata fin qui, come ottima, così felicissima delle madri. I nostri tre bambini vivon tutti e crescono rigogliosi, senza aver mai patito foss'anco un dolor di capo. Che sia lo stesso in avvenire de' suoi, e con tal presagio mi dico suo devotissimo M. Amari.

CDXXI.

Michele Amari a Ernesto Renan

[Florence, 6 juillet 1871].

Mon cher ami. Aussitôt averti de ma nomination à la place de ce bon abbé Peyron, ma pensée a couru à vous. Je crois ne pas me tromper en faisant tomber sur vous la partie principale de la responsabilité de cet acte, par lequel la majorité de l'Académie a donné un témoignage aussi brillant d'estime à un allié de Satan, qui, par dessus le marché, a contribué en sa qualité de membre du Parlement italien à la spoliation du Saint Père, comme les cléricaux ont l'habitude de l'appeler. Plaisanterie à part, j'ai été charmé de mon élection, non seulement pour l'honneur bien peu mérité que vous m'avez fait, mais aussi, et même en premier chef, pour le témoignage de sympathie que la majorité de l'un des Corps plus illustres de votre nation a donné à la mienne, en conservant à la même famille l'héritage de Peyron.

Si vous n'avez pas des nouvelles fraiches de monsieur

et madame Michelet, je suis à même de vous en donner. J'ai reçu une lettre de votre illustre ami, datée de Grion-Montreux (Valais). Il se porte bien, quoique très faible. Vraiment l'avantage qu'il a tiré de l'air de nos collines de Florence est presque miraculeux. Il était arrivé de Pise dans un état pitoyable, et madame Michelet était réduite à l'état de fantôme, à cause de l'anxieté et de la fatigue de veiller, sans un moment de repos, son cher malade. Espérons que cette aimable femme reprenne elle aussi ses forces.

Dites-moi, je vous en prie, si l'usage veut que j'écrive l'éloge de l'abbé Peyron. Je m'en passerai volontier, non obstant le respect et l'affection même que j'avais pour lui, car j'ai bien des travaux sur les épaules, et la nécessité d'aller de temps à autre à Rome, va retrancher encore de mes loisirs. Car des raisons de famille et le désir de continuer mon enseignement gratuit à Florence me font un devoir de ne pas changer mon domicile.

Je vous félicite pour vos deux grands succès : l'emprunt et les élections libérales. Les factions rouges ou noires ne vous ôteront pas la santé, que votre ennemi impitoyable n'avait pas pu ébranler. Adieu. Votre dévoué M. Amari.

CDXXII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Sévres, 16 juillet 1871].

Mon cher ami. Comme vous pouviez bien le croire, j'ai été de ceux qui ont participé au crime très-noir de l'élection de « l'allié de Satan » que vous dites ; mais j'ai trouvé l'Académie si bien disposée à entrer dans cette voie de perdition, que je n'ai pas eu à la pousser. Sans aucun doute, à côté de l'amitié et de la rare estime que nous avons tous pour vous, il y a eu aussi chez la majorité l'intention de donner une marque de sympathie litté-

raire à un pays, qui nous a donné et continuera de nous donner des confrères excellents.

. . . .

L'avenir est tellement trouble que je m'abstiens de former aucune prévision. Tout est possible, excepté Henri V avec son drapeau blanc, et encore cette exception je ne la fais que pour un avenir prochain; après une nouvelle crise, cela même pourrait être une solution. La république a sûrement beaucoup plus de chances qu' elle n'en a jamais eu; mais saura-t-elle organiser et régénérer le pays? J'en doute. Il y a trop d'éléments à la fois dans la situation, pour qu'on puisse y voir clair. Pour moi, je plains sincèrement les hommes honnêtes et consciencieux qui sont chargés de résoudre un tel problème. Il est vrai que ceux-là sont en petit nombre; la plupart suivent leurs passions et leur parti pris.

Je travaille à mon 4me volume des *Origines du Christianisme*, qui contiendra les temps de l'Apocalypse. On m'accusera sans doute d'avoir cherché l'actualité. Le volume est aux $^3/_4$ fait depuis un an. J'en viens de plus en plus à la philosophie de Septime Sévère mourant, et résumant son opinion sur la vie par ces mots: *Nil expedit*, ce qui ne l'empêche pas de donner tout de suite après pour mot d'ordre à l'officier: *Laboremus.*

Conservez-moi toute votre amitié. Peut-être ferons nous en automne un petit voyage à Rome; mais en ce temps il faut être musulman, et ajouter toujours . . . . (1). Votre bien affectueux E. Renan.

CDXXIII.

Jules Michelet a Michele Amari

[. . . . . . . août 1871].

Cher Monsieur. Êtes-vous à Florence, *ou à Rome?* Je le regretterais dans ces grandes chaleurs, et ce temps *malsain* dont on parle en Europe.

Ma femme, grâce à Dieu, a terminé son livre d'histoire naturelle. Moi je vais mieux, et je poursuis mon livre qui part du

(1) Segue in arabo: *se piace a Dio.*

9 thermidor et va jusqu'à la fameuse expédition d'Italie (c. à d. de juillet 94, à mars 95). Je fais un Bonaparte tout *italien*, c'est là mon point de vue, que je crois très-fécond et trop négligé. Croiriez-vous bien que dans l'ouvrage immense des *Mémoires de Masséna* personne ne s'aperçoit que cet homme de Nice est compatriote de Garibaldi, Mazzini etc.?

Le point de vue italien a été absolument négligé pour Bonaparte. Déjà dans ce volume (à moitié imprimé, et qui paraîtra en janvier) je cherche à rétablir ce point de vue pour ses commencements, sa famille, ses ressemblances frappantes avec nombre de *condottieri* du moyen-âge, puis d'autres étrangers au service de la France.

J'ai montré comment il fut le collégue et probablement le *disciple* de Masséna dans ses deux premières campagnes trop oubliées du 1793-94. Figurez-vous qu'il y a eu depuis 50 ans une conspiration de la famille et du parti de Napoléon pour obscurcir tout cela, et dresser le piédestal du Dieu hors de la terre, sans causes, ni origines, tout ce qui expliquerait et humaniserait cette divinité. Les *Italiens* eux-mêmes se sont trop prêtés au point de vue français. Que pensez-vous de Botta, Colletta, etc.? Connaissez-vous à Florence, ou ailleurs, quelqu'un qui aime ces études, et pourrait m'aider dans cette voie, et quelques livres qui m'y aideraient?

C'est une œuvre de *justice*, et aussi, je crois, de haute *philosophie*, pour expliquer rationnellement bien des côtés de ce *Messie*, de cet être extraordinaire.

Je vous serre la main affectueusement. Rappelez-nous à Madame, je vous prie. J. Michelet.

CDXXIV.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Firenze, 12 settembre 1871].

Preg.mo Signore. La sua lettera del 3 mi venne ricapitata, con insolito ritardo, ier l'altro, insieme con le due copie del suo articolo su *Napoleone III e l'Italia,* una delle

quali inviai ieri per la posta al signor Nicomede Bianchi, oggi direttore del R. Archivio di Torino. Farò di leggere quest'opuscolo; il che sventuratamente non è per me opera d'una mezz'ora. Ho bisogno di un certo tempo, e di prendere a volta a volta il dizionario. Che vuole? L'*oportet studuisse* mi viene sempre in faccia; ed uno dei rammarichi miei è questo appunto, che la lingua tedesca non entrò negli studj della mia adolescenza. Mi sentirei un po' meno ignorante, s'io la conoscessi come il francese e l'inglese, che pur m'ha aiutato un po' in questo studio della mia vecchiezza. Se gli uomini rinascessero, almeno una volta, non dico che si correggerebbero, ma farebbero meno sciocchezze di certo.

Tra le mie attuali non conti, per carità, quel cieco amore per la Francia e pei Francesi ch' Ella mi attribuisce! Nel dialogo, epistolare o verbale ch' e' sia, accade spesso di dare un colore esagerato alle idee, un colore dico, che l'interlocutore crede esagerato. Ch' io abbia degli amici francesi, e francese, ancorchè educata in Italia, una moglie, che amo e stimo per lo ingegno come per le virtù, non vuol dire ch' io sia disposto a far torto alle altre nazioni, nè a giudicare tutti i francesi come i pochi a' quali voglio bene, tra i molti che conosco. Io ho ricevute delle cortesie in Francia, ma le cortesie fatte a me non mutano l'essenza delle cose, nè portano ch' io *scientemente* giudichi buono ciò che il mio intelletto mi mostra cattivo. Ultimamente, Ella forse lo sa, l'Accademia delle Iscrizioni mi nominò socio straniero in vece del Peyron. Ringraziando, ho attestata la verità, cioè che ebbi comodo di far parecchi studj in Francia e vi trovai maestri ed amici. Non sarei un galantuomo se avessi taciuto questo; ma s'ingannerebbe a partito chi, per ciò, mi credesse *partigiano* della Francia e de' Francesi. Io sono italiano, e non ho altri amici che

quelli del mio paese. Fortunatamente in Italia è passata la moda di dover avere amori e odj di là dalle Alpi e dal mare; come di dover parteggiare pei Bianchi o i Neri, e poi per la Catalani o per la Pasta! Si comincia ad ammirare le altre nazioni per le loro virtù e ad amarle secondo ch' esse ci amino e ci giovino.

Or io era a Parigi in primavera del 1859. Nessuna guerra fu cominciata di peggior voglia dalla nazione! E ne ho sentite tante prima e poi; e ne ho sapute tante, ministro e semplice cittadino, infino ai *jamais* di Rouher, alle *merveilles* di De Failly, all'ultimo discorso di Thiers ed agli umori dell'Assemblea di Versailles, che non ho bisogno di altre ammonizioni. Già basterebbe la storia da Pipino in qua per attirar tutte le mie simpatie su la figlia primogenita della Chiesa apostolica, cattolica e non più romana!

Ho avvisato già qualche amico, e ne avviserò più altri, del suo desiderio di dar conto delle nostre opere storiche. Spero non finisca quest'anno pria di presentare la 2ª parte del mio 3° volume.

Son lietissimo ch' Ella approvi la mia conghiettura su l'origine del romanzo di Procida, e son disposto a seguirla nelle sue inquisizioni fino in casa Caracciolo. Crede Ella poi che Bartolomeo abbia conosciuto il segreto della finzione?

Mi ha fatta la stessa impressione che a Lei l'articolo dell'Imbriani su la critica del Bernardhi. L'opuscolo del Minieri Riccio, se prova alcuna cosa, l' è contro il proprio assunto (1). Dalla mia parte, com' Ella vedrà, mi hanno sempre messo in sospetto quelle « Compagnie di Saraceni », che Matteo fa venir sempre dall'Affrica, ecc.

---

(1) Quello della difesa dell'autenticità dei *Notamenti* di Matteo Spinelli, ch'ei sosteneva contro il Bernardhi e il Capasso.

Grazie delle amichevoli sue domande alle quali piacemi poter rispondere che sto bene con tutti i miei; e così spero che sia finito per Lei il periodo delle crudeli prove. Mi creda sempre suo dev.mo ed aff.mo M. Amari.

CDXXV.

Michele Amari a G. G. Gemellaro (1)

[Firenze, 24 ottobre 1871].

Caro amico. Non è sfuggito certo dalla vostra forte memoria il quesito che io vi feci una volta, su l'argilla o creta di que' sottilissimi mesciacqua arabi che possiede il Museo di Palermo e che sono molto frequenti nelle collezioni di Sicilia, rarissimi nelle straniere. E voi mi rispondeste creder che di tali cave non si trovasse nell'isola.

Ritorno ora alla domanda con due altre circostanze, l'una intrinseca e l'altra topografica. In molti di que' mesciacqua il marchio arabo dice: *tin Mohtawa* ossia argilla, creta, ecc. ritenente (l'acqua), che torna a impermeabile. E sarebbe proprio il rovescio dell'argilla de' « quartareddi di Sciacca », ch'è trasudante come quella de' celebri *dorrak* di Keneh in Egitto, che servono a rinfrescar l'acqua. L'avvertenza topografica è, che in alcuni di que' vasi si legge: *'aml Bâlmi,* opera di Bâlmi o Palma, poichè gli Arabi non avendo *p* la rendon ora con la *b* ed ora con la *f.* Ma Bâlmi, scritto appunto colle stesse lettere, è, nella geografia di Edrisi, uno scalo tra Capo Grosso e Capo Santo Alessio, quello che or si chiama con lo stesso nome di

(1) Gaetano Giorgio Gemellaro, nato a Catania nel 1832, insigne professore di mineralogia e geologia nell'Università di Palermo, autore di molte pregiate opere scientifiche, senatore del regno dal 1892.

Palma, e si chiamava così ed anche *Tamaricium* fin dai tempi romani. Se fosse stata là la cava, e la manifattura?

Questa interrogazione è fatta in guisa molto dubitativa, perchè i caratteri e la data mi portano a credere quelle manifatture estranee alla Sicilia. Sto per aggiudicarle a Tunisi, ove fin dall'xi secolo, se non prima, era una celebre fabbrica di vasi d'acqua « sottilissimi oltre ogni credere ed unici al mondo in questo genere »: così dice un geografo del secolo xi.

E salto alla zoologia, con un'intenzione non lontana dai vostri studj speciali. Nel libro di Ruggiero o di Edrisi, che dir si voglia, compilato in Palermo il 1154, si legge che Pantellaria ha capre domestiche rinsalvatichite; Vulcano, capre salvatiche; e Marettimo, capre e *zibâ* (ossia daini o gazzelle grosse). Da un'altra mano, secondo il D'Amico, la Favignana avea (ne' principj del xviii secolo) de' cervi. Mi è venuto in capo che si possa trattare di unica specie di quadrupede, non di capre rinsalvatichite nè di *zibâ*, ecc., ma del muflone di Corsica, rimaso in tutte le isole del Mediterraneo centrale, lo stesso animale che ha dato il nome a Capri, Capraia, Caprera ed alle Egadi. Che ne pensate?

Il libro di Ruggiero parla di cave di due specie di pietre molari presso Calatubo (tra Alcamo e il mare). Ne avete notizia? Secondo il libro ve n'era di due specie, l'una delle quali detta *farsi*, ossia persiana.

E da altra fonte del xii, o forse dell'xi secolo, ritraggo di tre pozzi vicino a Siracusa, ne' quali si scendea per gradini e, ne' mesi di febbraio, marzo ed aprile, ne sgorgava un'acqua che, messa a riposare in truogoli, dava una quantità di nafta. Si conoscono cotesti pozzi? E si conosce la fontana intermittente a Donna Lucata? Questo sito, presso la foce del fiume di Ragusa, si chiama con lieve

alterazione dal nome arabo *'Ain-el-aukât* ossia « fonte degli spazj di tempo », perchè l'acqua sgorgava soltanto nelle ore della preghiera musulmana. La fonte ha cambiato orario di certo dopo l'abolizione dell'islamismo, e non so in quali ore possa sgorgare, poichè i buoni cristiani non si lavano mai. Ma che che ne sia, sarei curioso di sapere se sia conosciuta.

In fine, ditemi s'è possibile che le acque di Maredolce e della Favara abbiano formato un tempo unico lago.

Ecco una lunga serie di quesiti quasi impertinenti. Condonateli alla scienza e all'amicizia. Salutate tanto da parte mia la signora vostra moglie e tutti di casa Pantaleo, e credetemi sempre vostro sincero ammiratore M. Amari.

CDXXVI.

Michele Amari al principe Frédéric de Schleswig-Holstein (1)

[Antignano, 8 septembre 1872].

Mon cher Prince. Vous m'avez gagné la main; car moi aussi, depuis longtemps, je pensais à vous écrire, mais le fatal « demain » dônnait satisfaction en même temps à ma conscience et à ma paresse. Cependant mon saint Omar

(1) Il principe Federico di Schleswig-Holstein-Augustenburg, conte di Nöer, nacque ai 16 novembre 1830 e morì il 27 dicembre 1881. Nel 1848 prese parte alla rivolta dei Ducati di Schleswig-Holstein, seguendo gl'impulsi del padre, che fu uno dei principali istigatori di quel moto. Nel 1850, per consiglio dei medici, partì per l'India, e ne approfittò per studiare le lingue e la civiltà di quelle regioni. Nel '52 andò a studiare a Cambridge e nel '53 a Heidelberg, nel '54 fu a Parigi, preparandosi a pubblicare la relazione dei suoi viaggi, che uscì col titolo: *Altes und neues aus den Ländern des Osten.* Di poi tornò in India, ma nel '61 ne fu richiamato per la morte del padre. Riprese nel '67 i viaggi interrotti e raccolse materiali per un'opera sul re Akbar (Leyden, 1881), alla quale dedicò ogni sua cura tornato in patria, ma la morte lo colse prima della pubblicazione del secondo volume.

avait bien dit: « n'ajourne pas au lendemain ton œuvre d'aujourd'hui ». Je l'avais même écrit sur mon bureau à Paris; mais l'avertissement n'a été suivi que dans mes travaux. . . . .

Je vous enverrai aussitôt le dernier volume de mes *Musulmani di Sicilia*, dont il ne reste à tirer que l'*Index*. J'ai consacré 30 ans de travail à cet atome imperceptible de l'histoire. Voici une étoile filante qui va s'éteindre dans quelques années sans même avoir brillé et sans laisser de trace que pour quelques curieux bibliographes!

Cette triste vérité ne m'empêchera pas de continuer mes travaux. Mes forces ne sont pas affaiblies, pas plus que mon cœur n'est refroidi aux sentiments de la patrie, de l'amitié et de la famille. J'ai même le bonheur d'éprouver dans mes vieux jours l'affection du foyer que je ne connaissais pas, et de sentir que la patrie est un être réel et vivant, non pas une espérance lointaine et un germe à développer.

Je vous remercie pour votre cordiale invitation. Il ne serait pas nécessaire de m'offrir la perspective de vos chevreuils pour me pousser à vous faire une visite. Mais comment quitter mes enfants et mes travaux?

Offrez à Madame mes hommages et ceux de ma femme, et croyez à l'amitié de votre dévoué M. Amari.

CDXXVII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 11 janvier 1878].

Mon cher ami. J'ai reçu votre beau et savant volume. Comme vous êtez heureux de pouvoir dire: *Exegi monumentum!* Je vous ai lu avec le plus vif intérêt. Voilà de la grande histoire, aussi

solide par le fond des recherches, que par l'esprit philosophique qui les a inspirées et qui les anime. Je ne vous ai pas présenté hier à l'Académie ; voici pourquoi. Vous m'aviez dit que je recevrais trois exemplaires, un pour l'Académie, un pour la *Société Asiatique*, un autre pour moi. Or, je n'en ai reçu qu'un. En vrai égoïste, je m'en suis emparé ; je l'ai coupé, je l'ai déjà annoté. Je ferai les deux autres présentations, quand j'aurai reçu les exemplaires. Écrivez à votre éditeur de me les envoyer le plus tôt qu'il pourra. Quant à l'architecture gothique, remarquez bien que ce n'est nullement dans l'ogive que nous en faisons consister le trait principal. L'ogive est bien antérieure au XII siècle, et même aux Arabes, puisqu'on la trouve chez les Sassanides, à la mosquée d'Omar, etc. Là n'est point le trait important qui fait la différence d'une église romaine et d'une église gothique. Nous avons en France des églises gothiques dont le principales parties sont en plein cintre. La différence consiste dans une émaciation générale et dans un changement complet dans le système des points d'appui, amenant la substitution des lignes verticales aux lignes horizontales. Voilà la révolution qui a été opérée dans le Nord de la France dans la seconde moitié du XII siècle, et d'où est sortie ce que nous appelons l'*église gothique*. Quant à l'ogive, les auteurs de la révolution en question y attachaient si peu d'importance, que dans certaines églises gothiques, à Noyon, par exemple, le bas est à ogive et le haut en plein cintre. Dans les plus beaux modèles de l'époque de transition, à Saint Leu d'Esserons, par exemple, l'ogive est à peine sensible à l'œil. Si vous reprenez jamais cette question, je vous indiquerai des sources qui formeront votre conviction à cet égard (1).

Présentez nos meilleurs souhaits à madame Amari, et croyez, cher ami, à mes sentiments les plus affectueux. E. RENAN.

---

(1) Questa questione è ampiamente trattata dal Renan stesso nel suo *Discours sur l'état des beaux arts en France au XIV siècle*, inserito da prima in un volume della *Histoire littéraire de la France*, e poi insieme col discorso del LE CLERC *Sur l'état des lettres*, ristampato dal Lévy, Paris, 1865, 2 volumi.

CDXXVIII.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Florence, 17 janvier 1873].

Mon cher ami. La divergence de nos opinions est moins considérable que vous ne le croyez, ou que je n' ai su l'exprimer. J'accepte que l'ogive n'est pas l'art gothique écclésiastique. À votre tour vous devez me concéder que l'usage très fréquent, si non constant, de cette forme d'arc, à l'époque de vos premières cathédrales de ce style, est pour le moins une réminiscence de l'Orient. Vous savez bien que dans la mosquée de Ḥâkem les deux éspèces de constructions sont usées en même temps. D'un autre côté la nature de l'arc, si ce n'est pas le style entier, en forme une part essentielle, ou si vous le voulez, seulement considérable. Voilà les arguments avec lesquels je pourrais tâcher de me défendre et d' échapper à votre étreinte d'Hercule.

Je crois que les exemplaires destinés à l'Académie et à la *Société Asiatique* ont été envoyés séparément par une méprise de Lemonnier. Il en avait fait faire un seul paquet à votre adresse, dans l'espoir de l'envoyer prochainement par la librairie. L'occasion ayant tardé, je lui ai dit de les remettre par la poste, et alors les trois exemplaires ont marché séparément. Si vous êtes à temps, je vous prie de vous faire remettre les volumes. Vous concevez que je tiens beaucoup à votre patronage.

M.r Gori a été déjà chargé par le Ministère de surveiller les trésors bibliographiques et artistiques de Subiaco. Pour lui donner un emploi permanent il faut se mettre d'accord

avec M.r Rosa, qui d'après ce que vient de me dire Gori hier seulement, ne trouve pas de place pour lui. Laissez que j'en parle à Rosa lui-même, et nous verrons s'il y a moyen de placer ce brave homme qui peut rendre des services fort utiles à la science. . . . .

CDXXIX.

Michele Amari a Ernesto Renan

[Florence, 28 avril 1878].

. . . .
Il est possible qu'à la mort de Pie IX les scrupules politiques, comme ceux de M.r De Rossi et de bien d'autres, subissent des changements.

Cependant cette mort je ne la désire pas; personne au fait ne la désire en Italie. Pie IX a fait toujours nos affaires à merveille; il les fait par ses sots discours, comme par l'encouragement qu'il donne aux jésuites. Mettez à sa place un fanatique, il nous donnerait la peine de lui résister sérieusement, ce qui aurait ses inconvénients. Au contraire faites descendre le Saint Esprit du Conclave sur une bonne tête, un Benoît XIV quelconque, et il jetterait ses filets sur notre noblesse et sur une partie de notre bourgeoisie, qui ressentent toujours l'influence de vous, Enfants ainés de l'Église, et pourraient rêver une conciliation. Celle-ci, ou du moins la tentative de l'amener, diviserait profondement l'Italie, aurait les suites les plus funestes. Longue vie à Pie IX! . . . .

CDXXX.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 25 avril 1878].

. . . .

Je pense comme vous qu'un Benoît XIV serait ce qu'il y a de pis. Une réconciliation qui lierait de nouveau les destinées de l'Italie à ce pouvoir funeste à l'esprit humain, serait le dernier malheur. Cela ne sera pas. Je tiens pour plus probable que jamais un schisme analogue à celui de 1378. Il y aura des chicanes sur la validité de l'élection, et si votre gouvernement est un peu habile, la duplicité papale sera produite, et sera désormais incurable; car on ne reverrait plus un concile de Constance. Un des Papes serait le pôle d'un fanatisme cosmopolite (une internationale noire); l'autre polariserait le catholicisme libéral et anti-infaillibiliste. Ce serait un grand point de gagné; car privé de son unité et de son administration centrale, le catholicisme cesserait d'être redoutable.

Croyez, en toute hypothèse, et à quelque obédience que nous appartenions, à ma vive et profonde amitié. E. Renan.

CDXXXI.

A. P. de Longpérier (1) a Michele Amari

[Paris, 15 octobre 1878].

. . . . À vous, mon cher et digne ami, je puis encore donner une raison que j'ai de m'abstenir d'assister à votre Congrès.

De 1834 à 1866, je suis allé un peu dans tous les coins de l'Italie. J'y ai toujours trouvé un accueil excellent, cordial, hono-

(1) Adriano Prévost de Longpérier, nato il 21 settembre 1816 a Parigi, fu addetto al gabinetto delle medaglie della Biblioteca reale, poi conservatore del Museo egizio, indi anche dell'assiro, del messicano e di quello delle sculture antiche. Lasciò parecchie pubblicazioni molto pregiate di archeologia, di numismatica e di storia, specialmente antica. Morì ai 14 gennaio 1882.

rable aux plus haut degré, tant pour moi-même que pour ma nationalité. Cela me laisse de précieux souvenirs; je n'ai dans la mémoire que de bons visages, dans l'oreille que de bonnes paroles. Ne vaut il pas mieux en rester là?

L'Italie, en ce moment-çi fait une expérience. Naturellement, comme tous les chimistes qui ont un alambic sur le fourneau, elle attend avec enthousiasme le résultat de la coction.

Plus tard, lorsque l'alambic et l'enthousiasme seront un peu réfroidis, il sera plus convenable d'aller causer avec elle sans crainte de l'impatienter. Je crois bien que je ne mourrai pas sans avoir revu l'Italie dégermanisée. Le pays qui a produit les sublimités de Rossini, de Bellini et de Verdi, ne pourra pas chanter longtemps les évangiles selon saint Wagner.

Vous m'avez envoyé votre excellent troisième volume de la *Storia dei Musulmani*, et j' y ai trouvé un nombre considérable de renseignements instructifs. C'est là un beau travail qui doit donner aux jeunes Siciliens l'envie d'apprendre l'arabe; vous leur montrez qu'on en peut faire un usage national. Je suis bien reconnaissant de la mention que vous avez faite, avec tant de bienveillance, de mon nom dans un livre qui passera à la postérité. . . . .

CDXXXII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Sévres, 19 octobre 1878].

. . . .

Il faut assurément des raisons impérieuses pour que je ne me sois pas rendu au Congrès de Rome. C'est bien, come vous le dites, un évènement dans l'histoire de l'esprit humain que ce fait d'une discussion scientifique libre se tenant dans la vieille capitale de la science orthodoxe, c'est-à-dire de la science faussée. Le royaume d'Italie, n'aurait-il pas rendu d'autre service à la libre pensée, aurait par cela seul bien mérité de ceux qui aiment la vérité. Présentez mes respects à M.r Mamiani, à tous nos amis, et dites-leurs que je suis avec eux d'esprit et de cœur.

. . . .

CDXXXIII.

Michele Amari a W. C. Cartwright

[Rome, 18 janvier 1874].

. . . .

Sans doute, si vous étiez à Rome aujourd'hui, vous auriez de la peine à vous y reconnaître. La vie remplace la mort; la ville est propre, animée, en train d'amélioration au moral comme au matériel; des écoles, des institutions scientifiques et littéraires remplacent les couvents; la justice civile offre aux romains un spectacle auquel ils étaient déshabitués depuis des siècles: les crimes sont moins frequents et l'on jouit de la liberté civile, politique et religieuse comme chez vous. Je ne dis pas que tout aille au mieux; moins encore que l'ère des maux soit terminée; il suffirait des difficultés de la finance et du cours forcé pour prouver le contraire. Avec cela la France frémit contre nous, comme un lion dans sa cage, et notre clergé obéit à la consigne de nous attaquer. Je doute fort qu'il fasse son métier avec zèle. Cela est bon d'un côté, mauvais d'un autre; car la tiédeur vient en partie de ses vices et c'est toujours un membre malade de notre société.

Vous remarquez avec raison que l'Italie semble insensible au mouvement des vieux catholiques en Allemagne. Je le regrette sans en être surpris; car si le clergé italien avait eu de la science, de la morale et du patriotisme, il aurait été le premier à arborer le drapeau du schisme. Du reste, croyez-vous que cette nouvelle réforme aura de la suite immédiatement? Notre siècle de raison et de science positive ne produit ni des Pierre l'Hermite ni des Luther. Je crois possible plutôt une « réforme de raison »; un

mariage de raison entre l'esprit du siècle et l'utilité sociale du christianisme. L'affaissement de la papauté à la mort de Pie IX, les sottises de ses successeurs, porteront, comme j'espère, une réforme sans secousse, si la France ne se sentira pas en mesure de tirer encore une fois son épée contre nous et l'Allemagne, en se fiant aux avant-coureurs en soutane. . . . .

CDXXXIV.

Michele Amari a Michele Calì

[Roma, 30 marzo 1874].

Ill.mo Signore. Non so con versi nè con ornate prose accademiche: debbo e voglio bensì con parole dettatemi dal cuore onorar la memoria di Salvatore Vigo. Ei fu che primo consigliommi, insieme col comune amico e mio maestro Domenico Scinà, agli studj storici; egli che confortommi tra crudeli sventure, amico affettuoso e autorevole; egli che soscrisse tra' primi quando, esule in Francia mi mancavano i mezzi di attendere alle ricerche su la *Storia dei Musulmani* di Sicilia. Se dopo trenta e più anni le opinioni politiche mie si trovarono un po' diverse dalle sue nel fortunoso anno 1860 e ne' seguenti, non venne meno in lui l'amistà nè in me la gratitudine, nè il filiale affetto; ed ora piango io quanto altri il possa, la morte dell'intemerato cittadino e del culto scrittore.

La prego dunque, signor Presidente, di far noti all'Accademia Dafnica questi miei sensi e di gradire l'osservanza mia. Tanto in risposta alla circolare del 14 marzo testè ricapitata. Suo dev.mo prof. M. Amari.

CDXXXV.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 3 novembre 1874].

. . . Aspettiamo in questo mese l'opera di Gino Capponi, nella quale il venerabile cieco dovrà toccare per forza quel delicato argomento ch' è la cronaca di Dino Compagni. Non manca in Italia chi dubiti dell'autenticità per prove esterne ed interne; ma queste ultime, a creder mio, valgono poco contro quella ingenuità e forza che trasparisce nell'aureo libro, qual che ne sia l'autore. Sembra molto difficile il fingere tanto zelo a sangue freddo dopo due o tre secoli . . . . .

CDXXXVI.

Michele Amari al principe Frédéric de Schleswig-Holstein

[Rome, 13 janvier 1875].

Mon cher Prince. Ne croyez pas que vous m'avez gagné la main parce que vous me souhaitez toute espèce de bonheur le 3 janvier, et moi je ne vous écris que le 13.

. . . .

Je me proposais très sérieusement de vous écrire avant la fin de l'année; nous en causions, en faisant des enveloppes pour les 250 cartes de visite qu'il m'a fallu envoyer. Mais le lendemain à 4 heures du matin il faut, après avoir pris mon café, profiter du silence de la maison pour travailler, soit à l'*Appendice* de mes textes arabes que l'on imprime en Allemagne, et aux corrections que M.r Fleischer m'impose le plus souvent à raison et quelquefois à tort; soit à la 8me édition de mes *Vêpres Sici-*

liennes. Ces diables d'Allemands bouleversent à présent tous les recueils historiques, toutes les compilations; ils travaillent à la démolition par escouades de vingt ou de cinquante docteurs; ils ne laissent aucun évènement de l'histoire du moyen-âge sans une nouvelle monographie. Vous concevez que je ne veux pas rester en arrière, quoiqu'il me coûte beaucoup de lire l'allemand, ce que je n'ai commencé à essayer que dans ma 58me année. Ce n'est pas trop tôt, je l'espère. En attendant il m'a fallu avaler, et, ce qui pis est, acheter 4 ou 5 livres allemands relatifs de près ou de loin à mon sujet. Et je n'ai pas encore commencé ma nouvelle préface! . . . . . Ensuite je suis dérangé par des affaires; je dois courir par-ci et par-là pour des recherches. Car il faut savoir qu' à Rome il n'y a pas de bibliothèques au courant de la science et de la littérature du monde. Les énormes recueils amassés par ici et par-là, sans en excepter l'inabordable Vaticane que l'on a surfaite beaucoup, sont composés de livres théologiques, etc. Aussi il faut se donner toutes les peines du monde pour les recherches qu'à Londres, à Paris ou dans des villes, même secondaires, de l'Allemagne couteraient une dixaine de minutes. . . . .

CDXXXVII.

Quintino Sella a Michele Amari

[Roma? mercoledì 1875?].

Carissimo amico. Per non far la cosa proprio all'insaputa di tutti, mando a te che sei il più vicino, l'annessa. Leggila e poi spediscila al suo indirizzo, perchè io parto fra pochi momenti.

Avrei consultato te e qualche altro collega, ma non ne ebbi il tempo, e dall'altra parte io non devo ingollare anche questa corruzione di tutte cose a cui i fati d'Italia chiamano il Depretis.

Se credi, fa lo gnorri. Io non avrò detto nulla a nessun collega. In tuttissima fretta tuo Q. Sella.

CDXXXVIII.

Quintino Sella a Michele Amari

[Biella, 14 aprile 1875].

Carissimo amico. Grazie dell'invio della lettera a Depretis. Alla mia venuta ti mostrerò ciò che egli mi scrisse, e quello che io risposi. Ma io credo che non si accomoderà nulla. È necessario che un simile precedente non passi come cosa giudicata.

Ti ho telegrafato sulla necessità che il discorso all'Istituto Archeologico sia fatto dal Mamiani o da altri della classe di scienze morali. Volli tastare il terreno, e dissi a parecchi che Helbig volea facessi io il discorso, ma che io rispondevo toccare al Presidente della classe delle scienze archeologiche. E facendo queste parole guardavo bene in viso l'interlocutore. **Non uno** vi fu che non si mostrasse persuaso della necessità di lasciare la parola ai cultori di scienze affini a quelle di cui si occupa l'Istituto Germanico.

Io commetterei una sconvenienza, che spiacerebbe in Italia a tutti i cultori di scienze storiche. Ed io preferisco non venire a Roma se tu non mi tranquilli che il discorso ufficiale sarà fatto o dal Mamiani, o da qualcuno di voi altri.

Mia moglie si unisce a me nel presentare i rispetti alla gentilissima tua signora. Addio. Sempre tuo aff.mo amico Q. Sella.

CDXXXIX.

Giovanni Flechia (1) a Michele Amari

[Torino, 10 maggio 1875].

Caro ed onorando sig. Professore. In una mia lezioncina di onomatologia italiana, che pubblicherò forse tra breve, vorrei citare tra i cognomi anche quello di *Amari*. L'avevo posto senza

(1) Questo insigne filologo nacque a Piverone nel Canavese il 6 novembre 1811; studiò a Torino; fu segretario alcun tempo in casa

più tra i tanti cognomi, originariamente nomi locali, per avere trovato un luogo così chiamato presso Palermo. Ma ripensandoci sopra, mi nacque il sospetto se *Amari* luogo non potesse aver preso nome dagli *Amari*, come talvolta accade, massime per le piccole terre, casali, ville, ecc.; e in questo caso dovendo dare il cognome *Amari* in significato personale, andavo pensando al-l'*Amaru* siciliano, che oltre al potere qui esser stato preso nel valor positivo (es. *Amaretti* dell'Italia superiore e il suo contrario *Dolci*, *Dolcino*) significa pure *tristo*, *dolente*, e, come nome di famiglia, potrebbe ancora far riscontro con *Afflitti*, *D'Afflitto*, e fors'anche coincidere etimologicamente con *Marullo*, o *Marelli*, per *Amarullo*, che mi sembra pur cognome siciliano. Per *Amari*, luogo, non denominato da persone, sarebbero forse: *Amarella*, *Amarone* di Calabria e *Amaro* del Friuli. La forma del plurale però favorirebbe piuttosto l'altra origine. Se Ella avesse qual-

---

Balbo; andò poi in Inghilterra e in Francia vivendo di lezioni private; tradusse in versi dal Moore; nel '48 ebbe il posto di bibliotecario del Senato. Intanto andavasi addentrando nello studio del sanscrito, e nel '53, dopo aver dato fuori traduzioni lodate da cotesta lingua, ebbe l'incarico di insegnarla all'Università di Torino, come avviamento allo studio di quella letteratura, affidato al Gorresio. Stampò allora una *Grammatica sanscrita* (1856), e fu fatto professore ordinario di sanscrito e di grammatica comparata delle lingue indo-europee. Allargò poi il campo dei suoi studj, pubblicando lavori di cose celtiche, e più particolarmente di dialettologia italiana, nella quale tenne il primato. Ricordiamo in questo campo la dissertazione *Di alcune forme dei nomi locali dell'Italia superiore* (1871); *Dell'origine della voce sarda « Nuraghe »* (1872); le *Postille etimologiche* (1873); *i Nomi locali del Napoletano derivati da gentilizi italici* (1874); la nota su *Alcuni criterii per l'originazione dei cognomi italiani* (1877); *i Nomi locali d'Italia derivati dal nome delle piante* (1880); le *Annotazioni alle antiche rime genovesi* (1882), ecc.; lavori tutti di nuova e solida dottrina filologica. Nel '90 fu collocato a riposo; nel '91 venne nominato senatore, ma prima di aver prestato giuramento, morì ai 3 luglio '92. La dottrina andò in lui del pari colla bontà dell'animo e l'affabilità del costume: e, caso non comune fra i filologi, non fu nè borioso, nè astioso, nè feroce polemista. Vedi la bella *Commemorazione* che di lui scrisse il prof. Dom. Pezzi, Torino, Clausen, 1893. A proposito dell'origine del nome *Amari*, nella sua citata dissertazione *Di alcuni criterii, ecc.*, (Roma, Salviucci, 1878) ei scrisse: « *Aldomari*, *Adimari*, *Mari* terminano in *i* anche come nome personale; e a questa forma non dubitò d'aggiungere, come pur procedente dello stesso nome germanico *Aldemar*, il sincopato *Amari*, che, usato pur con questa forma in *i*, qual nome personale, esclude ogni connessione etimologica coll'aggettivo *amaro* ».

che buon argomento per levare i miei dubbi, gliene sarei grandemente obbligato. Perdoni il disturbo e mi voglia sempre bene come gliene vuole senza misura il suo dev.mo ed aff.mo GIOVANNI FLECHIA.

CDXL.

GIUSEPPE GARIBALDI a Michele Amari

[Roma, 8 novembre 1875].

Mio carissimo Amari. La venuta vostra coi cari figli nella mia dimora, sarà un vero regalo. Vi aspetto tutti i giorni dalle 2 alle 4, e sono sempre vostro G. GARIBALDI.

CDXLI.

ALBERTO GUGLIELMOTTI (1) a Michele Amari

[Roma, 11 dicembre 1875].

Preclarissimo Signore. La dotta e cortese risposta della S. V. merita un devotissimo ringraziamento da parte del suo servo, che farà menzione de' suoi favori. Conosco i lavori del La Lumia e del Minieri Riccio, e similmente ho qualche pratica del grande

---

(1) Quest'uomo singolare, teologo e frate domenicano e insieme espertissimo di cose di marina, nacque a Civitavecchia ai 4 febbraio 1812. Fattosi frate per libera elezione, nel 1838 insegnò filosofia, teologia e fisica; poi fu Priore del convento minervitano, nel 1850 bibliotecario della Casanatense, nel 1859 teologo, e nel 1860 provinciale del suo Ordine. Nel 1868 viaggiò in Oriente, cercandovi le vestigia del valore italiano. Dal 1871 in poi intese a scrivere la *Storia della marina pontificia*, cui aveva preluso col narrare le gesta di *Marcantonio Colonna alla battaglia di Lepanto*, e che uscì poi compiuta in nove volumi di testo e uno di atlante (Roma, Tipografia Vaticana, 1886-93). Per essa meritò che Nino Bixio lo dicesse in Parlamento: « il più grande scrittore di cose marittime, ch'io mi conosca in Italia ». Attese poi al *Vocabolario marino e militare* (Roma, 1889), meritamente lodato e apprezzato per ricchezza e precisione.

Morì ai 31 ottobre 1893, e la sua perdita fu annunziata alla Marina italiana dall'ammiraglio Racchia, allora ministro, come di tale che « richiamando con grande amore e somma perizia alla nostra memoria

Archivio di Napoli; ma non credo necessario crescere molestia a quei signori, perchè non troverei colà altro che don Juan, don Sancho, don Alonzo e simili, dove io cerco il sig. Flaminio Orsini, il sig. Galeazzo Farnesi, il cap.° Filippo da Vicovaro, e i loro consorti. L'Archivio de' Frari a Venezia è tutt'altra cosa; ma in questo caso non mi serve, perchè non vi ebbero parte i Veneziani. Ho il *Cirai*, testimonio oculare, e stampato dal Torrentino l'istesso anno 1560; ho delle Gerbe le ultime carte idrografiche dell'Ammiragliato Britannico, ed ho per ventura dalle carte degli archivj romani quanto basta per rilevare il nome di quelli che sono stati più negletti da ogni altro. I dotti lavori della S. V. gli ho avuti tutti per le mani in altri tempi; ma alla Casanatense non gli ho mai veduti, e ieri ho riscontrato che nè anche il nome riverito della Signoria Vostra è al Catalogo; per questo non potrò cavarne istruzione rispetto alle Gerbe, di che ho già sullo scrittojo le prime bozze di stampa. Uno dei primi esemplari è già destinato a tenue compenso de' suoi grandi favori, ed a memoria delle obbligazioni che le professa il suo devotissimo servo Padre ALBERTO GUGLIELMOTTI.

CDXLII.

MICHELE AMARI a Ernesto Renan

[Florence, 3 octobre 1876].

Mon cher ami. À la veille de rentrer à Rome je vous adresse quelques mots à la hâte pour vous demander conseil. Vous savez qu'il m'est tombé sur la tête un véritable pavé: la présidence du IV^{me} Congrès des orientalistes à Flo-

---

le gloriose gesta dei marinai italiani dell'età passata, ci sollevò gli animi a nobili ideali, e ci spronò a continuar quelle glorie », e gli ufficiali dello stato maggiore generale di marina, ai 17 marzo 1895, gli consacrarono un ricordo nella Casanatense. Vedi l'*Elogio* di lui pronunziato nell'Accademia della Crusca da AUGUSTO ALFANI il 9 dicembre 1894 (Firenze Cellini); la *Commemorazione* fattane per incarico del municipio di Civitavecchia, ai 28 aprile 1895 dal prof. CARLO CALISSE (Civitavecchia, Strambi), e per la bibliografia delle sue opere, G. L. PASSERINI nella *Rivista delle Biblioteche e degli Archivi*, VI, 63.

rence. Vous savez aussi que je ne fais pas de la modestie, lorsque je dis me sentir écrasé par ces titres et ces devoirs, au moment ou je travaille de force à traduire mes textes arabes. Traduire c'est leur donner leur valeur définitive: et il faut bien se presser à la donner, lorsque l'on a atteint sa 70me année. Je ne m'en aperçois pas, si vous voulez; mais la chronologie me fait toujours son *memento.*

Pour en revenir au Congrès, vous concevez que je n'aimerais pas que cette institution, ou pour mieux dire, cet essai, expirât en Italie, entre mes mains; comme il a failli trouver son tombeau à S.t Petersbourg. Je ne crois pas à la grande utilité des Congrès des puissances ni des savants, mais je reçonnais que ces derniers gagnent toujours quelque chose à causer et à s'amuser ensemble. En tous cas, je le dis encore une fois, je veux rendre, n'importe à qui, le bout de papier enflammé, en criant: petit bonhomme vit encore!

J'espère que Florence, avec ses attraits et avec l'activité de Mr. Peruzzi, réussira à entretenir ses hôtes orientalistes; mais s'ils ne viennent pas? *That is the question.*

Or que pensez-vous relativement à l'époque? L'année prochaine parait trop rapprochée; l'on craint en 1878, la concurrence de votre Exposition; d'ici à trois ans, disent quelques uns, l'on aura perdu même le souvenir des Congrès de notre secte inoffensive. D'ailleurs je passerais pour un faux-frère aux yeux du *scheikh* des Ismaeliens, monsieur de Rosny.

À propos, voilà un autre écueil du Congrès. Il faut dans chaque pays des *Da'i* (1), et il faut que le *Da'i* soit

(1) *Da'i* è in arabo l'antica forma di *Dei* o *Bey*. Significa propriamente *zio materno*, e poichè gli zii dei califfi erano generalmente incaricati di farne le veci, venne a significare in Algeri, Tunisi, ecc.. *luogotenente* del sultano.

homme de réputation et de bonne volonté en même temps. Vous êtes marqué comme la première victime, et j'espère que vous serez prêt à vous résigner. . . . .

Une autre question et je finis. Désignez-moi, je vous prie, quelques uns des savants qui s'occupent avec plus de succès de la langue et de la race berbère. Car c'est mon intention, si le Congrès pourra avoir lieu, d'appeler son attention sur l'Afrique Septentrionale. Le III^{me} Congrès a choisi pour sujet spécial l'Asie centrale; et il a bien fait. Nous ferons mieux en nous occupant de l'Asie périférique et de son appendice etnographique, qui est l'Afrique du Nord. La position morale de la Russie à l'égard de l'Asie centrale, est à peu près la même que celle de l'Italie de l'antiquité et du moyen-âge, vis-à-vis des peuples asiatiques voisins de la Mer Noire, Méditerranée, Rouge, etc., jusqu'à la Chine et au Japon. Que de problèmes à resoudre relatifs à l'ethnographie, à l'histoire, à l'art, à la linguistique, etc.! Votre dévoué M. Amari.

CDXLIII.

Michele Amari al principe Frédéric de Schleswig-Holstein

[Rome, 19 novembre 1876].

Mon cher Prince. Votre lettre du 11 octobre, qui m'arriva ici en dû temps, a voyagé avec moi à Florence et à Milan; ce qui prouve que j'avais l'intention de vous répondre bientôt. . . . . Mais, hèlas, vous savez ma répugnance pour les bréviaires, et mon voyage sentait précisément le bréviaire: à Milan l'inspection d'une Bibliothèque, à Florence l'accouchement d'une Commission qui allait mettre

au monde deux professeurs ! Epuisé par l'énnui, j'ai remis la lettre au lendemain. Vous savez bien comme cela est doux.

Ce n'est pas que le bréviaire cesse de me poursuivre à Rome. Au contraire. Si je croyais au *Kadr* (1), je dirais qu'il a arrêté de toute éternité que je n' achèverai jamais la version de ma *Biblioteca Arabo-Sicula* ; aussi il m'entoure de bréviaires de toutes éditions et de tout format.

Il vient d'en paraître un dernier, grand in-folio ; le IV^me^ Congrès des orientalistes à Florence. Ne pouvant pas parer le coup, j'ai sauté en arrière comme je faisais assez bien il y a 40 ans le fleuret à la main : avec mes pouvoirs discrétionnels, légitimes ou usurpés, j'ai ajourné le Congrès à 1878 ; et mon coup d'État a reçu l'approbation des chefs des partis internationalistes (de l'Orient), tels que Fleischer, Renan, Ascoli, etc. Plaisanteries à part, j'espère que nous vous verrons à Florence à l'époque du Congrès, si le président est encore de ce monde ; et même si le grand Pan l' a absorbé de nouveau avant sa 72^e^ année.

Mais qu'est-ce que cela fait ? *Laboremus*, et en avant ! Vous avez choisi parfaitement le sujet de votre travail. Akbar est peu connu par le monde occidental et point du tout par l'oriental ; vous avez étudié le théâtre de ses exploits ; vous vous êtes préparé tres bien ; à l'œuvre donc ! C'est possible que les grains de sable que nous accumulons avec tant de peine coopèrent un petit peu, infiniment petit, au progrès de l' humanité ; nous le croyons au moins, et cela nous amuse, mieux que les joujoux de l'ambition ou l'ivresse des sens, et à peu près au même degré que les nobles passions de la cité et de la famille. Malheureusement, ces dernières nous donnent à lire leurs bréviaires

---

(1) Al destino.

qui ne sont pas courts du tout. Voici: il est six heures du matin. Dans une heure la bande d'ici à côté, que j'ai laissée il y a deux heures en plein sommeil, elle va se réveiller; ces visages frais, ces caresses, ces enfantillages charmants m'arracheront à mon bureau, je ne sais pendant combien de temps. Plus tard ce sera le Conseil de notre Société géographique, qui devra envoyer du sécours à nos voyageurs de l'Afrique équatoriale; plus tard encore une réunion préparatoire au Sénat: car demain nous aurons l'ouverture solennelle des Chambres et le commencement d'une expérience chimique fort délicate: à savoir le mélange des éléments bien hétérogènes des dernières élections et des dernières nominations au Sénat . . . .

CDXLIV.

MICHELE AMARI ad Ottone Hartwig

[Roma, 12 febbraio 1877].

Ho preso da una settimana a questa parte a lavorare con un copista, al quale detto per tre ore la versione italiana della mia *Biblioteca arabo-sicula*; e poi da me solo rivedo, correggo e fo ricerche e note. Io aveva scritta da me solo la versione delle prime 173 pagine del testo; ora il lavoro è accelerato a 5 o 6 pagine al giorno: salvo i passi difficili di poesia o prosa rimata, i quali non solo convien capire lucidamente, ma anco renderli nella migliore e più italiana forma che per me si possa. Ho fatto quasi un terzo dell'opera, e, se non mi manca la vita nè la salute, potrò compierla in un anno, e poi correggere o rifare la mia *Storia dei Musulmani di Sicilia*, stralciando molte note e riferendomi alla *Biblioteca*. Se rimango per la via, mi sia testimonio della buona intenzione. Già tutti i tre volumi della

Storia sono pieni di postille, che correggono, o richiamano degli appunti su i quali fare le correzioni.

Mi accorgo dalla sua lettera che non corse in Germania, sì come in Francia e in Italia, la notizia della mia morte. Trapassò in Palermo nell'andato gennaio il conte Amari, che si chiamava Michele come me ed era senatore del regno anch' egli, quasi mio coetaneo ed amico fin dalla prima gioventù, di Palermo anch'egli e di famiglia collaterale alla mia. Là dove io era conosciuto più di lui, passai per morto. Ed è la seconda volta; perchè alcuni anni addietro lo stesso equivoco corse alla morte di Emerico Amari, fratello del Conte, autore di parecchi lavori economici e giuridici e stato professore in Palermo ed a Firenze.

Le sarò gratissimo delle comunicazioni che mi farà intorno Federigo II, del quale io ammiro l'ingegno, non i vizj, tra que' suoi proprj e quei del suo tempo. Ed Ella ha ragione a dir che i nostri giudizj sopra alcuni fatti storici non differiscono radicalmente. Ella ben dice che nel biasimo o nella lode si dee guardar sempre la ragione dei tempi. Ma siccome nei tempi d'ignoranza e di violenza non tutti i personaggi storici furono barbari allo stesso modo, così i più tristi non vanno risparmiati del tutto nel nostro giudizio: d'altronde l'umanità è una; ed eccetto lo stato di selvatichezza e certe costumanze, di cui quasi l'uomo non si accorge, l'indole dell'individuo ragguaglia molte differenze d'incivilimento . . . .

Per vero il ministero Depretis nè è omogeneo nè potrà vivere lungo tempo in armonia con la Camera, ch'esso ha tenuta al fonte battesimale e che è figlia d'ignoranza e d'inganno. Io pur non temo disgrazie nel periodo, che non credo abbia ad essere troppo lungo, dopo il quale ritornerà al potere, modificato, spero, e ravveduto, il partito più savio, che mantenne l'Italia dal 1860 al 1876. . . . .

CDXLV.

Michele Amari ad Angelo De Gubernatis

[Roma, 5 marzo 1877].

. . . . In una parola le dirò che questo mi pare governo di fazione. Non negherò i torti de' così detti *Consorti*; ma i *Riparatori* per lo meno ne hanno fatte in 11 mesi quanto quegli altri in 15 anni. Faziose le elezioni; le proposte di leggi; le nomine de' senatori; l'amministrazione di tutti i Ministeri ad ogni giorno e ad ogni ora: che se il C.*** ha fatto resistenza alla corrente dei colleghi e de' loro numerosi fautori, ha dovuto pure, ed io so che se ne lamenta, subire la influenza e concedere un tanto per cento a fin di salvare il resto. Lo Stato è sagrificato agli individui; l'avvenire al presente; la moralità pubblica, che non fioriva, si ammala or più che mai; giorni tristi ci aspettano. E peggiori se il clero, come or ora intendo, dia ai fedeli il permesso di andare alle urne. Il partito liberale moderato avrà allora una fortissima tentazione di chiamare in aiuto questa parte sì pericolosa, che, a prima vista, si mostrerà italiana e amica del giusto e dell'onesto. E che ne avverrà poi? Queste almeno sono le preoccupazioni di uno dei più rossi tra' consorti e de' più fieri nemici della superstizione; uno che non ama l'aristocrazia nè delira per la monarchia, ma crede che quest'ultima è e sarà, per un paio di generazioni almeno, la chiave della vôlta di questo nostro edifizio, mal cementato e troppo fresco. . . . . .

CDXLVI.

Michele Amari ad Isidoro Del Lungo (1)

[Roma, 19 marzo 1877].

Chiarissimo Signore. Molto volentieri mi fo a darle i ragguagli ch'Ella desidera; ed anche la ringrazio dell'avermeli richiesti, perchè potranno forse giovarle ad un lavoro ch' Ella fa, come adesso ho cagione di supporre, su quel singolare componimento dell'*Intelligenza.* Trascrivo le note ch'io aveva gittate su la carta, non le parole ch' io dissi nel Circolo filologico, delle quali non ho serbato il tenore e che furon di certo più larghe in qualche parte, e qualche altra non so se mi uscì di mente.

Io voleva accennare alle molte reminiscenze orientali che presenta quel poema; ed anzitutto i nomi e le qualità delle gemme, che adornano la simbolica donna e che son tolti tutti da trattati orientali. Potrà riscontrarli nel *Fior di pensieri* del Teifasci, tradotto da Antonio Raineri, Firenze, 1818, in-4°; e se alcuno non ne trovi, la prego di avvertirmene, perch'io lo cerchi nelle opere non tradotte e nelle note mie manoscritte. A buscarli nell'*Intelligenza* non ho tempo; bramando di risponderle subito.

I nomi di strumenti musicali infilzati nella stanza 295, sono la più parte orientali, ed alcuni entrati nella nostra lingua, altri no, ovvero dimenticati. Fra' primi mi occorre *tamburo* (tunbûr) *liuto* (al-'eûd), e *cennamella,* che io credo

(1) Di questa lettera il Del Lungo fece uso, e pubblicò alcuni tratti nel cap. xv della sua opera *Dino Compagni e la sua Cronica*, vol. i, (1879) pag. 443-444, 464-467, 473-474; dove anche possono vedersi le sue osservazioni in merito alla vessata questione del poemetto, da lui rivendicato fiorentino, e con tutta probabilità lavoro del Compagni.

risponda al persiano *kemeńgah*, quantunque questa sia strumento a corde, e quella sia data da' nostri dizionarj come strumento da fiato. La figura della *kemeńgah* è data dal Lane, *Modern Egyptians*, chap. XVIII. D'origine arabica mi sembra il *caribo* (gârib), che significa palischermo, e forse la forma diè nome allo strumento; l'è di certo (se non greca, tolta in prestito dagli Arabi) il *cannone* (qanûn), vera spinetta, della quale il Lane dà la figura l. c.; e similmente la *ribeba* (rebâb) specie di viola, presso Lane l. c.

La stanza 11 poi parrebbe scritta da chi avesse vista la reggia di Palermo sotto Ruggiero o sotto i due Guglielmi, con la sua manifattura di pallii di seta ricamati, che si addimandava *tirâz*; della quale ho detto nella mia *Storia de' Musulmani*.

Quel « mastro in Romania » allude evidentemente agli artieri greci, donne sopratutto, presi dall'armata siciliana nei dominj bizantini il 1147; ai quali si è attribuita erroneamente la manifattura di vestimenta reali di seta, detti anche pallii *de hulla;* ma il *tirâz* v'era assai prima, come credo averlo provato nell'opera suddetta, e basta la data del 558 dell'egira (1133), ricamata, insieme col nome e con le lodi del re Ruggiero e con la data di Palermo, nel pallio detto di Nuremberg; furto di Arrigo VI, che ora è serbato tra' cimelj del vecchio impero occidentale in Vienna, ed è stato pubblicato dall'ab. Boch nel magnifico volume *Die kleinodien des heil. romischen Reiches*, Vienna, 1864, posseduto dalla Nazionale di Firenze, ed io ne ho fatta menzione nei *Musulmani*, III, 798.

A proposito della *seta Caturìa*, della quale l'editore credette trovare l'origine annotando « seta di Catura, città dell'Arabia », mi sovviene aver detto queste parole: che il Trucchi sparando a caso ammazzò proprio la lepre. Il gran dizionario geografico di Jakût, autore del nostro XIII secolo,

pubblicato in Germania, 1866-73, ci dà i nomi di *Gatr* luogo in Mesopotamia tra Waset e Bassora, e di *Qatar* o *Qitr* (chè si pronunzia l'uno e l'altro), villaggio del Bahrein sul Golfo Persico, dove si fabbricavano dei pallii rossi, detti *quatari* o *qitri* ed assai rinomati.

Se la memoria non mi tradisce, è nominato alcuna volta il Saladino, e ciò proverebbe che il poema non fu scritto prima dello scorcio del XII secolo, perocchè prima d'allora nessun *Salah-ad-dîn* (salute della religione) si era illustrato in guisa, da far passare quel titolo onorifico in Occidente come significato di nome proprio ed eroico. Ma è da avvertire che dopo il gran conquistatore curdo dell'Egitto e della Siria, molti altri principi della sua e di altre dinastie presero lo stesso titolo.

Ecco ciò che ho trovato ne' miei centoni. Dal 1872 in qua non mi è venuto fatto di rileggere il poema; e però temo mi siano usciti di mente non pochi altri particolari. Io penso sempre che l'autore non imitò i poeti arabi, non sapeva la lingua, non conoscea la civiltà dei Musulmani, se non che per quel che avea potuto vedere in Sicilia; ma che i ricordi di quel lusso e di quello incivilimento esteriore, se così può dirsi ancorchè sovente ricopra la decadenza, gli erano pur familiari. La moda venìa dal Cairo o da Damasco, come oggi da Londra e da Parigi, e quanto prima da Berlino; ed un poeta che volea far figura non poteva ignorarla, e molto meno parere di ignorarla.

Son pronto a darle, s'ella me ne comandi, qualche altro cenno di anticaglie da ferravecchio musulmano; e colgo questa occasione per profferirmele dev.mo M. AMARI.

PS. La chitarra è anche usata in Egitto, ed ha lo stesso nome; ma si trova nella *Genesi*, e forse è di origine indoeuropea; e gli stessi semiti della Palestina la tolsero in prestito dagli Arii.

Avverto che non son disposto a prestare giuramento di sorta su la etimologia di *cennamella* e di *caribo*. Volentieri renderò la fama di buon tiratore al Trucchi, se mi dimostrerà ch'egli lesse in qualche libro il nome di Catura anzichè immaginarlo, il che d'altronde non sarebbe stato un grande sforzo.

CDXLVII.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 1° maggio 1877].

. . . . Mi pervenne al Senato il plico assicurato che contiene la sua dottissima dissertazione sopra Thomas Brown. La percorsi a salti, perchè, da un canto, io era in pensiero pel mio bambino ammalato di scarlattina, e dall'altro doveva preparare il mio discorso a favor della legge che tende a reprimere gli abusi dei preti. Mi affretto a dirle che il bambino ora è guarito, e che io ho partorito il discorso senza accidenti, ma non senza travaglio: perocchè 22 anni di segreteria in Palermo, e 18 di ricerche a Parigi mi atrofizzarono talmente la lingua, che per me il parlare in pubblico è un vero parto laborioso. . . .

. . . .

Che le pare di questa novella crociata del 1877? Sabato passato io ne feci un piccol cenno in Senato, a proposito della legge anzidetta. Per me se il papa Pio IX o il successore, dopo gli onori della prigionia aspiri a quelli dell'esilio volontario, l'aiuterei di tutto cuore: beninteso che vada via col baston di pellegrino e lo zaino su le spalle, a condizione che non vi nasconda la Biblioteca vaticana nè gli Archivj. Ma pur troppo è difficile per la povera Italia la estirpazione di questo vecchio cancro, che le prende

tutto il seno e v' ha messa profonda radice da secoli. E poi quale altra nazione amerebbe a inocularselo? Neanco la Francia, dove pur ci sarebbe l'esempio d'Avignone, e la speranza che le reliquie di San Pietro (dimenticai di notare che io le concederei molto volentieri al pellegrino) l'aiutassero . . . . Non rimarrebbe che Gerusalemme o l'isola di Rodi, nella quale gli zuavi pontificj e gli svizzeri con le loro alabarde potrebbero far testa alla mezzaluna confinata in Asia. Forse avverrà, e lo vedrà il mio figliuolo. . . . .

CDXLVIII.

Giuseppe De Leva (1) a Michele Amari

[Padova, 28 maggio 1877 ?]

Illustre Signore. Tornato da Venezia, dove ho letto il mio povero discorso sul Miniscalchi e mi sono trattenuto cinque giorni con permesso del Rettore per fare alcune ricerche in quell'Archivio, trovo la graziosissima sua 24 corrente e i due volumi dell'8ª edizione del *Vespro Siciliano.* Quanta l'emozione dell'animo mio, non potrò mai significarle a parole. Ricordo ancora,

---

(1) Giuseppe De Leva, del quale lamentiamo la perdita recente, era nato a Zara ai 18 aprile 1821 e morì ai 29 novembre 1895 in Padova, ove aveva fatto i primi studj e dove fu professore di storia, prima nel Liceo, poi nell'Università, fin dal 1851. L'opera sua principale, che è la *Storia documentata di Carlo V*, della quale, restando tuttavia interrotta, apparvero a luce cinque volumi, ottenne meritamente il premio reale dall'Accademia dei Lincei nel 1884. Molte altre monografie sue, tutte pregevoli, di argomento storico o letterario, fra le quali assai notevoli quelle su alcuni eretici italiani del secolo xvi e un saggio *Sul rinascimento intellettuale d'Italia nei primi secoli del medio evo*, sono ricordate nella *Commemorazione* di lui inserita nella *Rivista Storica Italiana*, xii, 601. D'indole mite, di modi cortesi, fu amato da quanti lo avvicinarono, e lascia numerosi alunni, che da lui ebbero avviamento agli studj e consigli e conforti paterni. Vedi l'affettuosa *Commemorazione* fatta di lui nell'Università di Padova dal suo successore ed alunno professore L. A. Ferrai (Padova, Randi, 1896).

nè mi si cancellerà mai dalla memoria, il giorno dell'agosto 1856, in cui Le venni davanti a Parigi, proprio in quella cameretta di quinto piano, ch'Ella descrive nei *Ricordi sul Miniscalchi.* Le venni davanti con quel battito stesso di cuore, che mi fa quasi muto per riverente affetto ogni volta che mi avvicino all'autore dell'opera, che fu una delle prime e più care mie letture, e certo quella che meglio d'ogni altra m'innamorò degli studj di storia, ed anche dell'Italia. Chi mi avrebbe detto allora che l'avrei poi in dono dall'autore medesimo? Oh se potessi avere la coscienza di non esserne al tutto immeritevole! Grazie, grazie, mio venerando maestro . . . .

CDXLIX.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Firenze, 18 luglio 1877].

. . . . Posso dirle che la pubblica sicurezza è ristabilita per ora nella Sicilia occidentale. Si è gittato un velo su la statua della libertà civile e si è riusciti all'intento. Ora si tratta di ordinare una polizia efficace, al tempo stesso, e armata di mezzi ordinarj e legali. . . . .

Non voglio lasciare senza risposta il capitolo della sua lettera che tocca le ultime elezioni municipali. In generale parmi ingiusta l'accusa che i moderati siansi accostati in queste elezioni ai clericali. Forse ciò è accaduto in qualche luogo, come in altro si è visto unire i clericali ai repubblicani, ed anche ai socialisti; l'è fenomeno normale che i partiti deboli si uniscano contro il più forte in un dato caso, e però non è da tenerne conto nel nostro concetto su i movimenti dell'opinione pubblica in Italia. Non nego io già che il cattolicismo abbia acquistata forza in Italia dal 1860 a questa parte, nè ho bisogno di dirle quanto

me ne rincresca; ma se non erro, in Italia è da fare una distinzione profondanel partito, che comunemente si chiama clericale, ed io il primo lo chiamo così e l'odio per tale. La distinzione è questa, che molti compiangono il Papa, i frati, l'indirizzo del potere civile, ecc., ecc., ma pochissimi bramerebbero di ritornare alle condizioni anteriori al 1860, e di vivere sotto l'impero del *sillabo*. Perciò io abborrisco da quella fazione molto più ch'io non la tema. Gli stessi toscani, o piuttosto i fiorentini, che biascicano il paternostro, tra per quel vecchio sangue guelfo, e per la perdita della capitale, gli stessi fiorentini, io dico, cospirano contro tale o tal altro Ministero; ma non tradirebbero l'Italia.

Nelle elezioni municipali, poi, oltre la tendenza politica, opera sovente quella che dovrebbe essere la sola, cioè la buona amministrazione del Comune. Ora, in questa i progressisti hanno fatta qua e là pessima prova, ond'è naturale che passi insieme coi moderati qualche clericale. Vero è, che nelle elezioni di Roma i liberali vinsero, nonostante che il successore di san Pietro abbia mandati alle urne tutti i suoi seguaci. Lo stesso è avvenuto in molte altre città, anzi nella maggior parte; e la vittoria assoluta della parte liberale — moderati e progressisti insieme — ho io lasciata imminente in Palermo: in Palermo ch'Ella non riconoscerebbe più, e ch'io ho trovata molto migliore dopo due anni che la vidi l'ultima volta, migliorata all'aspetto di città industre, agiata, tranquilla. . . . . .

CDL.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 22 febbraio 1878].

. . . . In vero i componenti la *Società*, colta e savia gente la più parte, e basti nominare il presidente marchese Torrearsa, mio amicissimo, erano rimasti molto dispiacenti della supposta sentenza « che i Siciliani fossero tutti briganti ». Il torto di que' signori è che non dovevano mai credere che così fatte parole fossero uscite dalla penna dell'Hartwig . . . . Pervenuto in paese il testo dell'*Annuario Prussiano*, che si sta stampando tradotto, l'ira si era molto calmata. La quale d'altronde si spiega, con la doppia noia di soffrire le rapine e i ricatti, e di sentirseli rimproverare. Non ho bisogno di aggiungere che io non partecipo di questa falsa vergogna. Non si guarisce un male, se non si ha il coraggio di scoprirlo del tutto. . . . .

Abbiamo un Leone XIII. Io spero che continui la via di Pio IX, senza imitarne tutte le commedie: prigionia, paglericcio, lamentazioni in francese e scipiti epigrammi. Perchè la così detta conciliazione è impossibile; e se nol fosse mi spaventerebbe; ed una guerra aperta, che pur sarebbe di mio gusto per l'indole mia e per le mie convinzioni filosofiche, disunirebbe il partito liberale italiano. Lo sperimento de' 19 anni, e sopratutto quello degli ultimi 9, è riuscito così bene, che il paese in generale non vede motivo sufficiente a cacciarsi in mezzo ai lamenti, alle grida ed alla guerra di parole. Poi, tutto il tempo che corre, è a favor nostro; perchè intanto le scienze naturali e la critica storica proseguono imperturbate il loro cammino; il che non torna certamente a favore de' clericali nè del Papa. . . . . . .

CDLI.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Roma, 26 febbraio 1878].

Mon cher ami. Vos *Mélanges* sont arrivés fort à propos pour me faire citer une nouvelle édition de l'article sur les *Prairies d'Or*, que je venais de relire dans le *Débats*. J'avais fait un article pour la *Nouvelle Antologie* au sujet de ce livre curieux, et j'avais bien gardé de me mettre sur le terrain choisi par vous. Heureusement Maçoudi a tant de faces différentes. Merci bien pour votre cadeau, mon cher ami. Lu une deuxième fois, vous êtes toujours nouveau.

Maintenant nous nous préparons au Congrès, dans l'espoir que la fière Albion s'apaise enfin et que la Russie se contente de ne pas *stravincere*. Le nouveau regne promet quelque faveur aux sciences et aux lettres, non obstant la sage économie qui va succeder dans la Cour aux dépenses par trop orientales de Victor Emmanuel. Après les condoléances du Parlement, j'ai vu d'autres fois le roi Humbert; d'abord avec les *Lincei* et ensuite avec le Conseil d'instruction publique. La première fois il me demanda particulièrement: « Allons-nous faire ce Congrès? » Il m'en tint propos aussi la seconde fois; l'une et l'autre il manifesta des idées fort bienveillantes et fort précises au sujet des hautes études; et la reine Marguerite, qui est fort instruite, se montra assez au courant de nos élucubrations orientales. Le Roi enfin va donner de sa liste civile des prix annuels, qui seront décernés par l'Académie des *Lincei*.

Vous savez que le prince Humbert avait accepté, l'été

dernier, le titre de protecteur de notre Congrès, comme il l'avait fait quelques années auparavant pour le Congrès international de l'Archéologie préhistorique. Aussi, d'accord avec le ministre, je le priai de désigner le jour de l'ouverture au mois de septembre ; il le laissa à notre choix, et nous prîmes le 12. Tout ceci s'est passé jusqu'à la semaine dernière.

Voilà hier une lettre de M.r Bréal, par laquelle l'on nous propose, d'accord avec vous, de remettre l'ouverture au mois d'octobre, à cause de l'Exposition de Paris. Le motif est très sérieux ; mais comment changer l'époque déjà fixée d'après les ordres du Roi et acceptée par lui ? C'est ce que je vais répondre de suite à M.r Bréal. J'espère que nos amis de l'Académie s'arrangeront à venir ; car il serait d'un grand intérêt que le jeune Roi se mettant personnellement en rapport avec des hommes aussi éminents dans la science, fût encouragé à persévérer dans le chemin qu'il a pris par une bonne inspiration.

L'on vient de faire à Rome la répétition générale de la « Libera Chiesa in libero Stato » ; je veux dire du premier acte de ce nouveau drame : le Conclave. Mancini m'a dit que le cardinal Pecci, camerlengo, l'avait remercié des dispositions prises pour le Conclave. Nous allons voir ce qu'il fera aujourd'hui, que, sorti de sa chrysalide, il s'appelle Léon. Jusqu'à présent l'on ne raconte que des anecdotes familières à la Sixte V, qui mettent de mauvaise humeur les valets de Pie IX : mais il n'y a pas à en tirer aucun augure. Peut-être un « modus vivendi » plus tranquille, du moins sans épigrammes ni jerémiades, va s'établir par la force des choses ; et cela serait le mieux. . . . . .

CDLII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 28 février 1878].

. . . .

Ce que vous me dites des excellentes dispositions du Roi me remplit de joie. Les conversations que j'avais eu l'honneur d'avoir avec le prince Humbert, à Palerme surtout, m'avaient déjà inspiré la plus grande estime pour son jugement et l'élévation de ses sentiments. Je ne doute pas qu'il ne continue dignement l'œuvre entreprise par le Roi son père pour l'unité de l'Italie et le bien de la civilisation.

Quant au Pape, je ne sais que croire. Avancer, reculer, rester en place lui sont également impossibles. Les folies du catholicisme moderne ont fait de la papauté une impossibilité, une *utopie*, qui ne peut avoir de lien nulle part. J'ai peine à croire qu'ils reculent, et d'autre part une conduite identiquement semblable à celle de Pie IX ne saurait plus, ce me semble, être acceptée par le royaume d'Italie. Pour moi, j'ai toujours cru que la papauté et le royaume d'Italie sont choses inconciliables, que l'une de ces forces tuera l'autre. Or, à mes yeux, le résultat de la lutte n'est pas douteux. Le royaume tuera la papauté, et, comme la papauté est selon moi une très mauvaise chose, c'est là une des raisons entre beaucoup d'autres pour lesquelles j'aime le royaume. À une date impossible à fixer, la papauté quittera Rome et l'Italie. Au nom du ciel, ne courez pas après elle. Ce jour-là sera celui qui mettra le sceau définitif à votre liberté. Chez vous, la papauté sera toujours un trouble. Hostile, elle est dans votre sein comme un corps étranger. Réconciliée ! . . . Dieu nous en préserve. Ce serait à nos dépens, et pour la plus grande joie du P. Curci, que se ferait la réconciliation. Songez au danger que courrait le parti libéral, le jour où le Pape se mettrait à la tête d'un parti catholique, qui péserait sur les élections !

Détachée de Rome, sans asile fixe nulle part, forcé d'essayer tour à tour Malte, l'Espagne, l'Angleterre, Monaco, la papauté

deviendrait un simple ferment de fanatisme nomade. Votre gouvernement en gagnant quelques cardinaux pourrait faire un antipape. Ainsi divisée, la papauté serait perdue, et le danger qui résulte de l'unité du catholicisme serait écarté. . . . .

CDLIII.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Roma, 27 novembre 1878].

Carissimo collega ed amico. Non so nascondervi che mi duole assai non avervi avuto a fianco in questi giorni e non poter sperare di vedervi di corto, se ben interpreto la vostra lettera del 21.

Del resto vi debbo dir che non ho sentito nessuno che vi biasimasse per l'assenza. D'un par vostro si sa bene, che se mancate in congiunture tanto solenni, è che non potete.

Vi ringrazio di cuore per me e per la Luisa dell'affetto con che domandate della nostra famiglia. Stiamo tutti benone. Ma io ho passata una brutta state travagliato da un malore all'occhio sinistro, malore esterno e punto pericoloso ma molestissimo, il quale mi ha impedito di lavorar molto. Adesso non ci si pensa più.

Ma la interruzione dei miei lavori è ricominciata da un'altra banda. L'uffizio di vice-presidente mi obbligò ad andare a Napoli la settimana scorsa, ecc., ecc., fino a ier l'altro. Che malattia sociale in questa età e che laidi progressi ha fatti in Italia da due anni in qua! Gli equivoci non giovano mai, e pur troppo n' è corsi nel partito che modestamente s'intitola progressista. Speriamo non sia troppo tardo il ravvedimento del paese e che in ogni modo non si corra all'estremo opposto, e per esorcizzare il demonio internazionale, non si chiami il prete con la stola e l'acqua benedetta. . . . .

CDLIV.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 5 décembre 1878].

Mon cher ami. J'ai reçu la photographie. Ayez la bonté d'adresser mes meilleurs remerciments à M.r Lanciani. Je crois qu'il est tout-à-fait désirable que le public savant voie de ses yeux ce curieux monument. C'est dans les *Lincei* que cette publication serait, je crois, le mieux à sa place. Un *Mémoire* il me serait difficile de le faire, n'étant pas épigraphiste latin de profession. Le seul point sur lequel j'aurais à m'exprimer est la lecture *inter nos*, sur laquelle j'ai moins de doute que jamais et dont le mérite vous appartient. Les *Lincei* admettent-ils de simples *notes* d'une page ou deux ? Cela me suffirait, le *Mémoire* qui a paru dans le *Bollettino d'archeologia comunale*, me dispensant d'entrer dans une foule de détails. Je communiquerai à l'Académie la belle photographie de M.r Lanciani ; mais cela ne dispensera pas d'une publication, qui, je crois, devrait se faire à Rome. Je pourrais vous adresser une communication sous forme de lettre, ou l'adresser aux *Lincei*, comme vous voudrez.

Comme j'aime beaucoup l'Italie, et pour elle-même et pour les services de premier ordre qu'elle rend à l'esprit humain, je suis désolé de ce qui se passe en ce moment. La république, qui est maintenant le salut de la France, serait la perte de l'Italie et la fin de cette unité qu'elle a si justement voulue. L'armée et la Maison de Savoie, voilà la condition de votre unité. Votre armée est excellente, et tiendra. Je suis persuadé, d'un autre côté, que vous aurez assez de sens politique et de modération pour ne pas tomber en réaction. L'Allemagne, à mon avis, commet en ce moment une faute des plus graves. Les attentats contre les souverains sont des maladies épidémiques qui sont dans l'air à certains moments ; cela est insaisissable ; on ne tue pas les mouches à coups de canon. Quant au socialisme, c'est le fait d'une minorité imperceptible, dont il faut réprimer les attentats quand ils se produisent, mais dont le véritable remède est la liberté. Combien

nous en avons été malades en 1848! Eh bien! ce mal a chez nous à peu près disparu. Nous avons d'autres misères, mais pas celle-là; grâce à des lois équitables sur les associations et à un véritable revirement dans les idées des ouvriers, qui ne veulent plus procéder que par la liberté et l'association individuelle. Attendre et durer, voilà l'essentiel. Je suis persuadé que vous y réussirez et que vous donnerez une leçon à l'Allemagne, à l'Espagne, qui s'affolent parce qu'il s'est trouvé chez elles un ou deux misérables insensés.

Nos meilleures amitiés à madame Amari. Croyez à notre vive affection. E. RENAN.

CDLV.

MICHELE AMARI ad Ottone Hartwig

[Roma, 21 dicembre 1878].

. . . . I miei giorni di lavoro sono stati scorciati dall'attentato di Napoli. Come vice-presidente del Senato, io dovetti trovarmi a Napoli il giorno appresso, ed ebbi il piacere di vedere quel valoroso giovane non solamente sereno, ma ammirevole di contegno: la stessa Regina avea sentita la scossa di certo, e ne mostrava i vestigj nel portamento e sopratutto nel parlare concitato, ma nel fatto avea dato prova anch'essa del coraggio della sua schiatta. L'opinione pubblica poi si palesò in tal guisa, da dare nuova guarentigia alle istituzioni costituzionali e da trarre giù un Ministero presieduto da quel medesimo patriotta, che avea difeso il Re col proprio sangue. Finalmente la Camera, non ostante la sua pessima composizione, ha dato un verdetto simile sul sistema di tolleranza, che avea fatto rimbaldanzire gli internazionalisti, i socialisti di ogni sfumatura di colore, pochi d'altronde in Italia, ed i repubblicani.

Con ciò le dico asseverantemente che a nessuno, incominciando da Umberto e terminando al più oscuro impiegato, è venuto nè verrà in mente di imitare il Bismarck nella reazione. Il male appo noi non è a gran pezza da paragonarsi a quello che travaglia la Germania. . . . .

CDLVI.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 8 gennaio 1879].

Egregio Signore ed amico. Ella ha ragione, il dott. Paoli non ha ben colto il nostro disparere; ed aggiungo ch'egli s'appone assai male quando crede ch'io sostenessi quella opinione per amor di patria. Io me ne son guardato sempre; e se alcuna volta non sono riuscito, affermo ch'è stato contro mia volontà. Mi sembra quasi empietà alterare, foss'anco di un pelo, la verità scientifica per amor di che che sia al mondo. . . . . .

CDLVII.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 5 marzo 1879].

. . . . Non si aspetti che io le dica bene del terzo ministero Depretis . . . . Del resto speriamo non voglia pria di morire, il Ministero nè la Camera, buttar giù la finanza con l'abolizione del macinato, ossia con aprire la breccia d'una quarantina di milioni nel nostro bilancio, che si regge a mala pena, e dovrebbe provvedere al ritorno della circolazione metallica. Per fortuna la monarchia è

rispettata nel paese. Umberto, s'egli non ha l'esperienza e la sagacità del padre, lo vince per la economia, la condotta morale e l'applicazione agli affari. La Regina poi è una vera benedizione pel nostro paese: amabile, bella, culta oltre ogni credere, amata da tutti. . . . .

CDLVIII.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Rome, 28 avril 1879].

. . . . Léon XIII essaie de rugir, mais il est fort enroué. Nous avons eu dimanche dernier le spectacle des affiches: *Viva Maria Vergine bestemmiata dagli empii*, qu'on avait imprimé en caractères cubitales et affiché aux portes de toutes les églises de Rome. Grande foule aux églises, et voilà tout, malgré la provocation flagrante. . . . . Notre Saint Père va guérir les maux du XIX siècle par une injection intercutanée de la philosophie de saint Thomas d'Aquin. C'est aussi comique que le *Syllabus* de Pie IX. Espérons que les amourettes d'une partie de notre gauche avec une partie du clergé, n'amèneront aucune faiblesse dans la direction de l'enseignement; et que M.r Perez ne commette la sottise qu'on lui attribue dans les journaux: autoriser les élèves des Séminaires aux examens de licence licéale sans aucune année d'études laïques préalables. La liberté d'enseignement est belle et bonne, mais il faut entraver autant que possible la liberté de l'empoisonnement.

. . . .

CDLIX.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 5 maggio 1879].

. . . . Lavorando più fitto del solito per la stampa della mia versione della *Biblioteca arabo-sicula*, la quale cammina abbastanza presto, io sento il bisogno di correre in campagna al sole e alla pioggia e mi farò accompagnare dal bimbo per farlo esercitare, e coltivare il gusto ch' egli ha per la caccia. A questo forse io debbo la mia salute ferrea, a dispetto del tavolo da scrivere e dei libri; ed oltre la salute, quel divertimento mi sembra ottimo nell'educazione morale. A me ha fatto comodo sapermi servir delle armi all'uopo ed avvezzarmi a tutti i pericoli della campagna. . . . .

CDLX.

Michele Amari ad Antonino Salinas

[Roma, 15 maggio 1879].

. . . . . . Se mai avverrà che esca alla luce la 2ª classe delle *Epigrafi*, del che dubito forte, le manderò, come ho promesso, le impronte tutte che posseggo, compresa la prima della *Cuba*, che vorrei non si perdesse. Frutto d'una pazzia, o, come si voglia chiamare, il rischiare una caduta da quell'altezza camminando su le travi, mentre la milizia cittadina, comandata dal patriotta Mortillaro e incoraggiata dalla marcia del Filangeri, volea fare in pezzi que' rivoluzionarj che aveano turbata la pace pubblica. Ma entro una settimana scampai questi due generi di morte, e la terza

allo scoglio de' Porcelli. Rimanghiamo Torrearsa ed io del naufragio, e i poveri Scordìa e Stabile se ne sono iti. Ma tutti e quattro la facemmo bella! Non solo andar via, ma anche portarsi nelle valigie i tesori della Sicilia! . . . . .

CDLXI.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 7 luglio 1879].

. . . . Sarei pronto, almeno nel malumore che ho in questo momento, a fare un baratto del suo tiranno co' miei arruffonì; dico della Camera dei deputati e degli idoli che essa ha creati, e ne spezza uno ogni sei mesi per poi rincollarlo e metterlo di nuovo sugli altari. La crisi ministeriale non è finita per anco, e non veggo come e quando possa finire. Hanno perduto anco il pudore, poichè dicono in pien Parlamento che il tale o tal altro provvedimento è necessario « al partito », come se si trattasse di questo, e non dell'Italia! . . . .

CDLXII.

Michele Amari a Giovanni Arrivabene

[Roma, 21 febbraio 1880].

Caro collega ed amico. Grazie del vostro affettuoso biglietto. A me premea poco o nulla il titolo che mi hanno tolto (1); ma deploro a chi l' han dato, perchè questo è segno del tempo. Il barometro cala furiosamente . . . . .

(1) La vice-presidenza del Senato, alla quale, invece dell'Amari, fu eletto il Caccia, avendo l'Amari votato contro l'abolizione del macinato. Anche il senatore Saracco, che aveva dato egual voto, non fu rieletto allo stesso ufficio dal Depretis.

CDLXIII.

Michele Amari ad Antonino Salinas

[Roma, 28 novembre 1880].

. . . . . Per altro Ella ha fatto come il Depretis. Vedendo che l'edifizio del Ministero è assalito da varie parti, egli gitta tra' piedi degli assedianti i triboli della circolazione metallica. E così il signor Professore mi manda gli opuscoli che ho letti ed ammirati e mi tura la bocca col programma di un viaggio *storiografico* per la scoperta della Sicilia; cioè di una impresa che ho rimorso di non aver potuto far mai; rimorso poco men pungente di quello che sento perchè non andai a tempo a Genova nel maggio 1860, per partire con Garibaldi. Senza l'ipocrisia della modestia, io sarei stato assai meno preparato di Lei: gittato a 14 anni a fare il *travet*, sapendo male il latino, e punto il greco; ritornato su la via degli studj per un amore infelice; affetto di un zelo donchisciottesco a lavorare otto ore al giorno al fu Ministero della *halqa* (1); cacciatore, schermidore e lontano dalla castità, ch'è necessaria agli studiosi. Capisco dunque che il mio stesso desiderio trascini Lei, sì ben preparata per gli studj e per una vita senza quelle tempeste di passioni politiche ed erotiche nelle quali io consumai la gioventù. Vada dunque innanzi. . . . .

Dal mio canto non trovo modo di prendere un'infreddatura nè un dolor di capo. E pure non son più quello che partì di Palermo nel mese di novembre 1842, e nemmeno quell'altro ch'Ella vi conobbe nel 1860! Addio. Suo aff.mo M. Amari.

---

(1) *Halqa* è il nome del quartiere di Palermo, ove trovavasi il Ministero di Sicilia, in che, ne' suoi giovani anni, era impiegato l'Amari.

CDLXIV.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 30 novembre 1880].

.... Questi signori progressisti consentono alla monarchia il « placido tramonto », e noi non lo permetteremo nè placido nè tempestoso.....

CDLXV.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Roma, 28 dicembre 1880].

Carissimo amico. Ogni anno ormai mi gittate in casa il tizzone della rivolta! Ieri allo arrivo del trionfale vostro panattone si levarono, prima delle grida di gioia, certi stridi di aquila quando si gittano su la preda; la signorina ridivenne bambina di sei anni; Michele messe da canto il latino e cominciò a dispensare pugni d'allegrezza alle sorelle, le quali a lor volta vollero provare che sono nate nel secolo della uguaglianza (spero non sia l'emancipazione) della donna. In somma fu un subbuglio, un diavoleto, una ebbrezza quasi feroce. Tutta colpa vostra, ed io ve ne debbo ringraziare per giunta.

Senza celia, buon Capo d'anno, mio carissimo (1). Ve lo auguro a nome mio, della Luisa e di quei tre diavoli, i

(1) Il senatore Tullo Massarani, del quale è superfluo qui ricordare i meriti come scrittore e artista ed uomo politico, fu negli ultimi anni della vita del nostro Amari uno degli amici suoi più caramente diletti ed affettuosi.

quali, a poco a poco, son passati dalla gioia ferina alla gratitudine, dopo aver visto bensì lo splendido ammanto e assaporato il prodotto ambrosiano.

Ed ora a rivederci ad anno nuovo e forse in primavera, quando la Camera avrà preparati i suoi piatti della legge elettorale e della ristorazione di Sua Maestà l'oro.

Ma non resteremo intanto in reciproco silenzio; non è vero? Addio. Amari vostro.

CDLXVI.

Michele Amari ad Antonino Salinas

[Roma, 8 . . . . . 1881].

Caro Professore. « Ora che il vento, come fa, si tace », in Palermo, s'intende, riscontro la sua del 28 dicembre, scritta nell'ansia de' preparativi. In somma è riuscita benino l'accoglienza: qui tutti lodano la Sicilia e la città delle grandi *eccetera.* Io poi ci trovo il marchio storico delle rivoluzioni palermitane sì frequenti, che se ne può fare argomento di studio comparativo e quasi di statistica. Perchè l' è stata una rivoluzione senza schioppettate, un colossale dispetto a Raffaele e comp., ed anche a tutti i governi passati, presenti e futuri del « Bel paese ». Noi siciliani, e *in capite* palermitani, siamo proprio quel che si dice originali. Spero che la natura ci aiuti a capir la goffaggine di dimostrazioni per l'anniversario del Vespro. Se vivrò, come credo probabile perchè mi sento benissimo al solito, verrò nel solo caso che gli *Sceikhi* palermitani si contentino di una commemorazione accademica. La maschera de' francesi d'allora or non la porta nessuno. Coi francesi odierni la Sicilia non ha altra relazione che quella comune a tutti gl' italiani; relazione molto delicata, la

quale richiede in noi un contegno serio, cortese, scevro di provocazioni al par che di espansioni. Personalmente io son gratissimo a questa nazione, nella quale ho parecchi amici che amo, senza contare la Luisa ch' è degna di adorazione . . . . .

CDLXVII.

Michele Amari ad Ernesto Renan

[Rome, 8 avril 1881].

Mon cher ami. Il y a bien longtemps que je ne vous écris; je sens aujourd'hui le besoin de vous adresser quelques mots, au moment où des petites ambitions et des intérêts personnels, contraires aux grands intérêts de la France comme de l'Italie, tachent de part et d'autre, comme je le pense, d'amener des désagréments entre les deux pays au sujet de Tunis. Vous avez vu dans les journaux que le ministère Cairoli est tombé hier dans cette occasion. Je vous engage à lire les paroles prononcées hier à la Chambre par tous les amis, ainsi que les ennemis du Ministère, surtout celles de M.r Sella, interprète du véritable sentiment de la nation. Ditez-moi, mon cher ami, si chez vous l'opinion publique, non pas celle du militaire, ni de la démagogie, ni du chauvinisme incipient, mais l'opinion des patriotes sages et clairvoyants, ne fait écho à ces paroles; car, quant à vous, je ne vous le demande pas, je le sais. Ce sera une grande consolation de ma part si cette affaire sera discutée sans aigreur dans les deux pays. . . . .

CDLXVIII.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Rome, 15 avril 1881].

Mon cher ami. Le chagrin que vous me témoignez à propos de cette déplorable mésintelligence de Tunis prouverait bien, s'il en était besoin, votre amitié pour mon pays et pour moi-même. Maintenant il faut chercher à atténuer l'effet qu'a produit en France ainsi qu'en Italie le soupçon réciproque: nos voisins veulent s'emparer de la Tunisie par *fas et nefas*.

Vous savez que je déteste le *nefas*, d'abord parce que c'est ignoble et puis parce que c'est puéril. Eh bien, je crois qu'il y a beaucoup d'exagération dans les intrigues dont vous faites le récit par votre lettre du 11. Nous n'avons été ni l'un ni l'autre à Tunis; moins encore dans les cabinets de M.r Roustan et de M.r Macciò; aussi nous pouvons mettre en doute réciproquement les détails que nous avons lu dans les journaux, ou entendu par des personnes soi-disant bien informées. Je viens d'apostropher un monsieur, qui n'est pas Cairoli mais doit en savoir plus que lui, sur les rapports avec le Mostakel, et surtout au sujet des armes fournies aux Krumirs. On me l' a dénié formellement. Je ne suis prophète ni fils de prophète, disait Pie IX au mois de septembre 1870, et je le répète en ajoutant que, malgré cela, je pense que le monsieur auquel je fais allusion ne cache pas la vérité! Il faut être sot pour se servir de moyens aussi grossiers. Que des agents inférieurs, ou plutôt des soi-disant agents, aient semé la discorde, je le soupçonne certainement. Que nos ministres depuis 1876 aient été des *guastamestieri*, admis sans doute.

Mais l'action réelle du gouvernement italien auprès des gouvernements étrangers, en commençant par celui de Tunis, n'a eu d'autre but que de procurer l'égalité des traitements à notre commerce, la même égalité, à peu près, qu'il jouit en France ou en Angleterre. Les marchands ne sont pas satisfaits de cela: *inde irae.* Dans mon opinion je n'aurais pas subventionné Rubattino; c'est une des fautes de Depretis et de Cairoli, qui ne savaient pas résister aux cupidités et aux ambitions du parti de gauche et qui n'ont jamais été des diplomates.

La crise ministérielle, qui dure encore, a eu pour occasion, non pas pour cause, votre occupation, c'est ainsi qu'on la représentait, de Tunis. Aussi le nouveau Ministère, quel qu'il soit, ne soufflera pas sur le feu; je crains seulement que l'actuel reste à sa place ou qu'il cède les portefeuilles à un autre aussi incapable que lui-même.....

CDLXIX.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Rome, 28 juin 1881].

..... Je ne vous demande pas quelle impression vous avez reçu des dernières scènes de Marseille. Souvent je me demande si ce n'est pas une illusion ce prétendu progrès de l'humanité, même dans les degrés minimes dans lesquels on pourrait l'imaginer avec beaucoup de bonne volonté. Cette fameuse ligne spirale ne serait-elle qu'un cercle? Les gouvernements, de même que les populaces, agissent précisément comme à l'époque des Pharaons ou des Xersés; l'esprit humain après avoir écarté un peu le bandeau qui lui couvrait les yeux, a peur de voir clair et il s'empresse de le remplacer par un voile à la dernière mode; de la fabrique, par exemple, de M.r De Laveleye.

Heureusement la science marche toujours; si la faiblesse de la chair l'arrête un moment, elle fait un petit détour et reprend son chemin . . . . .

CDLXX.

MICHELE AMARI ad Ottone Hartwig

[Firenze, 28 luglio 1881].

. . . Nelle notizie che ne dettero i giornali Ella avrà notato senza dubbio che sorge nel Senato un'altra quistione più seria, tra i promotori della quale io mi confesso apertamente. Il Senato nominato dal re, ossia da' ministri, non regge all'urto delle fazioni che signoreggiano nell'altra Camera. Poichè in Italia esso non può avere la robusta radice della Camera dei Pari, convien dargliene un'altra che somigli all'elezione, tanto più nel nuovo ordine nel quale i deputati vengon su da un suffragio molto esteso. Senza ciò correrebbe pericolo la stessa monarchia, e con essa l'unità; pericolo, voglio dire, di una subita tempesta, che non verrebbe mai dalle viscere del paese, ma basterebbe a sconvolgerlo temporaneamente. E poi, l'incognita del futuro!

Per tornare al suo *Sicilien in Frühjahr 1881*, le dico che riconosco la giustezza delle sue osservazioni, compresa quella del miglioramento succeduto nella pubblica sicurezza dal 1876 in qua. La cagion del quale non mi sembra la sola indicata da Lei. Senza dubbio i deputati di sinistra chiusero gli occhi alle illegalità rese necessarie dalla gravezza del male, onde si potè curar la piaga con ferro e fuoco; ma contribuivvi molto quella accelerata circolazione del sangue nella vita economica del paese, da Lei notata in

principio. La circolazione del sangue, libera e vigorosa, arriva fino alle più delicate fibre del corpo. Se tra' malandrini v'era anco de' possidenti, non è men vero che si preferisce sempre di guadagnare co' mezzi più facili e meno rischiosi quando la via onesta è aperta, e la criminosa s'avvolge tra pericoli maggiori. Singolare che il ritorno dell'oro, vicino ma non per anco presente, sia stato salutato con pubbliche dimostrazioni in Palermo sola, o prima tra le altre città d'Italia.

L'altro punto sul quale non son d'accordo con Lei è la preponderanza degli autonomisti. Io non l'ho mai notata, nè anche in quel tempo in cui invasero le cariche municipali di Palermo. Furono le qualità personali da una parte e il malcontento dall'altra, fomentato dalla sinistra, le cause per le quali gli autonomisti prevalsero in alcune votazioni. Nè affermo che i Ministri di destra siansi sempre condotti bene verso la Sicilia, sopratutto i Ministri dei Lavori pubblici e della Giustizia, che furono da me assordati d'inutili richiami, il primo affinchè affrettasse i lavori, il secondo affinchè rinsanguasse la magistratura. Ma questi errori e la dura necessità d'aggravare i tributi non faceano che aggravare il malcontento: e da ciò alla opinione separatista, particolarista o autonomistica, corre una grandissima distanza . . . .

CDLXXI.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Firenze, 22 settembre 1881].

Egregio mio signore ed amico. Fermatomi per poche ore a Lipsia nel mio ritorno da Berlino, a fine di vedere in volto il buon Fleischer, amico epistolare, e non però men benevolo nè meno amato, ebbi novello pegno della

bontà di Lei. Il buon professore di Lipsia mi disse che Ella gli avea domandato il giorno del mio arrivo in quella città, a fin di venir lì da Halle a stringermi la mano. Mi va profondamente al cuore questo sentimento dell'ospitalità germanica, rappresentata da un uomo che tanto io stimo e riverisco. Grazie e grazie. Sarei venuto ad Halle, prima per accettare il suo invito e poi per vedere la sua biblioteca, se non fossi stato in compagnia dell'Ascoli e del Flechia; se non avessi avuto fretta dell'andata e del ritorno; e se una spesa maggiore mi fosse stata indifferente. Ma io son venuto ricusando gli aiuti del Ministero; e non debbo mai dimenticare l'economia, vivendo molto assegnatamente con tre figliuoli, che conviene educare il men male che si possa. Oh quanto ho io ricordato, in questo viaggio, il danno della mia educazione, spezzata a 16 anni dalla condanna del padre! Questi mi volea fare anco studiare il greco e il tedesco; i quali ho dovuto poi cercar di conoscere, il primo a 36 anni in Parigi e l'altro a 55 o 56 a Firenze! Ho viaggiato ora in Germania come sordo e mutolo: e questo dispetto anche si è aggiunto ai motivi della mia fretta. Ma la mia ignoranza non ha scemata la cortesia dei professori tedeschi, nè la loro cordiale e premurosa accoglienza.

Ritornato qui ier l'altro a sera, eccomi nuovo pegno della bontà di Lei: l'articolo critico su Dino Compagni. Ella ci guida entro un laberinto fino a quella profondità che si può esplorare fin adesso, e ci dimostra come sia uopo di laboriose ricerche e di novelli favori della fortuna, per es. il ritrovamento del codice Ashburnham (1), per tagliare altre vie nella foresta. Convengo con Lei che il criterio della lingua torni assai fallace in simili casi; e, se Ella

(1) Il Codice asburnamiano è ora laurenziano; e per aprir gli occhi ai ciechi, o a quelli che volevano chiuderli per non vedere, venne pubblicato dal Del Lungo, Firenze, succ. Le Monnier, 1887.

ben ricorda, non era questo che mi ritenea dall'accettare il giudizio di Scheffer Boichorst, ma sì il carattere morale dell'opera: l'impeto, dico, della passione che non si può falsare da retori....

CDLXXII.

MICHELE AMARI ad Antonino Salinas

[Roma, 6 ottobre 1881].

. . . Non passerà questa settimana ch'io non metta mano al *Racconto popolare*, del quale non seppi scrivere nemmeno il principio alla *Concezione*. Intendo stamparlo qui o a Torino. Poi verrò nel marzo in Palermo, e coglierò l'occasione di spiegare a voce pubblicamente come intendo solennizzare l'anniversario secolare del Vespro; cioè benedicendo l'unità nazionale che rende impossibili i Carli D'Angiò, al par che le dinastie aragonesi. E sarà questo il mio testamento politico.

Beninteso, che non mi dispongo a morir tanto presto perciò; ma voglio, dopo il *Racconto popolare* por mano alle *Epigrafi* parte III, ed alla nuova edizione della *Storia dei Musulmani;* poichè scade nella primavera del 1882 la cessione a Le Monnier e per lui a' suoi successori, ed ho un gran numero di correzioni ed aggiunte già notate.......

CDLXXIII.

MICHELE AMARI ad Ottone Hartwig

[Roma, 10 ottobre 1881].

. . . Prima della sua lettera aveva io ricevuto il foglio dell'*Allgemeine Zeitung*, che contiene le sue « *Siciliana* ». Ella ora dà nel segno. L'opinione pubblica del paese si è

raddrizzata, e non chiude più gli occhi alla luce; confessa i visibili e palpabili avvantaggi dell'Unità nazionale. Vero egli è, che non ha smesso ancora il vezzo della opposizione politica a quel partito politico che compiva l'unità; onde i deputati siciliani parteggiano sempre pel governo di sinistra, che in oggi demoralizza il paese e lo mette in gravi pericoli. Quella tendenza delle popolazioni siciliane vien da varie cagioni: la principale è che il governo di destra, mirando a fortificare lo Stato, offendea sovente le province e gli individui, sia con le dure tasse, sia con la parsimonia nelle spese: e debbo confessare che la destra fu avara e dura verso la Sicilia. Mille volte io predicai ai ministri, e quando c'era anch'io, e appresso, che conveniva affrettare i lavori pubblici in Sicilia, riformare la magistratura, trattar meglio il paese. Ora il governo di sinistra sacrifica lo Stato ai corpi minori ed agli individui. È il miglior modo di acquistare subito popolarità, perchè lo Stato non parla, strepitano bensì le province, i comuni, le associazioni e gli individui: strepitano quando non ottengono favori; e quando ne hanno o ne sperano, votano a favore e sostengono i ministri.

Ciò che ho detto della Sicilia si può applicare alle altre regioni d'Italia. E così lo Stato è fiacco; il governo risiede nella Camera dei Deputati, e il paese correrebbe al precipizio, se il concetto dello Stato non risorgesse ad avvertire gli uomini onesti e imporre silenzio ai barattieri. Questo è quello che mi par accada adesso. L'affare di Tunisi prima, poi quello degli allievi volontarj, tra mezzo tanti episodj di mal governo, voltano già la corrente dell'opinione. È precisamente il contrario della Germania, dove voi vi lagnate della dittatura di Bismarck, ed avete ragione.

Ella mi domanda l'impressione fattami dalla Germania. In vero un sordo-mutolo com'io era, non conoscendo la

lingua se non che nello stampato ed anche scarsamente, può intender poco o nulla delle condizioni d'un paese. Per quel poco che me ne rivelò la vista degli occhi e la conversazione co' membri del Congresso, ammirai la serietà del popolo; l'ordine rigoroso, forse troppo minuto; la cordiale urbanità degli uomini di scienza. Ritornai, in gran fretta, perchè non solo mi tardava riveder la famiglia e mi parea di spender troppo, ma anche mi annoiava di aver bisogno sempre d'un interprete.....

CDLXXIV.

Michele Amari ad Ernesto Renan

[Rome, 15 novembre 1881].

. . . . Pour le moment j'achève mon *Racconto popolare* des Vêpres siciliennes, dans lequel je donne, comme vous pouvez vous l'imaginer, son caractère véritable à cette révolution. C'est la Cour de Rome qui en a toute la responsabilité. Elle enseignait aux soudards de Charles d'Anjou à appeler *Paterini* les Siciliens et à les traiter comme des mécréants . . . . . .

CDLXXV.

Michele Amari ad Antonino Salinas

[Roma, 18 dicembre 1881].

. . . . Mi disgustano le codardie; tanto più quando sono atroci, e però non tollero le luminarie nè i balli dati per tripudiare sopra una strage . . . . . .

Passata questa burrasca del Senato, sarà terminata la

stampa del mio *Racconto*, e nel gennaio le copie si troveranno in Sicilia. Così avrò compiuta la mia parte e recato il mio tributo al centenario. Al resto pensi chi ci dee pensare; ed io verrò o non verrò secondo me lo detti la mia coscienza. Intanto si vedrà se la cosa pubblica sarà per passare a mani più oneste e forti. Quand'anche rimanesse in quelle di Depretis, io farei valere la mia voce presso i governanti perchè siano evitati gli scandali dell'insultare i morti del XIII, e i vivi nostri vicini del XIX secoli, i quali non mi sono punto simpatici, ma vanno rispettati. E ciò sul capitolo delle feste. Circa le iniziative politiche, io non temo che si replichino nel marzo 1882 le scene deliziose del settembre 1866, compresa la vendita della carne di carabiniere a Misilmeri. Caso mai, domanderò un posto nella prima spedizione che si farà di qui; e se mi accettano, verrò da volontario anche tra le guardie di pubblica sicurezza. Tale mi parrebbe allora il dovere di ogni cittadino . . . . .

Conservi questa mia e la pubblichi tal quale se le parrà. Tanti saluti affettuosi. M. AMARI.

CDLXXVI.

MICHELE AMARI a Tullo Massarani

[Roma, 19 dicembre 1881].

. . . . Oltre il Senato, io ho lavorato anche in casa per certo *Racconto popolare del Vespro siciliano*, che gli amici di laggiù mi hanno spinto a scrivere e che alfine è sotto i torchi. Ho colto l'occasione di ispirare temperanza a quei cervelli caldi, misti a molti molto strambi; i quali vogliono festeggiare con luminarie e balli, e non so che altro, un

fatto al quale si unì la strage indistinta, e non poche crudeltà! Se poteano perdonarsi nel XIII secolo, non ne facciamo l'apologia nel XIX, e non inaspriamo le relazioni nostre attuali con la Francia! Vi assicuro che questi umori mi amareggiano. Nè sono tranquillo su certi altri che vogliono aggiungere dimostrazioni repubblicane sotto la specie di Buono Stato e Libertà! Ne abbiamo noi poca della libertà? E il buono Stato chi è che lo turba in oggi, se non i complici scienti o no di quei signori? . . . . .

CDLXXVII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 20 décembre 1881].

Mon cher ami. Conformément à l'idée dont vous m'avez parlé *piazza dell'Esquilino*, et dont j'avais écrit à M.r Dumont, le Ministère vient d'envoyer MM.rs Basset et Houdas, tous deux professeurs à Alger, pour examiner les manuscrits de Kairouan. Je ne connais pas le second; le premier est un homme de mérite et bon arabisant. Si vous avez quelque *desideratum* ou quelque conseil particulier à donner à ces MM.rs, vous pouvez m'en écrire ou en écrire à M.r Dumont. L'occasion est bonne, il faut en profiter.

Que les choses humaines sont conduites avec peu de sagesse! Heureusement, il y a loin des mots aux actes; plus d'une fois encore nous verrons nos bonnes et pacifiques idées libérales menacées de gros nuages, qui créveront comme tant d'autres, sans donner autre chose qu'un peu de pluie . . . .

CDLXXVIII.

MICHELE AMARI a Giulio Rezasco (1)

[Roma, . . . febbraio 1882].

Ma che dimenticanza? carissimo amico, e come mai questo sospetto l'è potuto entrare in mente? Ebbi il suo bi-

(1) Piacemi inserire questa lettera al Rezasco, che è una giusta riparazione a una vittima della così detta *riparazione* della Sinistra. Il ben servito, che in essa l'Amari dà al valente e onesto funzionario pubblico, è un ristoro della partigiana e inconsulta cacciata sua dall'ufficio per tanti anni tenuto nel Ministero di pubblica istruzione e pel quale il Sella ebbe a dire che: « a ristabilire l'ordine e l'economia nel disgraziato Ministero dell'istruzione c'erano voluti un biellese e e un lunigianese »; e ora chi ne sarà capace? Giulio Rezasco era nato a Spezia nel dicembre del 1813. Fu deputato al Parlamento Subalpino per tre legislature e militò sotto le gloriose insegne del conte di Cavour, coadiuvandolo specialmente nella fondazione dell'arsenale militare della Spezia. Nel '59 venne in Firenze, segretario del Boncompagni, governatore dell'Italia centrale. Ricostituitasi l'Italia a nazione, fu capo di divisione del Ministero di pubblica istruzione, e qualche tempo esercitò anche le funzioni di segretario generale, quando vi si chiamavano ufficiali esperti e competenti, e non un qualsiasi deputato, alle cui brame dovesse darsi un posto nell'amministrazione della cosa pubblica. Al venir della Sinistra, come abbiam detto, fu licenziato con altri, e per indorargli la pillola e non mandarlo lì per lì in pensione, venne nominato direttore generale delle Gallerie e Musei della Liguria. Tornò così tutto alla pace degli studj, che del resto non aveva mai intermessi, e primo frutto di questi ozj laboriosi fu l'opera da lui per lunghi anni (fin dal 1842) meditata per consiglio di Terenzio Mamiani, cioè il *Dizionario del linguaggio italiano storico ed amministrativo* (Firenze, success. Le Monnier, 1881), del quale ognuno che abbia dovuto consultarlo conosce i pregi (v. su di esso SALV. BONGI in *Arch. Stor. Ital.*, serie IV, IX, 383, e A. D'ANCONA, *Varietà stor. e letter.*, Milano, Treves, 1881, II, 165). Meritato premio a sì nuovo e utile lavoro di storia e di filologia nazionale fu l'elezione a socio corrispondente dell'Accademia della Crusca. Dopo d'allora, continuando lo stesso intento d'illustrare a vicenda, e con dotte ricerche, la storia della lingua e quella delle istituzioni e del costume, mandò fuori nel *Giornale Ligustico*, facendone estratti a parte, le seguenti scritture, che raccolgono e ordinano collo stesso metodo che nel *Dizionario*, ma con maggiore ampiezza, tesori di notizie: *Senato* (1884), *Scampanata* (1884), *Il giuoco del lotto* (1884), *Armi proibite* (1885), *Maggio* (1886), *Segno degli ebrei* (1889), *Segno delle meretrici* (1890). Restano inediti alcuni suoi *Aneddoti parlamentari*, giudicati da chi li vide « lettura ghiotta e curiosa, da desiderare che vengano a luce ». Morì a Bolasco sulla Riviera l'11 gennaio 1894. Vedi su di lui GIOV. SFORZA, *Cenno necrologico*, nell'*Arch. Stor. Ital.*, serie V, tomo XIII, e A. D'ANCONA, in *Rassegna bibliogr. della Lett. Ital.*, II, 28.

glietto di visita e subito le rimandai il mio a Bolasco, dove già una volta le aveva scritto nel principio del suo doloroso allontanamento. Affinchè la stessa sorte non accada a questi pochi righi aggiungerò allato *Genova*, che è il nome dell'uffizio postale da cui dipende Bolasco o Bogliasco, come veggo stampato il nome nell'Indicatore postale che ho voluto consultare nel dubbio.

Nè io nè altri amici comuni abbiam cessato mai di riverire ed amare il nostro onesto e generoso Giulio Rezasco, la cui disgrazia sarà sempre una delle tante colpe del Baccelli. Ne parlo sempre col buon Ghiron, che ora è qui Bibliotecario alla Vittorio Emanuele e che io debbo vedere oggi stesso.

Non oso far profezie mentre gli intriganti navigano a vele gonfie. Pur cadranno un giorno, ed allora io son certo che chiunque venga, meno perverso del ministro attuale, penserà a Lei.

Io vivo da romito in casa mia; non vo al Senato che i rari giorni di seduta, e di quando in quando per pochi minuti a veder qualche foglio o qualche libro. Lavoro sempre e la sera non esco mai di casa, piacendomi più che qualunque altra conversazione quella della mia moglie e dei miei figliuoli, che crescono a vista d'occhio sani, vivaci e buonissimi.

Spero mandarle domani un lavoruccio d'occasione che ho stampato un po' contro voglia, perchè avrei amato meglio che non venisse la romorosa occasione.

Mi dica del suo lavoro ch'è sempre sotto i torchi. Riverisca per me la sua signora, e creda fermamente che l'amicizia di 20 e più anni è cresciuta nella sua sventura. Suo aff.mo M. Amari.

CDLXXIX.

Michele Amari a Ernesto Renan

[. . . . . , febbraio 1882].

Je n'ai pas pu me réfuser à écrire le *Racconto popolare*, que je vous envoie aujourd'hui même sous bande. J'en ai profité pour mettre les points sur les *i* dans mon *Avant-propos* (1). Malheureusement je ne pouvais pas parler

(1) Riferiamo la breve introduzione de « L'autore a chi legge », che l'Amari prepose al *Racconto popolare del Vespro Siciliano* (Roma, Forzani, 1882):

« Dopo la cacciata de' Borboni dalle regioni meridionali d'Italia occorre la prima volta in quest'anno una commemorazione secolare della ribellione, ch'è stata chiamata il Vespro Siciliano (Vespro, per carità, a modo nostro, non Vespri, alla francese) dall'ora nella quale il popolo di Palermo, odiosamente provocato, die' di piglio a' sassi e alle armi.

« Ognuno comprende pertanto come i Siciliani, seguendo una usanza ormai molto estesa in Europa, voglian celebrare la vittoria del 1282, or che loro è lecito di farlo e che quello avvenimento, per lungo tempo tenuto vendetta, strage e nulla più, apparisce nella storia come legittima e profonda rivoluzione, ispirata da un sentimento nazionale comune allora in tutta Italia.

« Nessun altro significato ragionevole si potrebbe dare alla solennità che s'apparecchia per questo, e il più assurdo di tutti sarebbe supporla non amichevole manifestazione contro la Francia, la quale è in pace con l'Italia e combattè vittoriosamente con noi e per noi nel 1859; oltrechè i comuni interessi politici ed economici consigliano entrambe le nazioni a rispettarsi e giovarsi a vicenda ed a compatire d'amore e d'accordo i litigi minori, che a quando a quando sorgono inevitabilmente tra popoli vicini. Chi conosce, poi, i Siciliani può farsi mallevadore che sapranno celebrare con dignità quel gran fatto istorico, guardandosi dall'offendere i sentimenti di ogni popolo civile e deplorando anco il troppo sangue sparso in una età, che inferociva nelle vendette sì come nelle offese.

« S'io di ciò non fossi convinto, mi sarei astenuto dal partecipare alla commemorazione pubblicando questo mio Racconto popolare. Me ne sarei astenuto per dovere di buon italiano, e particolarmente per l'onore della Sicilia, e anche per gratitudine personale. Nel 1842, perseguitato a cagion della mia storia del Vespro, mi rifuggii in Francia, dove uomini come Augustin Thierry, Thiers, Guizot, Villemain e parecchi altri statisti e dotti m'accolsero cordialmente, non ostante l'argomento del mio libro; ond'ebbi agevolezze a continuare i miei studi

d'amitié actuelle entre les deux nations; il m'a fallu me borner à des réserves personnelles.

Sans doute l'agitation que produit à Palerme cet anniversaire est dirigée plutôt contre notre gouvernement actuel, que contre la France. Espérons que l'on écoute mes conseils, et que d'un autre côté on ne commette des excès dans le sens démocratique ou démagogique . . . .

Vous savez que l'on vient de promulguer la nouvelle loi électorale et appeler au suffrage deux millions de clercs, s'il est vrai que tous sauront écrire quelques lignes devant un notaire; car deux votes ont fait passer au Sénat cette disposition transitoire en place de l'amendement de notre parti, qui demandait au moins une espèce d'examen de 2me élémentaire. J'espère que malgré cet engouement de

---

in Parigi e quivi mi furon poi dati non comuni onori accademici. Tutti compresero ch'io aveva voluto proporre al mio paese un grande esempio di virtù popolare, e che se avea mirato a colpire gli oppressori moderni tirando sopra le teste degli antichi, avea sempre serbata scrupolosamente e messa in luce la verità istorica.

« Or che la mala signoria de' Borboni è morta e sepolta, e che i giovani a' quali, io giovane, parlava, fecero il dover loro nel 1848 e nel 1860, celebriamo lieti e sereni in quest'anno la riscossa del Vespro. Il racconto popolare col quale io mi accingo a descriverla come a me pare che fosse avvenuta, sarà sgombro delle citazioni che erano necessarie nel mio primo lavoro e nelle successive edizioni, accresciute mercè le nuove fonti che via via si sono scoperte. E mi studierò a porre nello stile quella chiarezza, che mancò talvolta nel mio primo lavoro, dettato ad un animo giovanile dalle passioni che bollivano alla vigilia del Quarantotto.

« Richieggo i miei lettori che nell'orgoglio legittimo con cui ricorderanno l'avvenimento del 1282, si soffermino a riflettere quanto siano state diverse le sorti di quella generazione e della nostra. Allora la rivoluzione siciliana, non essendo attecchita nella penisola, che pur v'era disposta, fruttò alla Sicilia libere istituzioni, ma non evitò una nuova dominazione straniera, nè una lunga decadenza morale e materiale. Al contrario la riscossa de' nostri tempi, coordinata al movimento di tutta la nazione, ci ha dato l'Italia libera ed una, Roma sede del regno, una dinastia nazionale, la civiltà in progresso, i commerci ravvivati, le industrie rinascenti e il papato ristretto ne' confini dell'autorità spirituale, i quali esso avea rotti da più di mille anni, suscitando guerre civili, invasioni straniere, scandali sopra scandali e discredito alla stessa religione.

« Roma, 1° gennaio 1882. »

quelques uns, d'un petit parti, je dis, la monarchie, quoique faiblement représentée, résistera à l'épreuve. La nation est pour elle, et n'aime pas à se rejeter dans l'heptarchie ou dans l'abîme . . . .

CDLXXX.

MICHELE AMARI ai sigg. Resta e Condorelli
studenti dell'Università di Napoli

[Palermo, 1° aprile 1882].

Signori miei pregiatissimi. Tra gli onori che mi sono stati resi in questi giorni per un atto di coraggio civile compiuto son or 40 anni e per una lunga vita pubblica, spero io, senza macchie, mi torna gratissimo il telegramma indirizzatomi ieri dalle Signorie Loro. La gioventù è la speranza dei popoli; la gioventù dedita alle scienze è la speranza del progresso, la speranza dello spirito umano, che si sciolga dai ceppi e miri al culto della verità.

Grazie dunque, egregi e studiosi giovani, pel vostro cortese ricordo indirizzato a un vecchio patriotta. L'Italia ha uopo d'ordine e di libertà; ha uopo di tendere alla verità nel governo politico come nella scienza del mondo in generale; e da voi giovani aspetta il suo vero progresso, non quello sognato dagli illusi o finto da' mestatori.

Vi saluto, cari giovani, e vi auguro vita virtuosa e gloriosa. Prego i signori Resta e Condorelli di farsi interpreti dei miei sentimenti presso i loro compagni. M. AMARI.

CDLXXXI.

Michele Amari al Sindaco di Palermo

[Palermo, 5 aprile 1882].

Mio egregio Signore. Nel partire dalla città ove nacqui, vorrei ringraziarla con quella pienezza di affetto che ho nel cuore, ringraziarla, dico, delle onoranze che mi ha fatte nel corso delle feste del Vespro. La coscienza mi dice che le onoranze sono state troppe, e che provano soltanto l'animo generoso dei cittadini dai quali provengono. Ma sento nell'animo al tempo stesso che « l'amore con amor si paga » come dice il proverbio; i miei concittadini hanno indovinato, col loro intuito così pronto e tanto sicuro, l'affetto mio per questa splendida città e per questo gran popolo.

Oh come io gioisco ogni volta che riveggo Palermo sempre più pulita, più fiorente d'industrie e di commerci, più civile, più degna della libertà che gode l'Italia, più accomunata al sentimento nazionale, ch' è gloria e presidio di tutti!

Mi basta rivolgere queste parole al Supremo magistrato della città e all'uomo che ha sì degnamente presieduto alla commemorazione del Vespro. E spero che sotto la sua amministrazione questa città sempre più progredisca e si metta tra le primissime città della patria comune; intenta ad illustrarla e all'uopo concorrere alla sua difesa.

Accolga, egregio signore, i miei ringraziamenti personali, e mi creda sempre suo dev.mo M. Amari.

CDLXXXII.

Isidoro Carini (1) a Michele Amari

[Barcellona, 16 aprile 1882].

Chiarissimo signor Professore. Ieri soltanto mi è pervenuto il fascicolo straordinario pubblicato dalla nostra Società, ed io ne sono così profondamente commosso, che sento il bisogno di scri-

---

(1) Figlio al patriota siciliano Giacinto, poi generale (vedi vol. I, pag. 577, nota), Isidoro Carini nacque in Palermo ai 7 gennaio 1843. Fece i primi studj presso i Gesuiti e li compì nel Seminario palermitano. Resistendo agli eccitamenti dei suoi primi istitutori, non volle vestir l'abito lojolesco, ma si fece sacerdote (1868). Ferventissimo credente, diresse parecchi giornali religiosi: l'*Amico della Religione*, l'*Ape Iblea*, la *Sicilia Cattolica*, ecc., e fondò circoli religiosi per la gioventù. Ma non per questo tralasciò gli studj letterarj e storici, e nel 1887 meritò di esser fatto successore al suo maestro, il prof. Cusa, nella cattedra di paleografia e diplomatica presso l'Archivio di Stato di Palermo. Nel 1881, avvicinandosi il centenario del famoso Vespro, che volevasi solennemente celebrare in Sicilia, fu mandato in Spagna a raccoglierví documenti su codesto importante episodio di patria istoria. Recentemente il signor Giuseppe Silvestri, già soprintendente degli Archivj Siciliani, ha voluto rivendicare a sè il merito di cotesto disegno e quello di averlo in ogni modo agevolato e reso proficuo alle storiche discipline, pubblicando uno scritto intitolato *Isidoro Carini e la sua missione archivistica nella Spagna* (Palermo, Virzì, 1891, di pag. 184), e volontieri ammettiamo che tal rivendicazione sia giusta e legittima. Ma in questo scritto, che non fa buona testimonianza della cultura, non diremo neanche letteraria, ma soltanto grammaticale, del suo autore, troviamo parole tali rispetto all'Amari, che non possiamo a meno di rilevare. Puerile è l'accusa che « dopo i larghi profitti ricavati da ben otto edizioni », l'Amari « non si fosse mai sentito spingere a varcare i Pirenei » per studiare i documenti degli archivj spagnuoli: ognuno fa quello che può, e sarebbe difficile trovare nella vita dell'Amari un momento nel quale egli avrebbe potuto recarsi in Spagna: non nel tempo del primo e del secondo esilio, quand'ei si guadagnava la vita col frutto dei suoi lavori; non dopo il 1859, quando fu ministro in Sicilia e a Torino, e poi, ormai innanzi negli anni, professore e senatore; e puerile, se non peggio, è l'accusare l'Amari di un'erronea notizia apparsa nella *Rivista Storica*, secondo la quale avrebbe egli scoperto e raccolto i documenti degli archivj iberici. Che cosa è poi da dire dell'insinuare che l'Amari biasimasse la celebrazione del Vespro perchè « marito di una signora francese »? L'Amari voleva, e altri prudenti e saggi volevano con lui, e l'ottennero, che cotesta ricorrenza fosse ricordata in modo degno di popolo libero, e non porgesse pre-

vere alla S. V. poche righe di felicitazione e di ringraziamento. Comprendo benissimo l'emozione del venerando march. Torrearsa.

---

testo a urla briache di piazza, specialmente essendovi urto fra l'Italia e la Francia per l'affare di Tunisi: nè si negò di prendervi parte, quando vide che gli assennati consigli prevalevano, e degnamente la celebrò con discorsi letti e lavori a stampa. Rispetto poi a ciò che scrive il signor Silvestri della « morale » dell'Amari, del suo « feroce egoismo (!) »; di « vendette basse e codarde » contro esso Silvestri, basta aver segnalato queste parole allo sdegno o al riso di chi conobbe l'uomo integerrimo; il quale avrà certo avute le sue buone ragioni per combattere, quand'ei presiedeva il Consiglio degli Archivj, la nomina del Silvestri a soprintendente dell'Archivio palermitano; e poichè la sua opinione non prevalse, ei si dimise dall'ufficio, e il Depretis, ministro dell'Interno, il cui nome e l'opera del quale son sempre mischiate in faccende non degne di lode, accettò senz'altro le dimissioni. Ma torniamo al Carini, le ricerche del quale negli archivj di Spagna sono narrate nelle lettere di lui, pubblicate dal signor Silvestri, e che veramente si condusse con zelo intelligente e senza risparmiar fatiche. Vogliam tuttavia notare non essere esatto il vanto ch'ei vi si dà dell'esser stato egli il primo italiano « che nell'interesse della nostra storia esplorasse l'archivio di Simancas », essendo stato preceduto in ciò, fin dal 1858, dal De Leva, in servizio della sua *Storia documentata di Carlo V*. Frutto della missione scientifica del Carini furono i tre volumi *Gli Archivj e le Biblioteche di Spagna in rapporto alla storia d'Italia in generale e di Sicilia in particolare* (Palermo, Tip. dello Statuto, 1884), dei quali ampiamente si valse l'Amari per la 9ª edizione del *Vespro*. Poco appresso, venendo eletto Pontefice il cardinal Pecci, già Arcivescovo di Perugia, che ivi era stato conosciuto dal generale Giacinto, il quale, secondo si afferma, gli aveva raccomandato il figlio sacerdote per quando ei fosse Papa, il Carini fu chiamato a Roma e fatto professore di paleografia nell'Università vaticana, vice-archivista della S. Sede e inoltre prelato domestico e canonico di S. Pietro, e per ultimo primo custode della Biblioteca Vaticana. In quest'ufficio, colla urbana bontà del tratto, coll'interesse vivo alla scienza, colla larghezza di mente e la tolleranza, che gli erano proprie, il Carini rese molti e preziosi servigj agli studj e ai cultori di essi. Nè per ciò ei rallentò la sua operosità di scrittore, e a questo tempo appartengono molti lavori, specialmente di argomento storico e paleografico. È voce generale e accreditata che dell'alto ufficio e della benevolenza del Pontefice egli si giovasse anche a render meno aspre le necessarie relazioni fra il Vaticano e la Consulta, e che godesse anche l'amicizia e fiducia del Crispi, compagno d'esilio e d'armi del padre suo. Ma tutto quello ch'ei faceva pel bene della religione e della patria, che del pari amava, non poteva non eccitare l'avversione di quella fazione, che spadroneggia nella Curia romana: e questa colse l'occasione di certo codice, sottratto alla Vaticana e poi ritrovato, per amareggiare l'animo del Carini. Si assevera ch'egli fosse rimproverato di poca cura in seno di una Commissione d'inchiesta eletta dal Pontefice, e specialmente dal cardinale Mazzella, gesuita, al quale il Carini vivacemente rispose. Si decise allora a dar le sue dimissioni, che furono accettate dal Pontefice, il quale però, sempre benevolo col Carini, pensava a conferirgli la sede arcivescovile di

Una testimonianza *concorde* data da un *intiero* paese al *vero* merito non si vede che raramente (1). Credo che si sarà visto ai soli

---

Catania. Uscito dall'udienza papale, turbato profondamente, si recò, secondo il solito, in coro, e ivi lo colse la morte (26 gennaio 1895), veracemente compianto dai buoni e dagli amici del sapere. Molto egli scrisse, e fra i tanti suoi lavori notiamo i seguenti: *Biografie dei padri Alessio e Carmelo Narbone* (1865), *di M. Galeotti* (1869), *di Gregorio Ugdulena* (1872), *del P. Ventura* (1871), *di Rocco Pirri* (1877), *di Isidoro La Lumia* (1880), *di Pietro Sanfilippo* (1884), ecc.; sul *Dialetto greco di Sicilia* (1870), il *Brano di un codice cefalutano del secolo* XIV (1871), *Sulle Scienze occulte nel medio evo* (1872), la *Prolusione al corso di paleografia e diplomatica* (1877), i *Diplomi svevi inediti* (1879), *Sulle materie scrittorie adoperate in Sicilia* (1879), la *Porpora e il color porporino nella diplomatica* (1880), i documenti *De rebus regni Siciliae* (1882), il *Sommario delle lezioni di paleografia* (1886), gli *Aneddoti siciliani* (1888-91), le *Miscellanee paleografiche e archeologiche* (1889), le *Lettere bolsenensi* (1889), l'*Arcadia dal 1670 al 1890* (1890), *Di alcuni lavori ed acquisti della Biblioteca Vaticana nel pontificato di Leone XIII* (1892), *La Biblioteca Vaticana proprietà della Sede apostolica* (1892), la *Questione sociale in Sicilia* (1894), ecc. Un'ampia bibliografia si trova nella pubblicazione: *Sulla tomba d'I. C.*, del sacerdote Paolo Miraglia-Gullotti (Roma, Tip. Elzeviriana, 1895); per la biografia vedi anche can. C. M. Merendini, *Cenni biografici* (Parma, Adorni, 1895); E. Salvadori, *Commemorazione*, letta in Arcadia il 15 febbraio 1895 (Roma, Tip. Romana, 1895); D. Francisco De Bofarull y Sans, *A la memoria di I. Carini* (Barcellona, De Vives, 1895), ecc.

(1) Il *fascicolo* qui rammentato è quello intitolato: *Sesto centenario del Vespro, tornata straordinaria della Società Siciliana per la storia patria nel dì XXX marzo 1882* (Palermo, tipogr. dello Statuto, pagine 30, in-4°). Esso contiene un discorso del presidente march. di Torrearsa, col quale saluta il presidente onorario Michele Amari, intervenuto alla seduta, e presenta il volume, pubblicato a cura della Società, di *Ricordi e Documenti del Vespro Siciliano*. Indi il principe di Scalea, presidente della Commissione per una medaglia d'oro da offrirsi all'autore della storia del *Vespro*, la offre all'Amari con un albo in che stanno i nomi dei soscrittori, e il presidente Torrearsa aggiunge altre parole affettuose ed encomiastiche. Indi l'Amari legge un suo discorso *Sull'ordinamento della Repubblica Siciliana del 1282*. Le parole ricordate in questa lettera del Carini, riguardanti il padre suo e Isidoro La Lumia, sono queste: « I primi atti di Pier d'Aragona in Sicilia, già belli e stampati a vostre spese, sono stati testè ricercati per vostra commissione dal nostro socio Isidoro Carini, al quale non farei un elogio così a bruciapelo; ma poichè egli non è presente, voglio ricordare la sua dottrina, la solerzia e l'amore ch'ei porta ai nostri studj; oltrechè è figliuolo del nostro concittadino e martire, le ossa del quale ritornano ora in Palermo, e il suo nome di battesimo è quello stesso del cugino, il quale non so acquetarmi a non vederlo qui in mezzo a noi: il più candido, il più dotto, il più modesto e il più focoso tra i fondatori della nostra società. Debbo alla cortesia del socio signor Silvestri d'aver potuto delibare cotesti documenti di Barcellona, perchè ei mandommeli a Roma a misura che si stampavano ». — Menzione cortese, della quale il Silvestri, come abbiamo visto, lo ha ben rimeritato!

funerali del Manzoni e del Dupré tutta Italia associarsi in un medesimo omaggio. Ma le onoranze postume son triste assai: io, per esempio, non avrei avuto il coraggio di assistere al funebre corteo, che onorò in Palermo la memoria del mio povero padre. Dopo la morte è tardi assai! Ma il tributo di ammirazione e di gratitudine reso a Lei vivo (e che Iddio conservi per lunghi anni), al suo merito superiore ed alle sue virtù cittadine, da tutti i Siciliani (Italiani anzi) *d'ogni colore*, in tempi di tanti odj politici e religiosi, è spettacolo bello, consolante, che ritempra l'animo e lo riconcilia co' migliori sentimenti. Soffra che me ne congratuli con Lei. Non può credere quanto sia contento che un tal uomo, in occasione solenne, abbia parlato di me in modo così benevolo, e come Le resti grato, che all'oscuro mio nome abbia associato la ricordanza di due persone, che piangerò sempre, ed alla cui perdita non ho saputo tuttavia rassegnarmi: il povero padre mio ed il povero Isidoro La Lumia. Ed Ella l'ha fatto con tanto garbo e con tanta gentilezza!

La sua approvazione mi dà coraggio a fare i necessarj sacrificj. Si figuri un giovane (non vecchio almeno) isolano, che viene in Spagna, colla testa piena della beata Andalusia, della Cattedrale di Cordova, dell'Alcazar di Siviglia, di Granata e dell'Alhambra, di Madrid e dell'Escuriale, inchiodato da quattro mesi, senza poter trovare un copista, a trascrivere *integralmente* due interminabili volumi (per comando superiore, mentre, pei dotti, i meno importanti basterebbe suntarli) nella bella ma rude capitale della Catalogna, la provincia meno spagnuola di Spagna, e che ricorda la Sicilia nelle minime cose. Senza la sua parola di conforto, mi sarebbe scappata forse la pazienza. Pure i due registri sono importantissimi . . . .

CDLXXXIII.

Michele Amari à monsieur Eugène Vignal

[Rome, 18 avril 1882].

Monsieur. En hommage à la vérité, je ne puis accepter qu'une petite partie du mérite que vous m'attribuez par votre obligeante lettre du 15 de ce mois. Mes idées, au

sujet de la commémoration du 31 mars 1282, ont été nettement formulées dans l'avant-propos au *Racconto popolare del Vespro siciliano*, publié par moi à Rome au mois de février dernier. Ces idées étaient les mêmes de tous les hommes de bon sens, dans l'Italie insulaire ou continentale: rappeler une grande révolution que l'histoire avait à tort représentée comme un guêt-à-pens; regretter le sang répandu dans l'insurrection; faire honneur au peuple, qui soutint victorieusement son droit, par une guerre de vingt ans, contre des aventuriers appelés par le Pape. Je suis sûr que la France d'aujourd'hui désavoue Charles d'Anjou, comme voulait le faire saint Louis avant de céder aux obsessions de sa Cour et de son clergé.

Vous savez bien que la population de Palerme, ainsi que celle de toute l'Italie, n'a pas dévié d'une ligne de ce programme, dicté par la raison ainsi que par le sentiment. Si ma faible voix y à contribué, j'en suis fier, sans m'arroger un mérite qui doit être partagé entre des milliers de mes concitoyens.

Quant au toast, que m'a attribué le correspondant de l'Agence Havas (1) à Palérme, en date du 3 avril, je dois

(1) La notizia data dall'*Havas* come venuta da Palermo, è la seguente: « Hier au soir au banquet dit des journalistes à l'*Hôtel des Palmes*, il s'est produit un incident désagreable, dont les témoins, au nombre desquels ne figurait pas d'ailleurs votre correspondant, ont promis de ne rien dire dans leurs journaux. Le correspondant de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* venait de répondre à un *toast* en l'honneur de la presse étrangère en se réjouissant de ce que les griefs de l'Italie contre le gouvernement français à propos des affaires de Marseille et de Tunis, l'ont rapprochée de l'Allemagne, son alliée naturelle et la plus sure. Le sénateur Amari, l'historien des Vêpres Siciliennes, a proposé alors un toast à la France, où l'Italie a trouvé et trouverait encore, ses vrais et ses meilleurs amis. Menotti Garibaldi a protesté au moins contre la forme trop absolue du *toast*. Le sénateur s'est échauffé; Menotti a repliqué. Bref, grâce à l'intervention d'amis communs on a transigé de part et d'autre, et le calme s'est rétabli ». Sul margine di questa notizia nel giornale il *Temps* degli 11 aprile l'Amari scrisse: « Tutta questa storia è erronea. Io non

avouer que la narration est tout-à-fait inexacte. Ni moi j'ai proposé un toast dans les termes supposés par le correspondant, ni aucune discussion s'est élevée entre M.r Menotti Garibaldi et moi.

Si j'avais à proposer des alliances pour mon pays, je le ferais au Sénat, non pas un verre de *champagne* à la main.

Vous concevez que je regrette profondément la mésintelligence qui s'est manifestée depuis un an entre les deux nations voisines, dont les intérêts réciproques sont de cesser au plutôt cet état de méfiance et d'irritabilité, causé par les malheureuses affaires de Tunis et de Marseille. Ce serait par trop réculer dans le moyen-âge, que de se brouiller pour des basses rivalités de marchands ou d'ouvriers.

Avec ces sentiments, qui sont aussi les vôtres, comme je le vois par l'esprit de votre lettre, je vous prie d'agréer ma considération distinguée. M. Amari.

---

proposi brindisi alla Francia e molto meno all'alleanza francese; ma soltanto, con molte dichiarazioni e riserve, ai pochi francesi amici dell'Italia, tra i quali nominai Renan. Ero ad un capo della tavola. Dall'altro lato sentii mormorare, ed una voce, forse quella di Menotti, disse: Ma perchè questi amici dell'Italia sono stati zitti? Non c'era che rispondere, e perciò non risposi, nè ci fu diverbio fra me e Menotti, nè tra me ed altri ». Con quanto qui ricorda l'Amari concorda ciò che trovasi nel giornale *La confederazione latina* del 30 aprile: « L'on. Michele Amari su per giù pronunziò queste parole: Nello scrivere il mio lavoro sul *Vespro* io ebbi largo aiuto in Francia, e, ad onta che si conoscesse il fine e l'indirizzo del mio libro, non mi si fece il benchè minimo rimprovero, nè a compire il lavoro si frappose alcun impedimento. Io, nel mio soggiorno in Francia, ho conosciuto che lì avevamo ed abbiamo tuttora molti amici, e tra essi, a titolo di onore, mi piace citare Ernesto Renan. Pur troppo non possiamo essere contenti del contegno che oggi quel paese dimostra verso il nostro, ma oggi prevale la politica dell'intrigo e dell'affarismo, ed io mi auguro che il buon senso del popolo e l'azione degli amici d'Italia valga a distruggere quella deplorevole politica e stabilire rapporti diversi e benevoli tra l'Italia e la Francia ».

CDLXXXIV.

Michele Amari ad Ernesto Renan

[Rome, 18 avril 1882].

. . . . Je viens de recevoir de Paris et de Marseille des lettres de personnes que je n'ai jamais entendu nommer, et qui me félicitent pour un toast supposé que j'aurais proposé à Palerme le 2 avril.

Ce n'est pas un verre de *champagne* à la main que l'on propose des alliances. J'ai bu à la santé des Français amis de l'Italie (quel que soit leur nombre) et il n'y a eu dispute, pas même de dialogue, à ce sujet entre moi et M.r Menotti Garibaldi, ni aucun autre.

Du reste vous savez que la commémoration s'est passée en des termes fort convenables. Vous êtes témoin des idées que j'avais à ce sujet, de même que M.r le duc Verdura. Vous rappellez-vous à la station du chemin de fer de Rome? Puisqu'il était impossible d'empêcher la manifestation, il fallait la contenir. C'est ce que nous avons fait tous: Perez, Crispi, le Comité, le Maire de Palerme, les étudiants des Universités, les Sociétés ouvrières, et moi entre les autres. Ce n'a pas été seulement « parceque les Italiens sont tous des diplomates », c'était un sentiment uniforme et profond. Quant à la manifestation en ellemême, il faut faire une part à la vanité; mais il faut penser en même temps qu'il y a eu aussi l'orgueil légitime de revendiquer l'insurrection contre le conte du guèt-à-pens; de remercier la papauté pour ce cadeau de Charles d'Anjou et de ses aventuriers; de rappeler le siège de Messina, l'un des faits plus glorieux de l'histoire, et d'affirmer que la révolution fut soutenue par vingt ans de guerre. Ce

sont bien des attenuantes, qu'il faut ajouter à celles des faits de Marseille. Ce n'est ni vous ni moi qui a petri le cœur humain. Nous savons seulement que la pâte est mauvaise vis-à-vis de notre idéal. Ma femme et mes enfants vous saluent avec les vôtres. Adieu. M. AMARI.

CDLXXXV.

MICHELE AMARI à monsieur Joseph François

[Rome, 18 avril 1882].

Monsieur. Ne voulant usurper d'aucune manière des mérites que je n'ai pas acquis, je dois répondre à votre aimable lettre du 14 de ce mois, que la correspondance de Palerme donnée par l'Agence Havas le 3, et reportée par le *Temps* du 11, est tout-à-fait inexacte en ce qui me concerne.

Ni j'ai porté un toast dans les termes que l'on m'attribue; ni aucune discussion s'est élevée entre M.r Menotti Garibaldi et moi.

Seulement j'ai contribué à conserver la commémoration des Vêpres Siciliennes dans sa juste signification : le souvenir d'une gloire nationale, sans réjouissance pour le sang répandu, ni manifestation hostile à la France. J'ai dit gloire nationale, car la journée des Vêpres n'a été qu'une insurrection (pas un guêt-à-pens), et elle n'a été que le commencement d'une guerre de vingt ans, vaillamment soutenue et terminée heureusement.

Quant à la France d'aujourd'hui, mes sentiments ont été nettement annoncés dans l'avant-propos à mon *Racconto popolare del Vespro siciliano*, publié à Rome au mois de février dernier. Le Comité du *Centenario* à Palerme, M.r Perez, M.r Crispi, le Maire de Palerme, tous les jour-

naux, tous les orateurs, tous les écrivains, tous ont évité, de même que moi, le moindre mot offensif envers la France, la moindre allusion aux évènements qui ont produit une mésintelligence entre le deux nations voisines.

En cela nous n'avons fait que notre devoir de citoyens. Si c'est un mérite, je le partage avec les plus obscurs hommes du peuple, qui allaient inaugurer, à l'église de Santo Spirito près Palerme, l'inscription commémorative d'une insurrection contre Charles d'Anjou, contre les aventuriers qui le suivaient, et que la France serait la première aujourd'hui à désavouer, et contre la papauté à laquelle remonte la responsabilité de tout le sang répandu en Italie depuis bien de siècles.

Maintenant je vous remercie, monsieur, pour vos bienveillantes paroles, pour la partie qui m'en revient légitimement, et je vous prie d'agréer ma considération distinguée. M. Amari.

CDLXXXVI.

Michele Amari a Isidoro Carini

[Roma, 19 aprile 1882].

Caro signor Canonico . . . .
. . . . . . Che vuole che io le dica? Ella mi pare uno de' primi coloni della California (per carità non mi tradisca) con tanto oro da raccogliere, senz'altro aiuto che delle proprie braccia. Soffra la deportazione il più lungo tempo che possa, per amor della storia e del paese; perchè v' ha da scommettere che passerà almeno un secolo pria che torni in Spagna, o vi nasca, uno armato come Lei di erudizione e di zelo. Sarebbe vergogna ritornare in Sicilia *infecto negotio!* . . . .

CDLXXXVII.

Ernesto Renan a Michele Amari

[Paris, 22 avril 1882].

. . . . À Palerme, comme partout, vous avez été le sage accompli. Jetons autant qu'il dépend de nous un drap mouillé sur ces matières inflammables; surtout gagnons du temps . . . . . . Deux discours à l'Académie française en un mois! c'est beaucoup. Je suis accablé. Enfin j'espère jeudi rendre hommage à notre cher et grand Littré, si injustement confisqué par les noirs.

. . . .

CDLXXXVIII.

Quintino Sella a Michele Amari

[Biella, 25 aprile 1882].

Carissimo amico. Io considero come una sventura per l'Accademia e per il Senato che tu lasci Roma. Ma non oso dir molto davanti alla santità delle ragioni che mi adduci. Le tue gentili bambine, il tuo vispo fanciullo, le cui liete ed innocenti facce così spesso, e con tanto piacere io vedevo in Via Nazionale, troppo interessano anche me, perchè tutto ciò che concerne il loro bene non mi stia a cuore.

Sono lieto che le feste di Palermo siano riuscite a dovere. Il culto degli interessi materiali assorbe talmente le novelle generazioni, che talvolta rimpiango le quarantottate.

Indi una grande manifestazione patriottica come quella dei Vespri, mi piacque fin da principio. Forse c'entrava anche l'antipatia, che il *Codice d'Asti* (1) mi inspira profonda contro l'Angioino.

---

(1) Il Codice astense, detto *Codice Malabaila*, che il Sella ebbe in dono dall'Imperatore d'Austria, e ch'ei pubblicò nei volumi dell'Accademia dei Lincei. Egli non potè dettarne la prefazione, nella quale, tra le altre cose, secondo egli ebbe a dirmi, avrebbe voluto dimostrare come « il culto degl'interessi materiali », che in questa lettera a ragione rimprovera alla generazione presente, fu colla corrispondente mancanza di alte e larghe idealità politiche, una delle cause principali, che addussero a rovina i nostri liberi municipi dell'età di mezzo.

Comprendo che lo sfilare delle Società operaie ti abbia fatto impressione. Senza necessità, fuorchè quella di una gara pazza di apparente liberalismo, ci siamo lanciati in una grande incognita allargando d'un tratto il suffragio, come fu fatto. È proprio difficile prevedere ciò che accadrà.

Presenta i miei omaggi alla signora Amari, e ricordami alle tue figlie. Auguro a loro ogni felicità; quanto a te, con non so più qual poeta dico: *Dî tibi dent annos, a te nam cetera sumes.* Di cuore, tuo aff.mo Q. SELLA.

CDLXXXIX.

MICHELE AMARI a Tullo Massarani

[Pisa, 19 luglio 1882].

Carissimo amico. Non ci vuol tanta retorica a persuadervi del perchè rispondo così tardi alle vostre del 5 e del 6, recapitatemi qui a tempo debito. Affoghiamo ancora (io più che ogni altro della famiglia in grazia de' libri) nella confusione e nel polverìo, ch'è anche peggiore. Fatto un giro, quasi da pacchi postali, per Orvieto, Chiusi e Siena, siamo giunti qui il 3 ed abbiamo trovati tre vagoni di mobilia indirizzati *a me*, e non all'ufizio di trasporti come era fissato con gli intraprenditori di Roma e ben pagatone la mercede. Calo il sipario su tutti i fastidj, ma mi affretto a dir che siamo stati e siamo tutti benone, senza escludere la Luisa, la quale con tutta la sua costituzione gracile si è affaccendata quanto tutti gli altri insieme, e non ne ha riportato altro danno che un po' di stanchezza.

Abbiamo un villino, comodo presso a poco, con un giardino pien di cavoli e di ramolacci, che vanno estirpati per cedere il terreno ai fiori. Capite che il primo lavoro sarà più facile del secondo.

Passando da Roma a Pisa è inevitabile un sentimento

di mestizia, come nella solitudine. L' ho provato un tantino anch'io, nonostante la pelle dura che ho. . . . . .

La mia casa qui (1) giace a pochi passi dalla chiesa di San Paolo ad Arno, la quale si crede sia stata l'antica cattedrale ed ha memorie del IX secolo, se non erro. Potrei errar poco, a dir vero. L'avete voi vista mai? La cupola, non dissimile da quella della presente cattedrale, sembra come que' vasi di terra fabbricati a mano nelle età preistoriche. Singolarissima poi la facciata, la quale presenta cinque archi. Indovinate! I due a sinistra di chi guarda sono tondi; quel di mezzo si avvicina al ferro di cavallo e i due a destra hanno quel lieve sesto acuto dei monumenti del Cairo e dei Siciliani del periodo normanno. Che i capimastri pisani, mentre finivano la facciata così sul principio del X secolo, abbian vista la moschea di Amru o quella di Al-Azhar? Addio. AMARI vostro.

CDXC.

MICHELE AMARI a Francesca Amari (2)

[Roma, 17 ottobre 1882].

Checca mia bella. Ho scritto alla Carolina perchè non venni ad abbracciarvi al momento ch'io partiva di casa. Sapete bene che non era poco desiderio; sapete bene che se voi amate il vostro babbo, gli rendete sempre meno dell'affetto suo.

---

(1) L'Amari abitò prima presso la chiesa di S. Paolo a Ripa d'Arno, in *Via Lavagna*, poi in *Via D'Azeglio*, n. 9, ultimamente, e più a lungo, fino al ritorno in Roma, al n. 12 in *Via Fibonacci*.

(2) Non abbiamo riferito nessuna delle lettere alla famiglia; facciamo eccezione per questa lettera alla figlia secondogenita, a cagione dei sensi di patria devozione che vi si trovano espressi.

Mi piace molto l'osservazione che tu fai sulle lettere d'Azeglio. La sua vita politica è invidiabile davvero, e dal canto mio quel che più gli invidio è la ferita ch'ei riportò combattendo per l'Italia. Questa è la sola, dico del combattere, la sola ricompensa che la fortuna mi ha negato, dopo ch'io mi ci era preparato fin da miei quindici anni e fabbricava con questo disegno tutti i miei castelli in aria. Ma al '48 io era a Parigi; corsi a Palermo dove non si combattea più, e mentre io volea andare a Messina mi sequestrarono con le catene di deputato e di ministro. Tornai in Sicilia al '49 dopo la missione a Londra e Parigi, carico d'armi, e la festa era finita non solo, ma la mia povertà mi tolse di andare a Venezia ed a Roma, dove pur si poteva affrontare la morte. Lo stesso caso a un di presso mi avvenne al '59 e al '60, di modo che mi avvicino alla tomba non senza onore, ma senza avere compìto il mio dovere nella guisa ch' io voleva.

Mi resta adesso la speranza di lasciar figliuoli migliori di me, e di vedere, se non i frutti di queste care piante, almeno i fiori belli e sbocciati. Tanti baci a te ed a tutti.

CDXCI.

Tullo Massarani a Michele Amari

[Milano, 2 novembre 1882].

Mio caro e illustre amico. È lecito parlare e pensar d'arte in mezzo al rugghio di queste bisbetiche elezioni? Fossero pur esaltate ma patriottiche, non me ne dorrei. Quel che affligge è vedere (non in Italia solamente, del resto, ma da pertutto) coloro che dànno se stessi per gli uomini dell'avvenire, mettere la patria affatto in disparte, e non dimandare e non promettere che una più grassa razione alla mensa. Che i men fortunati pretendano star men peggio, è naturale e giusto; e il modo è la maggior

questione oramai da risolvere per tutti i popoli. Ma primissimi fra i disgraziati sono, in generale, i contadini; e di questi non si parla quasi punto; tutti corteggiano, nuovo sovrano, l'operaio di città; e l'operaio, come ogni principe adulato, si crede il centro del mondo. Che si penserebbe d'un letterato o d'un proprietario o d'un professore o d'un medico, che, offrendosi a rappresentare il paese in Parlamento, non discorresse se non degli interessi del ceto, e non vedesse nella patria che questi? Eppure, l'operaio candidato, in buona fede, e i suoi piaggiatori, con più rei propositi, riducono l'ideale italiano, o francese, o tedesco, o russo al guadagno. Questo è che mi sdegna. Le rivoluzioni, anche macchiate di colpe, si rinverginavano un tempo nel sacrifizio dell'individuo al paese; ma i rivoluzionari, secondo il nuovo dogma, trattano il paese di vecchiume e il sacrifizio di assurdo; l'individuo solo deve vincere, ossia, in altri termini, godere. Dico questo, beninteso, dei radicalissimi, che, per ora, non credo sovvertiranno il mondo; la Camera nuova non zoppicherà, parmi, più della vecchia, e si tirerà innanzi; ma gli è un andare di male gambe.

Torniamo, col nostro siracusano, alle Latomie. I vostri appunti sono giustissimi, ed ho procurato di soddisfarli colle varianti che v'accompagno. Non dubito che al riaprirsi il Parlamento avrò il bene di stringervi la mano. Risalutatemi tutti i cari vostri e vogliate sempre bene al vostro T. MASSARANI.

CDCXII.

MICHELE AMARI al Presidente del Comitato catanese *Charitas*

[Pisa, 23 dicembre 1882].

Pregiatissimo Signore. La sua lettera del 13, indirizzata a Palermo, ch'io non abito più da molti e molti anni, rinviata a Roma, ch'io ho lasciata da pochi mesi, mi viene ricapitata alfine in questa città, dov'io forse finirò una vita, lunga anzi che no, dura in gioventù, serena verso il tramonto.

Mi scusi della risposta un po' tarda e diversa, com'io credo, da quella che il Comitato desiderava.

Ma che vuole? Io non sono poeta, nè letterato; i miei lavori, che sono di natura da non dilettar ogni lettore, li ho tutti pubblicati, ed ora m'ingegno di correggerli e compierli; sì che non ho alla mano uno scrittarello d'argomento e di misura che convengano a questa specie di fiera di beneficenza, che le Signorie loro promuovono amorosamente.

Il miglior partito dunque, anzi il solo ch'io possa prendere, è di ricordare alla generazione attuale dell'Italia, e in ispecie della Sicilia, ch'essa vive in condizioni infinitamente più onorevoli, più liete, che quelle della generazione nostra.

Si arriva già ai milioni di lire nell'opera caritatevole a pro dei nostri fratelli dell'Italia superiore, che han patite le inondazioni! Oh sì ch'è ventura appartenere ad una grande nazione, e libera per giunta e gloriosa, poichè nei secoli, nei quali era eclissata la stella d'Italia, non mancò alla nostra nazione la gloria delle lettere, e di quella natura profondamente civile, che portava a ristorare nel mondo la giustizia, la gentilezza del vivere, la tendenza allo scoprimento della verità, dai quali fini la barbarie dei più allontanava il mondo.

Oh, giovani, voi leggete, voi sentite raccontare i casi dell'Italia nella gioventù nostra! Ah non li sapete bene con tutto ciò! Felici voi che non li avete veduti! Miseri voi, se per correr dietro ad interessi materiali, ovvero a luccicanti illusioni, metteste in pericolo l'indipendenza, la libertà, l'unità della nazione. Uniti oggi nell'opera di carità, siatelo domani, se occorra, di faccia alle armi nemiche, e siatelo sempre contro il demonio della discordia!

Se questi pochi righi possono comparire nel *numero*

unico della contribuzione catanese, li offro al Comitato, e lo ringrazio dell' onore che mi ha fatto con la sua richiesta. M. AMARI.

CDXCIII.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Pise, 30 mars 1883].

. . . . Nous nous portons bien quoique ces petites demoiselles regrettent encore leurs amies de Rome et le mouvement d'une capitale, qui croit de splendeur tous les jours. Quel est-il le sort que l'avenir lui réserve? Lequel des deux flambeaux qui s'élèvent au Quirinal et au Vatican s'éteindra le premier? Ou bien quel sera-t-il le premier à subir une transformation? Hélas, l'humanité est si sotte que, dans un siècle ou deux, la monarchie pourra tomber, mais il y aura assez de vile multitude riche ou pauvre pour aller baiser les pieds au prétendu successeur des Apôtres. Et cependant vous et moi nous sommes pétris de la même argile que ce monde là. . . . . .

CDXCIV.

MICHELE AMARI a Pietro Ciotti-Grasso

[Pisa, 16 luglio 1883].

Preg.mo Signore. Come già le scrissi, io non ho studiato peranco, ho letto soltanto e rapidamente, il suo lavoro sul *Diritto pubblico siciliano de' tempi normanni.*

Ho notato il buon metodo; il corredo di erudizione, e qua e là, dove la memoria mi soccorreva, la giustezza delle conclusioni; ma non occorre dire a Lei che per fondare

un giudizio su tutti i punti trattati, è uopo aver presenti tutti i fatti, e riflettervi sopra. Or io non posso oggi far questo. La vecchiaia mi avverte che debbo compiere al più presto i miei proprj lavori, tra i quali va messa in primo luogo una nuova edizione de' *Musulmani di Sicilia*, con le molte correzioni e aggiunte che ho in pronto. Quando arriverò alla Costituzione normanna potrò dire ciò che io pensi su le questioni ch' Ella tratta, perchè allora mi dovrò metter sotto gli occhi le vestigie che avanzano di quell'edifizio nelle raccolte di leggi, nelle consuetudini, nei diplomi e nelle cronache.

L'opera del Gregorio va rifatta in parte, or che noi possediamo tanta copia di siffatti elementi, dei quali egli raccolse a stento una piccola parte. Similmente, le istituzioni contemporanee degli altri paesi or sono conosciute molto meglio, che ai suoi tempi.

In fine, passando, come dicono i Tedeschi, dall'obbiettivo al subiettivo, noi abbiamo sul Gregorio l'avvantaggio di questi dieci secoli, che son passati in Italia dal 1859 al 1870: dieci secoli dico, non undici anni. Io son sicuro che, incoraggiato dal primo saggio, Ella continui a scavare in quei due campi, che sono la feudalità e la municipalità in Sicilia al XII secolo. Com' era naturale, in un saggio Ella ha fatto poco uso de' diplomi, che son la vera miniera da coltivare. Ora Ella ha alle mani la raccolta del Cusa, della quale non le consiglio d'aspettare il compimento, cioè le varianti, le versioni e la provenienza di ciascun diploma. Non spero che il Cusa darà mai così fatto lavoro, e però sarà bene ch' Ella studii da sè i testi — e i più importanti son di certo i greci — ed ove si accorga della importanza del documento, ne ricerchi da sè la provenienza e le lezioni. Perchè il Cusa, lo ricordi bene, dice di aver date le lezioni che a lui sembrano migliori. In

questi atti relativi alla proprietà, parmi si possa trovare molti punti saldi delle costituzioni feudali e municipali. Poi speriamo che i diplomi latini della Chiesa vengano man mano alla luce più completi, e sopratutto meno erronei che non li abbian dati il Pirro, ecc., ecc.

Finirò con dirle che sono anzi stato sempre di quel parere ch' Ella esprime nelle pagine 62-68. Nel caso di Filippo di Mahdìah, l'attestato di Romualdo coincide sì bene con quello degli annalisti musulmani, che rimane certissima la legge normanna contro gli apostati. Le citazioni si leggono nel mio volume III, pag. 435 e seg., dove anch'io pensai che re Ruggiero avesse condannato il suo ministro per cagione politica, sotto colore delle apostasie che il re e tutti quanti doveano conoscere da tanto tempo. Romualdo anch'egli, grande amico de' Musulmani, mi fa la parte di arcivescovo zelante, per adattarsi all' aria che spirava in Corte negli ultimi anni della vita del re.

La prego di far tanti saluti da parte mia al signor suo padre ed allo zio Giuseppe (1), de' quali non ho mai dimenticato la cara e costante amicizia. Mi faccia lo stesso dono da sua parte, e così mi creda sempre suo dev.mo M. Amari.

---

(1) Giuseppe Ciotti fu antico e costante fautore di libertà. Nel '48 fu portatore al Duca di Genova, eletto re, della bandiera siciliana. Durante la restaurazione borbonica, visse ritirato, ma nel '60 favorì il moto unitario, nei giornali l'*Annessione* e il *Sud*: poi fondò e diresse fino al '68 *Il Corriere Siciliano*, ove propugnò le idee moderate, combattendo le intemperanze dei radicali e dei clericali. Fu consigliere comunale e assessore, poi segretario generale del Banco di Sicilia. Lasciò a stampa i seguenti scritti: *I casi di Palermo* (1866); *Lettera urgente di un oppositore agli elettori* (1867); *La Sicilia e l'Inchiesta* (1867); *Da Lercara a Girgenti*, bozzetto (1879). Nato ai 4 maggio 1822, morì, generalmente rimpianto, in Palermo ai 5 settembre 1889. Vedi su di lui Pietro Ciotti Grasso, *Nei funerali del barone G. Ciotti*, Palermo, 1889.

CDXCV.

Giuseppe De Leva a Michele Amari

[Padova, 20 febbraio 1884].

. . . . Ella domanda, che cosa ha fatto per me? Lascio da parte i nuovi e recenti titoli ch'Ella ha alla mia riconoscenza, e alla mia volta mi permetto di rivolgerle io la domanda. O non sa fors'Ella che il primo libro che mi ha fatto palpitare, che mi ha additato la via delle indagini storiche, fu proprio il suo, del *Vespro Siciliano?* Certo lo stesso possono dire e ripetere migliaia e migliaia d'Italiani; quanto a me questo solo posso aggiungere, che la gratitudine verso l'autore mi entrò in cuore fin dai primi anni de' miei studj. E non sa Ella ancora che, dal dì che la conobbi a Parigi, l'imagine sua ho avuto e avrò sempre davanti come un ideale di sapienza e virtù, e per Lei, proprio per Lei solo, ho cominciato a sperare nella resurrezione dell'Italia! Donde quella riverenza figliale (dico figliale, non ostante la mia molta età, perchè non trovo una parola più espressiva) per cui quando sono davanti a Lei mi mancano le parole, mi si scompigliano le idee. Altro non le dico . . . .

Mi abbia sempre, ne la prego, venerato maestro, con inesprimibile devozione e riconoscenza, suo dev.mo discepolo G. De Leva.

CDXCVI.

Michele Amari a Michele Calì (1)

[Roma, 22 aprile 1884].

Pregiatissimo Signore. Trovandomi qui per affari, poichè da due anni abito Pisa, ho ricevuta la gentile sua lettera e l'opuscolo, di che la ringrazio.

(1) Il Calì, al quale è diretta anche la lettera CDXXXIV, nacque in Acireale ai 17 febbraio 1843, e vi morì il 6 gennaio 1888. Fu professore e avvocato, di coltura non ristretta ma disordinata, di carattere bat-

Veramente quel povero Grassi (1) meritava di essere ricordato, poichè spese bene la vita.

Mi duole non aver potuto raccogliere altri particolari, che quelli contenuti nella nota or pubblicata da lei; ma feci tutto il possibile per averne. Ora non ricordo se mi domandò di lui il mio caro Salvatore Vigo o il suo nipote Lionardo.

Del primo serberò sempre carissima, anzi filiale memoria. Egli dal 1838 in poi mi chiamava figlio.

Di nuovo la ringrazio e le offro cordiali saluti.

---

tagliero, così in materia letteraria come politica e amministrativa, onde il viver suo breve fu amareggiato da fieri contrasti, e l'operosità sua sviata in infruttuose quanto violenti polemiche. Fu gran panegirista di Lionardo Vigo, presidente dell'Accademia Dafnica, della quale egli era segretario, e ne celebrò non solo il poema il *Ruggiero*, ma la *Collezione amplissima di Canti popolari siciliani*, a lode della quale scrisse due volumi. Vedi su di lui Achille Mazzoleni, *Michele Calì letterato siciliano, studio documentato con lettere inedite di illustri contemporanei*. Acireale, Donzuso, 1898.

(1) Di questo Grassi, che fu de' pochi siciliani che partecipassero alle idee e ai fatti della rivoluzione francese, il Calì scrisse la vita (*Alfio Grassi il proscritto*, 2ª edizione con ritratto) su documenti che in parte furono cercati e rinvenuti a Parigi dall'Amari. Alfio Grassi era nato ad Acireale ai 2 agosto 1766; entrò cadetto volontario nel reggimento Borbone Ferdinando, e nel settembre 1798 vi aveva raggiunto il grado di capitano. Venuto in sospetto di adesione alle idee liberali e di propensione alla Francia, fu condannato a morte, e confiscatigli i beni. Si tenne nascosto, sfuggendo alla taglia posta sul suo capo, e prese parte ai fatti della Repubblica Partenopea. Dopo la caduta di questa, riparò in Francia, dove nel 1809 lo troviamo capitano dei cacciatori a cavallo. Partecipò alle guerre di Spagna e di Portogallo e poi alla campagna di Germania nel '13 e nel '14, riportando ferite ed onorificenze. Dopo il '15 si ritirò dal servizio militare, e viaggiò in Oriente: quindi scrisse libri improntati alle idee liberali, e non privi di valore storico e politico, de' quali il Calì dà ampio sunto. Essi sono: oltre un *Extrait historique sur la milice romaine et sur la phalange grecque et macédonienne*, ecc. Paris, 1815, la *Charte Turque ou Organisation religieuse, civile et militaire de l'Empire ottoman, suivi de quelques réflexions sur la guerre des grecs contre les turcs*, ecc. Paris, à la Librairie Universelle, 1825, 2 vol.; e *La Sainte-Alliance, les Anglais et les Jesuites, leur système politique à l'égard de la Grèce, des gouvernements constitutionnels et des événements actuels*, Paris, Dupont, 1827. Nel 1825 si era recato a Malta per riaccostarsi alla famiglia e alla patria, ma dovè ripartire per la Francia senza che nessuno dei suoi avesse il coraggio di andare a visitarlo: e tornato a Parigi, vi morì ai 25 aprile 1827.

CDXCVII.

Albrecht Weber (1) a Michele Amari

[Grimma, 4 juin 1884].

Hochverehrter Herr College. Durch meine zeitweilige Abwesenheit von Berlin während der Pfingst-Tage bin ich um das Vergnügen gekommen, unter den Ersten zu sein, welche Ihnen zu dem Ihnen Seitens unseres Königlichen Herrn, auf den Vorschlag der Kön. Academie der Wissenschaften, verliehenen Ehren schmuck des Ordens « *pour le mérite* » ihre Glückwünsche darbringen. Dieselben sind darum aber nicht minder herzlich. Die Wahl innerhalb der Akademie hat schon am 1° Mai stattgefunden und war eine nahezu *einstimmige*. Sie erhielten 27 Stimmen von 29 ! Es wird Sie freuen, dies zu hören, weil immerhin doch einem *solchen* Votum ein gewisses Gewicht beiwohnt, selbst wenn man im Uebrigen über den Werth von Ordens-Decorationen noch so sceptisch denken mag. *Dieser* Orden wird eben *nur* nach eingehender Prüfung durch unsere Akademie auf deren Vorschlag verliehen, wenn durch den Tod eine Stelle vacant wird. Ihr Vorgänger war El. Lönnrot in Helsingfors, der hochverdiente Homer des finnischen Volus-Epos Kalevala, der im Jahre 1872 gewählt worden war. Da ich mich zufällig im Besitz einer Liste des ausländischen Ordensritter befinde, dieselbe ist vom Jahre 1881 also zum Theil antiquirt, so erlaube ich mir, Ihnen dieselbe mitzutheilen (die einheimischen Ordensritter ergänzen sich durch Cooptation, *ohne* den Beirath der Akademie):

1851 Owen, *London*
*1852 Sir H. Rawlinson
1854 Airy, *Greenwich*
1855 Dumas, *Paris*
1857 Sabine, *London*
1860 Premont, *Washington*
1867 Milne Edward, *Paris*
1868 Darwin, *London*
* Minckwitz, *Wien*
*1869 Madvig, *Kopenhagen*
1872 Robinson, *Armyth*
1874 Humphrey Lloyd, *Dublin*
1875 Schwann, *Lütlich*
* Bancroft, *Washington*
* Longfellow, *Cambridge* (America)
*1876 Böhtlingk, *Peterburg* (z. zeit Jena)
1877 Steenstrupp, *Kopenhagen*
1878 Hermite, *Paris*
1879 Gabr. Stones, *Cambridge*
1880 Nordenskjöld
*1881 Whitney (America).

---

(1) Quest'illustre professore di sanscrito dell'Università di Berlino, allievo e successore del Bopp, è nato a Breslavia ai 17 febbraio 1825.

Die sieben mit * markirten gehören der histor.-philos.-Classe der Akademie, die übrigen der mathemat.-physicalischen. Für die Bedeutung der *orientalischen* Studien ist es dabei immerhin von Tragweite, dass sich unter diesen 7 Mitgliedern, resp. Ordensrittern *drei* Orientalisten (Rawlinson, Böhtlingk, Whitney) befinden, zu denen nun Ihr illustrer Name hinzutritt. Somit hat Ihre Wahl auch rein an und für sich für *uns* Orientalisten etwas sehr Erfreuliches, und kann ich daher nicht umhin, auch *uns* dazu zu gratuliren. Vor Allem aber gelten meine Glückwünsche natürlicher Weise Ihnen selbst. Mögen Sie, hochverehrter Herr, darin einen Beweis erkennen, wie *treue* Arbeit im Dienste der Wissenschaft auch auf entlegenen Gebieten, *sicher* darauf rechnen kann, die ihr gebührende Anerkennung zu finden, zumal wenn sie, durch einen glücklichen Griff auf einen Gegenstand gerichtet wird, der auch das allgemeine Interesse in Anspruch nimmt und *fördert.* Dies haben Ihre trefflichen Arbeiten in hohem Grade gethan, und werden sie ja noch für lange Zeit hinaus unübertroffen dastehen.

Genehmigen Sie den Ausdruck herzlicher Verehrung und Hochachtung, mit der ich verharre. Ihr ganz ergebener ALBR. WEBER.

Stimatissimo signor Collega. Per la mia temporanea assenza da Berlino durante le feste di Pentecoste, ho perduto il piacere di essere fra i primi a inviarle felicitazioni per l'onore conferitole dal nostro Sovrano, dietro proposta della Reale Accademia delle Scienze, con la decorazione dell'ordine « *Pour le mérite* ». Ma questi miei augurj non sono perciò meno cordiali. La scelta era stata fatta dall'Accademia fin dal 1° maggio e fu quasi *unanime.* Ella ottenne 27 voti su 29. Questo le farà piacere, perchè, per quanto scettici si possa essere del resto sul valore delle decorazioni, un voto simile ha pure un certo peso. Quest'Ordine è conferito unicamente su proposta e dopo speciale votazione della nostra Accademia.

Il vostro predecessore fu El. Lönnrot di Helsingfors, il benemerito Omero dell'epopea (*Volus*) finnica *Kalevala*, che fu scelto

---

Dotto nella più parte delle lingue orientali, si consacrò specialmente all'indiana, e fu il primo editore dei *Veda* (1849-50, 3 vol.): sono poi noti a tutti gli studiosi i suoi *Indischen Studien*, *Indischen Skizzen*, *Indische Streifen*, e le edizioni di antichi testi sanscriti, oltre un numero considerevole di dissertazioni e memorie di erudizione originale e sicura.

nel 1872. Poichè mi trovo per caso ad avere qui a Berlino una lista dei Cavalieri stranieri dell'Ordine — è del 1881, perciò un poco antiquata — mi permetto di comunicargliela. (I Cavalieri nazionali dell'Ordine si nominano a scelta, senza il consiglio dell'Accademia):

1851 Owen, *London*
*1852 Sir H. Rawlinson
1854 Airy, *Greenwich*
1855 Dumas, *Paris*
1857 Sabine, *London*
1860 Premont, *Washington*
1867 Milne Edward, *Paris*
1868 Darwin, *London*
* Minckwitz, *Wien*
*1869 Madwig, *Kopenhagen*
1872 Robinson, *Armyth*
1874 Humphrey Lloyd, *Dublin*
1875 Schwann, *Lütlich*
* Bancroft, *Washington*
* Longfellow, *Cambridge* (America)
*1876 Böhtlingk, *Petersburg* (z. zeit. Jena)
1877 Steenstrupp, *Kopenhagen*
1878 Hermite, *Paris*
1879 Gabr. Stones, *Cambridge*
1880 Nordenskjold
*1881 Whitney, (America)

I sette nomi segnati così *, appartengono alla classe storico-filosofica, i rimanenti alla classe fisico-matematica. Per l'importanza degli studj orientali è da notare che fra questi 7 membri stranieri dell'Ordine si trovano tre orientalisti (Rawlinson, Böhtlingk, Whitney), ai quali ora si aggiunge il suo illustre nome. Perciò la sua scelta anche per se stessa ha qualcosa di molto lusinghiero per noi orientalisti, e ce ne possiamo per di più rallegrare collettivamente. Ma prima di tutto voglio rallegrarmi con Lei. Possa Ella, stimatissimo signore, riconoscere in questo la prova che il lavoro sincero in servizio della scienza, anche in campi lontani, può sicuramente sperare di ottenere il riconoscimento che gli è dovuto, massimamente quando per un felice intuito, è rivolto a un soggetto il quale attira e s'impone all'interesse generale. Lei ha fatto questo in alto grado con i suoi eccellenti lavori, i quali resteranno per lungo tempo insuperati.

Gradisca l'espressione della mia affettuosa venerazione e stima, con la quale io mi dichiaro suo dev.mo Albr. Weber.

CDXCVIII.

Michele Amari ad Ernesto Renan

[Rome, 9 juin 1884].

Mon cher ami. Votre nouvelle publication m'est parvenue ici . . . .

Votre avant-propos ouvre les cœurs bien nés à l'espérance d'un avenir lointain, dans lequel la religion et la

raison puissent se donner la main. Fut-ce même un avenir aussi éloigné que les périodes géologiennes de notre planète, ce serait une véritable bonne nouvelle que celle que vous nous annoncez par votre style lumineux et efficace. Mais permettez-moi d'en douter et de faire un pari que dans deux, dans cent siècles, l'humanité sera toujours partagée, comme l'a dit notre ami Abou-l'Alâ, entre sots qui croyent et sages qui ne croyent pas. Nous pouvons parier, sans crainte de payer ni l'un ni l'autre. Le phénomène que vous remarquez est évident, nonobstant l'antisémitisme de nos jours, qui est dû à des passions non religieuses, et l'on pourrait supposer que les croyances et le raisonnement se rapprochent toujours sans jamaïs se toucher, tout come la parabole et la ligne droite. Cependant, je crains que le besoin du surnaturel soit dans la constitution même du cerveau humain, et qu'il manque réellement un organe aux mécréants comme moi. . . .

CDXCIX.

MICHELE AMARI alla signora Cesira Pozzolini-Siciliani

[Pisa, 22 giugno 1884].

Egregia mia Signora. Mi rallegro veramente con Lei di quel costante zelo, che pone nell'onorare la memoria del nostro Vannucci. Sarà preziosa raccolta quella di cui mi parla nella graditissima sua lettera recapitata ier l'altro.

Speriamo che i quattrini pel monumento (1), crescano a poco a poco; ma scarsi o no, grande o piccolo, il marmo ricorderà sempre uno dei nomi più belli dell'Italia contemporanea.

---

(1) Il Vannucci, morto ai 9 giugno 1883, fu seppellito a San Miniato

Poich' Ella il vuole le offro la mia fotografia, ritratta in Parigi, la quale mi ricorda tristamente 30 anni che son passati su le mie spalle. Mi consola il pensiero che io lavorava allora e lavoro anch'oggi, e che l'animo mio è

---

al Monte, nella cappella Valsini. Ivi è un busto dello scultore Auteri con questa epigrafe del sen. Tabarrini:

ATTO VANNUCCI
SENATORE DEL REGNO ACCADEMICO DELLA CRUSCA
NATO NEL 1810 A TOBBIANO SUI MONTI PISTOIESI
GIOVANISSIMO INSEGNÒ LETTERE LATINE
NEL COLLEGIO CICOGNINI DI PRATO
PROVETTO NELL'ISTITUTO FIORENTINO DI ALTI STUDI
LA GRANDE CIVILTÀ ROMANA
ILLUSTRÒ NEGLI SCRITTORI NELLA STORIA NEI MONUMENTI
LA POPOLARE SAPIENZA NEI PROVERBI
PATÌ L'ESILIO PER L'ITALIA
E NARRÒ LA MORTE E I DOLORI DEI PATRIOTI ILLUSTRI
AUSTERO NEL COSTUME
PARCHISSIMO PER SÈ GENEROSO AI MISERI
CENSORE ACERBO DI OGNI CODARDIA
FU IN TUTTO UOMO ANTICO
E LA SUA VITA CHE SI SPENSE IN FIRENZE IL DÌ 9 GIUGNO 1833
CONSUNTA DA LUNGA INFERMITÀ
RIMANE ESEMPIO AMMIRABILE
DI AMORE INCONTAMINATO DI PATRIA E DI LIBERTÀ.

Il 20 marzo del 1884 si costituì in Firenze un Comitato di amici ed ammiratori del Vannucci, che furono: M. Amari, A. D'Ancona, V. Beltrani, E. Betti, G. Carducci, T. Corsi, Giannina Milli, C. Monzani, A. Ranieri, A. Severini, Cesira Siciliani, G. Silingardi, O. Tommasini, P. Villari, per collocare una memoria al Vannucci nel Panteon di S. Croce. Del Comitato fu presidente il sen. Corsi, e l'Amari era desiderosissimo di veder reso quest'onore al suo amico e compagno d'esilio, e l'ultimo giorno della sua vita era appunto sceso di villa per prender parte a una seduta del Comitato stesso. Il monumento pel quale si raccolsero circa 6000 lire, fu scolpito dal prof. E. Pazzi, amico al Vannucci, per le sole spese; e specialmente per l'opera indefessa della egregia scrittrice, la signora Cesira Siciliani, erede delle carte del defunto, e tenerissima della memoria di lui, venne inaugurato il dì 18 giugno 1891. Esso è posto nell'ultima cappella a sinistra: il Vannucci è rappresentato sulla sua poltrona, ove tanti anni lo inchiodò il male che lo logorava, avvolta in uno scialle la parte inferiore della persona, con una lente nella mano destra, abbandonata sul ginocchio, tenendo nell'altra un fascio di carte e sull'altro ginocchio un volume aperto. La testa è alta, come in atto di meditare; e le fattezze sono le sue degli ultimi anni della vita.

caldo lo stesso verso il paese, e ama la verità oggi come allora.

Gradisca i miei rispettosi saluti; li riferisca al sig. Professore e mi creda sempre suo dev.mo M. Amari.

D.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Firenze, 29 agosto 1884].

Carissimo amico. . . . . Sono ancora tra il sì e il no di andare a Torino il 4 settembre, io solo, per la Commissione *del* catalogo *dei* monumenti *del* risorgimento *dell'*Italia: bel titolo che par dettato dal Cairoli. Se v'andrò, prenderò conto del vostro dono, ch' è la causa principale per la quale io penso d'andare . . . . .

Ed io pur lavoro, ancorchè abbia preso in odio il libro e lo stile giovanile di chi lo scrisse. Non mi sarei figurato mai, che mi sarebbe costato tanto a scucire e ricucire quel vestito vecchio, allargandolo qua e mettendo là una toppa nuova. Ci è voluto un bucato generale perchè lo svecchiamento desse meno all'occhio. Adesso il primo dei tre volumi è bello e stampato: gli altri due par che richieggano minor numero di aggiunte, ed anche meno ranno e sapone. In ogni modo spero di cavarmene quest'anno, se non sopravvengono altre disgrazie, e se la Commissione de' danneggiati politici siciliani non mi terrà sequestrato per qualche mese in Roma l'autunno prossimo . . . .

DI.

Michele Amari a Giuseppe De Leva

[Firenze, 13 settembre 1884].

Illustre mio Signore. La ringrazio cordialmente dell'avermi dato nuove di sè e de' suoi e domandatene della mia casa, perchè in questi tempi di sospetto fa gran bene a sapere incolumi le persone che si amano. . . . . .

Io sono stato la settimana passata a Torino, dove ho menato meco Michelino per fargli vedere l'Esposizione; dal canto mio ci andai per certa Commissione, che deve dirigere il catalogo de' documenti storici esposti nel padiglione così detto del Risorgimento. Quanta sapienza e stravaganza adunata per deliberare come si ha da stendere un inventario! Il fatto è che pochissimi sono andati e che non ci è voluto poco per evitare qualche opera in 100 volumi in-folio, che si aveva in mente di edificare.

Mentr' io scrivo qui in villa, ignoro le notizie di ieri che più premono ad ogni italiano: come va il morbo in Napoli e se è entrato o no in Roma. E quel valoroso Umberto che si è andato a ficcare in mezzo alla pestilenza, più pericolosa assai che le palle e le bombe! Veramente rende un gran servizio al paese rassodando con quest'atto di coraggio e di pietà la monarchia, scalzata da ministri e deputati imbroglioni. . . . .

DII.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Pisa, 30 giugno 1885].

Carissimo amico . . . . A misura che m' avvicino all' ottantina, gli anni mi cominciano a pesare, sopratutto dacchè sono in Pisa. Senza malanni sui

quali provocare la commiserazione degli amici, sento che vo giù a poco a poco. Ma posso studiare come sempre ho fatto; e questo, insieme col conforto della famiglia, è il solo bene di cui io goda. Perchè il paese vedete come lo maltrattano e svergognano *« que' cui fortuna ha posto in mano il freno »* con quel che segue. Ma dei conforti ho lasciato indietro quel che pure è grandissimo, cioè di conversare con amici pari vostri. Addio. M. Amari.

DIII.

Michele Amari a Tullo Massarani

[L'Abetone, 27 luglio 1885].

Carissimo collega ed amico. Ieri al momento di partire da Pisa per Pracchia, ho avuta l'amorevole vostra lettera e l'articolo della *Perseveranza*, al quale soscrivo dalla prima parola sino all'ultima, fuorchè la lode delle pastorelle. Delle fragole ne ho viste e mangiate; de' fiori, degli abeti ne ho pieni gli occhi, ma pastorella nessuna, neanche brutta. L'aria sopratutto è deliziosa, si sente la vita entrare ne' polmoni e il sangue circolare più liberamente, con più vigore. Ahimè, che non mi rende quello de' miei vent'anni e nemmeno de' sessanta: mi provo a salire l'erta e ricasco giù. Ma i figliuoli corrono su pel monte e pel bosco, ch'è una delizia. La Luisa è contentona per quest'aria che si respira qui.

Ma vi dirò che montai in carrozza a Pracchia il 26 luglio alle 2, e la sera alle 7 mi trovai qui negli ultimi d'ottobre, nè più nè meno.

Ancora non so come farò per studiare senza libri. Voi altri poeti trovate libro aperto per ogni luogo, e qui questa natura forte e selvatica, su la spina dorsale d'Italia, vi

presterebbe mille argomenti. Ahimè, la spina è qui, ma il midollo? Si esaurì nel '60, e lasciò certa materia che non è onesto a chiamar col suo nome.

Continuate, mio caro, l'agiografia del Tenca, sperando che il Protonotari si arrenda. Gradite gli affettuosi saluti della Luisa e de' figliuoli e miei, e vogliatemi bene. AMARI vostro.

DIV.

MICHELE AMARI a Corrado Avolio (1)

[Firenze, 6 settembre 1885].

Pregiatissimo Signore. Non è arte oratoria, ma schietta espressione di un giudizio, se io lodo altamente lo scritto ch'Ella mi manda: che lodo, io dico, questo scritto, mentre non credo poterle rendere il servigio ch' Ella mi domanda. Si vede bene che l'acume nelle ricerche storiche e nelle linguistiche va di pari passo: la scoperta d'una piaga sì profonda nella società siciliana dell'estremo medio-evo, è nuova e importante. Ed ancorchè io non creda dimostrato finora quello spaventoso numero di schiavi, ch'Ella crede venuti in Sicilia dal XIII al XVI secolo (per lo meno si dovrebbero avere dalla più parte delle città principali dell'isola gli stessi risultamenti che a Lei tornano dalla città di Noto), pure la piaga non si può negare. Chi sa se il ribrezzo di quella non si aggiunse agli altri motivi, che

---

(1) Modesto e valente filologo siciliano, nato a Noto il 14 febbraio 1843, e professore di scienze naturali nella patria scuola normale superiore. Oltre molti lavori di demopsicologia, tutti condotti con buon metodo e larga erudizione, scrisse su *La schiavitù domestica in Sicilia nel secolo* XVI, che è il lavoro al quale in questa lettera si allude. Nel terzo volume della *Guerra del Vespro* (ediz. Hoepli, 1886) l'Amari accolse *due lettere* di lui *circa il testo del « Ribellamentu di Sichilia »* (pag. 504).

fecero differire l'accettazione della *Società Siciliana di Storia patria?*

Dal mio canto non ho bisogno di dirle che la verità storica mi par sempre più bella d' ogni soddisfazione di amor proprio municipale, regionale, fors'anco nazionale.....

DV.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Rome, 23 novembre 1885].

Mon cher ami. À la veille de partir pour Rome, où je vais rester jusqu' à demain, j'ai reçu à Pise votre *Prêtre de Némi.* Je vous remercie pour votre bon souvenir, en même temps que je vous fais mes compliments pour cet ouvrage, qui à une satyre très fine des mœurs politiques contemporaines, unit des hautes aspirations de progrès moral. Hélas! j'admets bien avec vous que le progrès de l' humanité marche en spirale, mais les anneaux de cette courbe quelques fois ressemblent fièrement au cercle fermé de la mythologie ancienne et de G. B. Vico!

Pendant l'été dernier j' ai publié la 9me. édition de mes *Vêpres Siciliennes,* augmentée d'après les curieux documents de l'Archive de Barcelonne. Vous croyant loin de Paris, j'ai prié M.r Geffroi d'en offrir un exemplaire à notre Académie, mais j'ai oublié qu' il fait part de celle des *Sciences morales et politiques,* aussi je ne sais pas si la présentation a eu encore lieu. Du reste je travaille à peu près comme dans ma jeunesse, quoique la 80me année s'approche, prête à tomber sur mes épaules. . . . .

DVI.

MICHELE AMARI a Isidoro Carini

[Pisa, 30 giugno 1886].

Caro signor Canonico. Che vuole? La curiosità è stata ereditata anche dalla progenie maschile di Adamo, ond' io desidero molto di sapere in che modo ed in quale occasione sono stato assalito e come sia stata fatta la riparazione. Mentre la ringrazio per aver fatte le mie difese e le ne resto gratissimo, sento che la riconoscenza crescerebbe ove sapessi le circostanze del fatto. In che giornale l'accusa e la riparazione? Ovvero la battaglia è stata a parole? Non è che io mi curi molto della stampa nè del giudicio di certe persone, è curiosità, lo replico, e non preoccupazione.

Mi dà molta maggior noia la mia salute, che da due mesi in qua è molto decaduta, sopratutto per l'affanno che sento a camminar presto o il dopo pranzo, e ciò, come dicono i medici, senza lesioni al cuore. Del rimanente non ho voglia di morire tanto presto. Perchè ancora non ho licenziata la prefazione ai nuovi testi sul *Vespro Siciliano.* Essi bensì sono stampati, e fanno 140 pagine del testo dell'ultima edizione del *Vespro.* Uno è del XIII secolo e gli altri del XIV. Spero che il volume esca negli ultimi di luglio. . . . .

DVII.

Isidoro Carini a Michele Amari

[Roma, 1° luglio 1886].

Preg.mo signor Professore. Grazie sincere della sua lettera oggi ricevuta. Eccomi a soddisfarla. L'articolo, di cui mi dolsi, leggevasi nella *Civiltà Cattolica* di Firenze, quaderno del 6 marzo corrente, a proposito delle *Notizie dei nostri tempi* del marchese Mortillaro. Il sugo era, che il Mortillaro, *suddito fedele*, doveva opporsi al *ribelle* e *cospiratore* Michele Amari. L'articolo era di penna siciliana. Invece ne' quaderni 861 e 863 il P. De Cara, culto e gentile gesuita calabrese, parlava di Lei e de' lavori suoi com'era dovere. Le mie doglianze furono fatte qui in Roma, ma non hanno rapporto coll'articolo del P. De Cara. Qui, del resto, anche Sua Santità conosce i lavori del professore Amari, anzi ne parlava con ammirazione, or è qualche tempo, a mons. Brolo arcivescovo di Monreale.

La prego non tener alcun conto di tutto ciò, ed anche meno del mio nome, come la S. V. potrà facilmente pensare. Si conservi in buona salute, e, quando verrà in Roma, mi faccia il piacere di farmene avvertito con un biglietto. . . . . . .

DVIII.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Pisa, 7 luglio 1886].

Egregio mio Signore ed amico. Sì, mi diceano i genitori nella mia fanciullezza, e i registri della parrocchia di Sant'Antonio in Palermo lo confermano, ch' io nacqui in quella città 80 anni addietro. E i parenti ebber cura, molta cura di me, il che non vuol dir che non mi abbian fatto perdere molto tempo; il qual molto si è fatto moltissimo

per colpa mia, per colpa della fortuna che mi gittò nel mondo a 15 anni e mezzo; povero, pressochè orfano, perchè il padre, condannato a morte, rimase in prigione altri 14 anni; ignorante, poichè gli studj mi furono troncati; perchè passava 7 ore al giorno a scrivere in un ministero di Stato; perchè il resto del tempo o io correva a caccia su le montagne presso Palermo, o lo perdeva in amori; e le cospirazioni ancora ne prendean parte. Sono scuse coteste, o il contrario?

Ecco dunque confutata la prima parte dell'amorevolissima sua lettera del 3. Mi duole dover anco moderare quei suoi « *Frische und Rüstigkeit* ». Da maggio in qua non son più quello: al camminare e ad ogni movimento un po' vivace e continuo, sento un grande affanno, e finora i medici non ne trovano la cagione, poichè nel resto la macchina va innanzi come vuole la fisiologia. . . . .

DIX.

MICHELE AMARI alla signora Cesira Pozzolini-Siciliani

[Pisa, 13 luglio 1886].

Mia egregia Signora. Le rendo tante grazie per gli augurj che mi fa sì gentilmente con la lettera del 10. Sventuratamente entro proprio male nell'anno ottantunesimo; il predecessore, proprio un mese prima di consegnare le chiavi, mi ha lasciato un affanno molestissimo, che sorge ad ogni movimento un po' vivo della persona e principalmente al camminare.

E però gli inciampi de' quali Ella mi scrive mi costernano, ma non posso far nulla per rimuoverli. Io vidi il Peruzzi una ventina di giorni fa; parlammo del monu-

mento di Vannucci, *messo nel programma delle feste di ottobre*; ed io non me ne persuadeva, sapendo bene che il monumento non fosse neppure approvato, non che principiato. Ora il programma che ho visto nei giornali e la sua gradita lettera mi assicurano del fatto, che a me pareva inevitabile pur troppo.

Ed io in questo mezzo son divenuto invalido. Dovrei andare su e giù per Firenze tra Corsi, Peruzzi, Villari, Pazzi, Del Moro e non so quanti altri; ma se cammino cinque minuti al mio solito e salgo una scala, mi sento strangolare. Faccia Lei quel che può. Il minore ostacolo sarebbe la spesa, perchè, dopo il rifiuto della Presidenza del Senato, il Coppino mi promette di provvedere ad anno nuovo, cioè dal 1° luglio; e in ogni caso il Tommasini mi ha detto più volte ch' ei supplirà al denaro che manchi.

In questo stato di cose vegga, mia egregia signora, se può almeno far serbare il cantuccio in Santa Croce.....

DX.

MICHELE AMARI a Tullo Massarani

[Pisa, 15 luglio 1886].

Caro collega ed amico. E sempre debbo cominciare le mie lettere col ringraziarvi or per un verso or per un altro! L'indipendenza del cuore mi sarebbe impossibile verso di voi! Grazie dunque di avere cospirato co' miei conterranei, come li chiamava Ricciardi, per quel tale premio che porterà il mio nome, e che par venga a tempo per supplire al lavoro del titolare.

Questi benedetti Tedeschi hanno inventata l'orazione funebre in vita, quasi ad 80 anni fosse tempo di smettere!

Dopo Leida e Strasburgo, alcuni accademici di Berlino, Weber, Mommsen, Kiepert, ecc., in adunanza di Classe mi hanno mandati gli augurj, e ier l'altro ebbi dal re la gran Croce de' due Santi accompagnata d'una bellissima lettera, la quale dice come S. M., viaggiando il dì 7, non potè darmi alcun segno, ecc., onde riparava con quel dono......

Gli amici amano ad illudersi o credon far opera di carità lusingandomi, ma io sento che ho addosso un gran male. Mangio bene, digerisco meglio, dormo tranquillo e posso ancora lavorare; ma al muovermi un po' vivo, ecco l'affanno o la vertigine. Perchè questo mi accade dalla fine di maggio in qua, mentre prima l'incomodo si facea sentir appena dopo pranzo? Gatta ci cova, e l'è grossa. Ma non mi spaventa mica, perchè questa vita d'invalido non mi accomoda punto. . . . .

DXI.

Isidoro Carini a Michele Amari

[Roma, 24 agosto 1886].

Pregiatissimo signor Professore. Come ringraziarla dell'altro regalo che si è degnata farmi? Benchè occupatissimo in molte faccende, e desideroso di andarmi a riposare in Napoli pria della fine del mese, ho messo tutto da un canto, e mi sono lasciato trasportare dall'incanto del suo stile, che con tanta grazia e festività entra in questo pecoreccio di codici e di centoni, e vi conduce gli altri con sì vivo piacere. È la prima volta con Lei, che la nostra bella lingua mostra la sua attitudine a trattar garbugli siffatti; critica di testi, famiglia, filiazioni di manoscritti, ecc. E quante cose Ella non c'insegna con tanta modestia, che parrebbe quasi voglia andare a scuola dagli altri! Qual esempio, da far vergognare i più giovani, nel veder Lei, all'età sua, correr tuttavia per le biblioteche, e scartabellare vecchi manoscritti, e

schiudere agli studiosi una nuova via (dopo averne sgombrato tante) intorno alle narrazioni storiche italiane de' primi tempi della lingua! Ella dice che il suo oroscopo l'ha destinato a perseguitare Carlo D'Angiò. E proprio non gli ha dato requie; e se storia del nostro secolo è destinata a vivere, la sua è quella e niun altro più la rifarà!

A rischio di parere adulatore (ma Ella sa che il mio rispetto non ha secondi fini) consenta ad un sacerdote italiano, che si congratuli con Lei per l'imparzialità mostrata verso un altro sacerdote italiano, celebre non già per gli studj, ma per la vita evangelica e il bene fatto ad ogni classe di sventurati. Lessi, giorni sono, nel *Bullettino Salesiano*, il racconto d'un abboccamento avuto dal notissimo Don Bosco col ministro Amari. Siccome in quel racconto è un bel documento della sua rettitudine e dell'altezza del suo carattere, lo ritagliai colle forbici e lo conservai fra le mie carte, perchè mi piacque assai. . . . .

Perdoni la cicalata, e gradisca i miei buoni augurj perchè viva lunghi anni prosperi e vigorosi. Suo aff.mo Can. ISIDORO CARINI.

DXII.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Pise, 30 mai 1887].

Mon cher ami. Votre bienveillance à mon égard ne s'attiédit pas à cause de l'éloignement de ces dernières années. Je viens de lire la lettre que vous avez adressée dans la *Revue historique* à M.r Monod pour la fondation que quelques uns de mes amis ont initié à l'occasion de ma 80me année (1).

---

(1) Il 15 febbraio 1886 da una Commissione composta di Giulio Benso duca della Verdura, sindaco di Palermo, Vincenzo Fardella marchese di Torre Arsa, Francesco Lanza principe di Scalea, Emanuele Paternò rettore dell'Università di Palermo, prof. Giovanni Mestica, prof. Antonino Salinas si diramava questa circolare:

« Nel giorno 7 del prossimo luglio il prof. Michele Amari compirà l'ottantesimo anno. Affinchè nella ricorrenza di questo anniversario sia

J'aurais mieux aimé n'avoir aujourd' hui que l'âge auquel je vous ai connu pour la première fois au cours de ce brave M.r Reinaud; mais enfin la renaissance politique de ma

---

dato all'insigne storico italiano un pubblico segno di gratitudine e riverenza e ne resti memoria durevole con profitto delle discipline da Luí coltivate, ad alto onore suo e della patria, i sottoscritti hanno divisato di promuovere l'istituzione di un *Premio Amari* per gli studj di storia siciliana e di lingue orientali, da conferirsi nell'Università di Palermo con le norme che saranno stabilite a cura della Facoltà filosofico-letteraria. Ove la S. V. volesse aderire a questa proposta, è pregata di spedire il suo contributo al segretario prof. A. Salinas ».

La sottoscrizione allora iniziata ha raggiunta ormai una cifra cospicua.

Riferiamo qui la lettera del Renan al Monod, preceduta dalle parole che vi pose innanzi il Monod stesso nella *Revue historique*, XII^e^ année, vol. XXXIII, mars-avril 1887:

« Nous venons de recevoir de M.r Renan la lettre suivante. Nous sommes heureux de nous associer à l'appel adressé aux savants français par notre illustre collaborateur. Michel Amari a prouvé, lors de la souscription ouverte pour le monument de Michelet, qu'il n'avait pas oublié l'hospitalité de la France, ni l'accueil de ses savants. Nous nous chargerons avec plaisir de transmettre au Comité de Palerme les souscriptions qui nous serons transmises.

« G. MONOD ».

« Paris, le 6 février 1887.

« Chèr Monsieur Monod,

« Un grand nombre de patriotes et de savants siciliens ont résolu « de fêter la 80e année de notre ami Michel Amari par une fondation « qui porterait son nom, et dont les revenus seraient employés à ré« compenser des travaux sur la période musulmane de l'histoire de « Sicile. Vous savez quelle trace lumineuse Michel Amari a laissée « dans ces études. Le filologue, le critique ont été appréciés par toute « l'Europe savante. Mieux que personne j' ai pu connaître l' homme ; « pendant près de dix ans, j'ai travaillé a coté d'Amari au departement « des manuscrits de la Bibliothèque Nationale. Il vivait, dans son éxil, « de la petite indemnité qui lui était allouée pour faire le catalogue « des manuscrits arabes. Son courage, sa sérénité, sa haute philosophie, « qui me rappelait celle de Littré, m'ont laissé la plus vive impression. « Dans sa forte et laborieuse vieillesse, Amari à gardé toute sa passion « pour les belles études qui consolèrent son éxil. En concevant l'idée « d'une fondation destinée à continuer son œuvre, l'Université de Pa« lerme et le public savant de la Sicile ont donc trouvé avec un rare « bonheur, la seule manière qu'il y eût de recompenser cette vie si « pure, si noblement remplie.

« Oserai-je vous prier, cher M. Monod, de recommander cette sou« scription éxcéllente à ceux de nos confrères qui ont le goût du vrai « en histoire? Veuillez croire à mes sentiments les plus affectueusement « dévouès

« E. RENAN ».

patrie me dédommage mille fois des incomodités de la vieillesse. Heureusement celle-ci ne m'empêche pas de travailler à mon ordinaire et de préparer une nouvelle édition de mes *Musulmani*, en profitant des matériaux que les arabisants nous préparent depuis trente ans. . . . .

DXIII.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Pisa, 23 settembre 1887].

Carissimo amico. . . . . Son venuto qui per rivedere alcune citazioni per la nuova edizione della mia *Storia dei Musulmani di Sicilia*, alla quale opera, più pesante che non si creda, lavoro oramai da due anni, e sempre mi affretto per evitare che non abbia a riuscire prima della mia morte.

Del resto, non sono ammalato che di vecchiaia, nè posso lagnarmi se non che delle deficienze, le quali si pretende essere inevitabili a 81 anni belli e suonati. Ma la vista mi regge, il lavoro non mi stanca, e la fede non mi vien meno nè la volontà dell'animo. Ho avuto occasione di rivedere le tresche de' papi con Pipino e Carlomagno, di rileggere le basse adulazioni, le fraudolenti proposte, le insinuazioni superstiziose, e mi vien la rabbia oggi come a 18 o 20 anni; se non che mi rallegro che la cuccagna sia finita, e che il XIX secolo, per quanto male noi se ne dica, è molto migliore del IX. . . . .

DXIV.

MICHELE AMARI ad Ottone Hartwig

[La Concezione, 18 ottobre 1887].

. . . . I timori ch' Ella sentiva con amichevole premura per l'Italia mi sembra si debbano dileguare, or che all'artifizioso e dubitoso Depretis è succeduto con plauso di tutti il Crispi, che ha idee di governo precise e ferme, e che ha fatto già dimenticare qualche errore privato e la politica troppo spinta di una volta. Gran ventura è poi del paese, che Umberto goda meritata popolarità, e sia animoso al pari che onesto e largo. Di conciliazione col Papa non si parla più. Forse gli si concesse troppo nella legge delle guarentigie, oltre la quale non potremmo scostarci d'un pelo, come non potremmo cedergli un dito di terreno, fuor degli orti e palagi vaticani. Che stia lì il preteso successore di san Pietro, finchè la civiltà sciolga da quella pastoia le chiese nazionali, e innalzi tanto il concetto della religione, da separarlo da tutti gli incantesimi antichi e moderni. . . . .

DXV.

MICHELE AMARI ad Ottone Hartwig

[Pisa, 21 dicembre 1887].

. . . . Or lavoro alla seconda edizione dei *Musulmani di Sicilia* sforzandomi a gareggiare con la morte a chi arriverà il primo, se io a finir l'edizione o essa a troncarmi il filo.

Lunga vita e salute a Lei ed a' suoi. Che pensa di questi potentati che digrignano i denti alle frontiere della Galizia? . . . . .

DXVI.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Pisa, 8 febbraio 1888].

.... Noi qui si vive benino: le difficoltà della finanza sono nate dall' amore di popolarità, che mosse Depretis a sgravar tasse e promettere ferrovie, mentre ci rode il cancro generale dell'Europa, cioè gli armamenti, ed abbiamo per soprappiù quel fignolo di Massaua che duole un poco. E dal paese scendendo alla famiglia, mi piace poterle dire che la Luisa sta bene e i figliuoli promettono bene ed io non sento alcuna malattia, se non che gl' incomodi della vecchiaia, i quali non mi tolgono però di lavorare al solito, o quasi. Il male è, che non tutto il lavoro posso concentrare nella seconda edizione dei *Musulmani*, che più mi preme per le ragioni già dettele.

A proposito, io dovrò toccare di nuovo il solo punto, credo io, di disparere che mai sia surto tra noi due: il governo di Arrigo VI nell'Italia meridionale. . . . . .

. . . . Ella sa bene che io giudico forse con passione, ma non mi è passato mai per la mente di accomodare con le mie passioni i fatti avvenuti, che mi sembra per un lato vero sacrilegio, e per l'altro, vera fanciullaggine. Co' cronisti di tutti i tempi e di tutti i paesi, chi scrive la storia dee fare come il giudice istruttore, che interroga testimonj renitenti o interessati. . . . .

DXVII.

Michele Amari a Fausto Lasinio (1)

[Pisa, 7 giugno 1888].

Caro signor Professore. Tante grazie per gli estratti del mio articolo, i quali ebbi ier l'altro, e con mia vergogna non ho accusati da tre giorni. Ella mi perdoni, in grazia della febbre che ho addosso, non febbre che fa salire il sangue a 40 gradi, ma che mi fa tornar sempre al tavolo da scrivere, e cancellare e rifare la *Storia de' Musulmani di Sicilia,* rimettendo all'indomani lettere ed ogni cosa finchè vien l'ora di desinare. E l'indomani ricomincia l'accesso alle 4 o al più tardi alle 5. Ella mi capisce, e mi scuserà. V' ha tanto da fare, e gli anni miei crescono; perciò non ho pace, e aggiungo pagine di qua e correggo parole di là, e mi par che non avanzi mai. . . . .

DXVIII.

Michele Amari ad Antonino Salinas

[Pisa, 7 giugno 1888].

. . . . . . Io sto benino, riguardo agli 82 prossimi; la famiglia benissimo, e Michele spera di prendere la licenza liceale. Lavoro a' *Musulmani di Sicilia* dalle 4 o 5 alle 10 $^1/_2$ e dall' 1 alle 5 $^1/_2$ di sera, e temo sempre di far poco e che le Parche taglino il filo un dì o l'altro, senza darmene avviso e chieder licenza. Del che poi non avrei paura, se non fosse pei *Musulmani* e per questa gente di casa, che continuerebbe a sentire e pensare, mentr'io sarei sciolto da questi obblighi. . . . .

(1) Il Lasinio, dottissimo, com'è noto, nelle lingue semitiche, fu ed è nell'Istituto fiorentino successore all'Amari nell'insegnamento dell'arabo.

DXIX.

MICHELE AMARI alla signora Cesira Pozzolini-Siciliani

[Pisa, 13 giugno 1888].

Mia gentilissima Signora. Le chieggo scusa se non ho potuto venire a Firenze per la cerimonia della quale Ella a ragione ha avuto sì pietosa premura. In vero io non sono stato ammalato altrimenti che de' miei 82 anni. Ma questi mi ammoniscono ad affrettare un lavoro che ho alle mani, il quale mi preoccupa tanto, che ogni quarto d'ora ch' io gli tolga mi pare una debolezza e quasi una colpa ch' io commetta. . . . .

. . . .

Speriamo di rivederla in fine di luglio, s' Ella sarà a Firenze. Intanto gradisca per iscritto i sensi della riverente mia osservanza. Suo dev.mo M. AMARI.

DXX.

MICHELE AMARI ad Ernesto Renan

[Rome, 25 décembre 1888].

Mon cher ami. Agréez mes remerciments affectueux pour le 2^{me} volume de votre *Histoire du peuple d'Israel,* que je viens de recevoir de votre part. Vous ne m'oubliez pas dans ma vieillesse, qui cependant va passablement bien, car si l'oreille s'endurcit un peu et si je n'ai plus mes bottes de dix lieues, je peux travailler presqu' à mon ordinaire, et la recherche du vrai continue de m'aiguillonner comme dans les beaux jours de ma vie. Ce n'est pas ma faute si les résultats sont fort médiocres.

Nous sommes revenus à Rome à cause de mon fils qui entreprend les études d'ingénieur. À Pise il n'y a pas d'École Supérieure pour cela. En outre ma famille s'ennuyait beaucoup dans cette ville morte, et moi aussi je sentais l'éloignement des grandes bibliothèques . . . . . .

Pourrai-je vous dire à revoir? Hélas, mes 82 ans accomplis m'empêchent d'aller l'année prochaine au Congrès des Orientalistes à Stockolm, auquel l'on ma invité, et je n'espère pas que dans ce peu de vie qui me reste vous ayez l'occasion de venir, comme une fois, en Italie. Ajournons donc notre rendez-vous aux arches rougies au feu, où Farinata degli Uberti et Frédéric de Souabe expient la hardiesse de leur pensée, et en attendant serrons nous la main.

M. Amari.

DXXI.

Michele Amari ad Ottone Hartwig

[Roma, 17 marzo 1889].

. . . . Sto bene, per gli 83 anni suonati; e lo zelo per lo studio non diminuisce con le forze. *Laboremus*. . . .

DXXII.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Roma, 19 aprile 1889].

Caro collega ed amico. Ma dunque mi credete consigliere intimo del Crispi in questi lumi di luna, che tutti i repubblicani gallofili d'Italia cospirano contro di lui per cacciarlo almeno dal seggio, e lapidarlo, occorrendo, affinchè non conquisti Keren e l'Asmara? Chi sa? Qualche male-

dizione e qualche sasso dei furibondi Comizj della pace potrebbero arrivare infino a me . . . .

Arrivederci dunque ad azzuffarci, se occorre, alla riapertura del Senato. Io lavoro sempre, non potendo far altro, nemmeno conversare, dacchè mi si son turati, o poco meno, gli orecchi . . . .

DXXIII.

Michele Amari a Tullo Massarani

[Roma, 2 giugno 1889].

Caro amico e collega. Vi ringraziamo tutti del vostro nuovo libro, nel quale mi riserbo la censura politica a scanso di ogni fornicazione. Que' così detti parenti mi tornano insopportabili ogni dì più che l'altro.

Poco meno insopportabili le smanie per Giordano Bruno: ma per queste ormai ci dobbiamo sobbarcare. A me spiacea che il governo facesse un grosso sgarbo al Vaticano. Ma ormai tra così detti liberali e clericali arrabbiati, meglio concorrere allo sgarbo che voltar faccia. L'Università di Palermo, della quale son professore emerito, mi ha destinato a rappresentarla, ed andrò non ostante il solletico ostile de' Trezza, de' Bovio e della *Tribuna*. Soscrissi tra i primi, non prevedendo che il monumento dovesse sorgere in Campo de' Fiori, ed or che i miei concittadini vogliono ch'io rappresenti la protesta contro i sacri arrosti, la farò anch'io con la mia sparuta presenza, e affronterò anche il sole che adesso mi dà non poca noia agli occhi.

Grazie di nuovo, caro Massarani. Ieri andai coi colleghi a salutare Umberto che ritornava, e vedi caso! non l'abbiam fischiato noi qui a Roma e nemmeno voialtri milanesi, come vi imponeva il *Moniteur Universel*. . . . .

DXXV.

Michele Amari al prof. Giovanni Mestica

[Roma, 11 giugno 1889].

Chiarissimo signor Professore. Ella e il signor professore Basile han fatto quello che avrei dovuto e voluto far io, ma me ne ha distolto la piccolezza della casa nella quale sono stato costretto a ficcarmi con la mia famiglia, dovendo ritornare a domicilio in Roma. E molto volentieri accetterei l'invito che Ella mi fa cordialmente insieme col prof. Basile, se all'età mia non fossi costretto a riposare alla fine di pranzo e di colazione, ed anche a non espormi alle tentazioni di un convito gioviale.

Chieggo scusa a Lei, al prof. Basile ed ai cari giovani siciliani se non tengo l'invito, e se non vengo a fare compagnia con loro alla fine di pranzo, trista compagnia di un invalido e sordo.

Con tutto ciò non rinunzio a fare il mio brindisi alla salute dei convitati e degli anfitrioni egregj; e prima di tutti loro all'Italia libera, una, indivisibile, che cresca di territorio, di forza, di prosperità, e non perda mai il giudizio (1). Suo dev.mo M. Amari.

(1) Queste parole, che chiudono l'Epistolario di Michele Amari, sono anche come l'epilogo della sua vita; e scritte pochi giorni prima che egli morisse, sembrano l'ultimo saluto ed augurio, mandato alla madre patria da un figlio devoto. E Dio prosperi l'Italia; ma le tenga le sue sante mani in capo, affinchè « non perda mai il giudizio » (1 maggio 1896)!

Aggiunte e Correzioni

A pag. 198, nota, lin. 15-16, correggi *Forschungenz, ältest. Gesch. d. Stadt. Florenz* in *Forschungen z. ältest. Gesch. d. Stadt Florenz*, e lin. 18, *Bibliotekwesen* in *Bibliothekwesen*. — A pagina 262, linea 11, al nome GHIRON, aggiungasi il seguente cenno biografico: « Isaia Ghiron, nato a Casal Monferrato nel 1837 morì in Milano il 18 luglio 1889, due giorni dopo il maestro ed amico suo Michele Amari, al quale aveva dedicato il volume *Le iscrizioni arabe della R. Armeria di Torino raccolte ed illustrate* (Firenze, Le Monnier, 1868). Addottoratosi a Torino, nel 1859 fu soldato; poi venne addetto alla Luogotenenza reale delle provincie meridionali nel Gabinetto del Pallavicino, che l'aveva caro, e che lo condusse seco anche quando andò prefetto a Palermo. Passò quindi nel Ministero della Pubblica Istruzione, e fu applicato al Gabinetto dei ministri Mancini, Matteucci, Amari. Nel '65 entrò vice-bibliotecario nella Braidense, indi nella Vittorio Emanuele di Roma come bibliotecario, finchè nel 1884 tornò a Milano prefetto della Braidense. Fu zelantissimo degli accrescimenti di questa biblioteca, e per le benemerenze sue meritò che nel '92 gli si ponesse ivi un busto in bronzo, inaugurato con appropriate parole da un discorso del prof. C. BARAVALLE (Milano, 1892, pagg. 11, in-8° gr.). Una più particolareggiata biografia e una bibliografia accurata e copiosa delle cose sue, si legge nell'*Arch. Storico Lombardo*, fasc. del settembre 1889, pag. 755-770 , scritta da FIL. SALVERAGLIO. Della *Società Storica* e dell'*Archivio Lombardo* il Ghiron era stato operoso membro. Aveva fondato anche, nel 1874, a Milano una *Rivista Italiana*, che ebbe vita breve, ma non ingloriosa. Ricordiamo alcune sue scritture a stampa: *Alcuni conii osmani del Museo di Modena* (Firenze, 1869); *Di una moneta cufica* (Ibid., 1866); *Le favole di Lokman*, trad. dall'arabo (Milano, 1871); *Monete arabe del Gabinetto numismatico di Milano* (Firenze, 1872); *La Credenza di Sant'Ambrogio* (Milano, 1876); *Della vita e delle imprese di Facino Cane* (Ibid., 1877); *La bandiera di Maometto II* (Ibid.), *Catalogo dei mss. Halleriani* (Berna, 1877); *Aggiunte e Correzioni al Muratori ed al Grevio* (Milano, 1877); *Intorno alla Cronaca Galvagnana* (Ibid., 1877); *Dei Lombardi in Sicilia* (Ibid., 1878); *Documenti a illustrazione dei Promessi Sposi e della peste del 1600* (Ibid. 1878); *Bibliografia Lombarda, catalogo dei mss. intorno alla Storia di Lombardia nella Biblioteca di Brera* (Ibid., 1879-84); *Annali d'Italia in continuazione al Muratori e al Coppi* (Ibid., Hoepli, 3 volumi, contenenti i fatti dal 1861 al 1870), oltre non poche minori pubblicazioni in giornali e parecchi scritti di storia politica contemporanea.

ELOGIO

DI

MICHELE AMARI

LETTO DA

ALESSANDRO D'ANCONA

SOCIO CORRISPONDENTE

nell'Adunanza pubblica (21 dicembre 1890)
della R. Accademia della Crusca.

Converrebbe, Altezza Reale, egregj Colleghi, Signore e Signori cortesi (*), converrebbe a degnamente discorrere di Michele Amari, che in un solo fossero accolte attitudini e virtù di più persone. Dovrebbe chi più specialmente fosse versato nella filologia e nella storia orientale esporre, con ampia e competente dottrina, qual nuova luce ei spargesse sulle gesta de' seguaci di Maometto, e sulla civiltà di che furono autori e propagatori. Altri, bene esperto negli avvenimenti dell'età media, nè di Sicilia soltanto ma dell'Italia tutta, anzi dell'Occidente cristiano, direbbe come egli, con ricco e vario sussidio di studj e con critico acume, ricostruisse secondo verità, e contrariamente a ben diffusa leggenda, uno de' più memorandi episodj storici di quel tempo. E poichè l'Amari fu uno di coloro che con le opere e con gli scritti prepararono le nuove fortune d'Italia,

---

(*) Era presente, oltre gli Accademici e un culto uditorio, S. A. R. il Duca d'Aosta.

dovrebbesi ben determinare il luogo che a lui spetta fra i promotori del nostro risorgimento, e dir de' suoi casi in patria e fuori con perfetta cognizione di quella storia contemporanea, che tutti credono sapere, e pochi interamente e con sicurezza posseggono. Niuna di siffatte speciali attitudini essendo a me propria, io dovrei restare dall'assuntomi ufficio, o confidare, com'è d'uso e com'è pur d'uopo, nella benignità vostra soltanto, se non fosse che nella vita di Michele Amari è mirabile unità di pensieri e di azioni, e le scritture del dotto storico strettamente concordano coi fatti dell'uomo pubblico, nè in questi saprebbesi trovare la minima discrepanza o contraddizione coi fatti dell'uomo privato. Or quest'intima armonia in una vita, che si protrasse per lungo volgere di anni e frammezzo a tanta varietà e grandezza di casi esteriori, rende men ardua l'impresa a chi debba narrarla. Aggiungasi poi, che essendo io stato negli ultimi anni in stretta sebben reverente dimestichezza con lui, molti particolari potei conoscere della vita, e più della mente e dell'indole sua, e da presso ammirarne l'operosità instancabile, la copiosa e soda dottrina, e sopr'ogni cosa le singolari virtù dell'animo: disinteressato e sempre caldo patriottismo, schietta modestia, amore alla famiglia. Ond'è che dopo essermi a lungo riscaldato e come a dire ritemprato al vivo e benefico raggio di vigore intellettuale e di morale energia, ch'ei diffondeva a sè d'intorno, stimo dover mio, ed ultimo ufficio di gratitudine e di affetto, il dire alcun che delle sue lodi, chiedendo al memore cuore quella virtù, che ben veggo mancare pur troppo alla mente.

I.

Torbidi volgevano i tempi, quand'egli, a' 7 luglio 1806, vedeva la luce in Palermo, figlio primogenito di Ferdinando Maria Amari ([1]) e di Giulia Venturelli. Cacciati dalle armi vittoriose di Francia, Ferdinando Borbone, che successivamente fu contato *terzo*, *quarto* e *primo*, ma del quale non conterebbersi gli spergiuri, e Carolina d'Austria, cui postumi panegiristi non toglieranno mai le macchie di sangue, onde, nuova lady Macbeth. ha sozze le mani, eransi allora rifugiati in Sicilia. Ivi, come edificio corroso e degradato, non però dal tempo abbattuto e distrutto, durava ancora quella Costituzione, che di età in età e di dominio in dominio, risaliva fino a' principi Normanni. Volentieri l'avrebber soppressa i Borboni, ai quali era come un pruno negli occhi, se non fosse stato il presidio inglese, e se gli occulti maneggi di Carolina con Napoleone non avessero stancato lord Bentinck; il quale, restaurando le antiche forme parlamentari, mise freno alle cupidigie della regal coppia, e fatti passare ambedue per malati, al principe Francesco affidò l'autorità regia, al Parlamento la riforma della Costituzione. Avveniva questo nel 1812; ma subito dopo, la discordia entrò fra i nobili, che pur erano stati ardenti fautori del nuovo ordinamento; e quando poi, caduto Napoleone, l'inferma Europa diè volta sul suo letto, e credè rimedio a' suoi mali le antiche forme di governo, il Re, pregato dapprima, per uscire da quell'impaccio, poi senza farsi pregare, anzi violando le leggi,

riassunse il potere [2], governò a suo modo, e di due regni fece un solo [3]: e l'Inghilterra, che della Sicilia e della sua costituzione più ormai non aveva bisogno, se ne lavò senz'altro le mani. Così l'isola rimase disordinata nelle tradizioni e nel governo; divisa in fazioni di regj, sostenitori dell'autorità dispotica, e di costituzionali, pochi e fra sè discordi; intanto che già levava il capo la borghesia, la quale, sentito l'afflato dell'aura nuova spirante d'oltralpe, a questa avrebbe voluto ravvivare le secolari istituzioni. Che se la Sicilia era restata immune dalle armi di Francia, non però il mare che la circonda, e la presenza della corte borbonica e de' suoi favoriti, e le schiere inglesi, avevano potuto impedire alle idee nuove di penetrarvi: salvo che, i novatori, per inesperienza e per astio contro la nobiltà, che pur aveva rinunziato a' suoi privilegj, rafforzarono la fazione de' nemici de' liberi ordini [4]. Quand'ecco, a maggiormente ingarbugliare i cervelli, gridarsi nel 1820 a Napoli come in Piemonte, Costituzione *spagnuola:* a' Siciliani, ed a que' di Palermo in specie, con tutto che liberissima e conforme all'andazzo de' tempi, non accetta, come quella che avrebbe saldato l'unione non solo politica ma anche amministrativa delle due parti del dominio, consacrando la dipendenza dell'isola e manomettendo diritti inveterati. Per la qual cosa Palermo si ribellò; e il Parlamento napoletano, sorto dalla rivoluzione, già prima che le armi austriache restituissero Napoli al dispotismo borbonico, domò in nome della libertà i ribelli, e stracciati i patti conclusi da Florestano Pepe, l'isola consegnò vinta a re Ferdinando. Per la qual cosa fra Siciliani e Napoletani maggiormente riarsero gli odj, re-

stando discordi fra loro anche i fautori degli ordini liberi: dacchè i nativi di qua dal Faro parteggiavano per l'unità del regno e lo statuto carbonaresco, e gl'isolani gridavano indipendenza e costituzione tradizionale, o, pur accettando l'altra, volevano ad ogni modo la separazione da Napoli.

In mezzo a questi eventi crebbe il giovane Michele, e ne portò indelebili memorie. L'indole sua s'improntò agli avvenimenti, alle dottrine, a' propositi che vedeva e udiva intorno a sè. Poco o nulla alla formazione dell'esser suo morale operò la madre: alla quale egli fu tolto, quando, per dissensi co' parenti, il padre abbandonò l'avito focolare, e fece casa da sè. Crebbe egli, come affermano certi suoi *Ricordi* ([5]), nell'isolamento assoluto fino a' tredici anni; non però nell'ignoranza: chè al fanciullo di sveglio e precoce ingegno, fecersi « ingozzare » cognizioni d'ogni sorta: e il padre «, volteriano », com'ei lo qualifica, fin dall'undecimo anno diedegli a leggere libri conformi alle idee proprie; mentre il precettore, vecchio prete « rivoluzionario e ateo », lo ammaestrava dalla grammatica fin su alla filosofia. Da siffatta educazione balzana, non frenata da principj di religione ([6]) nè temperata dalle carezze materne, niuno avrebbe potuto presagire che dovesse uscirne l'Amari, quale ei fu dappoi; ma buono era il fondamento posto da natura; ed egli col crescer degli anni rifece sè stesso. Di mero studio, adunque, senza domestici conforti, e, com'ei la chiama, « tristissima » fu la gioventù sua; ma la sventura, che dal massimo poeta nostro moderno, non per abuso di arguzia e smania di antitesi, ma per profondo senso del vero e della vita, fu detta « provvida », e tale è alle robuste tempre, la sven-

tura lo salvò dall'ignavia e dal male, chiamandolo ed obbligandolo al lavoro. Mancato l'avolo, che colla professione e co' pubblici ufficj sosteneva largamente la famiglia, Michele conobbe da presso che fosse la *res angusta domi*; ma non si perdè d'animo. Aveva intanto compiuti gli studj all'Università ([7]), sotto professori ch'egli dice quasi tutti « preti miscredenti e liberali » (così bene era servito il governo borbonico!) ([8]): era stato sempre de' primi nelle scuole: aveva scritto gran quantità di versi, specialmente d'amore, e, ch'è meglio, appreso l'inglese: e indefessamente studiava lettere italiane e geometria e fisica, e filosofia a norma del Tracy, ed economia su' libri di Adamo Smith. Di lui l'avolo avrebbe voluto far un avvocato; il padre, un ragioniere: egli, per vaghezza più ch'altro della divisa e per inclinazione alle matematiche, sognava diventare ufficiale del *Genio*. Le nuove condizioni domestiche lo fecero entrare alunno nel *Ministero e Real Segreteria di Stato presso il Luogotenente Generale ne' RR. Dominj al di là del Faro*, addetto al *Dipartimento dell'Interno*. Ciò avvenne nel febbraio del 1820, proprio alla vigilia della rivoluzione. E anch'egli, giovane quattordicenne, si ornò del segno rosso, nero e turchino, ch'era il tricolore de' Carbonari, aggiuntovi il nastro giallo coll'Aquila Siciliana e il motto *Indipendenza o morte* ([9]): anch'egli parteggiò vivamente per l'impresa, ond'erano a capo coloro fra' quali più spesso conducevalo il padre. Poi, con dolore immenso, vide rientrare le soldatesche napoletane; ma ciò che era sin allora istinto succhiato quasi col latte, divenne nell'intelletto suo persuasione, nel cuore passione, rispondente alla caldezza del sangue isolano e alla fierezza del-

l'indole; ed egli si sentì allora, e fu per tutta la vita, sacrato al culto della patria e della libertà.

Finita la rivoluzione, raccolse e conservò tutti gli atti della *Giunta*, che l'avea governata; e quasi presago della sua futura vocazione, meditava scriverne la storia. Intanto, fallito quel primo tentativo, altri se ne andavano preparando nelle *vendite* de' congiurati; e mettevano capo a sommosse, represse nel sangue, come accadde nel 1822. L'Amari sapeva o indovinava ciò che andavasi meditando, non perchè fosse ammesso ai « riti buffoni », così ei li chiama, della *Carboneria* (10), ma perchè familiare de' maggiorenti di questa: e perchè i conciliaboli tenevansi con poca o niuna precauzione « anzi, con strana imprudenza e vanità ». Un giorno, così egli scrive, « un giorno tornando a casa dalla Segreteria, trovai soldati austriaci alla porta, e su Ispettori di polizia, che frugavano gli armadj. Non trovarono nè carte nè armi, perchè mio padre aveva bruciate le prime, ed io, ne' giorni precedenti, avevo nascosto sui tetti le armi e la collezione compiuta delle stampe del 1820 ». Arrestato il padre, ch'era un de' capi della congiura (11), la famiglia si disperse per le case dei parenti. « Avevamo, ei soggiunge, pochissima roba e pochissimo danaro, che presto svanì per nudrire mio padre in prigione. A 17 anni, senz'altro che la gratificazione di alunno del Ministero, io rimasi capo d'una famiglia, composta della madre, due fratelli e due sorelle. »

De' quattordici accusati, nove vennero dannati a morte, e le lor teste chiuse in una gabbia di ferro furono appese alla porta s. Giorgio di Palermo, dove rimasero molti anni, « e l'ellera e le viole a ciocche, dall'umana carne conci-

mate, crebbero, narra Giuseppe La Farina, rigogliose sul muro, e quasi senso di pietà avessero, inghirlandarono i bianchi teschi de' martiri » ([12]). Fra i giustiziati non fu Ferdinando Amari ([13]); ma il figlio non potè togliersi dalla memoria lo strepito de' carri d'artiglieria, che passarono sotto le sue finestre per andare al luogo dove que' nove furono appiccati, nè la lunga attesa ch'egli co' suoi dovè fare alla porta della prigione, ove il padre era chiuso. « Lo strazio del rivedersi fu ineffabile; ma, così scriveva l'Amari nel 1849, ricordo bene che l'odio al despotismo e ai tedeschi, e il desiderio della vendetta, vinceano di gran lunga il cordoglio ». Fiere parole son queste, conformi a fieri propositi, nati nell'età puerile, nella virile ringagliarditi: e se ad alcuno, nella molle temperie dei dì presenti, sonassero aspre quelle voci d'odio e di vendetta, pensi egli a quei giorni di oppressione e di arbitrio, quando era capital delitto l'amare quella civile libertà, onde noi usiamo, e talvolta anche abusiamo: pensi che all'odio appunto e alla vendetta anche i più miti erano costretti dalla violenza de' signori nostrani ed esterni: pensi che ripetutamente fedifrago era l'ignobile Borbone: e che d'oltre il Tronto, anzi d'oltre il Po, anzi d'oltre l'Isonzo venivano que' soldati biancovestiti a far da aguzzini e da carnefici, e la loro presenza fin laggiù a' piedi dell'Etna, significava la condizione d'Italia: in questo soltanto una e, in tanto spezzettamento di Stati, conforme, che su re e popoli egualmente gravava il giogo straniero.

Dopo questo crollo della famiglia e questo nuovo strazio della patria, Michele si chiuse in se stesso, e soprattutto provvide a rifare la sua educazione fisica. La quale nella

età prima era stata trasandata, non perchè non anelasse egli a « correre, saltare e giocare » come gli altri suoi coetanei, ma perchè niuno de' suoi se n'era curato. Sommo suo desiderio sarebbe stato fin da fanciullo mettersi uno schioppo in spalla e andare a caccia. Ardì anzi un giorno aprirsene al padre, e n'ebbe in risposta una ceffata. Ora, cresciuto negli anni, si diede a correre solo e a piedi per piani e per monti, a dormire sulla nuda terra, a traversare fiumi a guado e a nuoto, a cavalcare, a cacciare, a tirar di scherma, a colpire il bersaglio: e in questi esercizj colle armi trovò quel diletto e conseguì quella sicurezza, che serbò fino agli anni più tardi, nè vi rinunziò, e con grande rincrescimento, se non quando ebbe varcato l'ottantesimo anno. Ma allora alla *mens sana*, che si andava facendo collo studio sapiente e coll'esperienza della vita, volle con fermo proposito preparare sano albergo in corpo robusto: e vi riuscì ([14]). L'energia data ai muscoli, la destrezza nel maneggiare le armi, la ferrea tempra della persona, ei le offrirebbe un giorno alla patria, sognando di potere, per primato di gagliardia, esser capo ai valenti che la redimessero dal servaggio. Otto ore del giorno erano date ai lavori di segreteria, dalla quale, dopo la condanna del padre, non fu cacciato per commiserazione a' suoi casi, e perchè ei vi faceva il dover suo, traendone, collo stipendio di 35 ducati al mese, scarso sostentamento a sè e a' suoi; il resto del tempo dava a qualche lettura, specie del Machiavelli; le feste, a ritrovi suburbani co' giovani suoi pari, come lui amanti della caccia, come lui sviscerati della patria.

E così durò qualche tempo, finchè amore, com'ei scrive, nol trasse « dalle selve », e, smesso quel che di rozzo

avevano il portamento e gli abiti, lo volse a diversa meta, introducendo « il selvatico cacciatore nella misera compagnia de' letterati del paese ». Per piacere a una fanciulla di nobile famiglia, stampò allora (1832) il *Marmion* di Walter Scott, già in addietro tradotto in versi ([15]), e ne ebbe ringraziamenti e lodi dall'autore, facendo ad esso seguire altro volgarizzamento dall'inglese di Stewart ([16]); e tornò a rileggere a salti, ma indefessamente, e Hume e Robertson e Gibbon e Walter Scott, che tutti lo richiamavano alla storia. A coltivare siffatti studj lo spronava anche l'illustre Scinà, e un altro egregio siciliano, Salvatore Vigo ([17]), il quale lo consigliò a lasciar da canto versi e poeti, e tutto volgersi alle cose paesane. E perchè aveva freschi i ricordi dell'ultimo moto, e quei conforti e l'amicizia con coetanei d'illustri famiglie ve lo invitavano, pensò di mettere ad effetto il disegno di raccontare i fatti di Sicilia dal 1812 al '20, e per due anni vi attese ([18]).

Intanto, nel 1833, per lo studio fatto della costituzione siciliana, poteva in un periodico ([19]) confutare l'erronea asserzione di uno scrittore napoletano nella *Descrizione de' reali Dominj nel Regno delle due Sicilie,* la quale mirava a provare che fin da' tempi normanni Sicilia e Napoli avessero composto un sol corpo; sicchè l'unione stabilita co' regi decreti del 1816 rispondesse al diritto insieme e alla storia. L'Amari invece dimostrò antichissima la distinzione delle due corone, e sotto colore di storica ricerca, scrisse una specie di trattato politico. Ma perchè i responsi del passato non gravassero sul vagheggiato futuro, nè di quello si rinnovassero gli errori e le sciagure, con altri si adoperava anche a svellere dalle

città dell'isola la mal'erba delle ire municipali, così funeste nel moto del '20; e perchè non sembrasse che i Siciliani volessero far parte da sè, nè ad altro mirassero se non alla rivendicazione de' loro diritti, amichevoli accordi stringevansi co' liberali napoletani, e cercavasi cancellare ogni triste ricordo de' fatti di quell'anno. Nel '35 poi l'Amari, col mezzo di Alessandro Dumas, allora venuto a Palermo, mettevasi in corrispondenza con Giuseppe Mazzini, che poco prima aveva fondato la *Giovane Italia*. Così, dalla mera sicilianità, se in tal forma è lecito esprimermi, sorgeva egli cogli studj e co' propositi al concetto e al sentimento dell'italianità ([20]), superando quel muro che Napoli frapponeva tra Sicilia e Italia ([21]), e l'angustia delle passioni isolane, ond'era vinto anche il venerando Scinà, correggeva con più ampie aspirazioni ad una patria grande, la quale altri confini non conoscesse, salvo quelli della natura e della storia; dove le singole parti non fossero l'una all'altra soggette per violenza, ma tutte concordi intendessero alla prosperità e potenza nazionale. La Sicilia pertanto era il terreno ove i liberali siciliani dovevano appuntare la leva per abbattere la tirannia in nome del diritto. Nelle altre provincie lo strumento doveva prendere qualità e nome dalle varie necessità e dalle diverse memorie: qua era distruzione del potere de' chierici, là liberazione dal giogo straniero; nell'isola, rivendicazione di ciò che la tirannide aveva confiscato. Ben potevano essere in Sicilia taluni il cui sguardo arrestavasi alle prode delle sue marine e più oltre non trapassava; e di cosiffatti erano anche altrove; ma, come si chiarì dappoi, l'esser fautori della Costituzione del '12 ai migliori siciliani non impedì

il divenire, nella pienezza de' tempi, efficaci cooperatori dell'unità italiana.

Intanto che così maturavansi e si perfezionavano i concetti e i desiderj di quanti, come l'Amari, vagheggiavano liberi ordini, ecco nell'estate del 1837 scoppiare in Sicilia, terribile flagello, il colèra ([22]). Con quanta violenza irrompesse e quante vittime mietesse, è ben noto: nè mai però si seppe, o si volle dire, il numero preciso de' morti, che nella sola Palermo oltrepassò i ventisette mila ([23]). Come tutte le plebi de' secoli anteriori nell'invasione di cotali morbi micidialissimi, quelle dell'isola fermamente credevano introdotto e sparso il male per tristizia d'uomini e iniqua arte di stranieri ([24]). Or chi più malvagio e straniero del Governo napoletano? E in Napoli già durava il morbo dall'anno innanzi, e di là poi penetrava nell'isola, sebbene si fosse tentato di precludergli l'entrata; ma gli ordini erano ora duramente osservati ([25]), ora spensieratamente sospesi e violati e poi tolti del tutto per ordine del Re, appunto quando il colèra risorgeva in Napoli: sicchè niuno cavava di testa al popolo, e anche a chi popolo non era ([26]), che fosse dal Governo d'oltre Faro portato e seminato a domare la ribelle Sicilia ([27]). Dicevasi adunque, che il Re avesse fatto imbarcare apposta sull'*Archimede* e condurre nell'isola un individuo ammalato ([28]): anzi un giorno in che i morti giunsero in Palermo verso il migliaio, si bucinò che Ferdinando secondo, sbarcato furtivamente e travestito da monaco benedettino, avesse attraversato la città incoraggiando gli avvelenatori, e poi a tarda notte fosse ripartito per Napoli ([29]). E ciò si credeva: tanto la paura aveva stupidito le menti, tanta mèsse d'odio aveva gettato

il governo napoletano, e così poco si stimava e si amava il capo dello Stato! Da per tutto regnava il terrore: rotti parevano i vincoli d'amicizia e quasi di famiglia: e intanto, com'è dell'umana natura, davansi mirabili esempj di virtù, d'abnegazione, di sacrificio ([30]).

L'Amari, conscio di una sollevazione preparata per l'autunno, trovossi allora in nuova e strana condizione. Il vuoto si era fatto anche nella schiera de' governanti, e nelle famiglie di questi; il Luogotenente reale e il Direttore della Segreteria perdettero la moglie, e la moglie e un fratello il Direttore di Polizia ([31]). Fuvvi un momento in che all'Amari restò affidata la Segreteria; ed egli, assistito sol da due o tre compagni, mentre i superiori erano « morti, infermi o sbigottiti », restò imperterrito e infaticabile (e ciò ricordava di frequente e con compiacenza), a provvedere all'amministrazione di Palermo e a corrispondere con Napoli. Non temeva, com'egli scrive in un *Diario* di quel tempo, non temeva il morbo, perchè si sentiva forte della persona; perchè sopratutto non aveva ragione di curare la vita sua d'allora, « senza amore, senza gloria, senza diporti, piena d'amarezza e disagj ». Ma non trattavasi in que' frangenti del migliore ordinamento politico, nè egli voleva dai pregiudizj popolari tòrre pretesto a far contro a' Borboni: dovevasi invece mantenere l'ordine pubblico e provvedere alla comune salvezza, perchè se pel morbo perivano uomini e famiglie, non pericolasse il civile consorzio. Ciò che più stavagli a cuore in quella tragica dissoluzione di persone e di cose, era conservare una direzione qual si fosse di governo, da opporre, non che al dilagare del male, sì anco alle turbe infellonite per paura,

che uccidevano e straziavano i presunti avvelenatori ([32]), e ai perversi che dalle pubbliche sciagure traggono ardimento a lor arti malvagie ([33]). Restò dunque al suo posto l'Amari, non d'altro curante che del bene degl'infelici suoi concittadini. Avrebbe anche voluto trovar modo di impedire que' moti politici, che scoppiarono anzi tempo a Catania e a Siracusa; ma, oltrechè pretesto al sollevarsi immediato fu il colèra, dai rivoltosi pubblicamente gridato *borbonico* ([34]), con chi intendersi, in chi fidare in tanta morte e dispersione di amici?

Quando poi le cose furono ricomposte, perchè il morbo consumò sè stesso, e il Del Carretto spense la rivolta nel sangue ([35]), l'Amari in luogo di premio, e perchè alla tirannide è sospetto chi si adopera pel pubblico bene, ed egli veramente aveva voluto « servire il paese non il governo », venne chiamato (31 maggio 1838) a prestar l'opera sua in un Ministero di Napoli, privandolo del meritato e proposto avanzamento. Ma quest'allontanamento dalla terra natale non fu senza vantaggio per lui. Nel '34 aveva voluto, come dicemmo, colorire il disegno di narrare i fatti del '20; ma erasi accorto che bisognava, per spiegarli, risalire al '12, e anche più addietro: e lo studio delle istituzioni politiche siciliane gliene aveva fatta trovare la forma più perfetta verso la fine del secolo XIII, nel nuovo ordinamento che l'isola si diede dopo il celebre Vespro. E qui si era fermato, anche perchè il racconto di quel memorabile avvenimento sembravagli potesse avere efficacia sugli animi de' suoi coetanei. Di codesta storia era andato scrivendo qualche capitolo, che leggeva in casa del marchese Gargallo, presenti il Vigo, lo Scovazzo, ed anco il

luogotenente Campofranco e il conte di Siracusa, il quale, durante il suo governo, erasi cattivato l'animo de' Siciliani, specie dopo che, simulando, in tempo di carnevale, l'entrata solenne di re Ruggiero in Palermo, parve con ciò voler alludere all'autonomia dell'isola ([36]), sicchè immediatamente dal guardingo fratello fu richiamato a Napoli.

Nell'esilio napoletano ([37]) trovò modo l'Amari, sempre pensoso della sua Sicilia ([38]), di lavorare più alacremente alla storia del *Vespro*, dacchè l'Archivio di Stato di quella città gli fornì molti e rilevanti documenti. Restituitosi a Palermo nel '41 si pose a stendere tutto il lavoro, che nel maggio dell'anno appresso era compiuto, ed usciva a luce col titolo, men sonoro e men sospetto, di *Un periodo delle istorie siciliane del secolo XIII* ([39]).

Fermiamoci a dire alcuna cosa di questo lavoro, che, come fu il primo passo solenne dell'Amari nell'arringo storico, così anche fu arma tagliente diretta contro il governo borbonico, e incentivo alle genti di Sicilia e d'Italia tutta a ripensare le audaci imprese del passato e desiderarne il rinnovamento.

Antica e non discussa leggenda narrava a suo modo l'origine e la natura di quella sollevazione, che, sorta in Palermo nel vespro del 31 marzo 1282, con strage immensa ed implacabile di Francesi, sottrasse l'isola ai feroci Angioini. Ben aveva il nostro maggior Poeta, sempre esatto conoscitore e narratore degli eventi contemporanei, indicato le cagioni del fatto memorando, quand'ei scriveva *la mala signoria che sempre accora li popoli soggetti*, aver mosso *Palermo a gridar Mora, Mora!* Ma il romanzo era prevalso sulla storia; e la leggenda, non guari dopo ([40]), te-

neva già il campo e serbavalo, come per dritto di prescrizione, attribuendo il fatto a congiura, e dandone merito a Giovanni da Procida, a ciò incitato da amor di patria e da vendetta di offeso onore. La cospirazione, così narravasi, avrebbe covato tre anni, tanto che il Procida s'intendesse con tre potentati; poi, in un dì, anzi in un'ora stessa, i Francesi, per segreto accordo, sarebbero stati tutti trucidati. L'Amari prese a dimostrare e provò, che il *Vespro* « non nacque da alcuna congiura; ma fu tumulto al quale diè occasione l'insolenza de' dominatori, e diè origine e forza la condizione sociale e politica d'un popolo nè avvezzo nè disposto a sopportare una dominazione tirannica e straniera. Al suo popolo, non ai potenti, la Sicilia dee quella rivoluzione, che nel secolo XIII la salvò dalla estrema vergogna e miseria, dalla corruzione servile, dall'annientamento » ([41]).

Con ciò egli distrusse un errore inveterato; nè dobbiamo lamentarci, se in omaggio al vero, gettò giù dagli altari un idolo della fantasia popolare. E il farlo non era agevole: chè la gloria di Giovanni, rinfrescata ed accresciuta poco innanzi da G. Battista Niccolini, trovò sempre caldi ed eruditi difensori ([42]), ed ancora per qualche tempo il nome di lui restò segnacolo in vessillo agli amatori di libertà, insieme con quel di Masaniello, povero pescatore, che a tumultuare si mosse pel caro delle frutta, e non per francar Napoli dalla servitù spagnuola; insieme con quel di Balilla, giovinetto introvabile nelle memorie de' contemporanei ([43]). Se non che, ne' tempi in che preparavasi il riscatto d'Italia, giovava simboleggiare nel pescatore amalfitano e nel monello genovese la vigoria naturale delle plebi, sollevate per infrenabile impeto contro i malvagi governi; e nel pro-

cidano, la prudenza e fortuna del congiurato pensoso. Ma il vero, qual e' si sia, e senza badare all'effetto che dallo svelarlo può nascere ([44]), è sempre da preferirsi all'errore, e sempre in fin de' conti più utile; e l'Amari sostituendo ai cupi avvolgimenti e alle trame soppiatte l'insorgere spontaneo di un popolo, e alla privata vendetta la rivendicazione del diritto universale, faceva opera giovevole anche alla causa della libertà: perchè possono i Procida in tempi di oppressione sorgere o non sorgere, e riuscire o no le arti loro; ma una gente asservita può, sempre che voglia, scuotere il giogo: chè come eterno è il suo diritto, perenne è la gagliardia. E codesto diritto, che mai non vien meno, pareva già dal secolo decimoterzo formulato, anzi indelebilmente scolpito, nelle parole magnanime indirizzate nel 1282 dai messinesi a papa Martino IV: *Respuit, pater, Ytalia respuit peregrina dominia* ([45]): parole, che l'Amari tolse dalla polvere de' codici, e che a meraviglia illustrano la storia di quell'episodio non solo, ma quella posteriore di Sicilia, e d'Italia tutta. Ben sembra, invero, sentirle, come grido di angoscia e di protesta, echeggiare, e sempre invano, nel corso di sei secoli; e da' mari di Sicilia distendersi su alle Alpi e da queste tornare giù all'Etna, ma non mai giungere, nè allora nè poi, a penetrare fin dentro le chiuse aule del Vaticano.

I fatti, dall'Amari cercati « con pazienza di benedettino » ([46]) e con rigorosa critica vagliati, diedero quel responso che egli, credente già, come tutti o quasi tutti, nella leggenda del « beato Giovanni da Procida » ([47]), procedendo nel suo studio, divinava quasi dovesse uscirne. Ma, scriveva egli, « forse perchè son nato in Sicilia e in Palermo,

io ho potuto meglio comprendere la sollevazione del 1282, sì com'essa nacque, repentina, uniforme, irresistibile, desiderata ma non tramata, decisa e fatta al girar d'uno sguardo » ([48]). L'ardore del patriottismo e la conoscenza dell'indole isolana aiutarono lo storico del secolo decimonono a meglio comprendere i fatti del tredicesimo; ed ei dovette esultare di legittima compiacenza, quando ebbe provato che al luogo d'un uomo era da porsi un popolo, ed ai maneggi d'un avventuriere, sostituire l'atto spontaneo e vigoroso d'una gente forte, che, bestialmente manomessa, si leva in un impeto di collera, e atterra l'oppressore. Ma nè il calore della narrazione, nè le allusioni del presente, che l'Amari pur non curandole non respingeva ([49]), punto scemarono l'autorità storica del libro. La quale anzi si accrebbe via via che nuovi documenti scoprironsi da lui o da altri: talchè, secondato dal pubblico favore ([50]), potè l'Amari, caso raro in Italia, dopo mezzo secolo dal primo uscire dell'opera sua, vederne la nona ristampa ([51]); come potè anche, ormai innanzi negli anni, fra mezzo a quel popolo, che al suono della campana della Gancia definitivamente era insorto contro la tirannide, e salutava in Garibaldi il nuovo liberatore e nell'Amari il narratore delle antiche gesta, celebrare nel 1882 il sesto anniversario del Vespro.

Favellando del quale, dopo aver narrato, con concitazione di stile ma secondo verità, le stragi di Agosta, ove nei ricolmi nappi fu bevuto il sangue siciliano e la sponda del mare fumò de' corpi abbruciati, nè restovvi persona viva ([52]), ed esposto a che era ridotta l'isola, senza magistrato che rendesse ragione, nè principe che riparasse i torti, nè domestico asilo incontaminato, sicchè i Siciliani

« delle facoltà loro non eran padroni, vilipesi nelle persone, ingiuriati nelle donne, della vita in sospetto sempre e in pericolo » ([53]), l'Amari scrive queste parole, nelle quali l'offeso sentimento del cittadino è temperato dalla naturale pietà dell'uomo, e le ragioni del diritto da quelle della giustizia, sì da poterle dire solenne sentenza della Storia: « Questa carneficina di tutti gli uomini d'una favella, questi esecrabili atti di crudeltà, fecero registrare il Vespro Siciliano tra i più strepitosi misfatti di popolo: chè grosso è il volume, e tutte le nazioni scrisservi orribilità della medesima stampa, e peggiori le nazioni or più civili, e in tempi miti e anche svenevoli: e non solo vendicandosi in libertà, non solo contro stranieri tiranni, ma nei concittadini, ma ne' fratelli, ma in moltitudine tanta d'innocenti, che spegneano quasi popoli interi. Ond' io non vergogno, no, di mia gente alla rimembranza del Vespro, ma la dura necessità piango, che aveva spinto la Sicilia agli estremi, insanguinata coi supplizj, consunta dalla fame, calpestata e ingiuriata nelle cose più care » ([54]).

Nè l'Amari volle soltanto, quasi null'altro gli stesse a cuore che il muover gli affetti, narrare ancora una volta quel fatto di feroce virtù; bensì guardandolo da vicino e più addentro, conobbe ch'esso fu cominciamento e non fine d'una notevole riforma negli ordini dello Stato, e nuove forze morali e sociali n'ebbero impulso, che cose ed uomini avvalorarono per venti anni successivi ([55]). Ond'egli proseguì il suo racconto, che poi anche nel titolo fu non già *Storia del Vespro*, ma *della Guerra del Vespro*, sino alla pace di Caltabellotta nel 1302, colla quale venne assicurata l'indipendenza dell'isola. Restituendo per tal modo

l'episodio a suo luogo, nella successione degli eventi che sul finire del Dugento ebbero tanta efficacia nella storia di Sicilia, d'Italia, di Francia, di Spagna, potè mostrare che, se un impeto subitaneo diede avviamento ai fatti, la virtù militare e la civile prudenza, e sopratutto il costante proposito, sottrassero la Sicilia all'aborrita dominazione angioina. Gli eventi posteriori al Vespro chiarirono come la forza regolata dalla disciplina e dai bellici apparecchi, e la pertinacia del volere in mezzo ai più difficili e mutevoli avvolgimenti della politica, alla Sicilia, maledetta dai papi, assalita dagli Angioini, tradita fin anco dai difensori che si era scelti, concedessero la definitiva vittoria.

Scegliendo a suo tema il Vespro come « il più grande avvenimento della Sicilia del medio evo » [56], l'Amari aveva voluto sopratutto « incoraggiare la generazione presente col racconto di antiche glorie. Il problema era di gridar la rivoluzione senza che il vietasse la censura » [57]. Ma ei ben sapeva, che se fosse riuscito a ingannar la censura, e questa chiamò « la somma delle astuzie » [58] sue, non sarebbe a lungo riuscito ad illudere il governo. Uscì il libro, come dicemmo, nel maggio del 1842, e l'edizione di mille copie ne fu in breve smaltita: a Messina principalmente venne accolto con gran favore; sicchè quell'Intendente ne parlò al re, quand'egli poco appresso vi giunse, e al Del Carretto, che già qualche cosa ne aveva sentito a Napoli. Nell'angioino, sussurravasi, si era voluto rappresentare Ferdinando Borbone: nell'Estandart, il Del Carretto [59]: ne' Francesi, i Napoletani. Non so se si ragguagliasse l'eccidio di Agosta, con quello che poco innanzi, nel 1828, aveva fatto il Del Carretto del paese di Bosco:

raso al suolo, uccisi gli abitanti, uomini e donne, rizzatavi una colonna infame, e cancellatone il nome dall'albo dei Comuni del regno, perchè nido di *Carbonari*. Ma non era davvero colpa dell'Amari se i fatti si riproducevano, a tanta distanza di tempi, quand'anche non del tutto identici, assai somiglianti fra loro; e se la storia antica pareva in molti casi storia presente.

Il revisore della censura, canonico Rossi ([60]), che aveva lasciato stampare il libro, non che il Padre Scarlata, gesuita, revisore del giornale la *Ruota*, e il barone Mortillaro, di quello di *Scienze e Lettere*, che avevano approvato due articoli in lode dell'opera ([61]), furono destituiti: e que' giornali, nonchè la *Rivista Napolitana*, sospesi fino a nuovo ordine ([62]). Il 3 ottobre nel Consiglio di Stato deliberavasi, fosse l'Amari sospeso anch'esso dall'uffizio e chiamato a Napoli; di più, che l'opera fosse proibita, e ritiratene dal commercio le copie, « per la maniera come si esprimeva contro le prime dignità della Chiesa, che vantano a lor favore il giudizio de' secoli, non che per le massime d'insurrezione, che si vogliono sempre più accreditare ». Il generale Di Majo, duca di San Pietro e luogotenente del Re in Sicilia, che da Ferdinando aveva avuto in Messina un solenne rabbuffo per aver tollerata la scandalosa pubblicazione, ritornato che fu in Palermo, pensò rifarsene sull'Amari; e quando questi gli venne innanzi, domandogli bruscamente perchè gli fosse venuto il ticchio di far il letterato: poi proseguì, sostenendo che i fatti narrati dovevano certamente esser falsi, perchè il popolo non aveva mai vinto i soldati. Senza nulla rispondere alla sarcastica domanda di quel *miles gloriosus* da farsa ([63]),

animosamente replicò l'Amari all'asserzione di lui, che « i tumulti si reprimono talvolta, ma nè forza nè disciplina di soldati mai valse contro una rivoluzione ». E crederebbe, soggiunse, « e crederebbe che questi granatieri, queste artiglierie, sarebbero ostacolo al popolo, se si levasse davvero, se corresse qui disperatamente, come fece il 31 marzo 1282, e spezzò queste porte, ed Erberto d'Orléans ebbe a ventura di poter fuggire? » (64). Il Di Majo lo guardò tra stupefatto e costernato: non aveva mai sentito tal linguaggio, nè mai pensato che il caso potesse succedere; ma forse in cuor suo doveva ammettere che ciò che l'Amari dicevagli era il vero, e confusamente ricordare che un suo predecessore nel governo di Palermo, il generale Naselli, prudentemente fuggendo, un piè calzato e l'altro no (65), aveva nel 1820 evitata la furia popolare (66). E dopo cinque anni, poco più, a' 25 gennaio del 1848, fuggendo anch'egli di notte da quel medesimo palazzo, invano cinto d'armi e d'armati, e sperimentando in sè stesso ciò che del francese aveva scritto l'Amari, dovette senza dubbio ripensare il Di Majo a codesto colloquio col suo antico subalterno.

L'obbligo di andar a Napoli, notificatogli il 20 ottobre, voleva dir processo e prigione, e forse anco prigione senza processo: e ben presagendo questa sorte che lo aspettava, l'Amari prescelse la via dell'esilio (67). Intanto che il Del Carretto chiedeva premurosamente al luogotenente di Sicilia, e questi al direttore di polizia, se il colpevole erasi avviato alla sua destinazione, l'Amari fra il 25 e il 26 erasi imbarcato su una tartana, ove gli sbirri erano stati sul punto di coglierlo. Ma da chi lo soccorreva alla fuga venne nascosto in un granaio: e il 14 novembre veleggiava per

Marsiglia, giungendovi il 2 dicembre, munito di passaporto dal Console francese a Palermo, col nome di Alessandro Dupont, negoziante.

Da questo momento, per le vicendevoli relazioni fra le varie polizie, ei fu scritto nel gran registro de' ribelli, e chiusa a lui ogni terra italiana. Del che trovo cenno in una goffa lettera del Ministro toscano degli affari esteri al Presidente del buon Governo, in data del 13 dicembre 1842, ove sbagliando nome e patria di lui e il titolo dell'opera sua, si dice esser egli « evaso » dal regno, come sarebbesi detto di un galeotto; ma galera veramente ai buoni e agli onesti era allora l'Italia, e il Regno in specie. « Certo signor Enari (così il documento), napoletano, letterato di qualche fama, e recentemente evaso dai RR. Stati, si è rifugiato in Francia, dopo che una storia delle città italiane incontrò, dicesi, la disapprovazione del Governo. Si assicura che mediti di passare a Livorno e di fissarvisi, qualora possa trovarvi, coll'esercizio della letteratura, mezzi di occupazione e di lavoro. Non si conoscono gli antecedenti dell'Enari; ma oltre il fatto sopra ricordato, è noto esser egli in relazioni di amicizia coll'avvocato Guerrazzi di Livorno » ([68]).

II.

Più volte ho sentito, ne' vecchi suoi anni, affermare da Terenzio Mamiani, che l'Italia risorta a dignità di nazione ignorava o non curava sapere quanta efficacia a mutarne i destini avessero avuto que' manipoli di esuli che, dal 1820

al '48, si sparsero per tante parti d'Europa, e segnatamente in Inghilterra e in Francia; non tanto perchè, anche di fuori, com'è ben noto, coi consigli e con gli eccitamenti tennero vivo nelle loro provincie native l'amore alla libertà; quanto, e questo appunto è men conosciuto, pel rispetto e la benevolenza, che coll'altezza dell'intelletto e del carattere, seppero fra gli ospiti loro cattivare al nome e alla causa d'Italia. Erano essi invero il fiore delle genti italiane: guerrieri provati nelle guerre napoleoniche; esperti amministratori del *Regno italico;* giureconsulti ed economisti di vaglia; poeti, filosofi, storici, artisti; e con essi, gli eredi d'illustri casate patrizie e principesche, e i possessori di grandi fortune. Portati, direbbe il più grande degli esuli italiani, dal vento turbinoso delle civili vicende, portati quasi « legni senza vele e senza governo a diversi porti e foci e liti » ([69]), furono da prima guardati con quel compassionevole dispregio, con che i prudenti, i forti, i fortunati soglion guardare gli audaci, i deboli, gli sventurati; ma a poco a poco, le virtù dell'animo e della mente, colle quali quegli esuli nobilitavano sè stessi e la patria, guadagnarono a loro, ed alla causa per la quale pativano, la stima e l'affetto de' discreti, e indussero nell'universale la persuasione, che nè giusti nè onesti potevano essere quei governi che li cacciavano in bando dalle lor terre.

A questa onoranda schiera s'aggiunse adunque, sullo scorcio del 1842, Michele Amari, che, fermata stanza in Parigi, vi trovò altri esuli d'ogni regione italiana ([70]), ed ebbe, al par di quelli, gentili accoglienze dai Francesi. In compagnia degli altri proscritti l'intento suo andò sempre più allargandosi dalla Sicilia a tutt'Italia: sicchè, laddove

partendo dall'isola egli era sopratutto un siciliano, quand'ei vi tornò, era, in virtù dell'esilio, interamente italiano. In patria, e ciò è ben naturale, egli non sentiva che i guaj prossimi e più vivi, i quali risalivano al mal governo di Napoli: da fuori, in esilio, nella famiglia de' consorti di sventura, vide e sentì l'immensa miseria d'ogni parte d'Italia. Docile agli ammonimenti di Antonio Panizzi, riconosceva perciò di aver errato ponendo nella sua narrazione storica *stranieri* in luogo di *nemici*, parlando dei napoletani del XIII secolo ([71]), nè inutile doveva riuscirgli la preghiera del Manzoni, antico e impenitente unitario, di voler amare « anche i napoletani » ([72]).

A Parigi giungeva egli non ignoto ormai, come scrittore di storie, nè a concittadini ([73]) nè a stranieri: e per quelli preparava una nuova ed accresciuta edizione del suo lavoro, cui pose in fronte il vero suo titolo; a questi svelava un turpe plagio che se n'era fatto in Francia, camuffando l'opera sua con guelfe sembianze ([74]). Ma intanto che fare, e come guadagnare la vita? Gli balenò un momento l'idea di prender servizio nella legione straniera d'Algeri, per farsi così più pratico degli ordinamenti militari e dell'arte del guerreggiare, ed esser più pronto e valente quando sonasse l'ora del riscatto. Intanto la ristampa del *Vespro* avendogli fruttato dall'editore Baudry una discreta somma ([75]), gliene veniva un po' d'agio a far ponderata stima delle proprie forze ed inclinazioni, e sceglier poi quella via nella quale potesse riuscire più utile a sè e alla patria. Gli studj storici, che da principio erano stati quasi « strumento adoperato a compier quello che gli dettava la coscienza » ([76]), ora a sè lo attrassero di possente amore, non mai però dis-

giunto da quello dell'isola nativa e delle sue gloriose tradizioni. Il suo pensiero si era già ripetutamente volto alla dominazione musulmana in Sicilia, perchè studiando le istituzioni politiche dell'età del Vespro, gli era sembrato « impossibile che la catena si fermasse ai tempi normanni, come suppose il Di Gregorio » ([77]); e di ciò aveva dato un cenno nel primo capitolo del libro. Ma a siffatte ricerche sentiva necessaria la conoscenza dell'arabo, la quale in Sicilia, anzi in tutta Italia, allora non sarebbe stata agevole a conseguire ([78]). Da quest'aspetto fu per lui ventura l'esilio, perchè a Parigi, cadutagli sott'occhio la traduzione fatta dal Noël Des Vergers del frammento d'Ibn-Khaldun su le storie d'Affrica e di Sicilia, sentì risorgere più vigoroso il desiderio d'impossessarsi dell'arabo, e vide possibile il farlo; laonde finita appena la ristampa del *Vespro*, cominciò que' nuovi studj, e a capo di tre o quattro settimane, alla scuola del Reinaud e col favore del Barone de Slane, vi si consacrò tutto, accompagnandovi le lettere e la paleografia bizantina con la scorta dell'Hase. Così con fine deliberato ed energia di volere si rifece scolare: e tanto vantaggiò nell'arabo, da potere dopo non molto pubblicare testo e versione della descrizione di Palermo d'Ibn-Haukal, e poi il viaggio in Sicilia d'Ibn-Giobair ([79]), mentre all'*Archivio Storico* del venerando nostro Giampietro Vieusseux mandava rassegne critiche su lavori di storia italiana pubblicati in Francia ([80]), alla *Nouvelle Revue Encyclopédique* dava in francese saggi di critica storica ([81]). Intanto il barone Friddani e Cesare Airoldi, siciliani ambedue ed ambedue esuli, promuovevano, com'erasi già fatto per Carlo Botta, una sottoscrizione, che a lui desse mezzi ed agio di porre ad

effetto il disegno della storia. Consentivano a ciò uomini cospicui, la maggior parte, non tutti, di libere opinioni: tutti però fiduciosi che l'Amari sarebbe riuscito nell'impresa con onor suo e degli studj italiani: e curioso è trovar insieme fra i segnati il Conte di Siracusa e Massimo d'Azeglio ([82]). La somma, sborsata dal 1844 al '46, sarebbe restituita, stampata l'opera. L'Amari accolse con lieto animo la profferta e alacremente si pose al lavoro; e in ogni parte, a Parigi, a Oxford, a Londra, a Leyda, a Pietroburgo ([83]), da per sè o per mezzo di dotti e cortesi corrispondenti, riuscì a raccogliere materia nuova e copiosa: talchè, all'entrare del '48, poteva dire di aver abbozzato « la Storia delle prime imprese de'Musulmani contro la Sicilia bizantina, infino a quelle de' venturieri normanni contro la Sicilia musulmana » ([84]).

L'arabo e le antiche storie non facevangli però dimenticare le condizioni presenti di Sicilia e d'Italia. Già ormai tenui splendori antelucani cominciavano a rompere le fitte tenebre addensate sulle nostre terre dal 1814 in poi, ed interrotte soltanto dalle brevi e sanguinose meteore del '20 e del '31; già nel 1843 era apparso il *Primato* del Gioberti, e l'anno appresso le *Speranze d'Italia* del Balbo: contemporaneamente, nel '43, romoreggiavano le Romagne col Ribotti e col Muratori, e nel '44 i Bandiera e loro consorti, nativi d'ogni parte d'Italia, lasciavano la vita in Calabria, ov'erano scesi con bandiera repubblicana, mentre Rimini nel '45 insorgeva col Renzi al grido di riforme, meglio dichiarate in uno scritto di Luigi Carlo Farini, che propugnava le idee giobertiane. L'Amari in quei tempi accostavasi, almeno in astratto, e secondo l'indole sua ri-

soluta e bollente, al Mazzini ([85]), più che al Gioberti; ma per quello che era della Sicilia, rimaneva fermo alla tradizione patria, vale a dire alla Costituzione del '12; il che non voleva dire confidare nel Borbone, ma nel diritto, e serbarsi fedele alla forma monarchica costituzionale; e se il Borbone non volesse o potesse, altri sostituirgli. E poichè già gli avvenimenti incalzavano, e ormai sorgeva l'alba di quel primo giorno di libertà, che fu il '48, ei pose « un po' da canto i Musulmani per trattare de' Borboni » ([86]), e diede in luce il manoscritto, che al partir suo da Palermo eragli stato affidato, della *Storia costituzionale di Sicilia* di Niccolò Palmieri ([87]). Questo libro, che l'autore aveva dedicato al Parlamento inglese come protesta contro l'abbandono della causa siciliana per parte de' ministri britannici, l'Amari indirizzava « a quell'altro Parlamento, senza tetto sì, senza nome, senza statuti, che, dalle Alpi alla punta del Lilibeo, comincia ormai a deliberare sulle proprie faccende » ([88]); vale a dire ai popoli Italiani. Preludendo ad esso, bandiva che per coloro, i quali non considerano i problemi politici « in astratto », e scelgono i partiti non per teoriche predilezioni, bensì in quanto sono più « praticabili in un dato tempo e luogo », il sommo desiderio era « una Lega di Stati costituzionali ». Opportuno era intanto, che meglio e più universalmente si conoscessero le ragioni e le vicende del diritto pubblico di quella sola provincia italiana, che dai principj del secolo XII fino a' dì nostri, erasi retta colle forme parlamentari, vagheggiate allora da tutte le nazioni civili d'Europa; e che più equamente gli Italiani di terraferma giudicassero quelli dell'isola, tenaci nelle antiche istituzioni, non per salvatichezza e genio mu-

nicipale, ma per fedeltà alle patrie memorie. Volgevasi poi ai principi italiani, esortandoli a gettar lungi da sè la « livrea austriaca »; e a questo modo li incoraggiava: « L'Austria or vi minaccia tremando; e sa bene che gli eserciti suoi non potrebbero passeggiare in Italia come nel 1820, perchè è mutata l'Europa, mutata l'Austria, e, per Dio, mutata anche l'Italia » ([89]). Ai popoli, e in particolare a quei di Sicilia, non voleva fosse la sua parola eccitamento a tumulti; ma chiedeva che si unissero, si consultassero fra loro, e s'intendessero « senza cospirazioni, senza sètte »; e, persuasi di ciò che fosse il meglio, lo persuadessero altrui, e apertamente il dichiarassero « in faccia al governo, in tutti i modi non proibiti espressamente dal codice penale ». Raccolgano, consigliava, i popoli le lor forze alle battaglie del diritto e della libertà; « non si affrettino ad assalire, ma non si addormentino; e poi, sarà quel che Dio vorrà » ([90]). « Possa, così chiudeva il suo scritto datato del dicembre 1846, possa ora il diritto vincere la passione de' governanti, e ridurre i Siciliani a tal prepotente unanimità, che trionfi di per sè stesso senza l'appello alla forza, il quale presto o tardi sarebbe la conseguenza de' gravissimi torti attuali » ([91]).

Sagge e franche parole: prudenti e civili consigli, cui il Borbone ed il suo governo non porsero ascolto. Li ascoltarono invece i popoli; e la sera del 30 novembre 1847 nel maggior teatro di Palermo sorsero grida di *Evviva a Pio IX* non solo, ma *al Re* e *alla Lega de' Principi italiani*, e si volle perfino sonato l'inno borbonico, levandosi in piedi, inusato spettacolo, uomini e donne, e sventolando bianchi fazzoletti. L'esempio fu imitato dalle altre

città dell'isola, e pochi giorni appresso si chiedeva al Re l'istituzione della Guardia nazionale ([92]). A tali pacifiche domande non fu data risposta. Cadeva il 12 gennaio la festa del re Ferdinando; e i partigiani di libertà, stanchi di attendere, dissero e stamparono, con lealtà di antichi cavalieri, che in quel giorno sarebbero sorti in arme, poichè ogni altro mezzo era vano. Tennero la promessa; pugnarono dal 12 al 26, e vinsero.

La nuova della liberazione di Palermo ebbe l'Amari in Parigi dal Conte di Siracusa, che ivi dimorava in ira al regal fratello. Scrisse subito e stampò un opuscolo francese ([93]), che chiarisse il significato e i fini della rivoluzione siciliana. Re Ferdinando frattanto, colla Costituzione del 24 febbraio, accelerava, non senza occulto consiglio, quel moto riformatore, che erasi cominciato coll'amnistia di Pio IX, e facea vista, colle libere istituzioni date ai suoi popoli, di volere oltrepassare i voti degl'isolani, affezionati a forme di troppo antiquate. Ma, come nel 1820, la Costituzione borbonica era pomo di discordia gettato fra Napoli e la Sicilia; la quale, venuta all'estremo cimento delle armi, non poteva ormai posarle, e rinunziare a' suoi diritti secolari nelle mani di chi non doveva smentire il sospetto di fedifrago ([94]). Alle esortazioni di molti maggiorenti fra i liberali italiani ([95]), rispondevano que' di Sicilia, rispondeva anch'esso l'Amari, che l'atto col quale la Sicilia riprendeva quello che i Borboni le avevano confiscato, era solo apparentemente di separazione, e che ferma volontà di tutti era non già staccarsi dalla famiglia italiana e far parte da sè, ma a quella vivere uniti nel comun vincolo federativo; non provincia soggetta, ma sorella Sicilia a Napoli.

Laonde, e così scriveva l'Amari a' suoi concittadini il 3 febbraio ([96]), non dovevasi accettare la Costituzione di Ferdinando II; sì questi convocare il Parlamento siciliano, cui spetterebbe proporre riforme alla Costituzione del '12 e stabilire i termini dell'unione con Napoli.

La Sicilia insorta non dimenticò il narratore del *Vespro*; ed uno de' primi atti del nuovo governo (2 marzo) fu la elezione dell'Amari alla cattedra, non più occupata dopo la morte dell'insigne Rosario di Gregorio, di diritto pubblico siciliano, e in tale qualità pronunziò egli il discorso di solenne apertura dell'Università, ai 20 di marzo ([97]). Era debita onoranza all'uomo che tanto e sì a fondo aveva cercato la storia politica della sua terra; ma l'Amari, che rodevasi di non essersi trovato in Palermo a combattere, non sognava punto di diventar professore, e più caro gli giunse, il giorno stesso del suo arrivo in patria, l'annunzio dell'esser chiamato a far parte del Comitato di guerra e marina (3 marzo), del quale divenne in seguito vice-presidente (8 marzo). Bandite poi le elezioni giusta le leggi del '12, fu deputato di Palermo (16 marzo), riportando 2370 voti, secondo soltanto per due voti al venerando Ruggero Settimo. Apertosi il Parlamento, innanzi al quale il capo del governo lesse un discorso scritto dal Nostro ([98]), nel nuovo Ministero, cui presiedeva Mariano Stabile, fu a lui affidata l'amministrazione delle finanze. Niuno discrederà ciò ch'ei disse e scrisse allora e poi ([99]); aver egli accettato reluttante, per abnegazione, per sentimento di dovere, per grata amicizia allo Stabile, e dopo che il marchese di Torrearsa, già designato a quell'ufficio, deliberò restare presidente della Camera dei Comuni ([100]). Se i tempi

fossero stati men procellosi, forse egli, così dotto di storie arabiche, avrebbe sorriso pensando di essere inopinatamente addivenuto quasi un *Sâhib-el Ascghal* in ritardo di parecchi secoli — con codesto nome nella reggia normanna chiamavansi i ministri dell'erario, più spesso musulmani — ma difficile era il momento, e ad amministrare l'erario i capi della rivoluzione sentivano occorrere un uomo d'intemerata fama, e che pel dover suo non temesse porre in forse o perdere il favor popolare. E niuno meglio dell'Amari era fornito di petto robusto e d'immacolata probità; ma questo soltanto non basta il dì dopo una rivoluzione, quando, pel disordine che ne consegue, e mentre si sognano inusate felicità, le pubbliche casse si vuotano, non più affluendovi il danaro de' gravosi balzelli, aboliti di subito per gratificarsi le plebi, o nel fatto non osservati. Ma per devozione di cittadino l'Amari chinò il capo; e fu ministro, senza stipendio alcuno, come pur tutti gli altri, dal 27 marzo al 13 agosto. Presentandosi al Parlamento, il 28 marzo, disse soltanto queste schiette parole: « Non senza esitazione io mi sono determinato ad accettare il penoso e difficile incarico, che con mio sommo onore mi è stato oggi affidato. Io mi sento insufficientissimo a potervi riuscire; ma io conosco pur troppo che in questo momento la mia patria esige da me quest'altro sacrificio, a costo anche della mia riputazione ». Fu unanimemente applaudito, perchè ognuno sapeva ch'egli in tal modo parlava non per finta umiltà nè per dissimulata ambizione. Altre volte ancora, in tempi meno agitati, sonarono ne' Parlamenti consimili espressioni, non però ispirate all'amor di patria, ma a quello di fazione; nè già per significare devozione di sacrificio al pub-

blico bene, ma per orpellare impronta baldanza o levità di intelletto. Difficile era, del resto, in que' frangenti, fare il bene, tra l'esorbitare di taluni della Camera de' Comuni, cui facevano eco i tribuni delle popolari conventicole, e il tentennare e reluttare di parecchi fra i Pari; mentre dovendosi provvedere all'esercito, dimezzavasi il reddito della tassa del macinato, e si toglievano dazj e gabelle, invano chiedendo danari a prestito in Sicilia e fuori ([101]).

Caduto il Ministero Stabile ([102]), l'Amari che aveva avuto il conforto di dare il suffragio alla decadenza del Borbone ([103]), e poi all'elezione del valoroso Duca di Genova, fu inviato (31 agosto) a Parigi e a Londra per propiziare alla Sicilia quelle potenti nazioni. Trattò col cittadino Bastide e con lord Palmerston; stampò opuscoli in francese e in inglese ([104]), nè lasciò via intentata per giovare alla povera patria; ma ogni sforzo fu vano. Sopportarono, egli e il suo compagno Friddani, umiliazioni, che solo l'amor di patria e il sentimento del dovere potevano rendere men dure ([105]). Ad un ricevimento del generale Cavaignac, il Friddani potè appena sussurrargli all'orecchio: *Generale, dobbiamo parlarvi.* E l'altro seccamente: *È inutile; bisogna accomodarsi. — Ma questo è impossibile! — Bisogna prender tempo*, replicò il Cavaignac; e voltò le spalle, come suol farsi ad importuni chieditori ([106]).

Non rimaneva più alcuna speranza, e l'Amari tornò in Sicilia col desiderio di poter almeno tirare due schiopettate. Arrivò allo sciogliersi del triste dramma, quasi appena in tempo per poter ripartire ([107]). Qualche dì innanzi, come ultimo ricordo della patria, e quasi auspicio e viatico di utili studj, che soli ormai la fortuna non poteva conten-

dergli, levava l'impronta di una iscrizione araba della Cuba, presso Palermo ([108]); e collo strazio nell'anima, riprendeva la via dell'esilio.

III.

Si aggirò più tempo muto e come trasognato per le vie di Parigi, in ira con sè stesso, cogli uomini, colla fortuna. Era povero, ma avvezzo ormai alle privazioni, nè alcuna altra pareggiava per lui quella della patria: del resto, colla vigoria dell'anima era riuscito a soggettare il corpo. Come aveva veduto cader la Sicilia e la sua indipendenza, vide ora la lenta e non gloriosa catastrofe della Repubblica francese, e in tutta Europa spegnersi a poco a poco la luce di libertà, che nel 1848 aveva cominciato ad illuminarla. « La pietra sepolcrale », scriveva ad Antonio Panizzi, « che noi Italiani ci sforzammo a sollevare spingendo ognuno a suo modo, e moltissimi a sproposito, ci è ricaduta su le teste. La scuoteremo di nuovo noi stessi, o lasceremo farlo ai figli, forse ai nipoti? Quanto a me sarò sempre lì pronto, a costo di spezzarmi le braccia e spaccarmi il cranio in un altro conato. Ma per adesso ho un'altra cura, un'altra crudele ansietà; come vivere? » ([109]). Non disperando però al tutto dell'avvenire, si ripose a poco a poco allo studio, non solo per trarne sostentamento alla vita, ma pe' nobili conforti, che largamente dispensa a chi l'ama. Riprese a lavorare alla storia de' Musulmani; ma perchè urgeva provvedere alle necessità del momento, a Felice Le Monnier, sostituitosi all'anteriore società di amici, offerse intanto la traduzione del *Solwan el Mota'*, o *Conforti*

politici di Ibn Zafer (110), scrittura di un arabo siciliano del secolo XII, e curioso monumento di oriental sapienza, contesto di considerazioni morali e di apologhi e fiabe. L'editore si prestò di buon grado: « se poi, scrive l'Amari nella dotta *Prefazione* che vi mandò innanzi, se poi il lavoro mio puzzi di mercato, lo giudichino i lettori » (111). Sdegnose parole, colle quali egli era ingiusto verso sè stesso, imputandosi quasi a colpa di anteporre le umane lettere e la pura dottrina al travagliarsi pel bene della patria. Ma i culti lettori festosamente accolsero il dono ch'e' faceva loro, e gli furono grati di aver primo recato a cognizione dell'Occidente cotesto singolar libro, che sulla traslazione dell'Amari fu ben presto voltato in inglese (112); e gl'italiani in specie si compiacquero di veder rese, senza sforzo, in bel linguaggio le forme sfoggiate e pompose dell'autore arabo. Intanto la maggiore biblioteca parigina lo incaricava del Catalogo de' Codici arabi in essa conservati (113): il Duca di Luynes lo chiamava a cooperare alla *Carta geografica comparata* della Sicilia (114): l'Accademia di Iscrizioni e Belle Lettere gli concedeva un premio per una Memoria sulla *Cronologia del Corano* (115), e dal Le Monnier riceveva un assegno mensile, sul compenso fissato alla storia (116), alla quale attendeva con nuovo coraggio e perseveranza (117).

Il primo volume della *Storia dei Musulmani di Sicilia* vide la luce nel 1854 (118). È quest'opera il maggior titolo dell'Amari al nome di storico; è un monumento, che potrà forse in qualche piccola parte venir modificato o corretto per successive ricerche ed inattese scoperte; ma che, così com'è, resiste al tempo, segna un momento importante

nello studio e nella conoscenza della storia araba ed italiana, e chi ne fu autore compensa d' imperitura ammirazione. Attingendo a tutte le fonti note, e molte dischiudendone di nuove; superando arditamente, ma securamente le difficoltà opposte dall' antichità de' tempi, dalla scarsezza de' ragguagli, dalla contraddizione delle testimonianze; scendendo da' più gravi eventi di popoli molti e diversi alle minuzie « tenute a vile dagli storici delle passate generazioni » ([119]), ma or dimandate a chiarire le varie fogge di civiltà; in tanto alternare di fortune e di rovesci, sempre proseguendo col vigile sguardo le mutate condizioni de' vincitori e de' vinti, e dal racconto delle fazioni guerresche e de' civili eccidj passando alle glorie e agli ornamenti dei periodi di pace e di prosperità; chiedendo sussidj non alla storiografia soltanto, ma alla filologia, all'economia, alla numismatica, all'arte, al giure, per illustrare di luce nuova non che le vicissitudini politiche, le sociali pur anco e quelle delle lettere e della cultura; l'Amari compose un'opera di scienza insieme e d'arte, che dell'antico tiene la gravità e robustezza della costruzione, e del moderno la copia e rifinitura de' particolari, e il perpetuo richiamarsi alle prove criticamente esposte e discusse: cosicchè sia ragguagliabile a solidissimo edificio, che la varietà e ricchezza d'ogni parte rende più adorno e attraente ([120]).

La storia dell' Amari comprende in sè quattro secoli, durante i quali l'isola più volte mutò popolazione, credenze religiose, usanze civili, ordini di stato, magistrati, legislazione; ma in che, a poco a poco, pel fecondo rimescolarsi e confondersi di razze, di dottrine, d'istituzioni, raggiunse « uno incivilimento ed una prosperità ignoti

allora alle altre regioni italiane » ([121]). Invero conseguì allora la Sicilia una forma di reggimento, che anche nel secolo decimonono potè dai popoli esser invocata; e due principi ebbe in Ruggero e Federigo II, cristiani ambedue, ma alunni di duplice civiltà, a' quali per sollecitudine del bene de' soggetti e cultura d'intelletto e civile resistenza alle pretese della Curia romana, potrebbero solo paragonarsi i monarchi riformatori del secolo decimottavo. Locata nel centro del Mediterraneo, naturale emporio, non solo di traffici ma d'idee, interposto fra l'Oriente e l'Occidente, fu la Sicilia per tutto quel tempo richiamo alla cupidigia di popoli diversi, che ivi convennero, e v'imperarono insieme o successivamente. Gli Arabi ne cacciarono i Bizantini, e l'Islam prese il luogo del Cristianesimo: poi, i Normanni si sovrapposero a que' precedenti conquistatori; ma e di Greci e di Musulmani restò sempre qualche vestigio, che alla civiltà sicula, la quale andavasi formando, tolse il comporsi ad una sola foggia, e il ritenere l'impronta soltanto dell' ultimo possessore. Quello che era perituro e infecondo, cadde e disparve; quello invece che era perenne e vitale resistè, e si mescolò ed innestò in unico corpo; e alle dure e feroci guerre di stirpe e di religione sopravvisse la tolleranza, inaudito e precoce vanto di Sicilia nelle ferree condizioni di codest'età. Quando poi quel nuovo composto di tanti sangui e di tante tradizioni fu saldo di forze e fiorente di gioventù, i Normanni, fortunati e valenti, raccolsero la somma di tutte le prove anteriori, dieder norma e stabile sembianza allo Stato, e, pacificato il paese, lo drizzarono a gloriosi destini. Di cotesta civiltà dell'isola nel secolo decimoterzo,

durante il dominio degli Altavilla, potrebbero render figura quei pallj, d'ordine di Ruggero tessuti in Palermo per mano d'artefici greci, che or si conservano e ammirano a Vienna e a Bamberga; ricche e forti compagini, dove, con rilievo di punti e varietà di colori, insieme s'intrecciano simboli di potenza e immagini di scienza, segni astrologici musulmani e volti di santi cristiani; iscrizioni cufiche e motti latini li constellano, e in mezzo splendido campeggia il temuto nome del Re ([122]).

Prende opportunamente le mosse lo storico nostro dall'esporre le condizioni dell'isola quando a' primi abitatori, « gente italica la più parte e avanzo di varj popoli orientali » ([123]), si frapposero colonie doriche e joniche, e poi a tutti costoro sovrastettero i Romani. A' quali poi, cadendo l'Impero, successero, bastardi eredi, i Greci di Bisanzio, mentre diffondevasi il Cristianesimo nell'Isola, che, un giorno granaio dell'urbe, parve con Gregorio Magno esser diventata podere della Chiesa. Ma in un angolo remoto dell'Oriente veniva su un nuovo popolo, che, sminuzzato già in tribù, Maometto ora collegava con tenaci vincoli di religione, e conduceva alla vittoria, spingendolo fuori de' suoi angusti ed infecondi confini. In quella decrepitezza del mondo, in quel disordine della barbarie succeduta alla romana sapienza, trovò facilmente il suo posto e si fe' largo questa schiatta giovane e vigorosa, della quale con mirabile sintesi l'Amari narra il primo ordinarsi e il dilatare di poi, e che, invasa la Persia e la Siria, e minacciato Costantinopoli, dilagò poi per tutta la costa d'Affrica dall'Egitto all'Atlantico, e, messasi alle marittime imprese, occupò Spagna e Sicilia. E di questa siffatte erano allora le condizioni ma-

teriali e intellettuali, da far dire allo storico nostro, scevro da preoccupazioni di razza e di fede, e che tutto considera con occhio sereno e mente filosofica, non poter « rincrescere il conquisto musulmano, che la scosse e rinnovò » (124).

Del qual fatto non è ufficio nostro narrare in compendio, colla scorta dell'Amari, le varie vicende da quando, nell'827, i primi manipoli arabi, chiamati dal traditore Eufemio (125) e condotti dal valoroso Ased, approdarono a Mazara, a quando, quasi due secoli e mezzo dopo, chiamati a lor volta dal traditore Ibn-Thimna, i Normanni ritolsero a' Musulmani la preda, e Palermo, abbellita, arricchita, fatta capo dell' isola da' seguaci di Maometto, nel 1072 rivide sventolare sulle sue torri la croce. Ma durante quel tempo, e in quell'alternarsi di genti arabe e berbere, e di dinasti aglebiti, fatemiti e kelbiti, l'Emirato divenne a poco per volta, e col fatto, indipendente; e la Sicilia facea di sè « bella mostra al di fuori: grosse e frequenti città, valide fortezze, monumenti, industria agraria e cittadinesca, commercio (126)...; coltivati i comodi sociali: svegliati ingegni, vaghi di scienze e d'ogni maniera di lettere: gli uomini ad uno ad uno non mentire al valor del sangue arabico, greco nè italico, non ignorar arte nè stromento di guerra, che appartenesse a que' tempi » (127). Annovera l'Amari presso che « centoventi Musulmani nativi di Sicilia e una dozzina di stranieri dimoranti nell'isola, che segnalaronsi nelle scienze e nelle lettere sino al fin della dominazione musulmana » (128); e alla dotta schiera degli astronomi e de' matematici, de' filosofi, de' medici e giuristi e canonisti e teologi e grammatici e filologi e storici, rifulge in mezzo

una pleiade di poeti, celebranti l'amore, le armi, la patria: la Sicilia, cioè, che ad essi era patria verace, e come tale amavano ed esaltavano ne' lor canti: la Sicilia, dice l'un d'essi, Ibn-Hamdis di Siracusa, « cui la colomba diè in presto sua collana e il pavone suo splendido ammanto; dove i raggi del sole avvivan le piante d'amorosa virtù, ch'empie l'aere di fragranza; dove respiri un diletto, che spegne le aspre cure, senti una gioja, che cancella ogni vestigio d'avversità » ([129]). E quando la patria venne in dominio d'altre genti, Abd-er-Rahman-ibn-Mohammed-ibn-Omar, nativo di Butèra, lodando Ruggero *il franco*, re di Sicilia, e i sontuosi edificj da lui costruiti, cantava la primavera, che, « con le sue bellezze veste que' giardini di splendidi ammanti »; mentre « il mattino li incorona con colori di gemme »; ed esaltava le principesche delizie della Favara, ove « l'acqua limpidissima delle due polle somiglia a liquide perle, e il bacino a un pelago », e « par che i rami degli alberi si allunghino per contemplare il pesce nell'acqua, e gli sorridano »; e « le arance mature sembrano fuoco che arda su rami di smeraldo »; poi, non senza mestizia, affermava: « Non si vive davvero, se non che nel beato soggiorno di Sicilia » ([130]). Quest' affermazione, e l'augurio che l'arabo poeta del duodecimo secolo dirigeva alla patria: « O palme de' due mari di Palermo! che vi rinfreschino continue, non interrotte mai, copiose rugiade! » ([131]), erano certamente dall'autore mescolati di più che un sospiro; e il traduttore del secolo decimonono, esule anch'esso da quel suolo beato, non dovè senza profonda commozione renderne italiane le forme.

Dominio e stanza del valoroso Ruggero, posò tranquilla

l'isola per tutto il resto della vita di lui, con propria forma di reggimento e con savia amministrazione, redata da' Musulmani, intanto che nascevano e crescevano i Municipj, e che, per ogni modo, ad onta delle tante dominazioni straniere, sempre più la civiltà isolana accostavasi nelle sue fattezze essenziali a quella di terraferma. È singolar merito dell'Amari, l'aver ritrovato in Sicilia un germe perenne e un rifiorimento non interrotto della tradizione italica, dai tempi più remoti a' nuovi; e per primo additato quelle genti e colonie, co' Normanni (ch'eran pochi di numero) venute specialmente dall'Italia di sopra, onde ebbero e conservarono le reliquie loro, nome e linguaggio di *Lombardi:* venute da quella *Marca Aleramica*, che nell'XI secolo diede in Adelaide una moglie a Ruggero. Nè dal Monferrato soltanto, ma da Genova, da Savona, da Pisa, da Amalfi, da Salerno, da Bari, come il Nostro provò, attentamente seguendone il corso, rifluirono in Sicilia, alla spicciolata o in schiere, individui e schiatte, rifornendo e rimpinguando la popolazione indigena, formando nuove aggregazioni civili e alle anteriori frammischiandosi, e per ogni dove mantenendo e ravvivando la tradizione, sì da potersi dire che l'Italia verso la fine dello undecimo secolo, « passò il Faro sotto le bandiere normanne » ([132]).

L'Amari, che aveva ne' tempi del servaggio meditata l'opera sua, e coll'acuto intelletto scòrta codesta ingenita e sempre rinnovata affinità, materiale e morale, di sangue e d'intenti, fra l'isola e la penisola, ebbe il contento di terminare la sua storia, quando il desiderio di tanti secoli erasi mutato in realtà effettiva. « Compio — così chiu-

deva egli nel 1872 l'opera sua — compio nella patria unita e libera un lavoro, al quale m'accinsi nell'esilio, trent'anni addietro, mosso da brama irresistibile di guardar nelle tenebre che avvolgevano la storia di Sicilia avanti i Normanni, e allettato dall'agevolezza che mi offriano le scuole e le biblioteche di Parigi. Incominciai l'arduo lavoro con animo di siciliano, che bramava la libertà d'un piccolo Stato e desiderava l'unione dell'Italia, senza sperarla vicina; lo termino confidando che tutti gli Italiani sempre più si affratellino; che veggano nella unità e nella libertà la salvezza e l'onore di tutti e di ciascuno; che quindi il paese cresca di sapienza, di saviezza, di possanza, di ricchezza, e che la nuova Roma, per ammenda dell'oppressione armata dell'antichità e delle male arti de' tempi appresso, promuova ormai nel mondo la giusta libertà dell'opera, e la illimitata libertà del pensiero » ([133]).

IV.

Dai fatti del 1848 e del '49 l'Amari aveva creduto doversi cavare le illazioni, che espose nella prefazione alla ristampa del *Vespro*, fatta a Firenze nel 1851. Gli sembrava dunque evidente non trattarsi più, in Europa, « di accordi tra la libertà e l'autorità, o in linguaggio più esatto, tra la libertà e la forza che sostiene l'autorità, spogliata oramai d'ogni prestigio. L'una dee vincere l'altra e bandirla dalla civiltà europea: battaglia d'esito non incerto tra due campioni, l'uno immortale, e l'altro decrepito sì, che perde forza ogni dì, anche vincendo. Posti

così fatti principj, cade al tutto il congegno della monarchia costituzionale siciliana: primo perchè sarebbe monarchia, e secondo perchè sarebbe siciliana » ([134]). Nel 1866 invece così chiudeva una nuova prefazione: « Chi leggerà la prima volta le prefazioni del 1843 e 1851, noterà per avventura come i miei desiderj politici, dichiarati nell'una o nell'altra, si indirizzassero al santo scopo della indipendenza, libertà e unità della patria, per due vie alquanto diverse da quella che l'Italia tutta seguiva nei plebisciti; dall'ordine di cose che io bramai come ogni altro italiano alla vigilia dell'ultima guerra, e sancii col mio voto nel Parlamento del 1861. A coloro che me ne biasimassero, io risponderei che in quegli scritti non si disputava astrattamente de' migliori ordini politici possibili nel mondo, ma si additava il partito che parea doversi prendere da' patriotti Siciliani, avanti il principio della rivoluzione europea del 1848, e dagli Italiani tutti presso la fine di quella. Gli avvenimenti poi del 1859 e del 1860 mutavano le condizioni dell'Italia e dell'Europa; rendeano possibile quella unità, che innanzi il 1848 era lecito più tosto desiderare che sperare; assicuravano al tempo stesso la libertà e la concordia di tutta la nazione, nel regno di un principe italiano, guerriero e leale. Gli avvenimenti raggiugneano dunque e passavano di gran lunga le speranze mie e della più parte degli Italiani. Mi biasimi or chi voglia, del non aver fatto sosta a mezzo la via » ([135]).

Ma egli non aveva atteso così tardi a disdire i concetti politici espressi dopo la catastrofe del '48: chè lo svolgersi successivo de' fatti lo aveva senza sforzo condotto a più temperate e pratiche dottrine. Restò nel decennio in con-

tinua relazione e corrispondenza cogli esuli d'ogni regione d'Italia, ma si staccò a poco a poco dal Mazzini, del quale disapprovava, e gliel disse aperto in Londra poco innanzi il moto milanese del '53, i replicati e insufficienti tentativi, accostandosi invece senza esitazione e senza sottintesi a quanti speravano nel Piemonte e in Vittorio Emanuele ([136]). Al fiero repubblicano degli anni anteriori punto costò la conversione a fede monarchica, quando vide un Re farsi campione dell'indipendenza nazionale, e rimaner fedele alle libere istituzioni, consacrando corona e vita alla patria. Prima che repubblicano, l'Amari, del resto, era stato, come siciliano, monarchico costituzionale; ma sopratutto era italiano, nè mai aveva stimato che alla sostanziale realtà dovesse in politica anteporsi la forma transitoria e mutabile. Tale lo trovò il 1859; e il moto del 27 aprile, onde la Toscana licenziò la dinastia lorenese, e del quale niun altro più degno di popolo civile registra la storia, riaprì a lui le porte d'Italia: dacchè uno de' primi atti del Governo Provvisorio Toscano, col quale onorando l'esule onorò sè stesso, fu la elezione del valente siciliano, che aveva « tanto illustrato l'Italia coi suoi scritti », a professore di lingua e storia araba, prima in Pisa (4 maggio), indi in Firenze (22 dicembre). Qui il 20 gennaio 1860 lesse il Discorso inaugurale del nuovo Istituto di Studj Superiori ([137]), narrando rapidamente le vicende della cultura italiana dal medio evo in poi, e più specialmente sostando a dire delle istituzioni scolastiche toscane, per terminare coll'augurio che la rinnovata libertà e l'indipendenza restituita alla patria, facessero rifiorire anche le discipline intellettuali.

Il pensiero suo e d'ogni italiano volgevasi intanto alle estreme parti d'Italia. Garibaldi, partito co' mille suoi prodi alla volta di Sicilia, sbarcava a Marsala, vinceva a Calatafimi, entrava in Palermo. Il Nostro, dopo essere stato segretario e cassiere del Comitato di soccorso istituitosi in Firenze, volava a riveder libera quella patria, che, undici anni innanzi, aveva lasciato in mano a' Borboni. Il Dittatore lo invitò ad assumere il Ministero dell'Istruzione e de' Lavori Pubblici, e poichè egli, ed altri con lui, ricusavano, disse loro apertamente che avrebbe composto un Ministero co' suoi ufficiali di Stato maggiore. L'Amari e gli altri amici suoi si piegarono (10 luglio); ed egli resse poi anche il Ministero degli Esteri. Ma intorno al prode generale stavano, com'è noto, taluni che cercavano di metterlo in pieno dissidio col conte di Cavour, fino allora supremo moderatore del moto italiano, dal quale già lo aveva allontanato la cessione di Nizza alla Francia. Volevano gli uomini di temperate opinioni che al più presto si uscisse da ogni incertezza e si venisse al plebiscito; frapponevano ostacoli gli altri, e dicevano Roma dover essere ultimo termine dell'impresa: ivi soltanto sarebbersi fermate le armi, e deliberato sull'avvenire. Mentre così agitavansi anche in Sicilia le due parti avverse, Garibaldi un dì giunse inaspettato dal continente, adunò in fretta il Consiglio de' Ministri, nel quale prevaleva la parte più temperata ([138]), e, avendo l'intenzione di disfarsene, cominciò col rimbrottare fieramente il Di Giovanni, uomo integerrimo e valente, al quale erano affidate le finanze, reo di non aver voluto sborsar somme su tratte irregolari della Segreteria di Napoli. Si difese gagliardamente il Di

Giovanni; e il Dittatore, che coll'onestà a lui ingenita correggeva gli errori del giudizio e della passione, comprese di esser dalla parte del torto; ma, durandogli tuttavia lo sdegno, licenziò tutti, al solo Amari ordinando che restasse. Questi rispose risoluto che, se gli altri co' quali era d'un animo, venivan destituiti, egli pure voleva andarsene: indi, fattosi più da presso al Dittatore, con quella stessa sicura coscienza con la quale anni addietro aveva parlato al Di Majo, *Generale*, gli disse, *a torto avete offeso il Di Giovanni, che è onesto e santo al pari di voi.* E Garibaldi, al quale mai non giungeva sgradito il vero schiettamente profferito, stesa la mano al Di Giovanni, gli chiese scusa, e tutto fu sopito felicemente.

Riordinate le cose, l'Amari fu eletto storiografo di Sicilia; ma rinunziò con nobilissima lettera (ottobre 1860), sembrandogli ufficio non conforme a' nuovi tempi, quando l'isola non era più regno a sè, ma provincia d'Italia ([139]). Di lì a poco, convocandosi il primo Parlamento Italiano, a proposta del conte di Cavour, fu eletto senatore ai 20 gennaio 1861 ([140]). Nel 1862 il Rattazzi lo cercò compagno nel Ministero al quale ei presiedeva: non accettò allora; ma agli 8 dicembre dello stesso anno, accolse la proposta fattagli dal Farini e sedè ne' Consigli della Corona come Ministro della Pubblica Istruzione, fino al settembre 1864. Tutti i pensieri degl'Italiani erano allora volti a comporre la patria coll'acquisto di Venezia e di Roma, nè poteva sperarsi che il sentimento generale prendesse viva parte alle cose della Pubblica Istruzione, serbate, del resto, per lor propria natura, alla meditazione dei saggi, che sempre sono il minor numero. Dirò tuttavia, a

lode dell'Amari, che nel tempo ch'ei fu Ministro, non disordinò l'azienda affidatagli con intempestive proposte e furiose riforme; ma cercò di riordinare, ravviare, ricomporre, unificare, procedendo con cautela e ponderazione (141). E poteva l'Italia compiacersi con sè stessa e col mondo civile, che capo e guida della nazionale cultura fosse un uomo per tanti titoli benemerito, di tanta dottrina ornato, e così noto anche fuori d'Italia, come era Michele Amari.

Caduto il Ministero, tornò agli studj suoi prediletti, ai quali aveva dato opera anche reggendo l'alto ufficio, col mandar in luce i *Diplomi Arabi* dell'Archivio di Firenze, aggiungendovi traduzione italiana e commenti storici (142): e durò a professare nell'Istituto di Perfezionamento in Firenze, al quale era stato restituito (5 ottobre 1864), anche dopo conseguita la pensione: finchè nel 1873, per cagioni domestiche, si tramutò a Roma. Chè egli ormai non era più solo: e alla gioia pei mutati destini d'Italia, al nobile compiacimento per la fama in che era salito e per le onoranze che i suoi scritti gli avevano procacciato (143), aggiungevansi adesso le consolazioni della vita domestica (144). La famiglia fu porto tranquillo agli anni di robusta vecchiezza dell'antico esule, del pertinace congiurato: e intorno a lui e alla consorte amata, e degna di lui, crescevano due figlie ed un figlio, degni di entrambi. Così, dopo una vita agitata ed incerta del domani, la sorte gli concedeva un secondo corso di anni, non breve e non inoperoso, nel quale, lieto e sereno durò sempre assiduo al lavoro (145), partecipando alla cosa pubblica nell'aula del Senato; coadiuvando al miglior andamento degli studj nel Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione e nella Presidenza del Consiglio

degli archivj ([146]); promovendo la cultura colle *Memorie*, non poche, nè di poca importanza, pubblicate negli *Atti* dell'Accademia de' Lincei, e altrove. Data al *Vespro* forma definitiva ([147]), attendeva, sebbene avesse ormai varcato l'ottantesimo anno ([148]), a far altrettanto per la *Storia dei Musulmani*, giovandosi de' nuovi studj e delle nuove ricerche proprie ed altrui ([149]); ma questo gli vietò la morte, la quale, ben lo ricordate, lo colse qui in Firenze, il 16 luglio dello scorso anno, il dì dopo ch'egli vi era giunto da Roma. Quasi lo assalisse un triste presagio, passando coll'amata compagna davanti al Duomo, le ricordò che l'avo e il padre erano morti all'improvviso; e quella, come per distorlo dai funerei pensieri, lo invitò a vedere un bel fiore esposto in vendita sui gradini del tempio. Gli piacque, e sclamò che le figlie avrebber certamente gradito vederlo anch'esse. Andò quindi a correggere nella Biblioteca Nazionale le bozze di una *Memoria*, la quale doveva pubblicarsi postuma ([150]); e si avviò verso Piazza S. Marco per prender parte ad un'adunanza, che molto stavagli a cuore, pel monumento ad Atto Vannucci; ma giunto alla porta dell'Istituto, si sentì venir meno: accorsa per ventura la moglie, potè appena mormorarne il nome e stringerne la mano. Dio volle risparmiargli i guaj della vecchiaia, e il lento decadere delle forze fisiche ed intellettuali; volle sopratutto risparmiargli lo strazio ineffabile di una separazione dalla moglie e dai figli! Quel fiore, ch'egli aveva ammirato, posò sul freddo suo petto, ultimo e gentil tributo di questa Firenze, ch'egli amò tanto, e che ne accompagnò la salma con onoranze solenni, alle quali non volle mancare il Ministro della Pubblica Istruzione, e accorsero d'ogni parte

amici ed estimatori [151]. Debite erano codeste onoranze: perchè con Michele Amari spegnevasi uno de' pochi superstiti e de' più benemeriti fra i promotori del nazionale risorgimento, ed uno fra i più robusti intelletti e i caratteri più saldi che vantar potesse l'Italia [152].

IV.

Ebbe Michele Amari mezzana la statura, asciutta la persona, bruno il colore, vivissimi gli occhi, risoluti gli atti, il tratto cortese. Il volto sarebbesi detto a prima giunta mestamente severo; ma nel conversare animavasi, e faceasi benigno ed amico. A quanti a lui ricorrevano per trarne ammaestramenti nelle cose ond'egli era maestro, ed a' giovani specialmente, fu sempre largo di aiuti [153]. Viva e calda ebbe sempre nell'anima la virtù dell'affetto: le antiche e provate amicizie serbò fedelmente, nè altri odiò salvo i nemici del suo paese. Quasi fino all'ultimo mantenne intero il vigore delle membra: interissima l'intelligenza e la tenacia al lavoro; qual si fosse la stagione, alzavasi anzi giorno e si poneva allo studio. E non attese soltanto alla dottrina, o, come suol dirsi con troppo materiale immagine, alle cose, ma anche al modo più proprio ed efficace di esprimerle. Agli studj della lingua diede opera assidua fin dalla gioventù, per amore alle nobili tradizioni e sdegno di soggezione allo straniero [154]; e vi si addentrò per modo, da conseguire meritatamente i vostri suffragj, e di quest'Accademia fu Socio corrispondente fino dal 1867. Formossi così, con lo studiare l'arte de' nostri

più grandi scrittori e col ritrarre meno altri che sè stesso e ciò che l'animo dentro gli dettava, uno stile vigoroso, vivo, colorito, che giunge alla sua maggior perfezione nella *Storia dei Musulmani*, frutto della virilità ([155]). Leggendo le cose sue si apprende a stimarlo per ciò ch'e' dice, e pel modo; trattando seco, impossibile era non amarlo; ma a ben conoscere ed apprezzare l'uomo e l'indole sua, bisognava vederlo nel seno della famiglia, ove, circondato di cure amorevoli e soltanto sollecito del bene de' suoi, offriva immagine perfetta di marito e di padre. Entrando quelle soglie, sembrava essere in un sacrario, dove nella candidezza del costume e nella schiettezza del sentimento, tutti avvinceva saldo legame di affetti, ed ei v'era insieme nume, sacerdote e patriarca: e quel giocondo spettacolo di domestica felicità, di dolce concordia, d'intima pace, quel sorriso in tutti gli aspetti, che da lui movendo a lui ritornava, rifaceva l'animo e rendeva migliori: fidenti nel Bene, credenti nella Virtù.

Deposte momentaneamente là sul colle di San Miniato, accanto a quelle dell'amico suo dolcissimo, e indimenticabile collega nostro Atto Vannucci, le ossa di Michele Amari posano adesso nella città del Vespro, che, pia madre, a sè volle rivendicarle. Mandiamo ad esse un affettuoso saluto: augurando che la gioventù nostra, e quella siciliana più specialmente, che le ha in custodia, indi tragga auspicj e conforti alla nobiltà degli studj, all'onestà della vita, all'amor della patria.

NOTE

(1) La più antica menzione degli *Amari* (o anche *de Amari* o *de Mari*, come indifferentemente trovasi scritto questo nome anche in carte di età più recente), è in documenti del 20 ottobre e del 28 dicembre 1282 (Vedi *Ricordi e documenti del Vespro Siciliano*, parte I, docum. CXLI, CCXCV, CCXCVII), dai quali appaiono rimessi in Marsala, donde li aveva cacciati la parte angioina. Fra essi è particolarmente ricordato un Niverino Amari, corsaro, di origine genovese, e fautore di re Pietro d'Aragona. È ignoto tuttavia qual parentela corresse fra lui e Lionardo, *provvisore* di Federigo III nel 1360, e che per lui combattè (Vedi V. CORDOVA, *Delle famiglie nobili che presero parte al Vespro Siciliano;* Palermo, 1882, p. 22). Filippo suo figlio fu paggio dello stesso re Federigo, e gentiluomo di camera della regina Maria, e ai 10 ottobre 1395 da re Martino ebbe in feudo il territorio di Gibilinasi. Fra i discendenti di lui vi è un Giacomo di Niccolò, che tenne la baronia di Marineo e Risalaimi, e un nipote di lui, Antonio di Niccolò, che nel 1550 fu investito della baronia di Sullia, Ficuzza e Casalicchio. Nel secolo XVII probabilmente si staccarono dal ceppo antico gli Amari di Sant'Adriano, al quale ai dì nostri appartennero il conte Michele e il prof. Emerico.

L'arma di famiglia è: d'argento, alla sirena a doppia coda al naturale, natante in mare di azzurro: al capo dello stesso, caricato di una stella d'oro di sei raggi. Diversa da questa è l'arme dei De Mari di Genova, sebbene l'origine degli Amari di Sicilia possa esser genovese.

(2) È assai curioso leggere in un proclama di Ferdinando ai Napoletani, datato del 1° maggio 1815: *Il Popolo sarà il sovrano e il Principe il depositario delle leggi;* tanto durava ancora l'efficacia della rivoluzione francese! Ma nel 1823 il Ministro per gli affari di Sicilia scriveva da Napoli al Luogotenente reale in Palermo, aver S. M. rilevato con dispiacere, in un decreto inviatogli, la frase

chiamato ad altre funzioni, e voler egli che, quindi innanzi, siffatte forme *figlie della rivoluzione*, come anche i vocaboli *nazionale* per *reale*, *stato* per *re*, non sien più adoperate, contribuendo esse a *mantenere le massime perniciose di cui si sono vedute le funeste conseguenze.* Vedi ALFONSO SANSONE, *La rivoluzione del 1820 in Sicilia;* Palermo, Vena, 1888, p. 258, 273.

(3) Vedi la nota 1ª alla lettera CXXVIII (vol. I, pag. 194), e consulta in proposito FR. BRACCI, *Mem. storiche int. al governo della Sicilia;* Palermo, Pedone, 1870, p. 16. Ma se Ferdinando inventò il *Regno delle due Sicilie*, il Parlamento napoletano del 1820, alterando la geografia, come il Borbone la storia, battezzò lo stretto di Messina col nome di *fiume Faro:* come scrive NIC. PALMIERI, *Saggio storico e politico sulla costituz. del regno di Sicilia*, ecc.; Losanna, Bonamici, 1847, p. 407. Tuttavia il PALMA nel suo scritto *Il tentativo costituzionale del 1820 a Napoli* (*Nuova Antologia* del 15 aprile 1895, p. 673) narra il fatto un poco diversamente: « Fu in questa di-« scussione che il deputato Flamma per mostrare che, a differenza « della monarchia spagnuola, il regno delle due Sicilie era uno, pro-« nunziò la famosa sciocchezza che *un fiume qual era il Faro, che « divide la Sicilia da Napoli, non era da somigliarsi al vastissimo « Oceano, che divide le Indie dalla Spagna.* E quel discorso, si legge « nel *Diario, riscosse i dovuti applausi dell'assemblea.* »

(4) Ciò nota l'AMARI nell'opuscolo *La Sicile et les Bourbons*, avvertendo che i democratici si accorsero del fallo commesso quando ormai l'Inghilterra più non curava difendere le franchigie costituzionali della Sicilia.

(5) Intitolati *Il mio terzo esilio*, e cominciati a scrivere in Parigi il 14 maggio 1849.

(6) In certi *Appunti autobiografici* scritti dall'Amari nel 1881, ad istanza del sig. Leone Carpi, compilatore dell'opera in 4 vol.: *Il Risorgimento italiano, biografie storico-politiche d'illustri italiani contemporanei* (Milano, Vallardi, 1888), dove la biografia dell'Amari è dovuta al sig. avv. F. G. VITALE (IV, 459), così si legge circa alla sua educazione religiosa: « Io non ebbi mai istruzione religiosa, « propriamente detta. La Storia sacra, i racconti di Cristo, si da-« vano come tradizione: la religione stava nella recita del rosario, « nel digiuno, mangiare di magro, andare a messa e fare il pre-« cetto pasquale. Il mio confessore non mi insegnava il cristiane-« simo più che nol facessero i miei educatori domestici ovvero i « miei precettori. Per la morale civile era altra cosa. Oltre gli « esempj dei costumi illibati delle donne della famiglia, mi ispira-

« vano sentimenti di probità, di giustizia e di modestia i parlari « di tutte le persone colle quali io praticava: il padre, il nonno, « i precettori, gli amici liberali e non liberali, i libri ch'io leggea. « Feci l'ultima comunione all'età di 12 anni. A tredici, studiando « metafisica all'Università, io era materialista dal capo alle piante: « nelle dispute solenni impugnava la spiritualità e l'immortalità del- « l'anima sì fieramente, che il professore, il teatino Li Donni, *cro-* « *nico* in politica e fors'anche miscredente per proprio conto, ma « spiritualista nella cattedra, non trovando altri argomenti, mi buttò « addosso il suo cappello a tre becchi. »

(7) Per conoscere, se non altro, la diversità dell'ordinamento degli studj da quei tempi a' dì nostri, sentiamo quello che ne' suoi *Appunti autobiografici* egli scrive sulla propria istruzione giovanile: « Entrai all'età di 11 anni nell'Università per istudiare Elo- « quenza, Poetica e Aritmetica nel primo anno, che or diremmo « di Liceo. Già spiegava e ripetea a mente Virgilio, Orazio, ecc., « e avea studiata la mia retorica nelle scuole del p. Campione. Il « secondo anno universitario passò di nuovo con la Eloquenza la- « tina e italiana, letta da quell'elegante latinista del p. Nascè, più « la Filosofia, Geometria e Storia Naturale. Terzo anno, Filosofia « ancora, Diritto di natura, Matematica sublime e Fisica sperimen- « tale: quest'ultima spiegata da Scinà. Quarto anno, Economia po- « litica e Fisica, anche sotto Scinà e Casano, de' quali rimasi ami- « cissimo, perchè avea ed ho ancora molto gusto per le scienze « naturali. »

(8) Negli *Appunti autobiografici* nota che il padre lo conduceva fanciullo « a chiacchierar di notizie politiche nella chiesa di Santa « Caterina col sagrestano maggiore, robusto e fiero repubblicano, « che si rallegrava di aver visto in una nave americana il ritratto « di Francklin. »

(9) Vedi V. FARDELLA DI TORREARSA, *Ricordi su la Rivoluzione Siciliana degli anni 1848 e 1849;* Palermo, tip. dello Statuto, 1887, p. 8-9.

(10) Uno de' primi ad introdurre la *carboneria* in Sicilia fu l'autore della *Pia de' Tolomei*, l'improvvisatore Bartolommeo Sestini, pistoiese. - « Lo rammento », scrive il TORREARSA, pag. 6, « come « se lo vedessi: di statura media, ben composto, non bello ma di « tratti regolari, con bruna e ricca capigliatura, occhi grandi ne- « rissimi e scintillanti, che insieme alla tinta bruno-gialla del suo « viso, gli davano l'aspetto d'uomo malinconico e pensieroso. »

(11) Negli atti del processo Ferdinando Amari, di professione *librière* (ragioniere) *della Tavola* (del Banco di Sicilia), è designato come uno de' capi della cospirazione: vedi SANSONE, *op. cit.*, p. 335 e seguenti.

(12) GIUS. LA FARINA, *Storia d'Italia dal 1815 al 1850;* Torino, Soc. editr. ital., 1851, II, 31. Quelle orrende reliquie furono, d'ordine regio, tolte alla vista del pubblico solamente nel 1845, quando la Corte di Russia venne a svernare a Palermo: vedi GAET. DE PASQUALI, *Biogr. di Gius. Lo Verde*, nel *Panteon dei martiri della libertà italiana;* Torino, Fontana, 1852, I, 201. I nomi dei nove condannati per sentenza dei 29 gennaio 1823, eseguita ai 31, sono questi: Antonino Pitaggio, crivellatore di frumento — Salvatore Martines, cernitore — Michele Teresi, fornaio — Giuseppe Lo Verde, segretario — Natale Seidita, fornaio — Giuseppe Candia, furiere — Giuseppe La Villa, cappellano — Pietro Minnelli, medico — sacerdote Buonaventura Calabrò, medico. Più tardi, e per lo stesso processo, fu giustiziato Salvatore Meccio, patrocinatore.

(13) Ferdinando Amari fu anch'esso, con sentenza dei 29 gennaio, condannato insieme ad altri a morte col terzo grado di pubblico esempio, ma l'esecuzione venne sospesa a cagione dell'esser egli confesso: poi il 30 ottobre egli ed altri tre ebbero commutata la pena in quella dell'ergastolo per 30 anni nell'isola di San Stefano. Di lui e dei suoi compagni scrive il SANSONE, *op. cit.*, p. 254: « L'Amari, il La Manna, l'Ingrassia e il Di Chiara se non seppero « resistere impavidi alle sevizie, alle promesse e alle torture, non « furono malvagi: furono deboli, pusillanimi: due qualità che sono « frutto dell'organismo, del temperamento, dell'educazione, non « della volontà ». Nel febbraio del '32 Ferdinando Amari ebbe una nuova commutazione in due anni di relegazione nel castello di Palermo. Di lui il sig. SANSONE pubblicò nel *Giornale di Sicilia* del luglio 1889 la supplica colla quale indirizzandosi al Re, che trovavasi in Sicilia, ottenne di essere liberato due mesi innanzi la scadenza: e ciò avvenne ai 5 luglio del '34. Ferdinando Amari morì nel 1850.

(14) Nel giugno del 1881, scrivendo i suoi *Appunti autobiografici*, poteva ricordare una febbre che lo colse da fanciullo, come « la « sola ch'io abbia avuta fino ad oggi ».

(15) Vedi la lettera I del I vol.

(16) *Elegia sulle ruine di Siracusa dedicata a S. E. Tommaso Gargallo, marchese di Castellentini, ecc., da* TOMMASO STEWART, *recata in italiano da* MICHELE AMARI; *Palermo, Gabinetto tipogr.*, 1882. Sullo Stewart vedi la nota 2 alla lettera IV (vol. I, pag. 5).

(17) Su Salvatore Vigo vedi la nota 1 alla lettera VI (vol. I, pag. 11).

(18) A questi *Studj*, raccolti in due volumi, prepose il 9 gennaio 1888, in Pisa, queste parole: « Fu il primo lavoro storico che io « mi proposi verso il 1834. Raccolsi materiali, interrogai varie « persone, che avean presa parte agli avvenimenti del 1810-15 e « del 1820-22, e distesi un primo racconto da compiere collo studio « delle leggi, delle relazioni politiche e delle particolari istituzioni. « Lo tirai giù in un paio d'anni. Risalendo alla Costituzione sici- « liana trovai la sua forma più netta alla fine del XIII secolo dopo « il Vespro, e pensai che la storia di quella grande rivoluzione « avrebbe preparati gli animi alla riscossa molto meglio che il « racconto dell'effimera riforma costituzionale del 1812 o della « inconcludente rivoluzione del 1820. Per ciò lasciai quest'argo- « mento e posi mano al Vespro.

« Non è che non mi sentissi italiano, ma la vita nazionale ita- « liana mi pareva un bel sogno e nulla più. La via possibile a li- « bertà pareva a me, come a moltissimi siciliani, la rivoluzione « contro i Borboni di Napoli e le menti e le armi delle province « napoletane che li sosteneano.

« Chi leggesse per caso quest'abbozzo giovanile non si scanda- « lizzi degli umori isolani in un tempo in cui non era suonato il « 1848, e nessuno potea sperare il 1860.

« Non voglio che si stampi mai quest'abbozzo, perchè vi man- « cano fatti generali e particolari, nè può servire per altro che a « fornire materiali a chi si proponesse la storia di quel periodo. « Per questo solo motivo io nol brucio. Che riposi nella necropoli « della Biblioteca Comunale di Palermo! Darà qualche schiarimento « sugli umori del tempo di cui tratta, ed anche sul cammino pel « quale io son passato dallo scrivere sunti e lettere ministeriali « nella Segreteria di Stato di Palermo a dettar la storia de' Mu- « sulmani di Sicilia.

« Aggiungo una lista di molti opuscoli, stampati o manoscritti, che « consultai, i quali mi furono prestati da varj amici o li trovai « nelle biblioteche di Palermo, ecc. Gli amici che mi procacciarono « stampe, manoscritti e notizie furono Sebastiano Calabrese, impie- « gato nel Banco di Palermo, amicissimo di mio padre e del cava- « liere Gaetano Bonanno, ch'era stato principale tra' magistrati fau- « tori della costituzione del 1812 e per qualche tempo Ministro delle « Finanze. Mi aiutò nello stesso modo il signor Giacinto Agnello, « giornalista di quel tempo, e il ten. colonn. Giovanni Gorritte, che « avea parteggiato per la Costituzione. Altri documenti e notizie

« ebbi dal principe di Villafranca, dal marchese Raddusa, dalla ere-
« dità del principe di Castelnuovo, da Ruggero Settimo e da Sal-
« vatore Vigo.

« Metto in un secondo volume i pochi documenti copiati o tra-
« dotti che ho potuto raccogliere, gli studj parziali incominciati su
« la legislazione, la finanza, ecc., i quesiti da risolvere o ricerche
« da fare, ed un breve scritto che feci in Parigi nel 1843, a domanda
« del generale Guglielmo Pepe, il quale volea servirsene nelle sue
« Memorie. »

(19) Nelle *Effemeridi scientifiche e letterarie per la Sicilia.* Ve n'è una tiratura a parte col titolo *Osservazioni di M. Amari intorno una opinione del signor Del Re, espressa nella Descrizione*, ecc., Palermo, St. Reale, 1835. Ci piace, poichè ci si porge l'occasione dire una parola sullo scrittore al quale l'Amari contraddiceva. Era egli Giuseppe Del Re, egregio uomo, esule de' più culti ed onorandi che dimorarono in Piemonte nel decennio, e troppo presto dimenticato nelle nuove fortune del paese. Poichè mi è cara la sua memoria, mi piace notar di lui quel poco che so. Era nato a Gioja del Colle verso il 1807, aveva studiato a Napoli, ed ivi si era fatto ben presto un nome fra i migliori del tempo. Nel 1834 cominciò a pubblicare, in una tipografia dell'Iride, che credo fosse sua e del fratello, la Strenna detta appunto dell'*Iride*, e che durò fino al 1843, accogliendo quanto di meglio, in versi e in prosa, potevan dare allora, e qualche volta con libertà di sensi, gli ingegni napoletani. Nel 1833 con Mariano d'Ayala, al quale fu come fratello, aveva preso a pubblicare il *Topo letterato*, giornale che nel 1835 divenne *Il Topo giornaliero*, ma poco appresso cessò. Stampò anche un primo volume di *Poesie alemanne recate in versi italiani* (Napoli, 1840). Più importante è la raccolta da lui iniziata di *Cronisti e scrittori sincroni napoletani*, della quale apparvero due volumi, l'uno degli storici *normanni*, l'altro degli *svevi*, e che ha parecchie introduzioni e illustrazioni del Del Re. Intanto preparava con altri egregi il nuovo ordine di cose, e fu egli che trovò modo di far stampare la famosa *Protesta* del Settembrini. Ai nuovi eventi prese parte in Napoli e in Roma, e dopo il 15 maggio tentò da Rieti una sollevazione negli Abruzzi. Caduta ogni speranza, andò in Piemonte, e dimorò qualche tempo a Pinerolo, scrittore in un giornale locale. Di cose da lui stampate in questo tempo ricordiamo: *Ignazio Ciaja e le sue poesie*, nel *Panteon dei Martiri*, riprodotto nel 1860 a Napoli (Iride); un carme ad *Agesilao Milano* (Torino, 1857), che gli valse un processo, finito in una assolutoria dei giurati; l'*Intermezzo di E. Heine*, tradotto in versi (Torino, Tip. Nazionale, 1852); *Evelina ovvero l'eccidio di Geida*, poemetto (Pinerolo, 1858); *Cuore di donna*,

novella (Torino, 1859), ecc. Nel 1859 fu redattore, a Milano, della *Perseveranza.* Fatto deputato dai suoi concittadini, tornò a Torino, ove morì l'11 novembre 1864; le preoccupazioni del momento fecero che la sua morte fosse appena ricordata. Di lui deve esservi una biografia scritta dal D'Ayala sui primordj del 1865 nel giornale *L'Italia*, ma non mi è riuscito vederla. Uomo integerrimo, saldo nelle amicizie, piacevole nella conversazione, il Del Re non può essere dimenticato da chi, come me, l'ha conosciuto. Lasciò inediti, ma pronti per la stampa, *Inferno e Paradiso, memorie di un esule*, e *Fiore di poesie alemanne.*

Nelle *Effemeridi*, ove stampò l'articolo in risposta al Del Re, si trova anche dell'Amari, come gentilmente mi comunica il prof. Ugo Antonio Amico, il *Giudizio di un volgarizzamento dal greco di Carlo Gemelli* (vol. XII, anno 1833), e la *Necrologia di monsignor Paolo di Giovanni* (vol. XIV, p. 187, a. 1836).

(20) Vedi il brano dell'*Elogio di Francesco Peranni* (Palermo, Gabinetto tipogr., 1833) recato nella nota 1 alla lettera II (vol. I, pag. 4).

(21) « L'Italia », com'egli scriveva nella *Prefazione* al *Vespro* dell'edizione fiorentina del 1851, « l'Italia di là dal Garigliano non « si vedea di Sicilia, perchè nascondeala il reame di Napoli; perchè « il popol minuto ne ignorava fino il nome; perchè la gente colta, « che lo trovava nei libri, non potea sentire affetto per fratelli di « cui non conoscea la faccia, nè il suono della voce, dai quali « nulla sperava, nè credea mai poter operare a un intento comune « con essi: fratelli, dei quali se alcuno capitava in Sicilia per « vedere il tempio di Segesta o montare su l'Etna, confuso cogli « oltramontani, avea nome di forastiere, a meno che non fosse « nato a Napoli, nel qual caso non parea degno di quel titolo « onorifico. Venti anni addietro, così fatta opinione era inevitabile « in Sicilia. Per darne una prova, dico che Domenico Scinà, ingegno « di eletta tempra italiana, se alcuno ne fu mai, mente vasta, ordi- « nata, lucidissima, ricca di scienza; Scinà matematico, fisico, isto- « riografo di molta vaglia, e buon cittadino se avesse disprezzato « meno gli uomini; Scinà, pochi anni prima della sua morte, che « seguì nel 1837, vedendo spuntare nella gioventù le idee della na- « zionalità italiana, solea chiamarle *l'isterìa* italica, e ci domandava « con un sorriso amaro se fossimo presi di quel malore. Cento volte « gl'intesi dire tal bestemmia. E pure, dalla politica in fuori, Scinà « si sentiva italiano, n'andava orgoglioso, e prendea battaglia a « difendere l'ingegno italiano! Che che ei ne pensasse, il sentimento

« italiano dal 1837 in poi crebbe sempre più, si che avrebbe gua-
« dagnato lo stesso Scinà s'ei fosse vivuto altri dieci anni. » (Ediz. milan. I, XXV).

(22) Del colèra a Palermo e de' fatti dell'isola in quel tempo resta tra i fogli dell'Amari una descrizione in 116 pagine, scritta nel dicembre 1837 e gennaio 1838, che può essere consultata con profitto.

(23) ALF. SANSONE, *Gli avvenimenti del 1837*; Palermo, Tip. dello Statuto, 1890, p. 66. In tutta la valle palermitana si calcola che i morti fossero oltre 40 mila: *ibid.*, pp. 93, 369: e tale è la cifra che dà anche l'Amari nella sua relazione manoscritta.

(24) Il Sindaco di Siracusa, in un *Proclama ai fratelli Siciliani*, annunziava che il *supposto morbo era il risultato unico e solo di polveri e liquidi venefici, i quali agiscono nelle sostanze cibarie;* ma che esso *aveva di già ritrovata sua tomba nella patria dell'immortale Archimede:* vedi SANSONE, p. 127. E il capo de' tumultuanti siracusani, l'Adorno, diceva a sua volta che *da questa terra di sapienti e di eroi è spuntata la luce, che ha rotto il velo ad un mistero, che da lunghi anni ha funestata tutta Europa:* vedi *ibid.*, p. 113; e tutto ciò per l'arresto d'un povero diavolo d'un francese, che, accusato come avvelenatore e tratto in carcere, fu a furia di popolo trucidato colla moglie e con altri al pari di lui innocenti!

(25) Nel 1835 erasi condannato e fucilato un tale, reo soltanto di essere sbarcato furtivamente da un brigantino in contumacia: vedi SANSONE, *ibid.*, p. 40.

(26) Che i liberali, e lo facessero di buona o di mala fede, accreditassero la voce, è cosa assodata: vedi SANSONE, *ibid.*, p. 103; ma del resto, al veleno credevano, può dirsi, tutti, o quasi: e fu detto che lo Scinà chiedesse al direttore di polizia, del quale era amico, un contravveleno; e che il cardinal Arcivescovo morisse respingendo ogni soccorso medico, dicendo: *Contro questo veleno non v'è rimedio:* vedi LA FARINA, *op. cit.*, p. 211.

(27) Del resto il Governo di Napoli nulla fece per dissipare questi sospetti, nè da parte del re vennero nè rimpianti nè conforti nè sussidj in danaro: vedi SANSONE, *ibid.*, p. 30; e per forza si vollero sbarcare a Messina, immune ancora dal colèra, le vesti pe' militari: *ibid.*, p. 97.

(28) SANSONE, *ibid.*, p. 44.

(29) SANSONE, *ibid.*, p. 60.

(30) Notevole, fra' tanti, un fatto ricordato dal SANSONE, p. 68, di una sorella del Nostro: « Una giovine donna, », ei dice, « sorella « dello storico Amari, moglie di Antonino Greco, volendo rianimare « l'agonizzante marito, lo riscalda col suo alito, ne terge il sudore, « ne sugge il sangue e pericola per lui. »

(31) SANSONE, p. 65; TORREARSA, p. 60.

(32) SANSONE, pp. 60, 71 e segg., 113 e segg., 141 e segg. Nella valle di Palermo (*ibid.*, p. 93) ottanta furono le vittime del furore plebeo.

(33) In alcuni luoghi, come a Bagheria (vedi SANSONE, p. 74) e a Misilmeri (*ibid.*, p. 75), fu una vera e cruenta sollevazione della plebe contro i proprietarj.

(34) Un proclama della Giunta Provvisoria di Catania diceva dimostrato che *il colèra asiatico era borbonico:* vedi SANSONE, p. 156.

(35) SANSONE, p. 161 e seguenti.

(36) TORREARSA, p. 57.

(37) Ch'ei lo stimasse veramente un *esilio* si vede anche dalla lettera al celebre oratore sacro Giuseppe Barbieri; n. XVI (vol. I, pag. 28).

(38) A questo tempo appartiene uno scritto che l'Amari rivendica a sè, ma che dai più fu tenuto per opera di Niccolò Palmieri, e del quale il TORREARSA dice (p. 65) che *circolò per tutta la Sicilia, avvivando la fede in un miglior avvenire*, vale a dire il *Catechismo Siciliano*, sul quale è da vedere quanto riferimmo nella nota 1 alla lettera LVII (vol. I, pag. 76).

(39) È stampato, con sufficiente eleganza per que' tempi, in un volume in-4° piccolo a 2 colonne, e comprende 308 pagine di testo e XXX di *Documenti*, che sono in numero di ventidue.

(40) Sulla formazione della leggenda vedi l'edizione 9ª del *Vespro*, I, 150 e segg., e 221 e segg., non che il vol. III, pag. 1-283, e le *Altre narrazioni del Vespro siciliano;* Milano, Hoepli, 1887. — Vedi anche il *Racconto popolare del Vespro;* Roma, Forzani, 1882, p. 62 e seguenti.

(41) *Guerra del V. S.*, prefazione all'edizione del 1843; ediz. 9ª, I, p. XIX.

(42) L'antica tradizione, che fa Giovanni da Procida autore della congiura e sommovitore della plebe ne' fatti del 1282, non ha più seguaci; se anche debba ammettersi che il da Procida, rifugiato

alla corte di Pietro, lo spingesse e confortasse a riconquistare il retaggio svevo; ma, ad ogni modo, ciò non fu causa immediata alla sommossa, e al più può dirsi che gli apprestamenti di Pier d'Aragona mirassero a Tunisi, donde poi avrebbe potuto sbarcare nell'isola, come avean fatto nel 1267 i Ghibellini con aiuti spagnuoli ed affricani. Ma se nel fatto del Vespro vien esclusa la gran parte che la leggenda attribuiva al Procida, e resta inconcusso ciò che l'Amari affermò, la controversia si agita intorno al giudizio da portarsi su certi andamenti del Procida posteriori al Vespro, pe' quali l'Amari, nella 1ª edizione della sua storia (pag. 218), disse lui e il Loria « intinti di tradigione ». Pur avendo, per nuovi documenti, abbandonato qualche congettura parziale sui fatti di Giovanni (cfr. *Vespro*, 9ª ediz., I, 146), ei restò fermo nel suo giudizio generale sul carattere del procidano, sebbene lo attenuasse in qualche parte, e così per ciò scrivesse nella 9ª edizione: « La qual parola (*tradimento*) è troppo « tonda, è dura forse: fu scritta mezzo secolo addietro, ma non la « cancellerò. Allora noi giovani esasperati dalla tirannide borbonica « di Napoli chiamavamo tradimento anche il mutare proposito. Ces- « sato il pericolo de' cospiratori, dileguati quei sinistri fantasmi che « ci agitarono dal quindici al sessanta di questo secolo, si può ri- « flettere a sangue freddo; si può distinguere; si può graduare la « colpa dei disertori; pensar che Procida e Loria cedeano a' tempi; « che infine non erano eroi della rivoluzione, ma buoni servitori di « casa d'Aragona; che questa si scisse nel 1295, e il ceppo divenne « guelfo; rimase a parte ghibellina un ramo che parea destinato al « fuoco. La prudenza consigliava di abbandonarlo. Ma guai all'uma- « nità, se avesse a camminar sempre con l'abbaco della prudenza! « Gli eroi dell'idea son pur necessarj nella storia: e al postutto non « mi sembra gran male a biasimare que' che nol furono fino all'ul- « timo » (vol. II, pag. 322). Il più valido difensore del Procida fu ERMOLAO RUBIERI, in certi articoli ch'ei pubblicò nello *Spettatore* e poi raccolse in un volumetto: *Apologia di Giovanni da Procida, ricerche storico-critiche*, Firenze, Barbèra e Bianchi, 1856, aggiungendovi in principio una nobile lettera all'Amari (vedi vol. II, pag. 43, n. CCCVI). L'assunto del Rubieri è in queste sue parole, a pag. 15: « Sia pure che « il Procida non avesse una parte tanto efficace quanto già si sup- « pose nel siculo Vespro; ma ciò non offre ragionevol motivo d'ag- « giungere ch'ei v'avesse e prima e dopo una parte ostile, non solo, « ma anche sì turpemente ostile da essere indegna, non che d'un « onesto cittadino, sin del più inverecondo raggiratore. » La causa del Procida fu sostenuta anche da S. DE RENZI, *Il secolo XIII e G. da Procida;* Napoli, Vaglio, 1860. E probabilmente non favorevole all'Amari sarà un saggio di ALFR. von REUMONT, *Amari, la rivolu-*

zione e l'istoriografia radicale, nelle *Allgm. Monatschr. f. Wissenschaft u. Literat.* (agosto 1852). Un recente scritto del sig. IRENEO SANESI (*Rivista Stor. Ital.*, VII, 489) su *Giov. da Procida e il Vespro Siciliano*, conclude che, lasciando libero ad ognuno giudicare il carattere dell'uomo, il quale a Carlo d'Angiò chiese, e l'ebbe, la restituzione dei beni confiscatigli come fedele agli Svevi, e che dopo la venuta di Corradino fu dichiarato traditore da Carlo, indi, datosi agli Aragonesi, finì col ritornare agli Angioini, però di tradimento « non è da « parlare; ma che, d'altra parte, vien pure a negarsi a Giovanni quel- « l'aureola di patriotta e di eroe, che la tradizione gli assegnò, che « l'Amari gli tolse e che i suoi difensori si sforzano di restituirgli. « Egli non è che un feudatario instabile ed intrigante. » Il professor SANESI opina tuttavia, che se ormai è ben chiaro il Vespro non essere stato effetto di cospirazione, a farlo prorompere avessero anche una certa efficacia le macchinazioni de' feudatarj e del Procida, e le promesse e gl'incitamenti de' signori: la qual cosa, in certa misura, vien ammessa ancora dall'Amari, che però non scorge possibili effetti di congiura se non posteriormente, quando il moto, di origine e di natura popolare, e che mirava a repubblica, venne guidato da' baroni e diretto verso la monarchia: « Pietro macchinava: i « baroni indettati con esso, se pur ve n'era, aizzavano il popolo, « ma non si sentivano peranco forti abbastanza, e bilanciando e « maturando forse non avrian mai fatto ciò che la moltitudine compì « senza rifletterci... Si trovò tra le tante migliaia un cervello leg- « giero o profondo, con una mano risoluta, che cominciò... Que' che « si fecer capi del popolo allora, preser lo Stato; ordinaronlo a « Comune, come portavano gli umori loro; per la riputazione del « successo il tennero, finchè la influenza de' baroni lentamente spie- « gossi, e il pericolo si fe' maggiore. Allora la monarchia ristora- « vasi, allora esaltavan re Pietro; allora, io dico, operava la con- « giura, se v'ebbe congiura; nel Vespro non mai » (vol. I, pag. 223).

(43) Vedi F. DONAVER, *La leggenda di Balilla*, nel vol. *Uomini e libri;* Genova, Sordo-muti, 1888, pp. 13-17.

(44) « E chi », scrive il RUBIERI, p. 14, « e chi vorrà prender « ansa alle prove dell'avvenire dagli esempj del passato, quando « gli sarà fatto credere che qual finora ebbe fama d'integerrimo « amico di popoli, non ne serbò che la larvà, e fu meschino cerre- « tano nell'oprè e fedifrago usuriere nel core? » L'Amari inviò allo *Spettatore* (I, n. 30) la lettera che riferiamo al n. CCC (vol. II, pag. 29), specialmente rispondendo alle parole colle quali il RUBIERI, terminando il suo scritto, aveva arguito che lo storico del *Vespro* fosse stato così severo contro il Procida per non esser questi nato in

Sicilia, e lo desumeva dall'aver chiamato lui e il Loria « stranieri « gittatisi nella siciliana rivoluzione. » E soggiungeva: « E qui, non « più come critici, ma come italiani, non possiamo astenerci dal « deplorare altamente che anco l'Amari, uomo di tanta autorità per « letterarie e cittadine virtù, partecipi nell'errore di quelli che, nati « a Palermo o a Messina, reputano straniero chi nacque a Salerno « o a Scalea; errore che fu e sarà sempre il più infesto ai nazio- « nali nostri destini » (p. 176). Dell'aver usato *stranieri* parlando degli italiani di terraferma l'Amari si difende in lettera al Panizzi (n. LXV, vol. I, pag. 91).

(45) *Guerra del Vespro*, III, 319. Sul sentimento nazionale latino in quell'età, che l'Amari a ragione si vanta di aver per primo notato, vedi alcune belle considerazioni: *ibid.*, I, 179.

(46) *Ibid.*, I, XXX.

(47) *Ibid.*, I, XXX.

(48) *Ibid.*, I, XXII. E a pag. 189, narrato di certi fenomeni straordinarj, che i creduli scrittori del tempo notarono come presagj del *Vespro*, ei scrive: « Il vero presagio furono le mezze parole che « per parecchio tempo corsero tra i Palermitani. Accenna a quel « cupo furore Niccolò Speciale: a me par proprio sentir ciò che « si diceano l'un l'altro, crollando il capo e guardandosi pupilla a « pupilla. »

(49) *Ibid.*, I, XXVIII.

(50) La *Guerra del Vespro* fu tradotta in inglese da una signora, in modo che l'Amari giudica « maraviglioso per fine intelligenza « del nostro linguaggio, fedeltà, lindura, colorito e ricchezza ine- « sauribile di voci e di forme: versione quasi litterale dall'una « lingua, e splendida scrittura nell'altra » (*ibid.*, I, XXXV): vi pose innanzi una prefazione Lord Ellesmere; London, Bentley, 1850, 3 vol. in-8°. In tedesco ebbe due traduzioni: l'una del D.r J. F. Schröder, Leipzig, 1850, 2 vol.; l'altra del D.r V. L. F. Petri, Grimma, 1850-51, in 4 volumi.

(51) Le edizioni sono queste, dopo la palermitana del 1842: Parigi, Baudry, 1843, 2 vol. in-8°. — Capolago, tipogr. Elvetica, 1845, 2 vol. in-16°. — Italia, 1849, 2 vol. — Firenze, Le Monnier 1851, 1 vol. in-16°. — Torino, Pomba, 1852, 1 vol. in-16°. — Firenze, Le Monnier, 1866, 2 vol. in-16°. — Idem, 1876, 2 vol. in-16°. — Milano, Hoepli, 1886, 3 vol. in-16°, che si completa colle *Altre narrazioni del Vespro Siciliano scritte nel buon secolo della lingua;* Milano, Hoepli, 1887, in-16°.

(52) *Guerra del V.*, I, 63.

(53) *Ibid.*, I, 105. Ed è da vedere tutto il cap. IV (I, 67 e segg.), che è eloquente esposizione dello stato, al quale l'isola era ridotta dalla ferocia e avidità di Carlo.

(54) *Ibid.*, I, 199.

(55) *Ibid.*, I, XIX.

(56) *Ibid.*, I, XVIII.

(57) *Ibid.*, I, XXVI. — Gl'intendimenti civili dello scrittore si palesano in queste parole indirizzate a' suoi concittadini e che sono quasi le ultime del lavoro: « Tali furono, o Siciliani, le gesta dei « vostri padri nel secolo decimoterzo! Ripigliaron così la indipen- « denza di nazione, la dignità d'uomini: e detterne esempio alla « Scozia, alla Fiandra, alla Svizzera, che scuoteano, a un di presso « in quel tempo, la dominazione straniera » (II, 484). E queste parole lasciò correre il buon canonico Rossi nella prima edizione!

(58) *Ibid.*, I, XXVII.

(59) *Appunti autobiografici:* « Del Carretto si teneva personal- « mente offeso nel ritratto di Guglielmo l'Estendart, e l'avea detto « ben chiaro ».

(60) *Appunti autobiografici:* « Il sacerdote Rossi, bibliotecario del « Comune di Palermo, uomo semplice e amoroso delle patrie me- « morie, lasciò passare allegramente. In fondo, tutti i Siciliani erano « d'accordo. »

(61) Nella *Ruota* del 15 maggio 1842 vi ha un annunzio dell'opera scritto da Benedetto Castiglia: nel n. del 30 giugno un articolo del principe di Scordia, e l'articolo fu causa della soppressione del giornale. Nel *Giornale Letterario*, n. 234, vi ha un articolo di Giuseppe Biundi.

(62) Vedi la relazione del ministro Del Carretto al Re, che abbiamo riferito nella nota 1 della lettera XXXIX (vol. I, pag. 57).

(63) Il BRACCI, *Op. cit.*, p. 67, dice del Di Majo che *era l'ignoranza e la stupidità personificata.*

(64) *Guerra del V.*, I, XXVII.

(65) Che il Naselli arrivasse a Napoli con un solo stivale, afferma il PALMIERI, *Op. cit.*, p. 349. E l'Amari annota: « Naselli e i suoi, « fuggendo a precipizio, come prima seppero la sconfitta, disser

« questo tra per paura, scusa propria e malizia. Le discolpe stam-
« pate a Napoli da Naselli, incoerenti e bugiarde, ribadiscono tutte
« le accuse sopra di lui, ma spiegano men goffamente la commedia
« dello stivale. Il ten. gen. Naselli pretese e crediamo anche che
« in buona coscienza suppose, d'essere stato ferito alla gamba da
« una palla, che non sarebbe stato impossibile; ma gli attestati dei
« medici pubblicati da lui indicherebbero piuttosto una contusione,
« una scalfittura, per troppa pressa di montare su la nave. »

(66) Rifugiatosi sulla nave *il Tartaro*, il Naselli scriveva alla Giunta Provvisoria di Governo: « Signori, io vi lascio il regno di « Sicilia... Se il mio palazzo non fosse stato assalito da un popolo « immenso, che minacciavami la morte, io non avrei lasciato il « Governo, che il re affidato mi aveva... Non era prudente rima- « nere »: vedi SANSONE, *La rivoluz. del 1820 in Sicilia*, p. 41. E dire che chi ciò scriveva si sottoscriveva poi *Generale!*

(67) *App. autobiogr.*: « Persone ch'io non conoscea, incontran- « domi per le strade di Palermo nei giorni che s'era sparsa la « nuova del caso mio, finsero di urtarmi un poco, e com'io mi ri- « volsi, susurrarono: Che fate qui? Andate via. »

(68) E. DEL CERRO, *Misteri di Polizia;* Firenze, Salani, 1890, p. 261.

(69) DANTE, *Convito*, I, 3.

(70) In certi appunti notati allora su un taccuino trovo scritto: « 12 Decembre: Desinare da Friddani, e mi sento in patria — 14: « Veggo Al. Dumas — 16: Da Rossi — 17: Mamiani e Thiers cor- « tesissimi — 20: Buchon, cortesissimo — 21: La sera da Thierry. » — E negli *Appunti autobiografici*, tra gl'italiani che lo accolsero fraternamente ricorda il Pepe, il Mamiani, la Belgioioso, il Canuti; e di francesi il Thierry, il Villemain, il Guizot, il De Longpérier, il Reinaud, ecc.

(71) Vol. I, pag. 91; n. LXV.

(72) Vol. I, pag. 135; n. XC.

(73) Vedi, ad esempio del favore e della fama ch'egli ottenne in Italia per la pubblicazione del *Vespro*, le lettere del GIORDANI sotto i n. XLI, XLIII-VI, L, LIII, ecc., quella del Guerrazzi (n. LII), ecc. A Parigi, gl'italiani colti che vi si recavano cercavano anche di conoscere l'Amari. GIUSEPPE ARCANGELI così lasciò ricordo di una visita all'esule siciliano, che dovè accadere tra il 1843 e il '44: « L'Amari è un giovine di 36 anni, di statura mediocre, poca barba,

« occhi scintillanti, come tutti i siciliani, carnagione bruna; parole « soavi, maniere franche e dignitose, nessuna caricatura, nessuna « affettazione, nessun sentimento esagerato di sè e della sua fama, « che per vero dire è molta e ben meritata. Dopo pochi minuti lo « trattammo con confidenza di amico. Le prime parole che disse, « dopo le liete accoglienze, furono rivolte alla memoria dei Vespri « Siciliani, di cui appunto in quel dì cadeva l'anniversario » (G. ARCANGELI, *Poesie e prose;* Firenze, Barbèra e Bianchi, 1857, I, CIII).

(74) Vedi su questo proposito la nota 1 alla lettera LXXXV (vol. I. pag. 127).

(75) Contratto del 6 marzo 1843. Il compenso fu di fr. 1000 per una ediz. di 1500 copie in 2 vol. e per la durata di quattr'anni.

(76) Prefazione al *Solwan el Mota'*, ecc., p. V. — Ch'egli avesse raggiunto il fine desiderato, rendendo più popolare fra' suoi concittadini il racconto del Vespro e diffondendo in mezzo ad essi le sue opinioni politiche, lo mostra la notizia ch'egli ai 17 luglio 1843 comunicava al Panizzi: « Mi ha incoraggiato un avviso rice- « vuto testè che nell'interno della Sicilia... i maestri di scuola, « preti o laici, occultamente dànno il libro mio a' bimbi per testo di « lingua (il che non prova il loro gusto) per insegnamento pratico « e per dottrina cristiana: e che gli Aidonesi, ecc. ripetono a me- « moria i fatti di Palmiero Abate e si ridono del Procida, ecc. « Son queste le parole della lettera, che provano lo stato dell'opi- « nione pubblica in Sicilia e l'influenza che vi si potrebbe eserci- « tare. » (N. LXXVII, vol. I, pag. 110).

(77) *Solwan el Mota'*, p. V.

(78) *Ibid.*, p. V; e Prefazione alla *Storia dei Musulm.*, ecc., I, p. XXI.

(79) Ambedue questi testi con versione francese furono pubblicati nel 1845 e '46 nel *Journal Asiatique.* La traduzione di essi in italiano fu pubblicata nel '47 nell'*Archivio Storico,* Appendice, vol. IV, e di nuovo a Palermo nel 1851 nella *Nuova raccolta di scritti e documenti intorno la dominazione degli Arabi in Sicilia.* Nel *Journal Asiatique* l'Amari inserì pure nel 1853 le *Questions philosophiques adressées aux savants musulmans par l'empereur Frédéric II* (di pag. 35).

(80) Gli scritti pubblicati nell'*Arch. Storico* sono questi: *Dei lavori di storia italiana dati alla luce in Francia in questi ultimi due anni* (Append., vol. I, 517; II, 333); sull'opera di Brunet de Presles, *les Etablissements des Grecs en Sicile* (*Ibid.*, III, 337) ristampato nel 1856 a Palermo nella versione di codest'opera; sull'*Histoire de l'Artillerie* di Reinaud et Favée (*Ibid.*, II, 369).

(81) Nel 1846 e '47 mise in questo giornale articoli sull'*op. cit.* del Reinaud et Favée; *Sui lavori di storia arabo-ispana*, del Dozy; sul *Catalogo dei mss. del march. Gino Capponi;* sugli *Atti dell'Accademia di Palermo;* sul *Veggente in solitudine*, di Gabriele Rossetti; sulla *Cronaca di Napoli* edita dal Garzilli, ecc.

(82) I sottoscrittori furono i seguenti, come l'AMARI dice nella *Introduzione* alla *Storia dei Musulmani:* « Soscrissero Cesare Airoldi, « Massimo d'Azeglio, la signora Carpi, il barone di Friddani, la « famiglia Gargallo, Giovanni Merlo, Domenico Peranni, il marchese « Ruffo, il duca di Sammartino, il principe di Scordia, il conte di « Siracusa, Mariano Stabile, il sig. Troysi, e quegli che primo mi « aveva confortato agli studj storici tanti anni innanzi, il carissimo « mio Salvatore Vigo: i nomi dei quali ho messo per ordine alfa- « betico. » (I, XXXV).

(83) *Solwan*, ecc., p. XIII; *St. dei musulm.*, I, XXXIII e segg.

(84) *Solwan*, ecc., p. VIII.

(85) Nei suoi *Appunti autobiografici*, l'Amari registra come scritture sue due *Manifesti ai Siciliani*, che il Mazzini stampò e fece divulgare. Uno di essi potrebb'essere quello che su una rara stampa vien riprodotto dal SANSONE, *Avvenim. del 1837*, p. 15. L'anno è incerto, e si direbbe scritto non molto dopo la rivoluzione del 1830. Certamente è cosa di un siciliano, non del Mazzini. — Le lettere del Mazzini a lui dirette furono dall'Amari tutte quante distrutte dopo l'attentato di Felice Orsini, quando la polizia imperiale aveva preso in sospetto gli esuli italiani, e non abbiamo perciò potuto riprodurle nel *Carteggio.* Indagini fatte nelle carte del Mazzini non hanno fatto rinvenire niuna lettera a lui indirizzata dall'Amari.

(86) *Solwan*, ecc., p. IX.

(87) *Saggio storico-politico sulla costituzione del Regno di Sicilia infino al 1816, con un'Appendice sulla rivoluzione del 1820, Opera postuma di Niccolò* PALMIERI, *con una Introduzione e Annotazioni di Anonimo;* Losanna, Bonamici, 1847.

(88) *Ibid.*, p. VIII.

(89) *Ibid.*, p. XIII.

(90) *Ibid.*, p. LVII.

(91) *Ibid.*, p. LIX.

(92) TORREARSA, p. 97.

(93) *Quelques observations sur le droit public de la Sicile;* Paris, Poussielgue. L'opuscolo, di pag. 22, nel quale alla Costituzione *octroyée* viene contrapposto il secolare diritto pubblico siciliano, è datato del 9 febbraio 1848.

(94) « Curiosa posizione », scrive il TORREARSA, p. 191, « quella « della Sicilia allora. Non trovava appoggio in nessuna frazione « dei liberali italiani. Quanti avevano contribuito ad iniziare il « movimento col concetto di riformare i governi mercè concorso « dei principi, disapprovavano i Siciliani come responsabili di agire « in controsenso delle mutate condizioni. In Napoli gli unitarj, « peggio che mai! gridavano allo scandalo e condannavano i fatti « che accadevano nell'isola. Dai liberali napoletani poi si lamen- « tava altamente che la Sicilia, con le sue esagerate pretese, in- « deboliva ed impediva una seria riforma dello Stato; e così la « povera Sicilia, che prima e sola era insorta difendendo il suo di- « ritto storico ad una Costituzione, pure sentendosi legata al con- « tinente per la preconizzata federazione, trovavasi messa al bando « da quelli stessi che avrebbero dovuto apprezzare come essa non « implorava che la giustizia che le era dovuta. »

(95) *Appunti autobiografici*: « Come a Parigi così a Genova ebbi « a disputare con molti amici italiani, tra gli altri il Mamiani, i « quali pretendevano che, data la Costituzione a Napoli, la Sicilia « mettesse giù le armi e le pretensioni di un governo suo proprio. « Io rispondea che parlavano così perchè non conosceano i Bor- « boni nè Ferdinando II; ci lasciassero tirar dritto innanzi, perchè « noi si camminava allo scopo comune di tutte le altre provincie, « cioè la federazione di tanti Stati costituzionali e perchè la Si- « cilia era la sola provincia d'Italia che potesse incominciar la « prova ripigliando la propria costituzione, durata da secoli e so- « spesa per violenza da trent'anni e non più. »

(96) Vedi la lettera n. CLVII (vol. I, pag. 239).

(97) Vedi il giornale *Il Parlamento*, Palermo 26 marzo.

(98) Il TORREARSA, p. 222, lo dice scritto da Francesco Ferrara: l'Amari a sè lo rivendica negli *Appunti autobiografici*, in una noticina apposta al giornale *Il Parlamento* del 26 marzo, e in certe postille ms. ai *Ricordi* del Torrearsa. Il mio venerando maestro ed amico sen. Ferrara, da me richiesto in proposito, mi conferma che il discorso non fu scritto da lui, ma dall'Amari.

(99) Nel *Diario* del 1849: « Tutti sanno che lo feci per sacrifizio, « e quasi per cavalleria a non voltar la faccia ad una croce di « tal peso. »

(100) « In seguito alla mia rinunzia », scrive il TORREARSA, p. 245, « fu chiamato al Ministero delle Finanze il chiarissimo « Michele Amari, il quale, come ben dice il La Farina nella sua « *Istoria*, subì più che accettare. In quei solenni momenti l'amor « di patria faceva tacere ogni altro sentimento, e riguardavasi « come un dovere sobbarcarsi a qualunque incarico, per quanto « fosse riuscito disaggradevole, pur di concorrere, servendola, al « bene della terra natìa. »

(101) Sullo stato delle finanze siciliane nel periodo della rivoluzione e sulle difficoltà di aver danari, vedi TORREARSA, pp. 233, 249, 263, 284, 349, ecc.

(102) Vedi lettera n. CLXVI (vol. I, pag. 255). Quando il Settimo accettò la dimissione dell'Amari insieme con quella de' suoi colleghi del Ministero Stabile, scrisse a lui una lettera, nella quale gli esprimeva la sua soddisfazione ed ammirazione per l'opera da lui data in favor della patria.

(103) « Allora », così scrive il LA FARINA, *Istoria document. della rivoluz. sicil.*; Capolago, Tip. Elvetica, 1850, I, 175, « parlò Michele « Amari, ministro delle Finanze. — Signori della Camera, ei disse, « voi avete decretato i Ministri rappresentanti non abbian diritto « di voto: ora, in nome dei miei colleghi e mio, io vi chiedo: Ci « negherete voi la grazia di poter votar questa sera? — No, no, « risposer tutti plaudendo. »

(104) *La Sicile et les Bourbons*, Paris, Franck, 1849, cui fa seguito un *Post-scriptum*, Plon, 1849. E *La médiation anglo-française dans les affaires de la Sicile*, Paris, Plon, che fu tradotto in inglese. Vedi inoltre articoli e corrispondenze dell'Amari nella *Démocratie pacifique* del 4 novembre 1849, nella *République* dello stesso giorno e nella *Démocratie* del 18 ottobre e 2 novembre.

(105) I dispacci dell'Amari e del Friddani sono riassunti dal TORREARSA, pp. 413, 458, 460, 491, 492, 503, 513, 515, 532, 535, 549, 558, 561, 569, 570, 600, 674, 628, 637; e alcuni di essi riferiti per intero fra i *Documenti*, a pp. 707, 748, 766, 780, 785. Noi ne diamo un numero rilevante, tolto dalle lettere originali del Torrearsa all'Amari, e dal copialettere diplomatico dell'Amari.

(106) TORREARSA, p. 549. E la nota 1 alla lettera CCXXI (vol. I, pag. 425).

(107) S'imbarcò il 24 aprile col Torrearsa, lo Stabile e il principe di Scordia sul *Ramsés*, postale francese che veniva dall'Oriente per andare a Marsiglia. Incagliatosi il *Ramsés* in certi scogli presso

Trapani, fu necessario operare un trasbordo sull'*Odin*, vapore inglese in via per Malta. « Passati i viaggiatori » narra il TORREARSA, p. 700, « si cominciò a mandare dal *Ramsés* all'*Odin* dei sacchi di « moneta in larga copia; ed io scorgendoli dissi ai miei amici: — « Quella moneta è nostra. — Che dite? mi risposero essi a coro; « è una forte rimessa di numerario di Costantinopoli a Marsiglia. « — Lo so bene come voi, replicai; ma quei marinari trapanesi, « che assistono a questo trabalzo, non sanno nulla di ciò, e cono- « scendo solamente me, di sicuro diranno che quello è il tesoro che « noi portiamo all'estero. — Non m'ingannai. La sera fu ciò nar- « rato in Trapani, e ciò ripeterono i giornali a noi non benevoli. »

(108) Così egli descrive il modo tenuto a cavare l'impronta, nella *Lettera al prof. Salinas*, Palermo, Virzì, 1877: « Sporgendo il corpo « fuor del parapetto, nel quale è intagliata l'iscrizione, io stendea « con un grosso pennello certa tinta nerastra su i rilievi, fosser « lettere ovvero ornati, e subito vi applicava dei fogli di carta da « stampa, pigiandoli colla mano alla meglio. Il Cavallari, stando « giù, prendeva i fogli improntati, guardava con un buon binoccolo « la iscrizione, e segnava a matita tutti i contorni. Sarebbe stato « assai meglio prendere un'impronta in carta bagnata. Ma a farla « ci voleva un 15 o 20 giorni, l'aiuto d'altre persone e un ponte « volante; quand'io dovea partire tra due o tre giorni in quegli « ultimi aneliti della rivoluzione. » Vedi n. CDLX, vol. II, pag. 245.

(109) Vedi lettera CCLXXXIV, vol. I, pag. 585.

(110) *Solwan el Mota', ossiano Conforti politici di* IBN ZAFER, *arabo siciliano del XII secolo, versione italiana di* MICHELE AMARI, *sul testo arabico, non tradotto in alcuna lingua dell'Occidente;* Firenze, Le Monnier, 1851, in-16°, di p. LXXVII-352. Ne ebbe dal Le Monnier 1200 lire.

Il libro, appena giunto in Sicilia, fu sequestrato, sebbene diretto al Console inglese, e letto e giudicato nel modo che appare dal seguente documento, che trovasi nella filza 1177 delle Scritture appartenenti al Ministero degli affari di Sicilia in Napoli, ora depositate nel R. Archivio di Stato di Palermo, sezione diplomatica.

Dipartimento di Polizia, n. 1146.

A S. E. il signor D. Giovanni Cassisi, cavaliere Gran Croce dell'ordine pontificio di S. Gregorio Magno, Ministro Segretario di Stato per gli affari di Sicilia presso Sua Maestà

Napoli.

« Palermo, 23 giugno 1852.

« Eccellenza. In febbraio ultimo arrivava col piroscafo mercantile « inglese *Genova* un pacco suggellato all'indirizzo del sig. Godwin, « console di S. M. Britannica in Palermo. La polizia schiudeva il « pacco e vi trovava tre esemplari d'un'opera intitolata *Solwan el* « *Mota'*, dell'arabo Ibn Zafer, tradotta in italiano dall'emigrato Mi- « chele Amari.

« Nell'introduzione il traduttore accenna o crede accennare le « cause che fecero abortire la rivoluzione del 1848 e venir meno le « speranze di coloro che ne furono gli autori, da cui inferisce che « debbansi tenere altre vie: fa intravedere che non hanno i rivolu- « zionarj dimesso il pensiero di nuove macchinazioni. Lo scopo « dell'introduzione è evidentemente diretto a destare stolte speranze « in chi per avventura volgesse l'animo a quieti e pacifici pensieri. « La Prefazione premessa da Michele Amari alla Storia costituzio- « nale di Niccolò Palmieri, stampata in Losanna nel 1847, fu uno « dei libretti che in quell'epoca esaltò le menti dei Siciliani. L'au- « tore è lo stesso; lo scopo dev'essere lo stesso.

« Si trova pure qualche cosa intorno a religione. Sembra che in « certi punti voglia empiamente preferire il Corano al S. Vangelo.

« Ritenendosi quindi pericolosa l'introduzione di questo libro, i « tre esemplari furono trattenuti dalla Polizia per riportarsi allo « straniero, qualora il Console li avesse reclamati.

« Il Console seppe l'arrivo di questo pacco, e si tacque. Il giorno « 14, col piroscafo *Genova*, giunse altro pacco all'indirizzo del « sig. Godwin con tre altri esemplari dell'opera dell'Amari. Questa « volta però il Console chiedeva al Direttore del Ministero pel « Dipartimento di Polizia che gli si rilasciassero i libri. Ma questo « funzionario si ricusava, manifestando che l'opera, contenendo pa- « role offensive alla nostra Sacro Santa Religione e delle insinua- « zioni politiche atte a turbare il riposo dei sudditi di Sua Maestà, « non potea permetterne l'introduzione. I libri quindi sono rimasti « sequestrati nell'Uffizio di Dogana, per riesportarsi a richiesta del « Console.

« Mi onoro fare tutto ciò noto a V. E. per la sua debita intelli- « genza, trasmettendole uno degli esemplari della primitiva spe- « dizione.

« *Il Luogotenente generale interino*
« DUCA DI TAORMINA. »

(111) *Solwan el Mota'*, p. IX.

(112) London, 2 vol., 1852, traduzione di Miss Percy.

(113) Ne aveva 200 franchi al mese in compenso, e illustrò circa mille Codici.

(114) *Carte comparée de la Sicile moderne avec la Sicile au XII siècle, d'après Edrisi et d'autres géographes arabes*, publ. sous les auspices de M. LE DUC DE LUYNES par A. H. DUFOUR, géographe, et M. AMARI; Paris, Plon, 1859. La *Notice*, scritta dall'Amari, è di p. 51 in-4°. Nell'*Archivio Stor. Ital.*, 1855, n. serie, I, parte 2, l'Amari scrisse anche sulla *Historia diplomatica Friderici secundi*, curantib. J. L. A. HUILLARD-BRÉHOLLES et H. DE ALBERTIS LUYNES.

(115) Questa memoria, premiata dall'*Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, deve, per voler dell'autore, restare inedita, perchè l'*opera*, scriveva egli nel 1885, *ora è vecchia.*

(116) Il compenso fu fissato in lire 15,000 pagategli con anticipazione di lire 200 al mese.

(117) Le altre cose stampate durante il secondo esilio in Francia sono: nel 1850, per l'*Encyclopédie nouvelle* del Didot, gli articoli *Vedas*, *Veheme*, *Visigots;* nel 1851, nella *Revue Archéologique*, una lettera *à M. Longpérier sur l'origine du palais de la Cuba*, con testo arabo (riprodotta poi nella cit. *Raccolta di scritti e documenti su la dominaz. degli Arabi*, Palermo, 1851), un opuscolo politico *The Sicilian Revolution and British intervention in Sicily*, London, e nell'*Évenement* del 1° agosto, un articolo su Florestano Pepe. Del 1852 è una *Istruzione popolare per gli Italiani di Sicilia*, stampata a Londra dal Mazzini. Del 1856 è un articolo sulla *Hist. des langues sémitiques* del Renan, nella *Rivista Enciclopedica di Torino.* In quest'anno curò pel Lemonnier la ristampa della *Storia della guerra dell'indipendenza degli Stati Uniti d'America* di CARLO BOTTA, preponendovi una lunga e importante *Prefazione* di pagine LVII.

(118) Il vol. I, del 1854, in-8°, è di pagg. LVI-536; il secondo, del 1858, di pagg. 561; la prima parte del terzo, del 1868, di pagg. II-344; la seconda ed ultima, del 1872, ripigliando a p. 345 va fino a 976. Sulla *Storia* veggansi, fra gli altri, gli articoli di A. VANNUCCI nell'*Arch. Stor.Ital.*, n. serie, vol. III; di ISID. CARINI, nell'*Arch. Stor. Sicil.*, I, 114, 206, 456; di OTT. HARTWIG, nei *Beilage* dell'*Allgm. Zeit.*, 5-6 aprile 1873; di T. WÜSTENFELD, nelle *Gotting. Gelehrte Anzeig.* del 1857, nn. 96-101; di E. RENAN, nei *Débats* del 25 agosto 1855; di H. WEIL, negli *Heidelberg. Jahrb. d. Litterat.* del 1855, n. 44, ecc.

(119) *Storia dei Musulmani di Sicilia*, III, 894.

(120) Alla *Storia* si accompagna la *Biblioteca arabo-sicula*, testo arabo, pubblicata nel 1857 a Lipsia dalla Società Orientale tedesca, in-8°, alla quale furono aggiunte due *Appendici* nel 1875 e 1887. La versione italiana dell'opera fu stampata a Torino dal Bocca nel 1880-81, con *Appendice* nel 1889, e ve ne sono esemplari in-8°, e, come supplemento ai *Rer. Italic. Script.*, in-4°.

(121) *St. dei Musulm. di Sic.*, III, 895.

(122) *Ibid.*, III, 448, 798.

(123) *Ibid.*, I, 1.

(124) *Ibid.*, I, 224.

(125) Uno studio del prof. F. GABOTTO, intitolato *Eufemio e il movimento separatista nell' Italia bizantina* (Torino, Tipogr. Sociale, 1890), mirerebbe a purgare Eufemio dalla taccia e dal nome di traditore. L'Amari, che lesse cotesto studio sul manoscritto, consigliò l'autore a stamparlo: noi lo menzioniamo senza voler entrare giudici nell'ardua controversia.

(126) *St. de' Mus. di Sic.*, II, 428.

(127) *Ibid.*, II, 545-46.

(128) *Ibid.*, II, 545.

(129) *Ibid.*, II, 533.

(130) *Ibid.*, III, 755.

(131) *Ibid.*, III, 757.

(132) *Ibid.*, I, 2; III, 196 e segg.; 218-233; 365.

(133) *Ibid.*, III, 895.

(134) *Guerra del Vespro, ecc.*, IX edizione, I, XXVIII.

(135) *Ibid.*, I, XXXIX.

(136) Del desiderio ch'egli avrebbe avuto di venire in Piemonte è testimonio la lettera a me diretta e che trovasi al n. CCCXIII (vol. II, pag. 54).

(137) Pubbl. in aggiunta all'opuscolo: *Istituto di Studj Superiori Pratici e di Perfezionamento;* Firenze, Stamperia Reale, 1859.

(138) *Appunti autobiografici:* « Oramai noi si voleva effettuare il « plebiscito per l'unione: in ciò eravamo d'accordo, incominciando « dal Depretis, Di Giovanni ministro delle Finanze, Errante di « Giustizia e qualche altro. Era in me idea già fissa da parecchi

« mesi. Ai primi avvisi dell'entrata di Garibaldi in Palermo ci era« vamo trovati appositamente parecchi Siciliani in Torino, e invi« tati da Cavour si era tenuta una conferenza in casa sua: oltre « La Farina, v'era Fr. Perez, il principe di S. Giuseppe e altri. « Cavour poneva il partito di convocare il Parlamento siciliano « secondo le forme del 1812 o del 1848: questa forma legale, egli « dicea, non poter non piacere al governo inglese. Dicesselo da « senno o per tastar le acque, molti l'approvavano; io sorsi contro « acerbamente mostrando i pericoli d'una assemblea così composta, « la quale sarebbe mossa da false idee locali anzichè dal vasto « concetto della nazione italiana. E Cavour assentì. Come io partiva « per Palermo diemmi una lettera d'introduzione all'Ammiraglio « Persano che stanziava nel golfo. » Nella lettera di Cavour al Persano (28 giugno) è scritto: « Questa lettera le sarà consegnata da « Michele Amari, il celebre autore dei *Vespri*. È uomo capacissimo « che potrebbe giovare assai a Garibaldi se questi volesse ascol« tarlo. » (CAVOUR, *Lett. ed. e ined.* raccolte da LUIGI CHIALA; Torino, Roux, 1884, III, 276). Su questo proposito di affrettare la votazione per l'unione della Sicilia al resto d'Italia, v. le Lettere dal n. CCCXLII in poi (vol. II, pag. 96 e segg.).

(139) Vedi la lettera al Prodittatore Mordini, 18 ottobre 1860, (n. CCCLXV, vol. II, pag. 137).

(140) Vedi la lettera del C. DI CAVOUR, n. CCCLXXV, (II, 152).

(141) Dell'operosità dell'Amari senatore, lasciando i varj discorsi in materia d'istruzione o di politica, fra i quali sono assai notevoli quelli del 22 marzo 1865 sul matrimonio civile, e del 28 aprile '77 sugli abusi dei ministri del culto, dànno fede 17 *Relazioni* su varj argomenti dal 1861 al 1882, cioè: *Sessione 1861-62:* Relazione circa il progetto Pepoli per la pubblicazione in Sicilia dell' editto per le sementi e i soccorsi. — Relazione sul progetto Depretis per la costruzione di un nuovo sbarcatoio a Siracusa. — Relazione sul progetto Corleo per la concessione ad enfiteusi perpetua dei beneficj ecclesiastici. — Relazione sul progetto Depretis per la costruzione di un bacino di carenaggio a Messina. — Relazione sul progetto Depretis per un cordone telegrafico sottomarino fra la Sicilia e la Sardegna. — *Sessione 1863-64:* Relazione sul progetto Torelli per l' istituto d' incoraggiamento a Napoli. — *Sessione 1865-66:* Relazione sul progetto Chiaves per abrogazione del decreto della Luogotenenza di Sicilia sulla guardia nazionale. — Relazione sul progetto Jacini per costruzione di strade nazionali in Sicilia. — *Sessione 1867-69 :* Relazione

sul progetto Cantelli sulle opere marittime a difesa della cala di Palermo. — Relazione su un progetto Cantelli circa la convenzione per le ferrovie Calabro-Sicule. — *Sessione 1870-71:* Relazione sul progetto Scialoia per aumenti di stipendj agli insegnanti delle scuole secondarie. — *Sessione 1873-74:* Relazione sul progetto Scialoia circa le modificazioni ed aggiunte alla Legge 13 novembre 1859 sulla istruzione superiore. — *Sessione 1874-75:* — Relazione sul progetto Bonghi circa la tassa di entrata dei Musei e luoghi di scavi del Regno. — Relazione sul progetto Finali per la cessione di beni alla provincia di Palermo per dotazione della colonia agricola di S. Martino alla Scala. — *Sessione 1876-77:* Relazione sul progetto Depretis circa la convenzione pel taglio di una roccia subacquea del porto di Palermo. — Relazione sul progetto Cesarò-Rudini sul mutamento delle circoscrizioni elettorali di Siracusa. — *Sessione 1880-82:* Relazione sul progetto Baccelli pel congresso di geografia a Venezia. — Diamo qui l'elenco dei Disegni di legge presentati al Parlamento dall'Amari durante il suo ministero. *Sessione 1861-62:* Riduzione delle tasse scolastiche nelle Università e Istituti veterinarj. — Modificazioni al regolamento universitario Matteucci. — Bilancio passivo del Ministero della P. I. — Bilancio di Previsione per l'anno 1864. — Spesa straordinaria sul capitolo 77 del Bilancio della P. I. per la formazione dell'Istituto clinico e delle scuole anatomiche della Regia Università di Napoli. — Applicazione dell'art. 2 della Legge 31 luglio 1862 ai professori delle Università del Regno stati destituiti per motivi politici e quindi reintegrati nei loro ufficj. — Pensione di lire 2 mila alla vedova dell'illustre astronomo G. Plana. — Spesa straordinaria sul Bilancio 1864 per lo stabilimento della scuola di applicazione degl'ingegneri a Ferrara. — Spesa straordinaria sul Bilancio 1864 per utilizzare il grande refrattore acromatico di Amici dell'Osservatorio del Museo di Firenze. — Spese straordinarie sul cap. 77 del Bilancio 1864 per la Scuola d'applicazione e l'Istituto tecnico superiore di Milano. — Legge intorno ai libri di testo per le scuole primarie e secondarie e nelle scuole normali e magistrali. — Legge sul Consiglio Superiore della P. I. che abolisce i Consigli Superiori regionali e istituisce un Consiglio Superiore nella capitale. — Articoli addizionali alla Legge comunale e provinciale circa l'insegnamento secondario da assumersi dai Comuni. — Deroga alla disposizione dell'art. 33 della legge 7 luglio 1868 in quanto riguarda la Badia di S. Martino della Scala presso Palermo ». — Fra i Decreti noteremo almeno quello del 5 gennaio 1863: *Disposizioni per il prestito a domicilio ai sig. Professori, dei libri, manoscritti, ecc.*, col

quale, checchè altri ne dica, fu procurato un gran vantaggio agli studj, senza alcun danno ai tesori bibliografici, dei quali lo Stato ha la custodia, e cura la conservazione.

(142) *I Diplomi arabi del R. Archivio fiorentino*, testo arabo con la traduzione letterale e illustrazioni di M. A.; Firenze, Le Monnier, 1863, in-4°. L'introduzione è di pag. LXXXVII. Vi si aggiunge una *Appendice* di pag. IX-80, uscita nel 1867.

(143) Diamo qui l'elenco delle principali onorificenze conferite all'Amari: — 23 giugno 1861, Cavaliere dell'ordine del merito civile di Savoia. — 13 febb. 1862, Commendatore dell'ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro. — 14 marzo 1864, Grande ufficiale dell'ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro. — 3 aprile 1866, Gran croce dell'ordine di N. S. della Guadalupa. — 11 agosto 1867, Consigliere dell'ordine del merito civile di Savoia. — 22 aprile 1868, Commendatore dell'ordine della Corona d'Italia. — 20 luglio 1872, Cavaliere dell'ordine imperiale della Rosa del Brasile. — 5 sett. 1871, Grand'ufficiale dell'ordine della Corona d'Italia. — 30 gennaio 1879, Cavaliere di gran croce decorato del gran cordone dell'ordine della Corona d'Italia. — 27 maggio 1884, Cavaliere del real ordine prussiano *pour le mérite* per le scienze e le arti. — 10 agosto 1886, Cavaliere di gran croce decorato del gran cordone dell'ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro. — Diamo anche un cenno delle molte Società ed Accademie che scrissero nel loro *albo* il nome dell'Amari. — 1833, Socio dell'Accademia di Acireale. — 1835, Socio dell'Accademia di scienze e lettere di Palermo. — 1859, Corrispondente dell'*Académie des Inscriptions et Belles lettres*. — Socio onorario della Società Ligure di storia patria. — 1861, Socio della r. Commissione dei Testi di lingua. — Corrispondente *de la Société d'ethnographie orientale et américaine*. — 1862, Accademico nazionale non residente dell'Acc. delle Scienze di Torino. — 1863, Membro onorario dell'Istituto Egiziano. — 1864, Corrispondente dell'Accademia di Archeologia, Lettere e belle arti di Napoli. — Vice-presidente onorario dell'*Institut d'Afrique* di Parigi. — 1865, Corrispondente della Deputazione di storia patria di Parma e Piacenza. — 1867, Corrispondente della R. Accademia della Crusca. — 1869, Corrispondente dell'Istituto Veneto. — 1870, Corrispondente della Società reale danese di scienze di Copenaghen. — Corrispondente della Deputazione di storia patria della Toscana, Umbria e Marche. — 1871, *Associé étranger de l'Institut de France*. — 1872, Corrispondente dell'*Athénée oriental* di Parigi, — Membro straniero dell'*Institut des Provinces de France*. — Membro onorario della R. Società di scienze di Gottinga. — 1873, Membro ordinario della Società

orientale tedesca. — Socio corrispondente dell'Imp. Accademia delle Scienze di Pietroburgo. — 1875, Presidente onorario della Società Siciliana per la storia patria. — Socio nazionale della R. Accademia dei Lincei. — Corrispondente dell'Accademia delle scienze di Vienna. — 1878, Membro onorario della Deputazione veneta di storia patria. — 1879, Presidente della Società geografica italiana. — Membro onorario della *Royal Asiatic Society* di Londra, ecc.

(144) Tolse in moglie la signorina Luisa Carolina Boucher, e il matrimonio, a cui furono testimonj i sigg. John Ball e Vito Beltrani, venne celebrato nella chiesa parrocchiale di Santa Lucia de' Magnoli in Firenze, il dì 29 ottobre 1865, come risulta dai libri del soppresso Stato Civile, filza 1398, f° 781, che si conservano presso il R. Archivio di Stato in Firenze.

(145) Diamo qui l'elenco delle pubblicazioni dell'Amari dal 1862 in poi, tralasciando quelle notate altrove a suo proprio luogo. — 1862, Sulle *Recherches sur l'histoire et la litérat. de l'Espagne, etc.* del prof. Dozy (nella *Riv. ital. di scienze e lettere di Torino*, n. 46-47). — 1863, *Moneta del califo fatimita Moezz li din illah* (nelle *Efem. della Pubbl. Istruz.* 11 ottobre). — 1864, *Discorso all' Università di Torino sul centenario di Galileo*, 21 febbraio. — *Lettera al sen. Spano sopra due stele cufiche* (nel *Boll. Archeolog. sardo*, X, 12). 1865. *Lettere inedite di Muley Hassan a Ferrante Gonzaga*, illustrate (Modena, Vincenzi). — 1866, Sul *Mahomet et le Coran par Barthélemy Saint-Hilaire* (nella *Nuova Antologia*, marzo). *Prime imprese degli Italiani nel Mediterraneo* (*ivi*, maggio). — 1867, *Necrologia di Noël des Vergers* (nella *Gazz. Ufficiale*, 2 febb.). *Necrologia di J. T. Reinaud* (nella *Riv. Orientale*, 1° luglio). *Sulla cronica di Ibn el Athir*, pubbl. dal Tornberg (*ivi*, p. 332). *Illustrazione di alcuni oggetti di lavoro orientale* (nella *Raccolta Veneta*, dispensa 3'). *Numismatica Orientale* (nella *Riv. Orient.* 10 settembre). *L'apostolica legazia in Sicilia* (nella *N. Antolog.* novembre). — 1868, *Lettera sulla missione di La Varenne nel 1860* (nella *Nazione*). — 1869, *Sulla Cosmographia di Dimichqui* tradotta da Mehren (nel *Bollett. della Soc. Geogr. ital.*, febbraio). *I Normanni di Sicilia sulla costa di Barberia* (nella *N. Antolog.*, novembre). *Abbozzo di un catalogo dei ms. arabi della Lucchesiana di Girgenti*, litografato. — 1870, *La stamperia Castelli al Cairo* (nella *Gazz. Uffic.*, 22 aprile). *Su di un anello d'argento con caratteri cufici* (negli *Annali di Sfragistica*, p. 297). *I primordj dell'Islamismo* (nella *N. Antol.*, dicembre). — 1871, *Necrologia di G. L. Huillard-Bréholles* (nella *N. Antol.*, maggio). *Due lettere al ministro d'Istruz. pubbl. sopra alcune credute iscrizioni arabe* (nella *Rassegna Archeolog. sicil.*, dicembre). — 1872, *Il libro di re Ruggiero* (nel

Bollett. della Soc. Geogr. ital., VII, 1-24). *Necrologia di Carlo de Cherrier* (nella *Nuova Antolog.*, settembre). *Iscrizione arabica della chiesa della Martorana in Palermo* (nell'*Annuario della Soc. degli St. Orient.* I, 14). — 1873, *Nuovi ricordi arabici sulla storia di Genova* (negli *Atti della Soc. Ligure di st. patr.*, vol. V), e poi: *Aggiunte e correzioni ai medesimi* (ibid. vol. XIX, 1888). *Relazione sul premio Machiavelli* (nella *Gazz. Uff.*, 23 febbr.). *Lettera in risposta al sac. Valerga* (nella *Gazz. del Popolo* di Fir., 18 aprile). — 1874, *Nuovi studj del sig. Röhricht sulle Crociate* (nella *N. Antolog.*, ottobre). *Su la festa secolare dell'Università di Leyda* (nell'*Opinione*, 3 marzo). — 1875, *Illustrazione di due Iscrizioni arabiche* (nelle *Pubblicaz. dell'Istituto di studj superiori di Firenze*, vol. I). *Sopra alcuni lavori storici del dott. Hartwig* (nella *Riv. Europea*, VII, 164). *Iscrizioni arabiche di Sicilia*, trascritte, tradotte ed illustrate, parte I: *Iscrizioni Edili* (Palermo, Pedone). — 1876, *Illustrazione di varie iscrizioni arabiche*, (nel *Catal. del Museo del Medio Evo di Roma*). *Lettera al prof. De Gubernatis per l'intrapresa edizione del Tabari* (nella *Riv. Europea*, gennaio). *Della vita e delle opere di Fr. Miniscalchi* (*ibidem*, aprile). *Sui fuochi di guerra usati nel Mediterraneo nell'XI e XII secolo* (negli *Atti dei Lincei*, del 16 gennaio). *Iscrizioni arabiche del museo kirkeriano* (nel *Bollett. ital. degli studi orient.*, I, n. 7, 8, 9). — 1877, *Lettera al prof. Salinas su l'iscrizione arabica della Cuba* (nell'*Arch. St. Sicil.*, I, p. 2). *Relazione sul conferimento del premio per la Vita del Machiavelli* (nella *Gazz. Uffic.*, 3 febbr.). *Lettera al sig. Muir sopra un voto del Senato italiano* (nel *The Scotsman* di Edimburgo, 7 giugno). *Il Ducange arabico* (nella *Nuova Antol.*, novembre). — 1878, *I prati d'oro del Mas'udi* (nella *N. Antolog.*, 1° marzo). — *Memoria in risposta al Dott. Hartwig sugli Sponsali di Costanza con Arrigo VI e sui Divani dell'azienda normanna di Palermo* (negli *Atti dei Lincei*, cl. di Sc. morali, ecc., vol. II). *Discorso inaugurale del III Congresso Internazionale degli Orientalisti: Parole dette al Convito: Discorso di chiusura del Congresso.* — 1879, *Considerazioni sul passaggio degli uccelli* (comunicazione all'Ufficio centrale di Metereologia). — 1880, *Un poeta arabo di Siracusa* (nella *N. Antol.* del 1° nov.). *L'Albiruni del Sachau* (*Bollettino della Soc. geogr. ital.* del dic.). *Discorso di chiusura del Congresso Storico di Milano* (negli *Atti della Soc. Lomb. di st. patria*). — 1881, *Le due lapidi arabiche pubbl. nella Bibl. hist. del Caruso* (nell'*Arch. St. Sicil.*, n. 1, an. VI). *Lettera al march. De Gregorio sulle iscrizioni arabiche del palazzo regio di Messina* (nel giornale *Politica e Commercio*, 15 febbr.). *Studj del dott. Hartwig sulla storia fiorentina* (nella *N. Antolog.*, del febbraio). *Sulla 2ª ediz. delle Recherches del Dozy* (nella *N. Antolog.* del luglio). *Su le iscrizioni arabiche del pa-*

lazzo regio di Messina (negli *Atti dei Lincei*, cl. Sc. Morali, ecc., serie 3ª, VII, 103). *Frammenti del geografo arabo Ibn Sa'id sull'Italia* (nel *Bollett. ital. di studj orient.*, ser., n. 20-21). — 1882, *Su i diplomi greci e arabi di Sicilia*, pubbl. da S. Cusa (nella *Cultura*, 15 febbr.). *Estratto del Kitâb al Asârât di Al Halandî* (nell'*Arch. stor. sicil.*, VI, 44). — 1883, *L'Italia descritta nel libro del re Ruggero, compilato da Edrisi*, testo arabo, con versione e note, in collaborazione con C. Schiaparelli (negli *Atti dei Lincei*, cl. Sc. Morali, ecc., ser. 2ª, vol. VII: estratto di pag. 158 oltre il testo). *Lettera nella pubblicazione* Charitas, 23 Dic. *Al 'Umari, condizione degli stati cristiani dell'Occidente, secondo una relazione di Domenichino Doria di Genova* (negli *Atti dei Lincei*, XI, 67): *Aggiunte e correzioni a codesta Memoria* (Ibid.). *Trattato di Giacomo II di Aragona col Sultano d'Egitto* (Ibid. XI). *Necrologia di R. Dozy* (ibid. *Transunti*, 20 maggio). *Estratti del Tarîh Mansurî*, lettera al Bar. Starabba (nell'*Arch. st. sicil.*, VIII, 111). *Lettera al sig. Palomes per « la storia de li Normanni »* (nella *Nuova Gazz. di Palermo*, 11 dicembre). — 1884, *Estratti del Tarîh Mansurî* (vedi *Arch. st. sicil.*, IX, 98). — 1886, *De' titoli che usava la cancelleria dei Sultani d'Egitto nel XIV sec. scrivendo ai reggitori di alcuni stati italiani* (negli *Atti dei Lincei*, cl. Sc. Mor. ser. 3ª, XII, 507). — 1887, *Sul supposto sepolcro di Galeno alla Cannita* (nell'*Arch. st. sicil*, n. s. XI, 427). *Sopra un vetro arabo del Museo nazionale di Palermo* (ibid. p. 484). *Sul Catalogue des monnaies musulmanes di H. La Voix* (nella *Riv. Asiatica di Firenze*).

(146) Presedè o prese parte a varie Commissioni, fra le altre ad una istituita in data del 13 sett. 1866 dal ministro Domenico Berti, e composta di Amari presidente, Ascoli, Bertini, Carducci, D'Ancona, Ferrucci, Giorgini, Ferrai segretario, per compilare un regolamento delle Facoltà di filosofia e lettere. Questa Commissione dopo lunghi studj formulò la sua proposta in 15 articoli, e di questi e dei processi verbali delle adunanze furono fatte parecchie copie in bozze di stampa a larghi margini, poichè il Ministro volle che ogni cosa fosse mandata alle varie Facoltà, affinchè discutessero l'opera della Commissione. S'intende che tutte furono d'accordo a levarne i pezzi, e, caduto poco dopo il Ministro, non se ne parlò più. Ma e i verbali delle discussioni e gli articoli del disegno contenevano utili osservazioni e norme, che se fossero state attuate, avrèbbero giovato agli studj. Forse l'unico esemplare che di quelle bozze ancora rimanga è quello da me posseduto.

(147) Nel 1882 stampò nell'occasione del centenario del Vespro: *Racconto popolare del Vespro Siciliano*; Roma, Forzani, di pag. 102. — *Sull'ordinamento della repubblica siciliana nel 1282*, lettura fatta

il 30 marzo alla Società siciliana per la storia patria e pubbl. in Palermo, Tipogr. dello Statuto, di pag. 15, estr. dal *Rendiconto* della tornata straordinaria tenuta in quel giorno dalla Società stessa. — *Su la origine della denominazione Vespro Siciliano*, conferenza tenuta il 31 marzo al Circolo filologico di Palermo, Tip. dello Statuto, di pag. 36. — *Breve racconto del Vespro*, nel n. unico *Sicilia-Vespro*, dell'*Illustrazione Italiana di Milano*, 31 marzo 1882.

(148) Nell'anniversario dell'anno ottantesimo ricevè dall'Università di Strasburgo il diploma di Dottore, *honoris causa*. Era per lo stesso titolo Dottore dell'Università di Leyda dal 1875 e di quella di Tubinga dal 1877.

(149) Un mese prima di morire, così mi scriveva da Roma: « Ci « rivedremo, e chi sa se io ricordi le antiche prodezze e tenti il « viaggio di Volognano! Quel che mi dà noia è di dover partire « di qui alla fine di giugno, cioè di sospendere il lavoro continuo « e di supplirvi con ricerche alla Magliabechiana. Io non ho lungo « avvenire, onde prima di andarmene vorrei lasciar pronta la seconda « edizione dei miei *Musulmani*, alla quale non lavoro da un anno, « trastullandomi invece colla *Memoria* che ho sotto i torchi dei « Lincei e col poema di Lorenzo Vernense ».

(150) *Altri frammenti arabi relativi alla storia d'Italia;* Roma, Tip. dei Lincei, 1889 (dal vol. VI, p. I, serie IV, delle *Memorie della Classe di scienze morali, storiche, filosofiche*).

(151) I discorsi pronunziati in tale occasione dal ministro Boselli, dal sindaco sen. Torrigiani, dal sen. Pasquale Villari, dal sen. Tullo Massarani, dal prof. Francesco Todaro, dal prof. Fausto Lasinio, vennero raccolti in un libretto di pag. 38 col tit.: *Parole pronunziate da diversi oratori sul feretro del sen. M. A. il giorno 18 luglio 1889 in una delle sale del R. Istituto di studj superiori di Firenze*; Firenze, Successori Le Monnier, 1889.

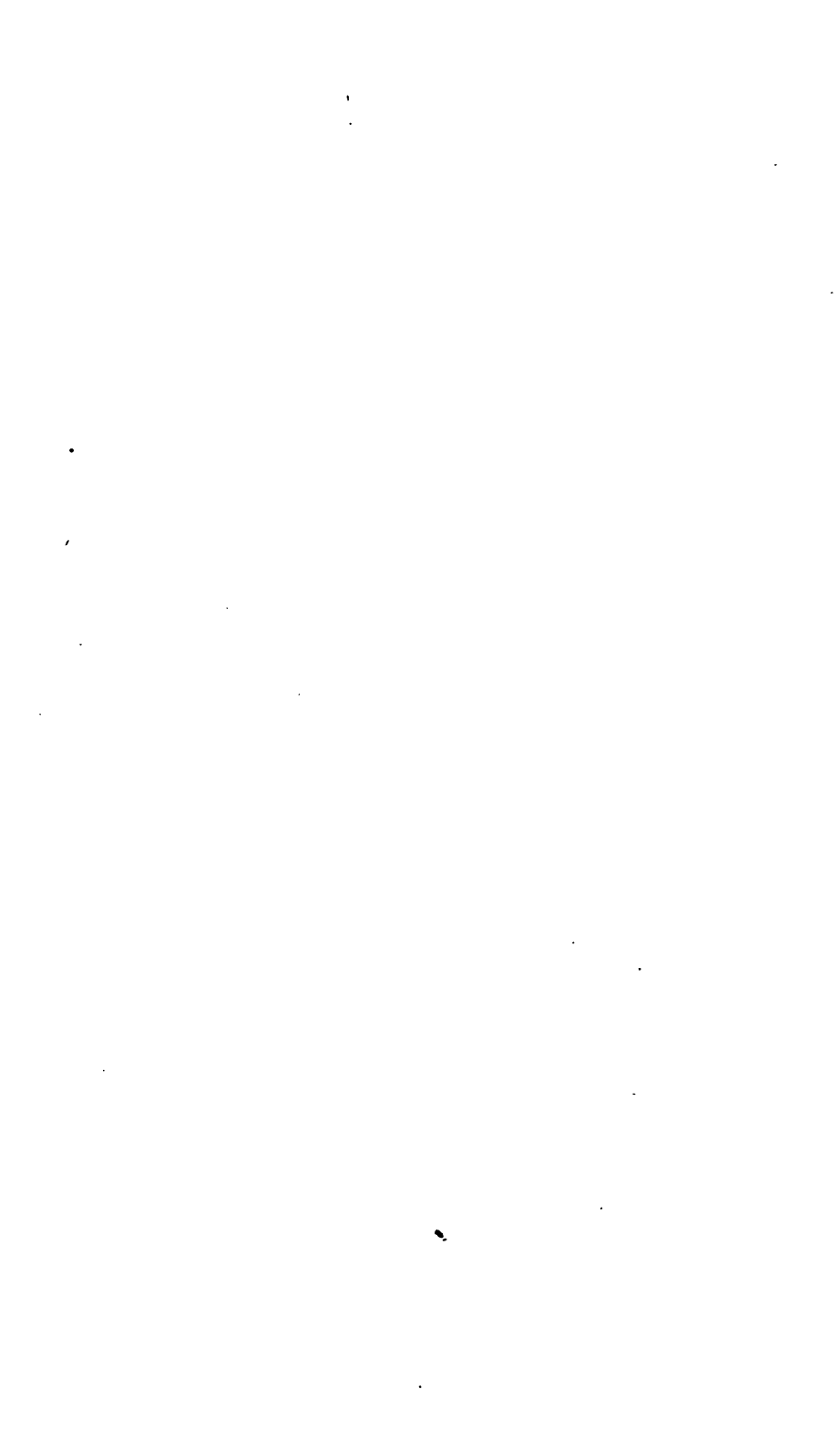
(152) Non stiamo a ricordare le varie scritture biografiche sull'Amari apparse allora nei giornali, ma non vogliamo tacere della *Commemorazione* che il 20 aprile 1890 ne fece ai Lincei ORESTE TOMMASINI con copia di dottrina e calore di affetto: vedila nelle *Memorie della classe di scienze morali*, ecc., serie IV, vol. VI, parte I, e nel volume *Scritti di storia e critica;* Roma, Loescher, 1891, pag. 271 e seguenti.

(153) Quanto a me non debbo dimenticare che da lui ebbi l'indicazione del Cod. riccardiano, che contiene una riduzione in versi del *Tesoro* di Brunetto Latini, e che mi servì alla dissertazione su

codesto argomento stampata nelle *Memorie dei Lincei;* nè avrei in esso potuto sì largamente illustrare la leggenda di Maometto nell'Occidente, se non fossi stato dall'Amari aiutato di notizie e di libri, ed egli non mi avesse tradotto espressamente qualche testo arabo.

(154) « Laggiù in Sicilia, come nella penisola, le aspirazioni po-
« litiche ci portarono a reagire, tra tante altre cose, contro quel
« certo italiano che si scrivea comunemente: povero, basso e pur
« fiacco; pieno di vocaboli e modi di dire stranieri. Lo zelo che
« ci movea contro tal gergo si argomenti da una fiera lista di pro-
« scrizione, a compier la quale ci mettemmo in tre, il povero Gae-
« tano Daita, che ora è morto, Francesco Perez ed io, mentre era-
« vamo uffiziali del Ministero di Stato di Palermo. Ristampammo con
« prefazione ed aggiunte (Palermo, 1835) l'anonimo *Elenco di alcune*
« *parole oggidì frequentemente in uso, le quali non sono ne' vocabolarj*
« *italiani con la corrispondenza di quelle che vi sono ammesse* (Mi-
« lano, 1812). La qual data di luogo e d'anno fa comprendere la
« intenzione dei primi al pari che dei secondi editori; ma il titolo
« per carità, ricada tutto su la coscienza de' primi! Del resto, era
« più facil cosa mettere all'indice il glossario degli uffizj pubblici
« e de' giornali, che scriver bene una lingua non parlata. Fervea
« allora quella gran lite, che or è sopita in grazia del Manzoni e
« dell'unità italiana. Noi giovani meridionali ci appigliavamo agli
« esempj toscani del trecento e del cinquecento: de' quali ciascuno
« approfittava com'ei potea. Nè io rimpiango il tempo che ci spesi;
« pur egli è vero che volendo fuggire i barbarismi, talvolta m'im-
« pigliai tra i vocaboli e i modi arcaici, e talvolta, cercando come
« avrebbe scritto Dino Compagni e il Machiavelli, foss'anco il Da-
« vanzati, resi stentatamente il pensiero, il quale non si potea fare
« che non appartenesse al decimonono secolo »: Prefazione alla IX ediz. della *Guerra del Vespro*, pag. VI. — L'opera, che i tre giovani palermitani credevano anonima, è di G. BERNARDONI, e fu da lui compilata per combattere il francesismo, introdottosi negli uffícj del Regno Italico, durante la dominazione francese.

(155) Nella *Guerra del Vespro*, sebbene egli s'industriasse di « ragguagliare un poco la tinta », frequente apparisce la intarsiatura del nuovo sul vecchio; e quantunque qua e là « cambiasse vocaboli e raddrizzasse le trasposizioni », che un tempo gli parevano « tanto leggiadre », lo stile generale dell'opera è sempre quello primitivo, formato sugli antichi modelli di prosa. Più tardi l'Amari non avrebbe cominciato il suo lavoro come, alla boccaccevole, lo scrisse da

prima, e restò anche nelle stampe posteriori: *La riputazione della forza per la quale si tengon gli Stati mutabilissima è.* E qua e là restano ancora certe durezze e alcune forme e costrutti dialettali, che sfuggirono alla revisione, come nel vol. II, p. 86: *Partorita ch'ella fu, la regina mandava per Alaimo;* dove in buon toscano ed italiano dovrebbe dirsi: *Partorito ch'ella ebbe, ecc.* Nella *Storia dei Musulmani*, salvo qualche *alsì* e *cittadi* e simili arcaismi, la lingua ha più del moderno e lo stile procede dignitoso sempre, ma franco e disinvolto.

INDICE

delle Persone alle quali sono indirizzate le Lettere scritte da Michele Amari.

P

R

S

T

V

INDICE

delle Persone dalle quali sono indirizzate Lettere a Michele Amari.

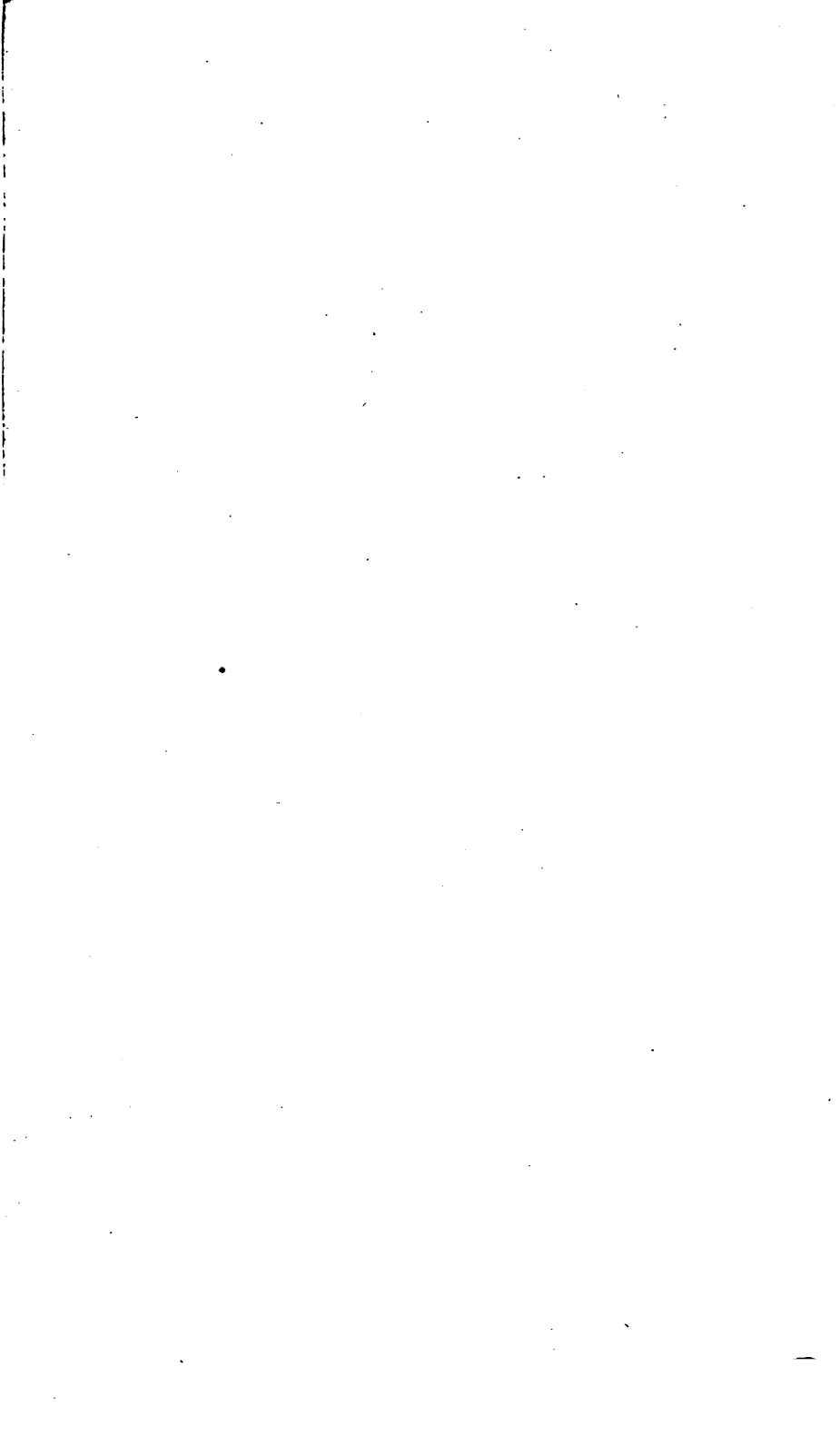
INDICE

delle Persone delle quali sono dati ragguagli nelle Note.

U

V

W

INDICE

Prezzo del presente volume Lire Quattro.

1429